

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

F. 2011 — 1262 (2011 — 1196)

[2011/14126]

28 AVRIL 2011. — Arrêté royal modifiant les catégories du permis de conduire, le modèle du permis de conduire et les conditions pour les examinateurs, conformément à la Directive 2006/126/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 relative au permis de conduire. — Erratum

Au *Moniteur belge* du 4 mai 2011, deuxième édition, acte n° 2011/14030, page 26375, il faut lire l'intitulé comme suit :

Annexe 7 à l'arrêté royal du 28 avril 2011 modifiant les catégories du permis de conduire, le modèle du permis de conduire et les conditions pour les examinateurs, conformément à la Directive 2006/126/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 relative au permis de conduire.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

N. 2011 — 1262 (2011 — 1196)

[2011/14126]

28 APRIL 2011. — Koninklijk besluit tot aanpassing van de rijbewijs-categorieën, het rijbewijsmodel en de voorwaarden voor examinatoren, ingevolge Richtlijn 2006/126/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 20 december 2006 betreffende het rijbewijs. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 4 mei 2011, tweede uitgave, akte nr. 2011/14030, bl. 26375, de hoofding moet gelezen worden als volgt :

Bijlage 7 bij het koninklijk besluit van 28 april 2011 tot aanpassing van de rijbewijscategorieën, het rijbewijsmodel en de voorwaarden voor examinatoren, ingevolge Richtlijn 2006/126/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 20 december 2006 betreffende het rijbewijs.

**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2011 — 1263

[C — 2011/27096]

3 MARS 2011. — Arrêté du Gouvernement wallon approuvant le règlement technique pour la gestion des réseaux de distribution d'électricité en Région wallonne et l'accès à ceux-ci

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, notamment l'article 13;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2007 relatif à la révision du règlement technique pour la gestion des réseaux de distribution d'électricité et l'accès à ceux-ci;

Vu la proposition de révision du règlement technique pour la gestion des réseaux de distribution d'électricité en Région wallonne et l'accès à ceux-ci, CD-10h24-CWaPE-287, de la CWaPE du 24 août 2010;

Vu l'avis 49.134/4 du Conseil d'Etat, donné le 17 janvier 2011 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre du Développement durable;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement approuve le règlement technique arrêté par la CWaPE annexé au présent arrêté.

Art. 2. L'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2007 relatif à la révision du règlement technique pour la gestion des réseaux de distribution d'électricité et l'accès à ceux-ci est abrogé.

Art. 3. Le Ministre qui a l'Énergie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 3 mars 2011.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Annexe

Règlement technique pour la gestion des réseaux de distribution d'électricité en Région wallonne et l'accès à ceux-ci

TITRE I^{er}. — Dispositions générales

CHAPITRE I^{er}. — Principes généraux

Section 1^{re}. — Champ d'application et définitions

Article 1^{er}. Le présent règlement technique comprend les prescriptions et les règles relatives à la gestion et l'accès au réseau de distribution, en basse tension et en haute tension.

Il contient un code de planification (Titre II), un code de raccordement (Titre III), un code d'accès (Titre IV), un code de mesure (Titre V) et un code de collaboration (Titre VI) comme précisé ci-après.

Art. 2. Les définitions contenues à l'article 2 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité sont applicables au présent règlement.

En outre, pour l'application du présent règlement, il y a lieu d'entendre par :

1. basse tension : niveau de tension inférieur ou égal à 1 kilovolt (kV);
2. charge : toute installation qui consomme de l'énergie électrique, active et/ou réactive;
3. code de sauvegarde : code opérationnel en vue d'assurer la sécurité, la fiabilité et l'efficacité du système électrique dans des conditions de situation d'urgence tel que défini dans le règlement technique de transport;
4. code de reconstitution : code opérationnel pour la reconstitution du système électrique après un effondrement complet ou partiel tel que défini dans le règlement technique de transport;
5. comptage : l'enregistrement par un équipement de mesure et par période de temps, de la quantité d'énergie active et éventuellement réactive injectée ou prélevée sur le réseau;
6. contrat/règlement d'accès : un contrat/règlement liant le gestionnaire du réseau de distribution et une personne nommée « détenteur d'accès », conclu conformément au Titre 4 du présent règlement technique et qui contient notamment les conditions particulières relatives à l'accès au réseau de distribution;
7. contrat de coordination de l'appel des unités de production : le contrat conclu entre le gestionnaire du réseau de transport et un responsable d'équilibre pour un ou plusieurs points d'injection et qui contient en particulier les conditions relatives à la coordination de l'appel des unités de production;
8. contrat de fourniture : contrat établi entre un fournisseur et un client final pour la fourniture d'électricité;
9. contrat/règlement de raccordement : le contrat/règlement liant un utilisateur du réseau et le gestionnaire du réseau qui détermine les droits et obligations réciproques relatifs à un raccordement déterminé, en ce compris les spécifications techniques pertinentes dûment annexées;
10. contrat de responsable d'accès : le contrat conclu entre le gestionnaire du réseau de transport et un responsable d'équilibre qui contient en particulier les conditions relatives à l'équilibre;
11. convention de collaboration : convention conclue entre le gestionnaire du réseau de distribution et chaque gestionnaire du réseau auquel son réseau est connecté;
12. courbe de charge : série mesurée ou calculée de données concernant le prélèvement ou l'injection d'énergie en un point d'accès par période élémentaire;
13. décret : le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité et ses modifications successives;
14. détenteur d'accès : la partie ayant signé un contrat d'accès avec le gestionnaire du réseau de distribution;
15. donnée de mesure : une donnée obtenue par un comptage ou une mesure au moyen d'un équipement de mesure;
16. code EAN : champs numérique unique (European Article Number) pour l'identification univoque soit d'un point d'accès (code EAN-GSRN (Global Service Related Number)), soit d'un des acteurs du marché (code EAN-GLN (Global Location Number));
17. CWaTUPE : Code wallon de l'Urbanisme, de l'Aménagement du Territoire, du Patrimoine et de l'Energie
18. énergie active : l'intégrale de la puissance active pendant une période de temps déterminée;
19. énergie réactive : l'intégrale de la puissance réactive pendant une période déterminée;
20. équipement de mesure : tout équipement pour effectuer des comptages et/ou des mesures afin de permettre au gestionnaire du réseau de remplir ses missions tels que compteurs, appareils de mesure, transformateurs de puissance ou équipements de télécommunication y afférents;
21. erreur significative : une erreur dans une donnée de mesure supérieure à la précision totale de l'ensemble des équipements de mesure déterminant cette donnée de mesure et qui est susceptible de dégrader le processus industriel ou d'altérer la facturation liée à cette donnée de mesure;
22. fréquence : le nombre de cycles par seconde de la composante fondamentale de la tension, exprimée en Hertz (Hz);
23. gestionnaire du réseau de distribution : tout gestionnaire d'un réseau de distribution désigné conformément à l'article 10 du décret;
24. gestionnaire du réseau de transport local : la personne désignée conformément aux dispositions du chapitre II du décret;
25. gestionnaire du réseau de transport : la personne désignée conformément à l'article 10 de la loi

26. haute tension : niveau de tension supérieur à 1 kilovolt;
27. injection : la mise à disposition d'énergie au réseau de distribution;
28. installation de raccordement : chaque équipement qui est nécessaire afin de relier les installations d'un utilisateur du réseau au réseau;
29. installation de l'utilisateur du réseau de distribution : une installation d'un utilisateur du réseau de distribution qui est électriquement reliée au réseau de distribution par un raccordement sans faire partie de celui-ci;
30. installation qui fait fonctionnellement partie du réseau de distribution : une installation sur laquelle un utilisateur du réseau de distribution possède le droit de propriété ou d'usage, mais dont la fonction est celle d'une installation du réseau de distribution, cette notion étant précisée dans le contrat de raccordement ou une convention en faisant partie;
31. jeu de barres : l'ensemble triphasé de trois rails métalliques ou de trois conducteurs qui composent chacun les points de tensions identiques et communs à chaque phase et qui permettent la connexion des installations (instruments, lignes, câbles) entre elles;
32. jour D : un jour calendrier;
33. jour D-1 : le jour calendrier précédant le jour D;
34. jour ouvrable : chaque jour de la semaine, à l'exception du samedi, du dimanche et des jours fériés légaux;
35. loi : la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité et ses modifications successives;
36. mesure : l'enregistrement à un instant donné d'une valeur physique par un équipement de mesure;
37. pertes actives : la dissipation de puissance active au sein du réseau de distribution lui-même et qui est causée par son utilisation;
38. plan de délestage : plan faisant l'objet d'un arrêté ministériel fédéral et précisant les coupures, les réductions de fournitures et les priorités que le gestionnaire du réseau de transport doit imposer lorsque le réseau est en péril;
39. point d'accès : un point d'injection et/ou de prélèvement;
40. point d'injection : la localisation physique et le niveau de tension d'un point où de la puissance est mise à disposition du réseau;
41. point d'interconnexion : point physique convenu mutuellement entre gestionnaires de réseaux où est réalisée la connexion entre leurs réseaux respectifs;
42. point de mesure : la localisation physique où des équipements de mesure sont connectés à l'installation de raccordement ou à l'installation d'un utilisateur du réseau;
43. point de prélèvement : la localisation physique où une charge est raccordée en vue d'y prélever de l'énergie électrique;
44. point de raccordement : la localisation physique et le niveau de tension du point où le raccordement est connecté au réseau de distribution et où il est possible de connecter et de déconnecter;
45. prélèvement : l'extraction d'énergie à partir du réseau de distribution;
46. profil synthétique de charge : courbe de charge unitaire établie statistiquement pour une catégorie de clients finals et désignée usuellement par l'abréviation SLP;
47. programme d'accès : la prévision raisonnable des injections et prélèvements de puissance active quart-horaire pour un point d'accès et pour un jour donnés;
48. puissance active : la partie de la puissance électrique pouvant être transformée en d'autres formes de puissance telles que mécanique ou thermique.
- Pour un système triphasé, sa valeur est égale à $\sqrt{3} \cdot U \cdot I \cdot \cos \phi$ où U et I sont les valeurs efficaces des composantes fondamentales de la tension composée (entre phases) et du courant et où phi représente le déphasage (décalage temporel) entre les composantes fondamentales de cette tension et de ce courant; la puissance active est exprimée en Watts ou en ses multiples. Dans le cas où la tension simple (entre phase et neutre) est utilisée, la formule devient $3 \cdot U \cdot I \cdot \cos \phi$.
- Pour un système monophasé, sa valeur est égale à $U \cdot I \cdot \cos \phi$ où U et I sont les valeurs efficaces des composantes fondamentales de la tension et du courant et où phi représente le déphasage (décalage temporel) entre les composantes fondamentales de cette tension et de ce courant;
49. puissance apparente : pour un système triphasé, la quantité égale à $\sqrt{3} \cdot U \cdot I$, où U et I sont les valeurs efficaces des composantes fondamentales de la tension composée et du courant. Dans le cas où la tension simple est utilisée, la formule devient $3 \cdot U \cdot I$; la puissance apparente est exprimée en VA ou en ses multiples.

- Pour un système monophasé, cette valeur est égale à $U \cdot I$ où U et I sont les valeurs efficaces des composantes fondamentales de la tension et du courant.
50. puissance de raccordement : la puissance maximale définie dans le contrat de raccordement et exprimée en voltampères (VA) ou en ses multiples, dont l'utilisateur du réseau de distribution peut disposer au moyen de son raccordement;
51. puissance quart-horaire : la puissance moyenne prélevée ou injectée sur une période d'un quart d'heure, exprimée en Watts (W) en cas de puissance active, en vars (var) en cas de puissance réactive, et en voltampères (VA) en cas de puissance apparente, ou en leurs multiples;
52. puissance réactive : pour un système triphasé, la quantité égale à $\sqrt{3} \cdot U \cdot I \cdot \sin \phi$, où U et I sont les valeurs efficaces des composantes fondamentales de la tension composée et du courant et où ϕ représente le déphasage (décalage temporel) entre les composantes fondamentales de cette tension et de ce courant; la puissance réactive est exprimée en VAR ou en ses multiples. Dans le cas où la tension simple est utilisée, la formule devient $3 \cdot U \cdot I \cdot \sin \phi$.
- Pour un système monophasé, cette valeur est égale à $U \cdot I \cdot \sin \phi$ où U et I sont les valeurs efficaces des composantes fondamentales de la tension et du courant et où ϕ représente le déphasage (décalage temporel) entre les composantes fondamentales de cette tension et de ce courant.
53. puissance souscrite : la puissance quart-horaire active maximum d'injection ou de prélèvement, déterminée dans un contrat d'accès et portant sur un point d'accès et une période donnée;
54. qualité de l'électricité : l'ensemble des caractéristiques de l'électricité pouvant exercer une influence sur le réseau de distribution, les raccordements et les installations d'un utilisateur du réseau de distribution, et comprenant en particulier la continuité de la tension et les caractéristiques électriques de cette tension à savoir notamment sa fréquence, son amplitude, sa forme d'onde et sa symétrie;
55. registre d'accès : le registre tenu par le gestionnaire du réseau de distribution, où sont indiqués notamment, par point d'accès, le responsable d'équilibre et le fournisseur;
56. registre de comptage : registre dans lequel chaque gestionnaire de réseau de distribution inscrit les équipements de mesure et leurs spécificités techniques
57. registre des responsables d'accès : registre tenu par le gestionnaire du réseau de transport conformément au règlement technique de transport;
58. règlement technique de transport : l'arrêté royal du 19 décembre 2002 établissant un règlement technique pour la gestion du réseau de transport d'électricité et l'accès à celui-ci et ses modifications successives;
59. règlement technique de transport local : le règlement technique pour la gestion du réseau de transport local d'électricité en Région wallonne et l'accès à celui-ci;
60. réseau de transport : l'ensemble des installations servant au transport de l'électricité à une tension supérieure à 70 kilovolts, établies sur le territoire belge et telles que définies par l'article 2, 7°, de la loi;
61. responsable d'équilibre : la personne physique ou morale responsable de l'équilibre, à l'échelle du quart d'heure, d'un ensemble d'injections ou de prélèvements à l'intérieur de la zone de réglage belge, et qui est enregistré à cette fin dans le registre des responsables d'accès;
62. RGIE : Règlement général sur les Installations électriques;
63. RGPT : Règlement général pour la Protection du Travail;
64. services auxiliaires : pour les réseaux de distribution, l'ensemble des services suivants :
a) le réglage de la tension et de la puissance réactive;
b) la compensation des pertes sur le réseau;
65. SYNERGRID : Fédération des gestionnaires de réseaux électricité et gaz en Belgique
66. système électrique : l'ensemble des équipements formé des réseaux interconnectés, des installations de raccordement et des installations des utilisateurs raccordées à ces réseaux;
67. unité de production décentralisée : unité de production dont l'appel n'est pas coordonné de manière centralisée au sens de l'article 144;
68. utilisateur du réseau de distribution : toute personne physique ou morale raccordée au réseau de distribution et qui a la possibilité de prélever ou d'injecter de l'énergie électrique sur ce réseau

Art. 3. § 1^{er}. Les délais exprimés en jours, indiqués dans le présent règlement, se comptent de minuit à minuit. Ils commencent à courir le jour ouvrable qui suit le jour de la réception de la notification officielle. En l'absence de notification officielle, les délais commencent à courir le jour ouvrable qui suit le jour de la prise de connaissance de l'événement en cause. Sauf indications contraires, les délais sont exprimés en jours ouvrables.

§ 2. Une nouvelle prescription technique (norme ou spécification annexe) rendue obligatoire par ce règlement technique, ainsi que toute modification de celle-ci (notamment les prescriptions techniques de Synergrid reprises dans le présent RTDE et approuvées par la CWaPE), sera d'application contraignante pour la réalisation ou la modification d'une installation, si la date de passation de la commande du matériel nécessaire à cette fin, est postérieure de plus de quarante jours ouvrables à la date de son entrée en vigueur.

Section 2. — Tâches et obligations du gestionnaire du réseau de distribution

Art. 4. § 1^{er}. Dans la zone pour laquelle il est désigné, le gestionnaire du réseau de distribution exécute les tâches et obligations qui lui incombent en vertu du décret et de ses arrêtés d'exécution afin d'assurer la distribution d'électricité entre les différents utilisateurs du réseau de distribution tout en surveillant, maintenant et, le cas échéant, en rétablissant la sécurité, la fiabilité et l'efficacité du réseau de distribution.

§ 2. Le gestionnaire du réseau de distribution définit préalablement les moyens nécessaires et proportionnés à la bonne réalisation de ses missions et met tous les moyens raisonnables en œuvre pour les obtenir.

Ces moyens nécessaires et proportionnés seront définis pour la première fois au moment du premier établissement du plan d'adaptation prévu à l'article 15 du décret. Ils seront réexaminés et, éventuellement, actualisés lors des révisions successives du plan d'adaptation.

Dans l'exécution de ses tâches, le gestionnaire du réseau de distribution met en œuvre tous les moyens adéquats que les utilisateurs du réseau sont en droit d'attendre de lui et qui peuvent, en tenant compte de la situation particulière, être raisonnablement obtenus.

§ 3. Le gestionnaire du réseau de distribution veille à ce que la tension fournie en chaque point de raccordement satisfasse aux dispositions de la norme NBN EN 50160 « Caractéristiques de la tension fournie par les réseaux publics de distribution ».

§ 4. En cas de coupure non planifiée du réseau de distribution ou du raccordement, le gestionnaire du réseau de distribution doit être sur place dans les deux heures qui suivent l'appel de l'utilisateur du réseau de distribution, avec les moyens appropriés pour commencer les travaux qui conduisent à l'élimination du défaut.

Sauf cas de force majeure, impossibilité technique ou circonstances météorologiques (tempêtes, violents orages, chutes de neige importantes,...) reconnues exceptionnelles par une instance publique notoirement habilitée à cette fin, s'il constate que la réparation nécessitera plus de quatre heures, le gestionnaire du réseau de distribution prendra ses dispositions pour rétablir l'alimentation du réseau par tout moyen de production provisoire qu'il jugera utile, de préférence, au niveau de la cabine de transformation haute tension/basse tension. Il en sera de même pour toute coupure planifiée du réseau de distribution dont la durée cumulée prévue dépasserait quatre heures dans une semaine; dans ce dernier cas, le gestionnaire du réseau de distribution conviendra avec les fournisseurs des modalités de récupération de la valeur de l'énergie qu'il a fournie.

Les clients qui ont une cabine privée et qui désirent bénéficier de cette disposition veillent à ce que le raccordement d'un groupe électrogène soit réalisable dans des conditions correctes de sécurité.

Pour les clients qui disposent d'une puissance de raccordement > 630 kVA, le contrat de raccordement défini à l'article 88 précisera les modalités pratiques d'application de ce paragraphe en fonction des possibilités techniques.

§ 5. Le gestionnaire du réseau de distribution veille à disposer des plans tenus à jour de son réseau ainsi que de l'inventaire des éléments constitutifs de celui-ci. Cependant, si ces documents n'existent pas pour les anciennes lignes aériennes basse tension, ils ne doivent pas être établis a posteriori sauf demande expresse d'une autorité publique. Le gestionnaire de réseau de distribution fait le point de sa documentation dans le rapport visé à l'article 5.

§ 6. Le gestionnaire du réseau de distribution met en œuvre les moyens informatiques performants correspondant à l'état de la technique et nécessaires pour assurer le bon fonctionnement de son réseau et la qualité du rapportage, notamment pour les éléments suivants : qualité de la tension, relevé et transmission des données de comptage, échange d'informations et d'instructions avec les différents acteurs concernés.

Art. 5. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de distribution remet chaque année à la CWaPE, en même temps que son plan d'adaptation, le rapport prévu par l'article 24 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2002 relatif aux gestionnaires de réseaux, dans lequel il décrit la qualité de ses prestations durant l'année calendrier écoulée.

§ 2. Ce rapport décrit :

1° la fréquence et la durée moyenne des interruptions d'accès à son réseau de distribution, ainsi que la durée annuelle totale de l'interruption, durant l'année calendrier indiquée. Ces informations sont fournies séparément pour la basse et la haute tension. Leur présentation peut être établie sur base de la méthode décrite dans la prescription technique SYNERGRID C10/14 intitulée « Indices de qualité. Disponibilité de l'accès au réseau de distribution » ou toutes autres prescriptions au moins équivalentes;

2° le respect des critères de qualité relatifs à la forme d'onde de la tension tels que décrits aux chapitres 2 et 3 de la norme NBN EN 50160;

3° la qualité des services fournis à toutes les parties concernées et, le cas échéant, les manquements aux obligations découlant du présent règlement et les raisons de ceux-ci.

4° l'état de la documentation visée à l'article 4, § 5.

Ce rapport reprend en annexe la liste des interruptions programmées et non programmées de l'année concernée.

§ 3. La CWaPE peut établir un modèle de rapport.

CHAPITRE II. — Echange d'informations et confidentialité

Section 1^{re}. — Echange d'informations

Art. 6. § 1^{er}. Toute notification ou communication faite en exécution du présent règlement technique doit avoir lieu par écrit, selon les formes et conditions prévues à l'article 2281 du Code civil, avec identification claire de l'expéditeur et du destinataire. Le gestionnaire du réseau de distribution peut préciser, après en avoir préalablement informé la CWaPE, la forme des documents dans lesquels ces informations doivent être échangées.

§ 2. Le gestionnaire du réseau de distribution prend les mesures organisationnelles utiles afin d'assurer un traitement efficace et une traçabilité suffisante à toute demande écrite pertinente d'un utilisateur du réseau de distribution ou d'un fournisseur. Par traitement efficace, on entend notamment l'obligation de réponse écrite, avec mention du gestionnaire du dossier et des voies de recours possibles, sans préjudice le cas échéant des dispositions légales applicables en matière de publicité des actes de l'administration.

§ 3. En cas d'urgence, des informations peuvent être échangées oralement. Dans tous les cas, ces informations orales doivent être confirmées le plus rapidement possible conformément au § 1^{er} du présent article.

§ 4. Le gestionnaire du réseau de distribution communique à ses utilisateurs de réseau le n° de téléphone auquel ils peuvent le joindre. Il met en œuvre les moyens qui lui permettent de répondre dans des délais acceptables, et également d'assurer un traitement efficace des informations et demandes reçues.

Art. 7. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 6, les informations commerciales et techniques échangées entre les différentes parties concernées sont délivrées par voie électronique (permettant la validation d'un envoi par l'émission d'un accusé de réception) selon un protocole de communication précisé dans un Message Implementation Guide (MIG). Ce MIG est convenu d'un commun accord entre les gestionnaires de réseau, les fournisseurs et la CWaPE. Il est ensuite formellement approuvé par la CWaPE. En l'absence d'accord, la CWaPE peut imposer un MIG.

§ 2. Le(s) protocole(s) visé(s) au § 1^{er} n'est (ne sont) pas d'application obligatoire pour les échanges d'informations entre :

- le gestionnaire du réseau de distribution et un utilisateur de réseau de distribution, si ce dernier préfère un autre protocole et l'a convenu avec le gestionnaire du réseau de distribution dans son contrat de raccordement, ou dans un avenant à celui-ci;

- le gestionnaire du réseau de transport local et un gestionnaire du réseau de distribution si un autre protocole a été explicitement convenu d'un commun accord dans la convention de collaboration ou un avenant à celle ci, avec information à la CWaPE.

§ 3. Sans préjudice des dispositions, légales et réglementaires, le gestionnaire du réseau de distribution peut préciser, après en avoir préalablement informé la CWaPE, des mesures techniques et administratives relatives aux informations à échanger afin d'en garantir la confidentialité telle que définie à la section 2 du présent chapitre.

§ 4. Lorsqu'un MIG a été convenu d'un commun accord, chaque partenaire est tenu de le mettre en œuvre correctement à la date convenue. Il est responsable des conséquences de tout message manquant ou incorrect et, s'il y échet, il veille à prendre au plus vite les mesures correctives, en veillant à ce qu'aucune partie ne soit lésée.

§ 5. Le respect des délais légaux et réglementaires et l'exactitude des messages dans le domaine de l'allocation sont monitorés par chaque gestionnaire du réseau, par fournisseur et par responsable d'équilibre. Les résultats par fournisseur, par responsable d'équilibre et pour l'ensemble du marché sont fournis par le gestionnaire du réseau sur base mensuelle à chaque fournisseur concerné et à chaque responsable d'équilibre. La façon de monitorer et de communiquer est définie en concertation entre les gestionnaires de réseaux et les fournisseurs, et peut être imposée par la CWaPE en l'absence d'accord. Une synthèse précise de ce monitoring est rédigée à l'attention de la CWaPE dans le rapport décrit à l'article 5, § 2, 3°.

§ 6. Les gestionnaires de réseaux de distribution et les fournisseurs peuvent décider d'un commun accord de monitorer la qualité d'autres types de messages qu'ils s'échangent. Ils en informent la CWaPE.

Art. 8. § 1^{er}. Le tableau 1 à l'annexe I^{re} reprend la liste des informations que le gestionnaire du réseau de distribution peut demander auprès des utilisateurs du réseau de distribution qui disposent d'un raccordement à la haute tension. Cette liste n'est pas limitative. Le gestionnaire du réseau de distribution peut à tout moment demander les informations complémentaires dont il justifie avoir besoin pour des raisons de sécurité, de fiabilité et d'efficacité du réseau de distribution.

§ 2. L'utilisateur du réseau de distribution informe sans délai le gestionnaire du réseau de distribution de toute modification de ses installations dans la mesure où cette modification exige une adaptation des informations communiquées précédemment.

Art. 9. En l'absence de dispositions expresses en la matière dans le présent règlement, les gestionnaires des réseaux de distribution, les utilisateurs du réseau de distribution, les fournisseurs et les responsables d'équilibre s'efforcent de communiquer dans les meilleurs délais les informations nécessaires conformément au présent règlement.

Art. 10. Lorsqu'une partie est chargée, conformément au présent règlement ou aux contrats conclus en vertu de celui-ci, de fournir des informations à une autre partie, elle prend les dispositions nécessaires pour assurer au destinataire des informations que le contenu en a été dûment vérifié.

Section 2. — Confidentialité

Art. 11. § 1^{er}. Celui qui communique des informations identifie comme telles les informations confidentielles et/ou commercialement sensibles. La communication à des tiers d'informations confidentielles et/ou commercialement sensibles par le destinataire de ces informations n'est pas permise, sauf si au moins une des conditions suivantes est remplie :

1. la communication est requise dans le cadre d'une procédure judiciaire ou imposée par les autorités publiques ou demandée par la CWaPE dans le cadre de ses missions;
2. les dispositions légales ou réglementaires concernant l'organisation du marché de l'électricité imposent la divulgation ou la communication des informations en question;
3. il existe une autorisation écrite préalable de celui dont émanent les informations confidentielles et/ou commercialement sensibles;
4. la gestion du réseau de distribution ou la concertation avec d'autres gestionnaires de réseau requiert la communication de ces informations par le gestionnaire du réseau de distribution;
5. l'information est habituellement accessible ou disponible dans le public.

Lorsque la communication à des tiers s'effectue sur la base des conditions reprises sous les points 2, 3 et 4 ci-dessus, le destinataire de l'information doit s'engager, sans préjudice des dispositions légales ou réglementaires applicables, à donner à cette information le même degré de confidentialité que celui donné lors de la communication initiale.

§ 2. Sont notamment considérées comme confidentielles les informations suivantes :

- les données par point de fourniture (registre d'accès et données de comptage);
- les données individualisées du contrat de raccordement;
- les demandes de raccordement ou de modification du raccordement;
- les données communiquées à l'occasion d'une demande relative à un raccordement (avis préalable, étude d'orientation et/ou de détails, proposition de contrat...);
- les prescriptions de sécurité et les procédures d'accès chez un utilisateur;

- les données de planification visées aux articles 29 à 33;
- le schéma de l'installation de l'utilisateur du réseau;
- tout ce qui concerne les demandes de raccordement d'installations de production.

Section 3. — Publicité des informations

Art. 12. Chaque gestionnaire du réseau de distribution met les informations suivantes à la disposition du public et en tout cas sur un serveur accessible via Internet :

1. les conditions générales des contrats à conclure en vertu du présent règlement;
2. les procédures qui sont d'application et auxquelles le présent règlement fait référence;
3. les formulaires nécessaires à l'échange des informations conformément au présent règlement;
4. les tarifs d'accès à son réseau de distribution.
5. les codes tarifaires, les taxes et les coûts de transport.

Section 4. — Tenue des registres et publication

Art. 13. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de distribution détermine le support sur lequel il tient les registres prévus par le présent règlement et en informe la CWaPE.

§ 2. Si les registres sont tenus sur un support informatique, le gestionnaire du réseau de distribution prend les dispositions nécessaires pour conserver en sécurité au moins une copie non altérée sur un support identique.

§ 3. Le gestionnaire du réseau de distribution assure la publication des registres prévus par le présent règlement selon les modalités conformes à l'usage et à la législation applicable en la matière.

CHAPITRE III. — Contrats, conventions, procédures et formulaires

Art. 14. § 1^{er}. Les conditions générales des contrats, y compris la convention de collaboration prévue au titre VI, à conclure en vertu du présent règlement, ainsi que toutes modifications qui y sont apportées, sont transmises à la CWaPE, sans délai et en tout cas deux mois avant leur entrée en vigueur.

§ 2. Les procédures et les formulaires mentionnés dans le présent règlement, ainsi que les modifications qui y sont apportées, suivent la procédure prévue au § 1^{er}.

§ 3. Les règlements et les contrats-type de raccordement et d'accès, ainsi que leurs modifications doivent être approuvés par la CWaPE avant d'être mis en vigueur. Le gestionnaire de réseau de distributions ne publie ces documents, notamment sur leurs sites internet qu'après approbation par la CWaPE de leur version finale. A défaut de décision après deux mois, l'approbation est considérée comme tacitement acquise.

CHAPITRE IV. — Accès des personnes aux installations

Section 1^{re}. — Prescriptions générales relatives à la sécurité des personnes et des biens

Art. 15. Les dispositions légales et réglementaires applicables en matière de sécurité des biens et des personnes, telles que le RGPT et le RGIE, ainsi que la norme NBN EN 50110-1 « Exploitation des installations électriques » et la norme NBN EN 50110-2 « Exploitation des installations électriques (annexes nationales) » sont d'application pour toute personne intervenant sur le réseau, y compris le gestionnaire du réseau de distribution, les utilisateurs du réseau de distribution, les fournisseurs, les responsables d'équilibre, les autres gestionnaires de réseau et leur personnel respectif, ainsi que des tiers intervenant sur le réseau de distribution à la demande d'une des parties précitées.

Section 2. — Accès des personnes aux installations du gestionnaire du réseau de distribution

Art. 16. § 1^{er}. L'accès à tout bien meuble ou immeuble sur lequel le gestionnaire du réseau de distribution possède le droit de propriété ou de jouissance s'effectue à tout moment conformément à la procédure d'accès et aux prescrits de sécurité du gestionnaire du réseau de distribution et avec son accord explicite préalable.

§ 2. Le gestionnaire du réseau de distribution a le droit d'accéder sans contraintes ou risques exagérés à toutes les installations sur lesquelles il possède le droit de propriété ou de jouissance et qui se trouvent sur le site de l'utilisateur du réseau de distribution. L'utilisateur du réseau de distribution veille à ce que le gestionnaire du réseau de distribution ait un accès permanent ou prend les mesures nécessaires pour le lui donner immédiatement et en tout temps.

§ 3. Si l'accès à un bien meuble ou immeuble du gestionnaire du réseau de distribution est subordonné à des procédures d'accès spécifiques et à des prescriptions de sécurité en vigueur chez l'utilisateur du réseau de distribution, ce dernier doit en informer préalablement et par écrit le gestionnaire du réseau de distribution. A défaut, le gestionnaire du réseau de distribution suit ses propres prescriptions de sécurité.

Section 3. — Accès des personnes aux installations de l'utilisateur du réseau de distribution faisant fonctionnellement partie du réseau de distribution ou ayant une influence non négligeable sur celui-ci

Art. 17. § 1^{er}. Lorsque le gestionnaire du réseau de distribution estime que certaines installations de l'utilisateur du réseau de distribution font fonctionnellement partie du réseau de distribution ou ont une influence non négligeable sur le fonctionnement du réseau de distribution, sur le(s) raccordement(s) ou installation(s) d'autre(s) utilisateur(s) du réseau de distribution, il le signale et le justifie à l'utilisateur du réseau de distribution et à la CWaPE.

Il lui propose alors une convention, éventuellement de régularisation, qui reprend la liste des installations concernées, ainsi que les responsabilités de conduite, de gestion et d'entretien de ces installations.

Cette convention garantit à l'utilisateur du réseau de distribution le respect de tous les engagements antérieurs, en ce compris le maintien de la capacité du raccordement existant, sauf accord écrit en sens contraire de l'utilisateur du réseau de distribution et moyennant indemnisation adéquate de ce dernier. Cette convention décrit également les modalités financières de prise en charge par le gestionnaire du réseau de distribution de tous les frais occasionnés par cette modification du statut des équipements de raccordement, y compris le dédommagement du propriétaire des installations. Cette convention constitue un avenant au contrat de raccordement. En cas de problème lors de la négociation de cette convention, l'arbitrage de la CWaPE peut être demandé.

Pour les nouveaux raccordements, cette convention est annexée au contrat de raccordement.

§ 2. Le gestionnaire du réseau de distribution a le droit d'accéder au raccordement et aux installations visées au § 1^{er} afin d'y effectuer des inspections, des tests et/ou des essais. De plus, si ces installations font fonctionnellement partie du réseau de distribution, le gestionnaire du réseau de distribution doit y avoir accès pour y effectuer les interventions prévues dans la convention visée au § 1^{er}. L'utilisateur du réseau de distribution veille à cet effet à fournir

un accès permanent au gestionnaire du réseau de distribution ou prend les mesures nécessaires pour le lui accorder immédiatement et en tout temps. S'il doit effectuer des tests et/ou des essais, le gestionnaire du réseau de distribution s'organise pour perturber au minimum les activités de l'utilisateur du réseau de distribution, sauf cas d'urgence ou de force majeure.

§ 3. Préalablement à toute exécution des inspections, tests et/ou essais visés au § 2, l'utilisateur du réseau de distribution est tenu d'informer par écrit le gestionnaire du réseau de distribution des prescriptions de sécurité applicables. A défaut, le gestionnaire du réseau de distribution suit ses propres prescriptions de sécurité.

Section 4. — Travaux au réseau de distribution ou aux installations de l'utilisateur du réseau de distribution

Art. 18. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de distribution a le droit de mettre l'utilisateur du réseau de distribution en demeure lorsque la sécurité ou la fiabilité du réseau de distribution nécessite une adaptation des installations sur lesquelles l'utilisateur du réseau de distribution possède le droit de propriété ou de jouissance.

La mise en demeure écrite décrit les adaptations nécessaires, leur motivation et leur délai d'exécution. En cas de non-exécution de ces travaux par l'utilisateur du réseau de distribution dans le délai fixé par la mise en demeure, le gestionnaire du réseau de distribution a le droit, après une ultime mise en demeure avec copie à la CWaPE, de suspendre l'alimentation à la fin du délai fixé dans cette ultime mise en demeure. Les frais des travaux décrits dans cet article sont à charge du gestionnaire du réseau de distribution, sauf s'il démontre qu'ils sont dus à des manquements de l'utilisateur ou résultent d'une intervention technique de ce dernier. Le cas échéant, les §§ 2 et 3 de l'article 17 sont applicables.

§ 2. Le § 1^{er} du présent article s'applique également lorsque l'efficacité du réseau de distribution nécessite une adaptation des installations sur lesquelles l'utilisateur du réseau de distribution possède le droit de propriété ou d'usage, moyennant concertation préalable avec l'utilisateur du réseau de distribution en ce qui concerne les travaux nécessaires et leur délai d'exécution.

Art. 19. Les travaux, y compris les inspections, tests et/ou essais, doivent être exécutés conformément aux dispositions du présent règlement et aux contrats conclus en vertu de celui-ci.

CHAPITRE V. — Situation d'urgence et force majeure

Section 1^{re}. — Définition d'une situation d'urgence

Art. 20. Dans le présent règlement, est considérée comme une situation d'urgence :

1. la situation qui fait suite à la force majeure et dans laquelle doivent être prises des mesures exceptionnelles et temporaires pour faire face aux conséquences de la force majeure afin de pouvoir garantir ou rétablir le fonctionnement sûr et fiable du réseau de distribution;

2. une situation qui fait suite à un événement qui, bien qu'il ne puisse pas être qualifié de force majeure selon l'état actuel de la jurisprudence et de la doctrine, exige, selon l'évaluation du gestionnaire du réseau de distribution ou de l'utilisateur du réseau de distribution, une intervention urgente et adéquate du gestionnaire du réseau de distribution afin de pouvoir garantir ou rétablir le fonctionnement sûr et fiable du réseau de distribution, ou d'empêcher d'autres dommages. Le gestionnaire du réseau de distribution justifie cette intervention a posteriori auprès des utilisateurs et de la CWaPE.

Section 2. — Force majeure

Art. 21. Les situations suivantes, pour autant qu'elles soient irrésistibles et imprévisibles, sont considérées comme des cas de force majeure pour le gestionnaire du réseau de distribution aux fins du présent règlement :

1° les catastrophes naturelles, découlant des tremblements de terre, inondations, tempêtes, cyclones ou autres circonstances climatologiques reconnues exceptionnelles par une instance publique notoirement habilitée à cette fin;

2° un accident nucléaire ou chimique et ses conséquences;

3° l'indisponibilité subite des installations pour des raisons autres que la vétusté, le manque d'entretien ou la qualification des opérateurs; y compris une indisponibilité du système informatique, provoqué ou non par un virus, alors que toutes les mesures préventives avaient été prises, eu égard à l'état de la technique;

4° l'impossibilité technique, temporaire ou permanente, pour le réseau de distribution de fournir de l'électricité en raison d'un manque brutal d'injection d'énergie venant du réseau de transport ou de transport local et non compensable par d'autres moyens;

5° l'impossibilité d'opérer sur le réseau de distribution ou les installations qui en font fonctionnellement partie en raison d'un conflit collectif et qui donne lieu à une mesure unilatérale des employés (ou groupes d'employés) ou tout autre conflit social;

6° l'incendie, l'explosion, le sabotage, l'acte de nature terroriste, l'acte de vandalisme, les dégâts provoqués par des actes criminels, la contrainte de nature criminelle et les menaces de même nature;

7° la guerre déclarée ou non, la menace de guerre, l'invasion, le conflit armé, l'embargo, la révolution, la révolte;

8° le fait du prince, dont notamment les situations dans lesquelles l'autorité compétente invoque l'urgence et impose des mesures exceptionnelles et temporaires aux gestionnaires de réseaux ou aux utilisateurs du réseau de distribution afin de pouvoir maintenir ou rétablir le fonctionnement sûr et fiable de l'ensemble des réseaux.

Section 3. — Intervention du gestionnaire du réseau de distribution

Art. 22. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de distribution est autorisé à entreprendre toutes les actions qu'il juge nécessaires aux fins de la sécurité et de la fiabilité du réseau de distribution lorsqu'il doit faire face à une situation d'urgence ou lorsqu'une telle situation est invoquée par un autre gestionnaire du réseau, un utilisateur du réseau de distribution, un fournisseur ou toute autre personne concernée.

§ 2. Le gestionnaire du réseau de distribution prend toutes les actions préventives nécessaires aux fins de limiter les conséquences dommageables des événements exceptionnels annoncés ou raisonnablement prévisibles.

Les actions que le gestionnaire du réseau de distribution prend dans le cadre du présent article lient toutes les personnes concernées.

§ 3. Dans le cas où une situation d'urgence porte simultanément sur le réseau de transport et/ou de transport local et un ou plusieurs réseaux de distribution, les dispositions du règlement technique de transport ont priorité sur le présent règlement, en cas de divergence.

Section 4. — Suspension des obligations

Art. 23. § 1^{er}. En cas de situation d'urgence, l'exécution des tâches et des obligations est suspendue en partie ou en totalité, mais uniquement pour la durée de l'événement qui donne lieu à cette situation d'urgence.

§ 2. Les obligations à caractère financier contractées avant la situation d'urgence doivent être exécutées.

Art. 24. § 1^{er}. La partie qui invoque la situation d'urgence est néanmoins tenue de mettre raisonnablement tout en œuvre pour :

1. minimiser les effets de la non-exécution de ses obligations;
2. remplir à nouveau ses obligations suspendues dans les plus brefs délais.

§ 2. La partie qui suspend ses obligations communique dès que possible et par tout moyen disponible à toutes les parties concernées les raisons pour lesquelles elle a suspendu ses obligations en partie ou en totalité et la durée prévisible de la situation d'urgence.

CHAPITRE VI. — Enfouissement des lignes électriques

Art. 25. § 1^{er}. Lorsque l'amélioration, le renouvellement ou l'extension du réseau de distribution conduit à établir de nouvelles liaisons, à renouveler ou à modifier fortement des liaisons existantes, les nouvelles liaisons seront réalisées par des câbles souterrains et il sera procédé à l'enfouissement des lignes à renouveler ou à modifier fortement.

§ 2. Ces projets d'enfouissement seront communiqués à la CWaPE soit à l'occasion de l'établissement du plan d'adaptation du réseau de distribution soit lors de toute demande spécifique de modification du réseau de distribution.

§ 3. Si le gestionnaire du réseau de distribution estime ne pas pouvoir respecter cette priorité à l'enfouissement, il établira pour chaque cas une justification qu'il enverra à la CWaPE préalablement à toute réalisation par envoi dont elle a approuvé la forme, et ne pourra effectuer les travaux avant réception de la décision de la CWaPE prévue au § 5 ci-après. Cette justification portera au minimum sur les aspects suivants :

1° les aspects techniques tels que notamment les modifications des transferts d'énergie dans le réseau, la modification de la puissance de court-circuit et son incidence sur les équipements avoisinants, la fiabilité et la disponibilité de la liaison, le temps moyen de réparation, les courants respectifs et la variation du facteur de puissance, les risques de surtension et les pertes en réseau, la sensibilité aux courants vagabonds et les risques éventuels liés à la proximité d'autres équipements externes;

2° les aspects économiques tels que notamment les coûts comparatifs d'installation, de contrôle, d'entretien, de renforcement des lignes aériennes et des câbles souterrains et les coûts des pertes en réseau, les incidences éventuelles sur la structure du réseau ou sur les équipements électriques avoisinants, les possibilités et durées d'amortissement de ces frais compte tenu notamment des durées de vie estimées;

3° les aspects légaux et réglementaires tels que, notamment l'occupation du sous-sol de la voirie et l'ouverture de celle-ci lors de la pose ou d'intervention éventuelle, les modifications prévisibles de cette voirie et de sa destination;

4° les aspects environnementaux et patrimoniaux tels que l'incidence sur le paysage, les biens protégés, le sous-sol archéologique, et sur la structure du sol, le voisinage avec des habitations et l'importance des champs électriques et magnétiques induits, l'influence sur la faune et sur la flore;

5° les réalisations alternatives proposées par le gestionnaire du réseau de distribution afin de mieux satisfaire à l'objectif poursuivi dans la priorité à l'enfouissement des lignes.

§ 4. La CWaPE définit les modalités d'introduction des dossiers et leur contenu. Elle peut demander des informations complémentaires dans les 15 jours de la réception des dossiers justificatifs.

§ 5. Dans un délai de 2 mois après la réception du dossier complet, la CWaPE prend une décision qu'elle transmet au gestionnaire du réseau de distribution et, le cas échéant, au ministre. Cette décision de la CWaPE ne concerne que l'application du décret. Si elle est positive, elle ne dispense pas le gestionnaire du réseau de distribution d'obtenir les autorisations normalement requises pour les travaux concernés.

CHAPITRE VII. — Exigences techniques minimales pour l'établissement des infrastructures du réseau

Art. 26. § 1^{er}. Les infrastructures du réseau de distribution sont conformes aux lois, règlements et normes en vigueur et particulièrement au RGIE.

§ 2. Elles sont conçues pour acheminer en sécurité l'énergie électrique vers les différents points de prélèvement et pour assurer la répartition de l'énergie apportée aux points d'injection. Le gestionnaire du réseau de distribution adapte le réseau de distribution aux flux normalement prévisibles. Il veille à ce qu'en toutes circonstances, les distances de sécurité entre ses installations et les personnes ou les biens de tiers soient respectées.

§ 3. Le gestionnaire du réseau de distribution a le droit de couper les branches d'arbres susceptibles d'occasionner des courts-circuits ou des dégâts aux lignes électriques qui surplombent une propriété privée. Sauf urgence, il prévient préalablement le propriétaire par courrier recommandé. Dans ce courrier, il signale que le propriétaire peut effectuer lui-même un élagage, dans un délai d'un mois. En cas de refus du propriétaire, le gestionnaire du réseau de distribution procède lui-même à la coupe des branches incriminées en bon père de famille; le propriétaire devant lui donner accès.

Si les branches incriminées dépassent d'une propriété privée et que la ligne électrique longe une voirie et est située au-dessus du domaine public, l'élagage est à charge du propriétaire des arbres.

§ 4. Le gestionnaire du réseau de distribution a également le droit d'établir à demeure des supports et ancrages pour les lignes électriques aériennes BT à l'extérieur des murs et façades donnant sur la voie publique. Il le fait en bon père de famille, en respectant l'esthétique des habitations et répare les dégâts éventuels. Il peut également faire passer sans attache ni contact des lignes électriques au-dessus des propriétés privées, sans pour autant empêcher l'érection des constructions.

§ 5. Les protections des équipements du réseau de distribution sont conçues et réglées de façon à éliminer efficacement les défauts et/ou surcharges. Des protections sélectives de niveau supérieur sont prévues pour pallier le non fonctionnement des protections normales.

TITRE II. — Code de planification*CHAPITRE I^{er}. — Données en vue d'établir un plan d'adaptation*

Art. 27. Dans le cadre des règles opérationnelles pour la gestion technique des flux d'électricité, le gestionnaire du réseau de distribution convient avec la CWaPE des modalités pratiques de concertation en vue de l'établissement d'un plan d'adaptation de son réseau sur base des informations telles que décrites dans le présent Titre.

Art. 28. § 1^{er}. L'établissement d'un plan d'adaptation du réseau de distribution en vue d'améliorer la gestion des flux d'électricité qui le parcourent et de remédier aux problèmes risquant de compromettre la sécurité et la continuité de l'approvisionnement en énergie électrique comprend les phases suivantes :

- une estimation détaillée des besoins du réseau de distribution d'une part en matière de capacité de distribution d'énergie (prélèvement et injection) et, d'autre part, en matière de sécurité, de fiabilité et de continuité de service en tenant compte des objectifs régionaux en matière d'énergies renouvelables;
- l'analyse des moyens nécessaires pour rencontrer ces besoins;
- la comparaison des moyens nécessaires avec les moyens existants;
- l'énumération des travaux et le programme des investissements nécessaires pour adapter le réseau de distribution en vue de remédier aux problèmes décelés, y compris une estimation des moyens budgétaires à mettre en œuvre;
- l'établissement d'un planning de réalisation.

§ 2. A cette fin, les actions suivantes sont entreprises :

1° chaque gestionnaire du réseau de distribution remet pour le 2 mai les informations visées au premier alinéa à la CWaPE (ou justifie que le plan approuvé par le Gouvernement wallon l'année précédente ne nécessite aucune adaptation);

2° le gestionnaire du réseau de distribution convient avec la CWaPE d'une date pour la présentation de son plan durant le mois de mai;

3° la CWaPE procède ensuite à l'examen du plan et peut demander au gestionnaire du réseau de distribution de lui fournir les informations et justifications qu'elle estime nécessaires. Elle l'informe de son avis au plus tard le 1^{er} juillet;

4° le gestionnaire du réseau de distribution ajuste éventuellement son plan et remet, avant le 1^{er} septembre, la version définitive à la CWaPE en deux exemplaires;

5° la CWaPE remet sans délai au ministre un des exemplaires accompagné de ses commentaires éventuels;

6° après approbation par le Gouvernement wallon, le plan est mis en application dès le 1^{er} janvier de l'année suivante.

§ 3. Le plan d'adaptation couvre une période de trois ans, et quatre ans à partir du plan 2013-2016. Il est adapté tous les ans pour les deux années suivantes (les trois années suivantes à partir de 2013), selon le processus décrit au § 2. Si les circonstances l'imposent, il peut également être adapté à tout moment et proposé à la CWaPE.

CHAPITRE II. — Données de planification

Section 1^{re}. — Généralités

Art. 29. Les données de planification comprennent notamment les informations contenues à l'annexe I^{re} du présent règlement technique, désignées par l'abréviation « P » ou par « Tous » dans la colonne « Objectif ».

Art. 30. L'utilisateur du réseau de distribution ou, le fournisseur en application de l'article 33 est tenu de transmettre les données de planification à fournir par les utilisateurs du réseau au gestionnaire du réseau de distribution conformément au présent Titre selon sa meilleure estimation.

Section 2. — Notification

Art. 31. L'utilisateur du réseau de distribution disposant d'une puissance de raccordement supérieure à 2 MVA, ou le fournisseur à ce point d'accès, communique chaque année avant le 31 décembre pour les trois années suivantes au gestionnaire du réseau de distribution sa meilleure estimation des données de planification suivantes :

1° les prévisions en matière de puissance maximum à prélever (kW, kvar) sur une base annuelle, avec indication des ruptures de tendance attendues;

2° la description de la courbe de charge annuelle de l'énergie active à prélever.

Une estimation de ces données pour l'année suivante, soit à quatre ans, est également transmise à titre indicatif au gestionnaire du réseau de distribution, à partir de 2013.

Art. 32. L'utilisateur du réseau de distribution dont les installations comprennent ou comprendront des unités de production d'une puissance développable nette totale par point d'injection d'au moins 2 MVA communique chaque année, avant le 31 décembre, au gestionnaire du réseau de distribution les données de planification suivantes relatives aux trois années à venir :

1° la puissance nette développable maximale, le profil prévisionnel de la courbe de charge, les données techniques, les limites opérationnelles et le mode de réglage des différentes unités de production mises en service ainsi que de celles à mettre en service;

2° les unités de production qui seront retirées du service et la date prévue de mise hors service.

Une estimation de ces données pour l'année suivante, soit à quatre ans, est également transmise à titre indicatif au gestionnaire du réseau de distribution à partir de 2013.

Art. 33. Pour les utilisateurs du réseau de distribution non visés aux articles 31 et 32, il incombe au fournisseur de communiquer, pour l'ensemble des clients finals pour lesquels il a signé des contrats de fourniture, chaque année avant le 31 décembre au gestionnaire du réseau de distribution, les données de planification suivantes relatives aux deux années à venir :

1° les prévisions en matière de puissance maximum à mettre à disposition ou d'énergie à prélever ou à injecter (kW, kvar) sur une base annuelle, avec indication des ruptures de tendance attendues pour chaque tronçon du réseau, tel que défini par le gestionnaire du réseau de distribution;

2° le profil de la courbe de charge annuelle de l'énergie active à prélever.

Art. 34. La communication des données de planification visées aux articles 31, 32 et 33 s'effectue selon le tableau prévu à l'annexe I^{re} du présent règlement.

Art. 35. L'utilisateur du réseau de distribution ou le fournisseur peut, le cas échéant, communiquer au gestionnaire du réseau de distribution toutes autres informations utiles qui ne sont pas reprises à l'annexe I^{re} du présent règlement.

Art. 36. Le devoir de communication des données de planification visées aux articles 31 et 32 s'applique également aux futurs utilisateurs du réseau de distribution lors de l'introduction de leur demande de raccordement.

Art. 37. § 1^{er}. Au cas où le gestionnaire du réseau de distribution estime que les données de planification communiquées sont incomplètes, inexactes ou déraisonnables, l'utilisateur du réseau de distribution, à la demande du gestionnaire du réseau de distribution, vérifie les données concernées et transmet les informations ainsi validées ainsi que les données complémentaires que ce dernier juge utiles.

§ 2. Le gestionnaire du réseau de distribution peut requérir de l'utilisateur du réseau de distribution ou de toute partie concernée des données supplémentaires non prévues au présent règlement afin de remplir ses obligations. Cette requête est motivée.

§ 3. Après consultation de l'utilisateur du réseau de distribution ou du fournisseur, le gestionnaire du réseau de distribution détermine le délai raisonnable dans lequel ces données visées au § 1^{er} et au § 2 doivent être transmises par l'utilisateur du réseau de distribution ou le fournisseur au gestionnaire du réseau de distribution.

Art. 38. Les gestionnaires de réseau conviennent entre eux de la forme et du contenu des données qu'ils doivent s'échanger pour l'établissement du plan d'adaptation, ainsi que des délais à respecter.

Art. 39. Le gestionnaire du réseau de distribution s'assure au mieux du caractère complet et vraisemblable des données reçues des utilisateurs du réseau de distribution avant de procéder à l'établissement d'un plan d'adaptation.

TITRE III. — Code de raccordement

CHAPITRE I^{er}. — Prescriptions techniques de raccordement

Section 1^{re}. — Généralités

Art. 40. § 1^{er}. Le présent Titre s'applique :

1° aux installations de raccordement;

2° aux installations de l'utilisateur du réseau de distribution qui ont une influence non négligeable sur le fonctionnement du réseau de distribution, sur le(s) raccordement(s) ou les installations d'autre(s) utilisateur(s) du réseau de distribution.

3° aux installations raccordées par une ligne directe et aux installations qui font partie d'une ligne directe;

4° à toutes les interconnexions avec les autres réseaux.

§ 2. Les installations du dispositif de mesure font partie du raccordement. Elles font l'objet du Titre V en ce qui concerne leurs spécifications techniques, leur utilisation, leur entretien ainsi que le traitement des données de mesure.

Art. 41. Le gestionnaire du réseau de distribution est le seul autorisé à modifier, à renforcer, à entretenir et à exploiter le réseau de distribution et la partie du raccordement sur laquelle il possède le droit de propriété ou d'usage.

Art. 42. § 1^{er}. Les installations sur lesquelles l'utilisateur du réseau de distribution possède le droit de propriété ou de jouissance sont gérées et entretenues par l'utilisateur du réseau de distribution ou par un tiers mandaté par lui.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er} et si la convention visée à l'article 17 le prévoit ainsi, les interventions et les manœuvres aux installations qui font fonctionnellement partie du réseau de distribution peuvent être effectuées uniquement par le gestionnaire du réseau de distribution ou par une personne mandatée par lui, même si l'utilisateur du réseau de distribution possède le droit de propriété ou d'usage sur ces installations. Si les interventions et/ou les manœuvres s'effectuent à la demande de l'utilisateur du réseau de distribution ou sont causées par ses propres installations, les frais de ces interventions et manœuvres sont à charge de l'utilisateur du réseau de distribution. Les limites entre les parties des installations sont reprises au contrat de raccordement ou dans une convention annexée.

Art. 43. Un raccordement n'est mis en service qu'après que le(s) fournisseur(s) et le(s) responsable(s) de l'équilibre de l'utilisateur du réseau de distribution ont été enregistrés pour ce raccordement dans le registre d'accès du gestionnaire du réseau de distribution.

Art. 44. Sauf disposition légale ou réglementaire contraire, les frais d'une mise en service et d'une mise hors service à la demande de l'utilisateur du réseau de distribution sont à sa charge selon des tarifs approuvés par la CREG.

Art. 45. § 1^{er}. En cas de transfert, en usage ou en propriété, de bien meubles ou immeubles pour lesquels le raccordement est en service, le repreneur reprend les droits et obligations de l'utilisateur précédent ou conclut dans les plus brefs délais un nouveau contrat de raccordement avec le gestionnaire du réseau de distribution sans que, dans l'intervalle et pour ce seul motif, le raccordement soit mis hors service.

§ 2. Une mise hors service ne peut être effectuée par le gestionnaire du réseau de distribution qu'après mise en demeure motivée et comprenant un délai raisonnable de régularisation.

Section 2. — Mode de raccordement en fonction de la puissance de raccordement ou de la puissance souscrite

Art. 46. § 1^{er}. Sans préjudice des § 5 et 6, les raccordements des clients finals sont effectués au départ du réseau de distribution.

§ 2. Lorsque la puissance de raccordement est inférieure ou égale à 56 kVA, le raccordement sera effectué au départ du réseau basse tension, sauf si pour éviter des problèmes techniques liés notamment à d'éventuelles chutes de tension, le gestionnaire du réseau de distribution décide que le raccordement s'effectue au départ du réseau haute tension.

§ 3. Pour les puissances de raccordement supérieures à 56 kVA et inférieures ou égales à 250 kVA, le gestionnaire du réseau de distribution peut proposer un raccordement au départ du réseau basse tension, un raccordement au moyen d'une liaison basse tension directement raccordée à un poste de transformation haute tension/basse tension ou un raccordement au départ du réseau haute tension.

§ 4. Au-delà de 250 kVA et jusqu'à 5 MVA, le raccordement s'effectuera au départ du réseau haute tension. Si plusieurs niveaux de tension sont disponibles, le gestionnaire de réseau de distribution choisira le plus bas parmi ceux qui conviennent. Cependant, s'il doit éviter des problèmes de chute ou régulation de tension, le gestionnaire du réseau de distribution peut effectuer le raccordement au moyen d'une liaison directe des installations de l'utilisateur du réseau de distribution avec le jeu de barres secondaire d'un poste de transformation qui alimente le réseau de distribution en haute tension.

§ 5. Au-delà de 5 MVA et jusqu'à 25 MVA, le gestionnaire du réseau de distribution étudiera d'abord le raccordement au moyen d'une liaison directe des installations de l'utilisateur du réseau de distribution avec le jeu de barres secondaire d'un poste de transformation qui alimente le réseau de distribution en haute tension.

Lorsque le gestionnaire du réseau de distribution constate lors d'un premier examen qu'il est techniquement préférable d'effectuer le raccordement au réseau de transport ou au réseau de transport local, il se concerté avec le gestionnaire du réseau de transport ou le gestionnaire du réseau de transport local selon le cas, lui transmet sans délai l'entièreté du dossier, en informe le demandeur et lui restitue les droits éventuellement perçus.

§ 6. Pour les puissances de raccordement supérieures à 25 MVA, le raccordement à un réseau d'une tension supérieure ou égale à 30 kV sera envisagé directement. Le demandeur contacte directement le gestionnaire du réseau concerné.

§ 7. Lorsque la demande d'étude d'orientation est transmise d'un gestionnaire de réseau de distribution vers un autre gestionnaire de réseau de distribution, le demandeur n'introduit qu'une seule demande auprès du gestionnaire du réseau désigné conformément aux paragraphes précédents, à charge pour ce dernier de prendre les contacts nécessaires avec les autres gestionnaires de réseau pour garantir la qualité du raccordement et les adaptations nécessaires. Ces derniers lui répondent dans des délais compatibles avec les exigences du présent règlement. Cette disposition ne s'applique pas lorsque la demande d'étude d'orientation est transmise d'un gestionnaire de réseau de distribution vers le gestionnaire de réseau de transport ou de transport local, le demandeur devant alors introduire une nouvelle demande.

Art. 47. § 1^{er}. Dans l'examen de la demande de raccordement et dans l'établissement de la proposition de raccordement, le gestionnaire du réseau concerné agira toujours en veillant à l'intérêt technique et économique du demandeur, sans préjudice de l'intérêt global des autres utilisateurs du réseau de distribution et sans que cela ne donne le droit au demandeur d'exiger un mode de raccordement plus favorable que celui prévu par l'article 46.

§ 2. En application du § 1^{er}, si le gestionnaire du réseau de distribution qui a reçu la demande de raccordement constate lors d'un premier examen qu'il serait techniquement plus judicieux d'effectuer le raccordement à un réseau de distribution voisin, il se concerté avec celui-ci et lui transmet les informations nécessaires; il conserve néanmoins la gestion du dossier et reste l'interlocuteur du demandeur.

§ 3. Si les informations fournies au gestionnaire du réseau par le demandeur, au sujet de la puissance de raccordement souhaitée, se révèlent ultérieurement incorrectes, le demandeur doit introduire une demande de modification du raccordement, conformément à l'article 76, sur injonction du gestionnaire du réseau concerné. Il en va de même si le demandeur réduit ultérieurement la puissance de ses installations. Les frais d'étude relatifs à cette nouvelle demande sont à charge de l'utilisateur du réseau.

Section 3. — Prescriptions applicables à tout raccordement

Art. 48. Tout raccordement, ainsi que toute installation d'un utilisateur du réseau de distribution raccordé au réseau de distribution, doit répondre aux règlements et normes applicables aux installations électriques.

Art. 49. § 1^{er}. Le niveau admissible de perturbations occasionnées sur le réseau de distribution par les installations du raccordement et les installations propres de l'utilisateur du réseau de distribution est déterminé par les normes nationales et internationales en vigueur et notamment par les rapports techniques CEI 61000-3-6 et CEI 61000-3-7 en haute tension, et les rapports techniques correspondant (CEI 61000.3-2 et CEI 61000.3-3) en basse tension. Les prescriptions SYNERGRID C10/11 et C10/17 sont également d'application.

§ 2. L'utilisateur du réseau de distribution veille à ce que les installations dont il a la gestion n'engendrent pas sur le réseau de distribution des phénomènes perturbateurs qui dépassent les limites spécifiées par le § 1^{er} et, le cas échéant, dans le contrat de raccordement. A cette fin, le gestionnaire du réseau de distribution fournit à la demande de l'utilisateur du réseau les valeurs indicatives nécessaires, telles que les puissances de court-circuit dans les différentes situations au point de raccordement. Les perturbations concernent non seulement l'onde de tension mais aussi les signaux de télécommande centralisée (TCC) véhiculés par le réseau de distribution.

§ 3. Lors de perturbations occasionnées sur le raccordement par le réseau de distribution ayant eu une influence non négligeable sur le fonctionnement des installations de l'utilisateur de réseau de distribution, le gestionnaire du réseau de distribution donne, à la demande de l'utilisateur du réseau de distribution, une explication écrite sur leur origine dans les dix jours ouvrables.

Art. 50. L'utilisateur du réseau de distribution veille à ce que ses installations n'occasionnent pas de risques, de dommages ou de nuisances chez le gestionnaire du réseau de distribution ou chez des tiers au-delà des normes ou prescriptions techniques d'application.

Art. 51. § 1^{er}. Des installations électriques alimentées par des raccordements distincts ne peuvent pas être reliées entre elles, sauf autorisation écrite préalable du ou des gestionnaire(s) du ou des réseau(x) de distribution concerné(s) ou convention explicite dans le contrat de raccordement avec précision des modalités. Il n'y a donc qu'un seul raccordement par installation. Cet article ne concerne pas les alimentations de secours.

§ 2. En basse tension, il n'y a, sauf exception acceptée par le gestionnaire de réseau de distribution sur base de critères objectifs et non discriminatoires, qu'un seul raccordement par immeuble.

Art. 52. § 1^{er}. Les raccordements doivent répondre aux prescriptions techniques de SYNERGRID C2/112 intitulée « Prescriptions techniques de raccordement au réseau de distribution haute tension » et C1/107 intitulée « Prescriptions techniques générales relatives au raccordement d'un utilisateur au réseau de distribution basse tension ». Toutefois, en cas de contradiction entre une des dites prescriptions et une disposition législative ou réglementaire, en ce compris celles du présent règlement, les dispositions législatives ou réglementaires priment. Cette règle s'applique également à toutes les prescriptions SYNERGRID citées dans le présent règlement.

§ 2. Le gestionnaire du réseau de distribution peut prévoir, le cas échéant et moyennant transmission à la CWaPE conformément à l'article 14, des prescriptions spécifiques au raccordement en fonction des caractéristiques particulières du réseau de distribution local.

CHAPITRE II. — Prescriptions spécifiques aux raccordements à la haute tension

Section 1^{re}. — Environnement des installations

Art. 53. Pour le placement du dispositif de mesure et de tout autre appareillage faisant partie du raccordement, l'utilisateur du réseau de distribution met à la disposition du gestionnaire du réseau de distribution un espace qui répond aux besoins de ce dernier. Les modalités de cette mise à disposition sont déterminées de commun accord entre les parties concernées.

Section 2. — Conformité des installations

Art. 54. La conception du raccordement et des installations de l'utilisateur du réseau de distribution doit être conforme aux dispositions du RGIE en matière de contrôles de conformité et de contrôles périodiques des installations. Sont spécialement visées, l'implantation, l'accessibilité des installations et la maniabilité et l'identification de l'appareillage de commande.

Le raccordement des équipements et leur fonctionnement doivent être compatibles avec le mode d'exploitation du réseau de distribution sur lequel ils sont raccordés, tant en ce qui concerne leurs caractéristiques techniques que les aspects de sécurité liés à l'exploitation. Le gestionnaire du réseau de distribution fournit les données techniques nécessaires; les normes EN 50110 sont applicables.

Art. 55. Les frais de contrôle de conformité et les contrôles périodiques des installations prévus par le RGIE restent à charge de l'utilisateur du réseau de distribution concerné.

Art. 56. § 1^{er}. Les spécifications fonctionnelles des protections de l'utilisateur du réseau de distribution qui déconnectent ses installations du raccordement en cas de défaut dans les installations de l'utilisateur, sont déterminés de commun accord avec le gestionnaire du réseau de distribution. La sélectivité de la protection des réseaux de distribution ne doit en aucun cas être compromise par le choix des valeurs des paramètres de protection.

§ 2. Le gestionnaire du réseau de distribution peut, en raison d'une modification de la situation du réseau, imposer les adaptations et/ou réglages nécessaires aux protections dans les installations de l'utilisateur du réseau de distribution, afin de continuer à garantir la sélectivité des protections dans les réseaux. Les frais liés à l'exécution éventuelle d'adaptations aux installations de l'utilisateur du réseau de distribution sont à charge du gestionnaire du réseau de distribution concerné, qui peut le cas échéant les répercuter à une tierce partie responsable.

Art. 57. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de distribution peut mettre en œuvre les moyens techniques requis pour la compensation d'énergie réactive ou, plus généralement, pour la compensation de tout phénomène perturbateur, lorsque la charge d'un utilisateur du réseau de distribution raccordé au réseau de distribution :

1° donne lieu à un prélèvement additionnel d'énergie réactive, par rapport aux valeurs définies à l'article 143;

2° perturbe la sécurité, la fiabilité ou l'efficacité du réseau de distribution à un degré tel que la norme NBN EN 50160 visée à l'article 5 ne peut plus être respectée par le gestionnaire du réseau de distribution.

§ 2. Le gestionnaire du réseau de distribution motive sa décision et communique celle-ci à l'utilisateur du réseau de distribution concerné.

§ 3. L'installation et l'utilisation des moyens techniques visés au § 1^{er} sont à charge de l'utilisateur du réseau de distribution concerné si celui-ci en est à l'origine.

*CHAPITRE III. — Prescriptions spécifiques aux raccordements en basse tension**Section 1^{re}. — Environnement des installations*

Art. 58. § 1^{er}. Dans les bâtiments où la puissance de raccordement demandée dépasse 56 kVA, l'utilisateur du réseau de distribution doit mettre à disposition du gestionnaire du réseau de distribution, pour le regroupement des appareils de mesure, des autres appareils qui font partie du raccordement, et le cas échéant, des installations de transformation, un local (ou une partie de local) qui satisfait à ces objectifs. Les modalités de cette mise à disposition sont déterminées d'un commun accord entre les parties; elle est gratuite si les installations du gestionnaire du réseau de distribution ne desservent que le bâtiment concerné.

§ 2. Dans les bâtiments où la puissance de raccordement demandée n'excède pas 56 kVA, l'utilisateur du réseau de distribution met gratuitement à disposition une partie de mur pour le boîtier de raccordement.

Art. 59. § 1^{er}. Dans les bâtiments où plusieurs utilisateurs du réseau de distribution sont raccordés, le propriétaire doit mettre à disposition du gestionnaire du réseau de distribution pour le regroupement des appareils de mesure et autres installations de raccordement, y compris, le cas échéant, les installations de transformation, un ou plusieurs locaux, ou un ou plusieurs emplacements qui satisfont à ces objectifs. Les modalités de cette mise à disposition sont déterminées d'un commun accord entre les parties; elle est gratuite si les installations du gestionnaire du réseau de distribution ne desservent que le bâtiment concerné.

§ 2. Si pour l'alimentation d'un lotissement ou assimilé (plan masse, indivision, habitat groupé ou opération similaire à caractère commercial), une ou plusieurs nouvelles cabines de distribution sont nécessaires, la personne qui lotit doit mettre à disposition du gestionnaire du réseau de distribution un(des) terrain(s) qui satisfait/satisfont à ces objectifs. Les modalités de cette mise à disposition sont déterminées de commun accord entre les parties; elle est gratuite si les installations du gestionnaire du réseau de distribution ne desservent que le lotissement concerné.

Section 2. — Conformité du raccordement

Art. 60. Les installations de raccordement répondent aux prescriptions techniques SYNERGRID C1/110 intitulée « Equivalence entre l'intensité (du courant) et la puissance des disjoncteurs basse tension ».

Art. 61. La prescription technique SYNERGRID C1/107 relative aux « Prescriptions techniques générales relatives au raccordement d'un utilisateur au réseau de distribution basse tension » est d'application, sauf les dispositions relatives au raccordement en fonction de la puissance qui sont couvertes par les articles 46 et 47.

Section 3. — Puissance de raccordement

Art. 62. La puissance minimale de raccordement qu'un utilisateur peut obtenir est de 40 A en 230 V monophasé ou l'équivalent si le réseau est triphasé, sauf limitation découlant de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité. Si un raccordement concerne plusieurs utilisateurs, la puissance minimale qui peut être obtenue est d'autant de fois 40A/230V qu'il y a d'utilisateurs finals.

Cet article n'est pas d'application pour les raccordements auxquels est associée une puissance forfaitaire.

CHAPITRE IV. — Prescriptions techniques complémentaires pour le raccordement d'unités de production d'électricité verte et d'unités de production décentralisées

Art. 63. § 1^{er}. Toute unité de production décentralisée répond à la prescription technique SYNERGRID C 10/11 intitulée « Prescriptions techniques spécifiques de raccordement d'installations de production décentralisées fonctionnant en parallèle sur le réseau de distribution ». En BT, les producteurs d'électricité verte d'une puissance AC maximale

inférieure ou égale à 10 kVA, peuvent bénéficier de la compensation sur base annuelle, comme précisé à l'article 153, § 4. Une communication de la CWaPE, accessible sur son site Internet, précise les modalités pratiques de cette compensation.

§ 2. Sur demande motivée du gestionnaire du réseau de distribution, toute nouvelle unité de production décentralisée d'une puissance AC maximale > 250 kVA est munie des dispositifs requis pour l'installation d'une armoire de télécontrôle. La mise en œuvre de cet éventuel télécontrôle et des conditions y relatives doivent faire l'objet d'une notification du gestionnaire de réseau de distribution à la CWaPE et d'une approbation par celle-ci, dans les deux mois. Si la demande émane de l'utilisateur du réseau de distribution, cet accord n'est pas requis.

CHAPITRE V. — Procédure de raccordement à la haute tension

Section 1^{re}. — Mesures de confidentialité pour les unités de production

Art. 64. Le gestionnaire du réseau de distribution ne peut utiliser, pour les contacts avec les producteurs raccordés à son réseau ou souhaitant s'y raccorder, que son propre personnel ou un expert indépendant des producteurs, des responsables d'équilibre, des détenteurs de licence de fourniture et des intermédiaires.

Il en est de même pour la réalisation d'études et la préparation de contrats.

Section 2. — Demande d'étude d'orientation et avant-projet de raccordement

Art. 65. L'étude d'orientation a pour but l'établissement d'un avant-projet de raccordement.

L'introduction d'une demande d'étude d'orientation est facultative. Avant qu'un producteur n'introduise une demande d'étude d'orientation, il lui est loisible de contacter le gestionnaire du réseau de distribution pour obtenir, à titre gracieux, un avis préalable sur les possibilités d'accueillir une production décentralisée sur le réseau, en fonction de l'implantation de la production et de la puissance souhaitée.

Art. 66. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article 46, toute personne physique ou morale peut introduire auprès du gestionnaire du réseau de distribution une demande d'étude d'orientation relative à un nouveau raccordement.

§ 2. Tout utilisateur du réseau de distribution peut introduire auprès du gestionnaire du réseau de distribution une demande d'étude d'orientation relative à une adaptation de son raccordement existant, ou d'installations qui ont une influence non négligeable sur le réseau de distribution ou à leurs modes d'exploitation respectifs.

Art. 67. Le demandeur charge par écrit le gestionnaire du réseau de distribution de traiter la demande d'étude d'orientation au moyen du formulaire d'étude établi à cet effet et publié par le gestionnaire du réseau de distribution conformément à l'article 12 du présent règlement.

Art. 68. La demande d'étude d'orientation est matérialisée par un formulaire d'étude d'orientation contenant l'identité et les coordonnées du demandeur, le plan du lieu de consommation/production, la puissance du raccordement projeté et les données techniques.

Art. 69. Les frais d'une étude d'orientation sont à charge du demandeur selon le tarif applicable approuvé par la CREG.

Art. 70. Durant l'exécution de l'étude d'orientation, le gestionnaire du réseau de distribution et le demandeur collaborent de bonne foi. Le gestionnaire du réseau de distribution peut à tout moment demander au demandeur des informations complémentaires nécessaires à la préparation de l'avant-projet de raccordement. Le demandeur informe spontanément le gestionnaire de réseau de distribution s'il envisage d'augmenter ultérieurement la puissance de ses installations.

Art. 71. § 1^{er}. Dans un délai raisonnable et, en tous cas, dans un délai de quinze jours ouvrables suivant la réception d'une demande complète d'étude d'orientation et du paiement y relatif, le gestionnaire du réseau de distribution notifie ses conclusions au demandeur, soit au moyen d'un avant-projet de raccordement, soit au moyen d'un refus motivé de raccordement, dont copie est transmise à la CWaPE.

§ 2. L'avant-projet contient au moins :

1° un schéma du raccordement projeté;

2° les prescriptions techniques du raccordement;

3° une évaluation indicative des coûts;

4° une évaluation indicative des délais nécessaires pour la réalisation du raccordement, y compris les éventuels renforcements à apporter au réseau de distribution du fait du raccordement.

Art. 72. § 1^{er}. Lors du traitement de la demande d'étude d'orientation, le gestionnaire du réseau de distribution accorde une priorité aux demandes relatives à des installations de cogénération de qualité et/ou à haut rendement et à des installations de production qui utilisent des sources d'énergie renouvelables, ainsi qu'aux installations produisant de l'électricité à partir des déchets et des récupérations sur processus industriel, par rapport aux autres demandes de raccordement en cours de traitement chez le gestionnaire du réseau de distribution.

§ 2. Lorsqu'une demande ne peut être traitée dans le délai prévu à l'article 71 en raison de l'application du § 1^{er}, ce délai est porté à trente jours ouvrables.

§ 3. Lorsqu'une demande ne peut être traitée dans le délai prévu à l'article 71 en raison d'études de capacité qui doivent être effectuées, dans le cadre de cette demande, sur le réseau de transport ou de transport local, ce délai est porté à septante jours ouvrables.

§ 4. Les délais visés dans les articles 71 et 72 peuvent être prolongés d'un commun accord par les parties concernées.

Art. 73. L'étude d'orientation donne lieu à l'établissement d'un avant-projet de raccordement sans engagement. Les informations contenues dans celui-ci ne lient en aucune manière ni le gestionnaire du réseau de distribution ni le demandeur de l'étude d'orientation.

Section 3. — Modification mineure

Art. 74. § 1^{er}. A l'occasion d'un projet

- de modification, qu'il juge mineure, des installations de raccordement ou de leurs modes d'exploitation;

- de modification des installations de l'utilisateur ou de leurs modes d'exploitation, modification jugée mineure mais susceptible d'avoir un impact sur la sécurité, la fiabilité ou l'efficacité du réseau de distribution;

- l'utilisateur du réseau de distribution notifie au gestionnaire du réseau de distribution les modifications projetées et les raisons pour lesquelles il les estime mineures.

§ 2. Le gestionnaire du réseau de distribution examine la notification visée au § 1^{er}, apprécie et, le cas échéant, confirme le caractère mineur de la modification.

Art. 75. § 1^{er}. Suite à l'examen visé à l'article 74, le gestionnaire du réseau de distribution peut :

1° approuver les modifications projetées sans autres formalités;

2° proposer la conclusion d'un avenant au contrat de raccordement;

3° proposer que, en l'absence de caractère mineur de la modification, la modification s'effectue dans le respect de la procédure prévue à la section 4 du présent chapitre.

§ 2. La conclusion d'un avenant tel que visé au § 1^{er}, 2°, ne dispense pas le demandeur de raccordement d'obtenir une notification de la conformité du raccordement conformément au chapitre VII du présent titre.

Section 4. — Demande de raccordement, étude de détail et projet de raccordement

Art. 76. § 1^{er}. Tout nouveau raccordement ou modification d'un raccordement existant doit être précédé d'une demande de raccordement et d'une étude de détail, à introduire auprès du gestionnaire du réseau de distribution.

§ 2. Un utilisateur du réseau de distribution doit également introduire une demande de raccordement lorsqu'une modification envisagée de ses installations ou de leurs modes d'exploitation peut perturber de façon non négligeable le fonctionnement du réseau de distribution.

Art. 77. Toute personne physique ou morale ou un tiers mandaté (par exemple son fournisseur) peut introduire une demande de raccordement auprès du gestionnaire du réseau de distribution. Cette demande implique la réalisation par le gestionnaire du réseau de distribution d'une étude de détail, dont les frais sont à charge du demandeur selon le tarif applicable approuvé par la CREG sauf si la demande déjà introduite une première fois, n'a pas donné lieu à la conclusion d'un contrat de raccordement en fonction de l'article 84, § 1^{er}, et pour autant qu'il n'y ait pas eu entretemps de modifications au réseau ayant une incidence sur les conditions de raccordement.

Art. 78. Tout utilisateur du réseau de distribution raccordé ou un tiers mandaté peut introduire auprès du gestionnaire du réseau de distribution une demande de raccordement relative à une adaptation de son raccordement existant, ou à des installations qui ont une influence non négligeable sur le réseau de distribution, ou à leurs modes d'exploitation respectifs.

Art. 79. La demande de raccordement est matérialisée par un formulaire de raccordement contenant l'identité et les coordonnées du demandeur, le plan du lieu de consommation/production, la puissance du raccordement, la courbe de charge attendue et les caractéristiques techniques détaillées du raccordement et des installations à raccorder, telles qu'indiquées dans le formulaire.

Le demandeur informe spontanément le gestionnaire de réseau de distribution s'il envisage d'augmenter ultérieurement la puissance de ses installations.

Art. 80. § 1^{er}. Dans les plus brefs délais et en tous cas dans les dix jours ouvrables de la réception d'une demande de raccordement, le gestionnaire du réseau de distribution vérifie si celle-ci est complète. Si elle est incomplète, il signale au demandeur de raccordement les informations complémentaires qu'il doit fournir en vue de la préparation du projet de raccordement. Si elle est complète, il envoie un accusé de réception.

§ 2. Lorsque la demande de raccordement est complète et que les frais liés à l'étude de détail sont payés, le gestionnaire du réseau de distribution attribue au demandeur une réservation de capacité. Cette réservation n'est pas cessible.

§ 3. Après consultation des gestionnaires de réseau, la procédure d'introduction des demandes de raccordement de nouvelles unités de production décentralisée est définie par la CWaPE. La CWaPE publie, sur son site Internet, un logigramme la résumant.

Art. 81. § 1^{er}. Lors de l'examen de la demande de raccordement, le gestionnaire du réseau de distribution accorde une priorité aux demandes de raccordement relatives à des installations de cogénération de qualité et/ou à haut rendement, à des installations de production qui utilisent des sources d'énergie renouvelables ainsi qu'à celles qui produisent de l'électricité à partir des déchets et des récupérations sur processus industriels par rapport aux autres demandes de raccordement en cours de traitement chez le gestionnaire du réseau de distribution.

§ 2. La priorité visée au § 1^{er} vaut également pour les réservations de capacité.

Art. 82. § 1^{er}. Dans les plus brefs délais, et en tout cas dans un délai de trente jours ouvrables (quarante jours pour les puissances supérieures à 1 MW) après la réception d'une demande complète et du paiement de l'étude de détail, le gestionnaire du réseau de distribution fournit au demandeur de raccordement une proposition technique et financière de raccordement. Celle-ci comprend un projet de raccordement avec l'offre engageante associée, les solutions techniques et les paramètres de réglage qui doivent être convenus entre le gestionnaire du réseau de distribution et le demandeur de raccordement, conformément aux prescriptions du présent règlement et compte tenu des caractéristiques techniques du réseau de distribution. Le demandeur dispose alors d'un délai maximum de trente jours pour examiner la proposition.

§ 2. Lorsqu'une demande ne peut être traitée dans le délai visé au § 1^{er} en raison de l'application de l'article 81, ce délai est porté à soixante jours ouvrables suivant la réception de la demande complète.

§ 3. Lorsqu'une demande ne peut être traitée dans le délai prévu au § 1^{er}, en raison d'études de capacité qui doivent être effectuées, sur le réseau de transport ou de transport local, dans le cadre de cette demande, ce délai est porté à septante jours ouvrables.

§ 4. Les délais visés dans cet article peuvent être prolongés d'un commun accord des parties concernées, avec maintien de la réservation tant qu'aucune autre demande de raccordement au même poste n'a été introduite.

Art. 83. § 1^{er}. En cas d'accord concernant la proposition technique et financière de raccordement visée à l'article 82, le gestionnaire du réseau de distribution présente au demandeur un contrat de raccordement dans un délai de dix jours ouvrables à compter de l'accord.

§ 2. Le contrat de raccordement peut contenir une condition suspensive liée à l'obtention des permis ou autorisations concernant les installations pour lesquelles la procédure administrative est en cours. Si le gestionnaire du réseau de distribution refuse une telle condition suspensive, il communique les motifs de sa décision au demandeur et à la CWaPE.

§ 3. Dès réception du contrat de raccordement signé et du paiement y relatif, la capacité d'accueil réservée est définitivement acquise au producteur sauf désistement écrit de sa part ou si les travaux de raccordement n'ont pas été commandés dans un délai d'un an. Dans ce dernier cas, il est possible pour le producteur de demander un délai supplémentaire de maximum un an pour la réalisation du raccordement pour autant qu'il apporte la preuve par une attestation d'une autorité communale ou régionale compétente que la demande de permis ou autorisation est bien introduite et suit son cours. Dans ce cas, si le délai est prolongé au-delà d'un an, le gestionnaire de réseau de distribution peut réactualiser l'offre. L'installation ne pourra être cédée avant sa mise en service. En cas de désistement du producteur ou d'annulation du contrat pour dépassement des délais, le paiement effectué, lié à la signature du contrat de raccordement, est remboursé après déduction d'un forfait approuvé par la CREG. Le montant de l'étude de détail ne fait en aucun cas l'objet d'un remboursement.

§ 4. Par dérogation au § 3, dans des cas exceptionnels liés à des procédures administratives particulières, les délais pourront être prolongés d'une durée définie, après approbation de la CWaPE.

Art. 84. § 1^{er}. Si une demande de raccordement pour injection de plus de 1 MW ne conduit pas à la conclusion d'un contrat de raccordement dans un délai de quarante jours ouvrables après la notification de la proposition technique et financière de raccordement, la procédure de demande de raccordement est considérée comme caduque. Le gestionnaire du réseau de distribution avertit le demandeur dix jours ouvrables avant l'expiration de ce délai et informe la CWaPE, et le cas échéant, le gestionnaire de réseau de transport ou de transport local, en cas de caducité.

§ 2. Sur demandes motivées, le demandeur peut obtenir des prolongations du délai visé au § 1^{er}, de maximum vingt jours ouvrables chacune, avec maintien de la réservation de puissance tant qu'aucune autre demande de raccordement au poste concerné n'a été introduite.

§ 3. Les coûts encourus par le gestionnaire du réseau de distribution pour l'étude détaillée de la demande de raccordement sont à charge du demandeur et précisés dans le tarif applicable approuvé par la CREG.

Section 5. — Contrat de raccordement

Art. 85. La réalisation de tout raccordement ne peut être entamée qu'après conclusion d'un contrat de raccordement (ou, le cas échéant, information et tacite acceptation du règlement de raccordement en cas de raccordement inférieur ou égal à 56 kVA) avec le gestionnaire du réseau de distribution.

Art. 86. La réalisation d'une adaptation à un raccordement existant, à une installation d'un utilisateur du réseau de distribution qui a une influence non négligeable sur le réseau de distribution ou à leur mode d'exploitation respectif ne peut être entamée qu'après conclusion d'un contrat de raccordement avec le gestionnaire du réseau de distribution ou, le cas échéant, pour des puissances inférieures ou égales à 56 kVA, acceptation expresse du règlement de raccordement du gestionnaire du réseau de distribution disponible sur le site Internet du gestionnaire de réseau de distribution ou transmis sur simple demande de l'utilisateur du réseau de distribution.

Art. 87. A la demande de l'utilisateur du réseau de distribution, le gestionnaire du réseau de distribution peut accepter qu'une modification telle que visée à l'article 86 soit considérée comme étant d'importance mineure. Une telle adaptation d'importance mineure est stipulée dans un avenant au contrat de raccordement sans qu'une étude détaillée n'ait dû être effectuée.

Art. 88. Le contrat de raccordement contient au moins les éléments suivants :

- 1° l'identité des parties;
- 2° la désignation des personnes de contact;
- 3° les dispositions relatives à la durée et à la cessation du contrat;
- 4° la description du raccordement avec indication de l'emplacement et du niveau de tension du point de raccordement, du point d'accès et du point de mesure;
- 5° l'identification unique du point d'accès au moyen du code EAN;
- 6° les dispositions relatives à l'accès des personnes aux installations de raccordement;
- 7° la description des installations de l'utilisateur du réseau de distribution (y compris les installations qui font fonctionnellement partie du réseau), en particulier les unités de production raccordées;
- 8° les conditions et dispositions techniques spécifiques, notamment la puissance de raccordement, les caractéristiques techniques pertinentes du raccordement et des installations de l'utilisateur du réseau de distribution, le système de mesure, l'exploitation, l'entretien ainsi que les exigences en matière de protections et de la sécurité;
- 9° les modalités d'exécution et les délais de réalisation du raccordement selon qu'il s'agit d'un nouveau raccordement ou d'un raccordement à adapter, avec indication des hypothèses prises en considération;
- 10° les dispositions relatives à la responsabilité mutuelle et à la confidentialité;
- 11° les modalités de paiement;
- 12° les modalités d'application de l'article 4, § 4, si la puissance de raccordement dépasse 630 kVA.

Art. 89. Les solutions techniques et les spécifications fonctionnelles du gestionnaire du réseau de distribution peuvent être adaptées, pour des raisons liées à la sécurité, la fiabilité et l'efficacité du réseau, sur demande motivée du gestionnaire du réseau de distribution et moyennant information préalable de la CWaPE. Le coût de ces adaptations est pris en charge en premier stade par le gestionnaire du réseau de distribution, qui peut, le cas échéant, le répercuter à une tierce partie responsable. Si elles résultent d'une modification des installations d'un utilisateur du réseau de distribution, les coûts sont pris en charge par ce dernier.

Art. 90. § 1^{er}. Les délais pour la réalisation du raccordement, tels que visés au contrat de raccordement, tiennent compte des éventuels renforcements qui doivent être effectués aux réseaux de distribution, de transport local ou de transport.

§ 2. Le gestionnaire du réseau de distribution donne la priorité, par rapport aux autres travaux non urgents, aux raccordements des installations de cogénération de qualité et/ou à haut rendement, à des installations de production qui utilisent des sources d'énergie renouvelables ainsi qu'à celles qui produisent de l'électricité à partir des déchets et des récupérations sur processus industriels. Les travaux non urgents visés à cet article sont ceux dont le retardement ne provoque ni un danger pour les personnes ni un dommage réel direct aux équipements existants.

Art. 91. Les demandes de permis nécessaires doivent être introduites auprès des autorités compétentes dans un délai compatible avec le calendrier de réalisation du raccordement. Sans préjudice de l'article 94, § 3, les délais complémentaires liés à des retards imputables au traitement du dossier par les autorités administratives compétentes

ou à des conditions complémentaires qui seraient imposées par ces mêmes autorités au gestionnaire du réseau de distribution permettent à ce dernier, sauf accord particulier pris avec l'utilisateur de réseau concerné, de reporter la réalisation du raccordement pour un terme identique à celui nécessaire au traitement administratif du dossier.

Section 6. — Mise en service du raccordement

Art. 92. Seul le gestionnaire du réseau de distribution est autorisé à mettre sous tension le raccordement et à réaliser les travaux jusqu'au premier organe de coupure inclus, sauf stipulation contraire entre parties. Le délai maximum de mise en service après la réalisation du raccordement est de trois jours ouvrables, pourvu que toutes les conditions contractuelles préalables soient remplies.

Section 7. — Statut des raccordements existants

Art. 93. Dans l'attente de l'établissement de nouveaux contrats de raccordement entre le gestionnaire du réseau de distribution et l'utilisateur du réseau de distribution conformément aux articles 116 à 118, les conventions conclues par le passé entre les parties concernées par le raccordement restent d'application, dans la mesure où elles ne sont pas en contradiction avec le présent règlement.

CHAPITRE VI. — Procédure de raccordement en basse tension

Section 1^{re}. — Demande de raccordement

Art. 94. § 1^{er}. Toute demande de raccordement en basse tension doit être introduite par écrit auprès du gestionnaire du réseau de distribution suivant la procédure publiée à cet effet conformément à l'article 12 du présent règlement. Elle peut également être effectuée par téléphone, pourvu que le gestionnaire du réseau de distribution envoie un accusé de réception.

§ 2. Le gestionnaire du réseau est tenu de répondre dans les dix jours à toute demande de raccordement. Pour les puissances inférieures ou égales à 10 kVA et pourvu que la demande soit complète, il communique, endéans le délai susmentionné, le texte de son règlement type qui régit cette matière. Le même envoi précise les conditions techniques et financières du raccordement ainsi que les délais probables de réalisation du raccordement. Pour les puissances supérieures à 10 kVA et inférieures ou égales à 56 kVA, s'il ne peut fournir dans ce délai une proposition de raccordement, il envoie un accusé de réception dans le même délai et remet la proposition dans les dix jours qui suivent. Ces délais sont prolongés si une demande de dérogation pour non enfouissement est introduite auprès de la CWaPE, selon les modalités prévues à l'article 25.

§ 3. Pour les puissances de raccordement demandées supérieures à 56 kVA, le gestionnaire du réseau de distribution peut imposer, en fonction de la configuration de son réseau, la même procédure d'étude d'orientation et/ou de détail que celle prévue dans la procédure de raccordement en haute tension.

§ 4. Le gestionnaire du réseau de distribution détermine en fonction de la configuration de son réseau le type de raccordement : aérien, souterrain ou mixte. Si le raccordement est souterrain ou mixte, le creusement de la tranchée en domaine privé est à charge du demandeur. Celui-ci peut s'en charger pourvu qu'il respecte strictement les spécifications du gestionnaire de réseau.

§ 5. Pour les nouveaux raccordements d'immeubles situés à plus de 25 m de la voirie, ainsi que pour les immeubles habituellement non occupés, le gestionnaire du réseau de distribution peut exiger que les dispositifs de comptage soient situés en bordure de voirie, dans un abri conforme aux spécifications applicables et à charge de l'utilisateur du réseau.

Art. 95. § 1^{er}. Lorsque le raccordement nécessite une extension du réseau, le coût de cette extension est à charge du demandeur sauf s'il s'agit d'une habitation construite le long de la voirie en zone d'habitat, d'habitat à caractère rural ou d'extension d'habitat, et hors lotissement ou assimilé (plan masse, indivision, habitat groupé ou opération similaire à caractère commercial).

§ 2. Pour les immeubles et les lotissements dont le caractère social est officiellement reconnu, les extensions de réseaux sont à charge des gestionnaires de réseaux. En ce qui concerne les lotissements sociaux, il en est de même pour l'électrification du lotissement, hors raccordements des habitations. En cas d'application de ce paragraphe, les mises à disposition visées aux articles 58 et 59 sont toujours gratuites.

§ 3. Pour l'application des paragraphes 1^{er} et 2, les habitations groupées au sens du CWaTUPE sont assimilées aux lotissements.

§ 4. Pour le raccordement d'un utilisateur de réseau de distribution requérant au plus 10 kVA, lorsque tous les permis et autorisations requis ont été accordés, les délais de réalisation du raccordement ne peuvent excéder trente jours calendaires.

Section 2. — Demande de raccordement temporaire

Art. 96. § 1^{er}. Une demande pour un raccordement temporaire est d'application :

- si le raccordement sera utilisé pour l'alimentation d'installations sur des terrains de construction ou des manifestations, et
- si l'utilisation du raccordement est strictement limitée dans le temps ou si le raccordement sera remplacé, à l'issue d'une période limitée, par un raccordement permanent, et
- si le gestionnaire du réseau de distribution estime qu'une extension/un renforcement du réseau de distribution n'est pas nécessaire.

§ 2. Toute demande pour un raccordement temporaire est introduite auprès du gestionnaire du réseau de distribution. Elle mentionne les informations nécessaires :

- identification du demandeur;
- localisation, date de mise en service souhaitée et durée;
- puissance nécessaire;
- fournisseur (avec copie du contrat).

Dans les cinq jours, le gestionnaire du réseau de distribution vérifie le caractère complet de la demande et informe le demandeur des informations manquantes.

§ 3. Le gestionnaire du réseau de distribution répond à une demande pour un raccordement temporaire dans les cinq jours ouvrables à compter de la réception d'une demande complète :

- par une offre contraignante contenant également les conditions du raccordement et l'EAN-GSRN du point d'accès ou des points d'accès appartenant au raccordement;

- ou par une réponse écrite selon laquelle la demande ne satisfait pas à la définition d'un raccordement temporaire, en en précisant la raison;

- ou par un refus de la demande motivé par écrit, avec copie à la CWaPE.

§ 4. Pour des manifestations festives de courte durée à l'extérieur (fêtes foraines, fêtes locales...), si le processus décrit aux §§ 1^{er} à 3 n'est pas applicable, le gestionnaire du réseau de distribution peut répondre à des demandes de raccordement en respectant les conditions suivantes :

- le gestionnaire du réseau de distribution a conclu un accord avec un fournisseur pour couvrir ce type de fourniture;

- cet accord définit les modalités de paiement par le client final au fournisseur, via le gestionnaire du réseau de distribution, des énergies consommées;

- le gestionnaire du réseau de distribution se charge de l'interface avec le demandeur, y compris la récupération du coût de l'énergie consommée.

En dérogation au présent règlement, ce type de raccordement ne nécessite pas de demande d'accès, ni d'attribution d'un code EAN spécifique, ni d'inscription au registre d'accès du gestionnaire du réseau de distribution.

Section 3. — Mise en service du raccordement

Art. 97. § 1^{er}. Seul le gestionnaire du réseau de distribution est autorisé à mettre sous tension le raccordement et à réaliser les travaux jusqu'au premier organe de coupure inclus, sauf stipulation contraire entre parties. Le délai maximum de mise en service après la réalisation du raccordement est de trois jours ouvrables à partir de l'inscription d'un fournisseur dans le registre d'accès.

§ 2. Seul le gestionnaire du réseau de distribution est autorisé à intervenir sur le premier organe de coupure et la partie du raccordement située en amont de celui-ci.

Art. 98. Le tracé du raccordement ainsi que l'emplacement et les caractéristiques de ses éléments constitutifs sont conformes aux règlements du gestionnaire du réseau de distribution de manière à ce que la sécurité générale et le fonctionnement normal des éléments constitutifs du raccordement soient assurés, et que les relevés de consommation, la surveillance, la vérification et l'entretien puissent s'effectuer facilement.

Art. 99. § 1^{er}. Le percement du mur du bâtiment pour le câble de raccordement peut être confié à l'utilisateur du réseau de distribution ou au propriétaire de l'immeuble concerné en respectant les indications du gestionnaire du réseau de distribution; il en est de même pour le creusement de la tranchée en terrain privé.

§ 2. Le câble de raccordement souterrain doit être protégé mécaniquement sur toute sa longueur de la traversée du mur au moyen d'un tuyau de protection en PVC, PE, fibres de ciment ou autres moyens au moins équivalents.

§ 3. Le passage dans le mur doit être obturé par l'utilisateur du réseau de distribution ou par le propriétaire de l'immeuble de manière à le rendre étanche à l'eau et au gaz.

CHAPITRE VII. — Utilisation, entretien et conformité du raccordement

Section 1^{re}. — Généralités

Art. 100. L'utilisateur du réseau de distribution prend les précautions nécessaires pour prévenir tout dommage au raccordement.

Art. 101. L'utilisateur du réseau de distribution est tenu de notifier immédiatement au gestionnaire du réseau de distribution tout dommage, anomalie ou non-conformité aux prescriptions légales ou réglementaires qu'il peut raisonnablement constater.

Section 2. — Utilisation des installations qui font fonctionnellement partie du réseau de distribution

Art. 102. L'installation de l'utilisateur du réseau de distribution qui fait fonctionnellement partie du réseau de distribution pour le transfert d'énergie vers d'autres utilisateurs du réseau de distribution est mise à la disposition du gestionnaire du réseau de distribution, selon les modalités décrites à l'article 17.

Section 3. — Utilisation et entretien de raccordements en basse tension

Art. 103. Le gestionnaire du réseau de distribution est responsable de l'entretien et de la qualité et de la sécurité de fonctionnement des équipements de raccordement situés entre son réseau et le premier organe de coupure en charge, y compris ce dernier. Les frais d'entretien et de réparation de ces équipements et du premier organe de coupure sont à sa charge. Le renouvellement des équipements susmentionnés pour raison de vétusté est également à sa charge, sauf dommages causés par l'utilisateur, demande d'augmentation de puissance ou modification des installations de ce dernier. Pour la partie du raccordement située à l'intérieur de l'habitation, la responsabilité du gestionnaire de réseau de distribution se limite au remplacement du câble, après que l'utilisateur l'ait rendu entièrement accessible; il en est de même pour les raccordements souterrains, en terrain privé.

Pour les immeubles à habitations multiples, la responsabilité du gestionnaire du réseau de distribution se limite au remplacement du câble depuis le réseau jusqu'au premier organe de coupure en charge pour autant que cet organe de coupure soit installé à l'intérieur du local mis à la disposition du gestionnaire du réseau de distribution, ou jusqu'aux premières bornes accessibles dans ce local en l'absence d'organe de coupure.

Art. 104. La mise hors service d'un raccordement ne peut être effectuée que par le gestionnaire du réseau de distribution ou par une personne dûment habilitée par lui. Cette mise hors service ne peut être réalisée qu'après en avoir informé préalablement l'utilisateur dans les délais prévus aux articles 134 à 136.

Art. 105. En cas de modification par l'utilisateur des caractéristiques de prélèvement ou d'injection ou de modifications, par rapport aux conditions qui prévalaient lors de la réalisation du raccordement et qui n'auront pas été convenues conformément à l'article 86, le gestionnaire du réseau de distribution peut, sans préjudice des mesures nécessaires à la régularisation définitive de la situation, modifier le raccordement aux frais de l'utilisateur du réseau de distribution ou du propriétaire du bien immeuble concerné afin de préserver la sécurité générale du réseau.

Art. 106. Le raccordement ne peut être encastré qu'avec l'autorisation du gestionnaire du réseau de distribution et doit dans ce cas être efficacement protégé. Son contrôle doit être possible à tout moment.

Art. 107. Le propriétaire du bien immeuble veille à maintenir l'étanchéité des murs concernés. Il veille également à maintenir dans sa propriété l'accessibilité du câble de raccordement, et prend les précautions nécessaires pour éviter tout accident. Dans ce cadre, il effectue à ses frais l'élagage des branches qui pourraient occasionner des dégâts au raccordement.

Art. 108. L'utilisateur du réseau de distribution peut actionner le disjoncteur du raccordement, sauf lorsque des scellés ou toute autre contre-indication du gestionnaire du réseau de distribution l'en empêchent.

Section 4. — Conformité des installations et du raccordement de l'utilisateur du réseau

Art. 109. Avant la mise en service d'un raccordement, ou suite à toute modification importante de son installation et/ou renforcement de puissance, l'utilisateur du réseau de distribution fournit au gestionnaire du réseau de distribution la preuve que ses installations répondent aux obligations légales ou réglementaires applicables. Cette preuve est apportée par un rapport d'un organisme agréé au sens du RGIE, ou une autorité habilitée.

Art. 110. En cas de doute, le gestionnaire du réseau de distribution peut examiner et évaluer la conformité du raccordement et des installations de l'utilisateur du réseau de distribution avec les prescriptions du présent règlement et du contrat de raccordement ainsi que les dommages ou les nuisances éventuels que la non-conformité du raccordement ou de l'installation pourrait provoquer aux installations du gestionnaire du réseau de distribution ou aux installations d'un autre utilisateur du réseau de distribution et/ou à la qualité de la tension fournie par celles-ci.

Art. 111. § 1^{er}. Pour examiner la conformité du raccordement et des installations d'un utilisateur du réseau de distribution avec les dispositions du présent règlement et du contrat de raccordement, le gestionnaire du réseau de distribution peut, de sa propre initiative ou à la demande d'un tiers, effectuer des tests sur les installations.

§ 2. Après concertation, le gestionnaire du réseau de distribution et l'utilisateur du réseau de distribution concerné conviennent de la procédure, du calendrier et des moyens à mettre en œuvre en vue d'effectuer les tests visés au § 1^{er}.

§ 3. Dans le mois qui suit les tests effectués par ou pour le compte du gestionnaire du réseau de distribution, le gestionnaire du réseau de distribution transmet un rapport à l'utilisateur du réseau de distribution ainsi qu'aux éventuels tiers concernés après en avoir retiré, le cas échéant, les données confidentielles.

§ 4. Si l'examen et/ou les tests montrent qu'une installation ne répond pas aux exigences du présent règlement ou du contrat de raccordement, le gestionnaire du réseau de distribution met en demeure l'utilisateur de procéder, dans un délai raisonnable, aux modifications requises.

§ 5. Si l'utilisateur du réseau de distribution n'a pas effectué les adaptations stipulées au § 4 dans le délai imparti, le gestionnaire du réseau de distribution peut, après une ultime mise en demeure avec copie à la CWaPE, suspendre l'alimentation à la fin du délai fixé dans cette ultime mise en demeure.

Art. 112. Le propriétaire de l'installation ou l'utilisateur du réseau concerné prend à sa charge les frais de l'examen et/ou des tests qui ont fait apparaître la non-conformité du raccordement, de même que les frais des nouveaux tests qui sont effectués après que les modifications ont été apportées à l'installation. Si aucune non-conformité n'a été décelée, les tests sont à charge de la partie qui les a demandés.

Art. 113. Sauf convention contraire entre les parties concernées, le gestionnaire du réseau de distribution a le droit de mettre le raccordement hors service si les adaptations ne sont toujours pas effectuées dix jours après la mise en demeure.

Art. 114. Le gestionnaire du réseau de distribution peut exiger que l'utilisateur du réseau de distribution prenne des mesures dont il supporte les frais afin d'empêcher que, par suite du fonctionnement des installations de l'utilisateur du réseau de distribution, le niveau admissible des perturbations défini à l'article 49 soit dépassé.

Art. 115. § 1^{er}. Un utilisateur du réseau de distribution qui souhaite effectuer lui-même ou faire effectuer des essais sur le raccordement ou sur ses installations qui ont une influence non négligeable sur le réseau de distribution, sur le(s) raccordement(s) ou sur les installations d'un autre utilisateur du réseau de distribution, doit obtenir à cet effet l'autorisation écrite préalable du gestionnaire du réseau de distribution. Toute demande doit être motivée et mentionnera l'installation (les installations) sur laquelle (lesquelles) porteront les essais, la nature et les données techniques des essais, la procédure (notamment le responsable des essais) et le calendrier.

§ 2. Sur la base des données contenues dans cette demande, le gestionnaire du réseau de distribution évalue l'opportunité de cette demande et se concerta, le cas échéant, avec le demandeur pour programmer les essais demandés. Il avertit les parties qui, selon lui, sont concernées par les essais demandés.

Art. 116. Une installation de raccordement et/ou une installation d'un utilisateur de réseau de distribution, existant avant l'entrée en vigueur du présent règlement, et qui n'est pas conforme aux prescriptions du présent règlement, peut être utilisée dans l'état dans lequel elle se trouve :

- pendant cinq ans si la non-conformité ne risque pas, dans des conditions normales de fonctionnement du réseau, de porter préjudice au réseau de distribution, au gestionnaire du réseau de distribution, à un autre utilisateur du réseau de distribution ou à toute autre personne;

- pendant quinze ans si la non-conformité ne peut, quelles que soient les conditions d'utilisation, porter préjudice au réseau de distribution, au gestionnaire du réseau de distribution, à un autre utilisateur du réseau de distribution ou à toute autre personne.

Art. 117. Une installation de raccordement et/ou une installation d'un utilisateur du réseau de distribution existant avant l'entrée en vigueur du présent règlement qui porte ou qui pourrait porter préjudice au réseau de distribution, au gestionnaire du réseau de transport local, à un autre utilisateur du réseau de transport local ou à toute autre personne, doit être mise en conformité dès que possible, par celui qui en répond, le cas échéant, après mise en demeure du gestionnaire du réseau de transport local.

Art. 118. § 1^{er}. Il appartient à chaque utilisateur du réseau de distribution qui n'a pas, au moment de l'entrée en vigueur du présent règlement, conclu un contrat de raccordement conformément au présent règlement, de prendre toutes les dispositions nécessaires pour :

1° s'assurer que ses installations sont conformes au présent règlement;

2° s'assurer que ses installations ne portent pas ou ne pourraient pas porter préjudice au réseau de distribution, au gestionnaire du réseau de distribution ou à un autre utilisateur du réseau de distribution ou à toute autre personne;

3° contacter le gestionnaire du réseau en vue d'obtenir toute information utile et d'entamer une concertation en vue d'élaborer des contrats de raccordement conformément au présent Titre;

4° établir l'état des lieux de ses installations visées aux points 1° et 2°, des mesures envisagées en vue de remédier éventuellement à leur non-conformité avec des délais indicatifs de réalisation.

§ 2. S'il n'a pas reçu l'état des lieux et les mesures visées au § 1^{er} dans un délai raisonnable, le gestionnaire du réseau contacte d'initiative l'utilisateur du réseau concerné et l'invite à transmettre ces éléments à bref délai.

§ 3. Avant l'établissement d'un contrat de raccordement pour les raccordements existants, les conventions arrêtées précédemment entre les parties concernées par ce raccordement restent d'application, dans la mesure où celles-ci ne sont pas contraires au présent règlement.

§ 4. Si nécessaire, la CWaPE proposera au Gouvernement wallon un planning pour la mise en ordre des contrats de raccordements.

Section 5. — Enlèvement d'un raccordement

Art. 119. Tout raccordement peut être enlevé sur demande écrite par lettre recommandée du propriétaire du bien immeuble et après vérification par le gestionnaire du réseau de distribution que plus aucun utilisateur du réseau de distribution n'en fasse encore usage.

Art. 120. Les frais d'enlèvement d'un raccordement, ainsi que les frais de remise des locaux, des voies d'accès et des terrains dans leur état d'origine, sont à charge du propriétaire des installations concernées.

Art. 121. Le gestionnaire du réseau de distribution peut, moyennant notification préalable au propriétaire du bien immeuble concerné, enlever ou déconnecter tout raccordement qui n'a plus été utilisé depuis plus d'un an, sauf si l'utilisateur du réseau de distribution déclare qu'il veut garder ce raccordement en réserve pour la réalisation de projets à l'étude, ou bien si, en haute tension, il veut le garder comme alimentation de secours. Dans ces cas, il participe aux frais d'entretien selon des modalités à convenir avec le gestionnaire du réseau de distribution.

TITRE IV. — Code d'accès

CHAPITRE 1^{er}. — Choix d'un fournisseur et du responsable d'équilibre

Art. 122. § 1^{er}. Avant qu'une demande d'accès ne puisse être introduite auprès du gestionnaire du réseau de distribution selon les modalités du chapitre II du présent titre, un contrat de fourniture d'une durée minimale de trois mois doit être établi entre, le client final, un fournisseur titulaire d'une licence de fourniture valable (sauf si le fournisseur est le gestionnaire du réseau de distribution) et, le cas échéant, un responsable d'équilibre, par point d'accès, dans le cas d'une fourniture. Si, comme c'est généralement le cas, le fournisseur est/a son propre responsable d'équilibre, le client final ne signe le contrat qu'avec le fournisseur qu'il a choisi. Le gestionnaire du réseau de distribution en est informé lors de l'introduction de la demande d'accès. La durée minimale de trois mois n'est pas applicable pour les raccordements temporaires.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, le client final HT peut avoir pour un point d'accès un responsable d'équilibre et plusieurs fournisseurs titulaires d'une licence de fourniture valable. Pour ce faire, il doit passer un contrat avec un des fournisseurs pour qu'il assume toutes les obligations imposées par le présent règlement technique. Ce fournisseur est appelé « le fournisseur principal » dans la suite du texte. La responsabilité du gestionnaire du réseau de distribution se limite à la mesure globale, le fournisseur principal se chargeant lui-même de répartir les consommations entre les fournisseurs du point d'accès. Cette disposition n'est applicable que lorsque la courbe de charge est mesurée (voir titre V).

§ 3. Le gestionnaire du réseau de distribution tient à jour un registre d'accès qui reprend notamment les éléments suivants, pour chaque point d'accès caractérisé par un seul code EAN-GSRN :

- le nom de l'utilisateur du réseau de distribution, détenteur du raccordement (dès la prochaine version du MIG);
- les parties désignées comme fournisseur et responsable d'équilibre;
- le type de client final (résidentiel domicilié, résidentiel non domicilié ou non résidentiel);
- le cas échéant, le code NACE et/ou numéro d'entreprise (dès la prochaine version du MIG);
- pour les points d'accès sans enregistrement du profil de consommation, la catégorie de profil et la consommation annuelle standard ou la consommation mensuelle standard ou la consommation déterminée forfaitairement;
- pour les points d'accès avec un relevé annuel : le mois du relevé;
- le groupe tarifaire;
- la puissance de raccordement et le niveau de tension;
- le cas échéant, la puissance souscrite.

Les éléments 2, 3, 4 et 5 de ce paragraphe sont tenus à jour via les informations introduites par le fournisseur.

Ce registre d'accès sert de base au gestionnaire du réseau de distribution pour l'accomplissement de ses missions.

Si le gestionnaire du réseau de distribution fait des modifications de façon structurelle sur les points d'accès, qui ont un impact sur les champs gérés dans le registre d'accès, selon le premier alinéa de cet article (par exemple modifications dans les mois de relevé de compteur, les codes tarifaires...), le gestionnaire du réseau de distribution doit informer le fournisseur au moins un mois à l'avance. Le gestionnaire du réseau de distribution informe de son numéro EAN tout utilisateur qui lui en fait la demande écrite, dans un délai maximum de dix jours. Dans sa demande, l'utilisateur indique le numéro de son compteur.

Il n'y a qu'un seul code EAN par raccordement sauf l'exception prévue à l'article 123, § 3. Par contre, moyennant l'accord du gestionnaire du réseau de distribution, plusieurs raccordements BT (essentiellement pour des consommations forfaitaires) appartenant au même utilisateur et localisés chez le même gestionnaire de réseau de distribution peuvent éventuellement être rassemblés sous un seul numéro EAN (par exemple, l'éclairage public).

En cas de scission d'EAN, un regroupement ultérieur n'est plus possible.

§ 4. Chaque mois, le gestionnaire du réseau de distribution effectue un instantané (snapshot) du registre d'accès, fixant les données contenues dans ce registre le premier quart d'heure du premier jour du mois. Ce faisant, il fixe au minimum les données suivantes par point d'accès :

- l'EAN-GSRN du point d'accès;
- le nom du client final lié au point d'accès;
- l'EAN-GLN du gestionnaire du réseau avec, à titre optionnel, le nom du gestionnaire du réseau;
- l'EAN-GLN du fournisseur avec, à titre optionnel, le nom du fournisseur;

- l'EAN-GLN du responsable d'équilibre avec, à titre optionnel, le nom du responsable d'équilibre;
- la date du début de la fourniture au point d'accès;
- la date de la fin de la fourniture au point d'accès, lors de la prochaine version du MIG;
- la fréquence du relevé du compteur : annuelle, mensuelle ou sur une base quart-horaire;
- le groupe tarifaire;
- en complément, pour les points d'accès sans enregistrement du profil de consommation : la consommation annuelle standard ou la consommation mensuelle standard ou la consommation déterminée forfaitairement, et la catégorie de profil, et ce pour chaque registre de comptage;
- en complément, pour les points d'accès à relevé annuel : le mois du relevé du compteur.

Cette liste peut être adaptée de commun accord entre tous les partenaires, avec information à la CWaPE. Le gestionnaire du réseau de distribution met automatiquement et gratuitement à la disposition du fournisseur la mise à jour du premier jour du mois, visée à l'alinéa précédent, au plus tard le quatrième jour du mois, pour les points d'accès qui lui sont attribués.

§ 5. Au moins une fois par semestre, le gestionnaire du réseau de distribution met gratuitement à la disposition des fournisseurs une liste sous forme électronique, contenant les données les plus récentes requises pour la recherche des codes EAN-GSRN des points d'accès sur leurs réseaux. Les champs suivants doivent être repris dans l'ordre suivant :

- code EAN;
- nom de la rue;
- numéro de maison;
- boîte postale;
- code postal;
- commune;
- numéro du (ou des) compteur(s).

Art. 123. § 1^{er}. En haute tension, lorsqu'une charge est alimentée en tout ou partie par de la production locale, deux responsables d'équilibre, l'un chargé du prélèvement et l'autre chargé de l'injection, peuvent être désignés, par dérogation à l'article 122.

§ 2. Si l'utilisateur du réseau de distribution désigne deux responsables d'équilibre, il précise dans les contrats d'accès que :

- soit des comptages distincts sont installés en vue de compter séparément l'énergie produite et l'énergie prélevée. Chaque responsable d'équilibre n'est responsable que des comptages qui le concernent;
- soit un seul comptage est prévu qui effectue la somme algébrique de ces deux énergies et indique par période élémentaire telle que définie à l'article 156 si, globalement, l'énergie résultante est injectée dans le réseau ou est prélevée.

Dans ce cas, les responsables d'équilibre ne sont chacun responsables que si le flux d'énergie s'effectue dans le sens pour lequel ils ont été désignés.

§ 3. Pour l'application de cet article, ainsi que de l'article 153, § 4, le gestionnaire du réseau de distribution peut, si nécessaire, créer un numéro EAN supplémentaire pour l'accès concerné.

§ 4. Dans la mesure où l'utilisateur du réseau et le responsable d'équilibre ne respectent pas les dispositions du présent article, le gestionnaire du réseau de distribution prend les mesures nécessaires en vue de garantir la sécurité, la fiabilité et l'efficacité du réseau de distribution, sans préjudice des recours du gestionnaire du réseau de distribution à l'égard de l'utilisateur du réseau et du responsable d'équilibre concernés.

§ 5. L'absence de désignation d'un responsable d'équilibre chargé de l'injection et/ou de contrat y afférent dans un délai raisonnable suivant l'entrée en vigueur du présent règlement entraîne, en cas de risque pour la sécurité, la fiabilité et l'efficacité du réseau, et après mise en demeure fixant un délai raisonnable, la suspension de l'accès au réseau de l'unité de production locale concernée.

Art. 124. § 1^{er}. Tout changement de fournisseur et/ou d'utilisateur et/ou de responsable d'équilibre doit être signalé dans le délai mentionné dans le MIG applicable par le nouveau fournisseur au gestionnaire du réseau de distribution, qui en informe l'ancien fournisseur. Ce délai ne peut être supérieur à un mois.

Si un fournisseur dont le contrat arrive à échéance ne compte pas prolonger sa fourniture au terme de ce contrat et n'est pas averti par le gestionnaire du réseau de distribution d'un changement ultérieur de fournisseur, il est tenu d'en avertir le gestionnaire du réseau de distribution au moins un mois avant l'échéance, faute de quoi il pourra être considéré par le gestionnaire du réseau de distribution comme ayant conservé la qualité de fournisseur du point d'accès concerné. Il en va de même pour un responsable d'équilibre en fin de contrat. Le gestionnaire du réseau de distribution met alors l'utilisateur du réseau en demeure de retrouver un fournisseur au plus tard cinq jours avant la date d'échéance et l'informe que tout prélèvement d'énergie après cette date serait considéré comme indu. Si l'utilisateur est non résidentiel, il l'avertit de la suspension d'accès prévue par l'article 137, § 1^{er}.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, à des tensions ≥ 30 kV, la notification est effectuée par le nouveau fournisseur ou le détenteur d'accès et ce, au moins dix jours ouvrables à l'avance. L'ancien fournisseur réagit cinq jours avant l'échéance s'il n'a pas reçu de notification. Ces délais peuvent être raccourcis d'un commun accord de tous les partenaires, avec information à la CWaPE.

§ 3. Pour garantir la continuité de la fourniture à un utilisateur du réseau de distribution dont le fournisseur est subitement défaillant, le gestionnaire du réseau de distribution prend anticipativement les mesures nécessaires pour pouvoir le remplacer immédiatement par un fournisseur de substitution. Ce dernier est le fournisseur qui, lors de la libéralisation des clients concernés, était le fournisseur désigné, sauf si le gestionnaire du réseau de distribution a conclu un accord avec un autre fournisseur pour cette fonction, dans le respect de la législation sur les marchés publics. Le gestionnaire du réseau de distribution communique à la CWaPE le nom de son fournisseur de substitution. Cette désignation est officialisée par le Ministre après avis de la CWaPE.

En cas de substitution, le gestionnaire du réseau de distribution avertit l'utilisateur dans les dix jours et lui rappelle qu'il peut choisir un autre fournisseur, moyennant un préavis d'un mois. Le gestionnaire du réseau de distribution communique les clauses du présent paragraphe aux utilisateurs de son réseau.

§ 4. Tout intervenant qui commettrait une erreur dans le cadre des changements définis dans cet article veille à la faire réparer au plus vite sans qu'aucune partie ne soit lésée.

CHAPITRE II. — Modalités d'établissement des contrats d'accès

Section 1^{re}. — Généralités

Art. 125. L'accès au réseau de distribution suppose la conclusion préalable et l'exécution conforme d'un contrat d'accès entre le gestionnaire du réseau de distribution et le fournisseur de l'utilisateur du réseau de distribution, la partie signataire étant dénommée le détenteur d'accès. Tout contrat d'accès doit être précédé d'une demande d'accès à approuver par le gestionnaire du réseau de distribution. Le fournisseur introduit la demande d'accès.

Section 2. — Demande d'accès auprès du gestionnaire du réseau de distribution

Art. 126. Toute demande d'accès est introduite selon la procédure établie par le gestionnaire du réseau de distribution et communiquée à la CWaPE selon les modalités de l'article 14.

Cette procédure spécifie les conditions que doivent remplir les demandes d'accès pour être déclarées recevables par le gestionnaire du réseau de distribution.

Art. 127. La demande d'accès est matérialisée par un formulaire d'accès contenant, entre autres, les éléments suivants :

- 1° l'identité du demandeur (nom, adresse, numéros d'identification,...) et le nom des personnes de contact;
- 2° la date à partir de laquelle l'accès au réseau de distribution est demandé;
- 3° la preuve de l'existence d'un lien contractuel entre l'utilisateur et son fournisseur, ainsi que, le cas échéant, entre le fournisseur et son responsable d'équilibre comme prévu par les articles 122 et 123.

Ce formulaire peut être informatisé.

Art. 128. Dans les cinq jours ouvrables suivant l'introduction d'une demande d'accès, le gestionnaire du réseau de distribution vérifie si la demande est complète. Si elle est incomplète, le gestionnaire du réseau de distribution signale au demandeur d'accès les informations ou documents qui font défaut et lui accorde un délai pour compléter sa demande.

Section 3. — Contrat d'accès avec le gestionnaire du réseau de distribution

Art. 129. Tout fournisseur peut conclure un contrat d'accès avec le gestionnaire du réseau de distribution à condition que sa demande d'accès soit jugée recevable.

A cette fin, le gestionnaire du réseau de distribution vérifie si les conditions suivantes ont été remplies :

- le fournisseur dispose d'une licence de fourniture valable;
- la demande d'accès est complète;
- les puissances souscrites ne dépassent pas la puissance de raccordement du raccordement concerné sauf en cas de définition ultérieure de la puissance souscrite;
- le responsable d'équilibre est repris dans le registre des responsables d'accès. (la vérification est effectuée pour les deux responsables d'équilibre en cas d'application de l'article 123).

Art. 130. § 1^{er}. Le contrat d'accès comprend, au moins, les éléments suivants :

- 1° l'identité des parties concernées (nom, adresse, numéros d'identification...) en ce compris le fournisseur et le responsable d'équilibre;
- 2° l'indication des personnes de contact;
- 3° les dispositions relatives à la confidentialité;
- 4° les droits et devoirs de chacune des parties;
- 5° la date d'entrée en vigueur du contrat d'accès et la durée de ce contrat;
- 6° les dispositions particulières éventuelles liées au prélèvement ou à l'injection de puissance réactive;
- 7° le cas échéant, les dispositions particulières en cas d'urgence;
- 8° les modalités de paiement et éventuellement les garanties financières et les indemnités en cas de dysfonctionnement.

§ 2. Un modèle type de contrat d'accès est disponible sur le site de la CWaPE et sur ceux des gestionnaires de réseau de distribution.

Section 4. — Garanties à donner par le détenteur d'accès

Art. 131. Le détenteur d'accès garantit au gestionnaire du réseau de distribution que pendant la durée du contrat d'accès les prélèvements et injections seront couverts par un contrat de fourniture, selon l'article 123.

Art. 132. Le détenteur d'accès s'engage à informer immédiatement le gestionnaire du réseau de distribution en cas de modification d'un des éléments repris aux articles 126 à 130.

CHAPITRE III. — Accès au réseau de distribution

Section 1^{re}. — Généralités

Art. 133. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de distribution garantit un accès non discriminatoire et en toute transparence à son réseau. Il ne peut en refuser l'accès que dans les cas suivants :

- 1° si la sécurité du réseau est menacée;
- 2° s'il ne dispose pas de la capacité technique nécessaire pour assurer la transmission de l'électricité dans son réseau. Dans ce cas, au plus court terme possible, il propose des solutions et revoit son plan d'adaptation afin de répondre aux demandes raisonnables de transport d'électricité et de développer dans des conditions économiquement acceptables un réseau de distribution d'électricité sûr, fiable et performant. Pour l'établissement de ce plan d'adaptation, le gestionnaire du réseau de distribution tient compte des priorités établies par le Gouvernement en matière de politique énergétique;
- 3° si le demandeur ne satisfait pas aux prescriptions du présent règlement et/ou de la législation applicable.

En cas de refus, le gestionnaire du réseau de distribution en informe au plus vite le demandeur et la CWaPE, en motivant explicitement sa décision. S'il n'est pas d'accord avec cette décision, le demandeur peut faire appel à la CWaPE.

§ 2. Après la signature du contrat d'accès, l'utilisateur du réseau de distribution a accès à ce réseau à concurrence de la puissance de raccordement. A sa demande, le gestionnaire de réseau de distribution met normalement le point d'accès en service/hors service dans les deux jours ouvrables, les frais étant à charge de l'utilisateur. En cas de problème, il prévient l'utilisateur et réalise l'opération au plus tard le troisième jour ouvrable.

§ 3. L'utilisateur du réseau de distribution est tenu de payer les coûts d'utilisation des réseaux selon les tarifs approuvés par la CREG.

§ 4. Le gestionnaire du réseau de distribution prévoit, dans ses contrats/règlements, les modalités de réparation des dommages consécutifs à l'absence d'information de l'utilisateur conformément aux §§ 1^{er} et 2 de l'article 135, ainsi que les modalités de réparation des dégâts et autres pénalités prévues dans le cadre des obligations de service public dans le marché de l'électricité.

Section 2. — Interruptions planifiées de l'accès

Art. 134. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de distribution a le droit, après concertation avec l'utilisateur du réseau de distribution concerné, d'interrompre l'accès en haute tension lorsque la sécurité, la fiabilité et/ou l'efficacité du réseau de distribution ou du raccordement nécessitent des travaux au réseau de distribution ou au raccordement.

§ 2. Le gestionnaire du réseau de distribution a le droit d'interrompre l'accès en basse tension lorsque la sécurité, la fiabilité et/ou l'efficacité du réseau de distribution ou du raccordement nécessitent des travaux au réseau de distribution ou au raccordement.

Art. 135. § 1^{er}. Sauf s'il justifie une situation d'urgence, le gestionnaire du réseau de distribution informe l'utilisateur du réseau de distribution en haute tension, ainsi que son responsable d'équilibre pour les puissances de raccordement supérieures à 630 kVA, au moins dix jours ouvrables à l'avance du début et de la durée probable d'une interruption. Ce délai est ramené à cinq jours ouvrables s'il s'agit de la régularisation d'une réparation provisoire. Le responsable d'équilibre informe le fournisseur le cas échéant.

§ 2. Sauf s'il justifie une situation d'urgence, le gestionnaire du réseau de distribution informe l'utilisateur du réseau de distribution en basse tension au moins deux jours ouvrables à l'avance du début et de la durée probable d'une interruption, sauf pour les coupures de moins d'un quart d'heure.

§ 3. En plus des informations prévues aux §§ 1^{er} et 2, le gestionnaire du réseau de distribution publie a posteriori sur son site internet le programme dûment tenu à jour des interruptions planifiées, ainsi que la durée prévue et les causes et ce avec un délai inférieur à cinq jours.

Section 3. — Interruptions d'accès non planifiées

Art. 136. § 1^{er}. Lors d'interruptions non planifiées de l'accès en haute tension, le gestionnaire du réseau de distribution se tient à la disposition de l'utilisateur du réseau de distribution ou de son fournisseur mandaté et du responsable d'équilibre pour les informer sur la nature et de la durée de la panne. Il leur aura donné à cet effet un numéro de téléphone dont il peut garantir la disponibilité et l'information dans les plus brefs délais.

§ 2. Lors d'interruptions non planifiées de l'accès, le gestionnaire du réseau de distribution donne, à la demande de l'utilisateur du réseau de distribution ou de son fournisseur, une explication écrite sur leur origine, ainsi que le résumé du déroulement de l'incident, dans les dix jours ouvrables.

§ 3. Le gestionnaire du réseau de distribution publie sur son site internet la liste, la durée approximative et les causes succinctes relatives au réseau des interruptions non planifiées en haute tension. En basse tension, il se limite aux interruptions non planifiées de plus d'un quart d'heure. Ces informations dûment tenues à jour avec un délai inférieur à cinq jours sont maintenues sur le site pendant au moins un an. Le gestionnaire du réseau de distribution informe trimestriellement la CWaPE des causes non relatives au réseau qui ne seraient pas publiées sur son site.

Section 4. — Suspension de l'accès

Art. 137. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de distribution se réserve le droit de suspendre en tout ou en partie l'accès à son réseau de distribution durant le temps strictement nécessaire à la régularisation des situations suivantes :

- 1° en cas de situation d'urgence;
- 2° en cas de fraude, comme précisé dans l'arrêté du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public;
- 3° s'il justifie qu'il existe un risque grave que le bon fonctionnement du réseau de distribution et/ou la sécurité des personnes ou des biens soient menacés;
- 4° au cas où la puissance de raccordement est dépassée d'une façon notable et récurrente;
- 5° dans le cas d'un client final non résidentiel et après mise en demeure fixant un délai raisonnable de mise en conformité, si ce client final ou son fournisseur ne respecte pas ses obligations financières, ou si, à un moment donné, il n'y a plus de fournisseur ou de responsable d'équilibre désigné;
- 6° dans le cas d'un client final résidentiel, selon les modalités prévues par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité et ses modifications successives;
- 7° dans le cas d'un déménagement, si les dispositions de l'arrêté du Gouvernement du 30 mars 2006 n'ont pas été appliquées entraînant la mise en œuvre de la procédure de régularisation instituée par l'arrêté ministériel du 3 mars 2008 et que cette procédure elle-même n'ait pas abouti;
- 8° si l'une des conditions visées à l'article 133 vient à apparaître;
- 9° si l'utilisateur de réseau de distribution maintient volontairement son installation de comptage hors service.

§ 2. Le gestionnaire du réseau de distribution justifie dans les plus brefs délais sa décision à l'utilisateur du réseau concerné et à la CWaPE. La CWaPE peut définir les modalités pratiques de son information.

Art. 138. La puissance réellement prélevée ou injectée par l'utilisateur du réseau de distribution ne peut en aucun cas dépasser la puissance de raccordement telle que spécifiée dans le contrat de raccordement. Dans le cas où la puissance apparente n'est pas mesurée, il est tenu compte d'un facteur de puissance (cos phi) de 0,9.

Section 5. — Accès à d'autres réseaux

Art. 139. Le gestionnaire du réseau de distribution est responsable, vis-à-vis du détenteur d'accès ayant conclu un contrat d'accès avec lui, de l'accès aux réseaux interconnectés à son réseau de distribution.

Les interconnexions entre réseaux ne peuvent être interrompues, sauf en application de dispositions légales ou réglementaires.

CHAPITRE IV. — Prescriptions spécifiques pour l'accès au réseau de distribution à haute tension

Section 1^{re}. — Programmes d'accès

Art. 140. § 1^{er}. Si le gestionnaire du réseau de distribution l'estime nécessaire (en fonction du niveau de puissance prélevée et/ou injectée et/ou sur base d'autres critères objectifs et non discriminatoires), il peut, en certains points d'accès, exiger journalièrement un programme d'accès du détenteur d'accès, avant d'octroyer l'accès au réseau de distribution. Dans ce cas, les dispositions du chapitre XI du titre IV du « Règlement technique de transport » sont applicables.

Le programme journalier d'accès relatif au jour « D » est déposé au plus tard le jour « D-1 » à une heure déterminée selon une procédure et des conditions de recevabilité, transparentes et non discriminatoires, spécifiées dans chaque contrat d'accès. Le gestionnaire de réseau de distribution peut aussi exiger annuellement des prévisions de la part du détenteur d'accès.

§ 2. Le détenteur d'accès avertit sans délai le gestionnaire du réseau de distribution dès qu'il prévoit que le profil de prélèvement ou d'injection réel s'écartera notablement du programme ou des prévisions précitées.

Section 2. — Prélèvement d'énergie réactive

Art. 141. Le gestionnaire du réseau de distribution accorde, par intervalle de temps, au détenteur d'accès un droit de prélèvement d'une quantité d'énergie réactive par point de prélèvement sur lequel porte le contrat.

Art. 142. Les quantités relatives au fonctionnement en régime inductif et capacitif sont mesurées séparément et ne sont pas compensées mutuellement.

Art. 143. § 1^{er}. Le détenteur d'accès bénéficie par intervalle de temps d'un droit de prélèvement d'une quantité forfaitaire d'énergie réactive, en régime inductif et capacitif.

§ 2. Sous réserve des dispositions du § 3, cette quantité forfaitaire d'énergie réactive par intervalle de temps correspond à 32,9 % de la quantité d'énergie active prélevée au point de prélèvement pendant cet intervalle de temps pour un prélèvement sur une tension = 30 kV ou par l'intermédiaire d'un raccordement direct sur un poste de transformation qui alimente le réseau à haute tension, et à 48,4 % de la quantité d'énergie active prélevée au point de prélèvement pendant cet intervalle de temps dans tous les autres cas.

§ 3. Ce droit de prélèvement d'énergie réactive par intervalle de temps ne peut être inférieur à 3,29 % et 4,84 % respectivement de la quantité d'énergie active qui est conforme à la durée de l'intervalle de temps multipliée par la puissance souscrite prélevée au point de prélèvement par le détenteur d'accès.

§ 4. La différence positive entre la quantité effectivement prélevée en régime inductif et la quantité forfaitaire attribuée conformément à la présente section, est mise à charge du détenteur d'accès suivant le tarif correspondant approuvé par la CREG.

§ 5. La différence positive entre la quantité effectivement prélevée en régime capacitif et la quantité forfaitaire attribuée conformément à la présente section, est mise à charge du détenteur d'accès suivant le tarif correspondant approuvé par la CREG.

§ 6. Pour l'application de la présente section, l'intervalle de temps considéré est le quart d'heure pour le comptage et le mois pour la facturation, sauf convention contraire conclue d'un commun accord entre toutes les parties concernées, avec information à la CWaPE.

CHAPITRE V. — Coordination de la mise en service des unités de production

Art. 144. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de distribution et le gestionnaire du réseau de transport se mettent d'accord sur la liste des unités de production raccordées au réseau de distribution et dont l'appel est coordonné par le gestionnaire du réseau de transport. Pour chacune de ces unités, un contrat de coordination de mise en service des unités de production est conclu entre le gestionnaire du réseau de transport et le responsable d'équilibre concerné.

§ 2. Le gestionnaire du réseau de distribution informe la CWaPE des unités de production pour lesquelles le § 1^{er} est d'application.

Art. 145. La coordination de la mise en service des unités de production concernées par l'article 144 répond aux prescriptions relatives du règlement technique de transport.

Art. 146. Le gestionnaire du réseau de distribution et le gestionnaire du réseau de transport se prêtent mutuellement assistance lors de l'exécution de la coordination de la mise en service des unités de production.

CHAPITRE VI. — Services auxiliaires

Section 1^{re}. — Compensation des pertes en réseau

Art. 147. Le gestionnaire du réseau de distribution compense les pertes d'énergie dans son réseau de distribution par des achats appropriés d'énergie. S'il est producteur d'électricité verte, il peut utiliser celle-ci pour compenser tout ou partie de ses pertes.

Section 2. — Réglage de la tension et de la puissance réactive

Art. 148. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article 229, le gestionnaire du réseau de distribution collabore avec le gestionnaire du réseau de transport dans le cadre du réglage de la tension et de la puissance réactive; il sert d'intermédiaire vis-à-vis des unités de production décentralisées raccordées à son réseau.

§ 2. La disponibilité et la fourniture de la puissance réactive pour le réglage de la tension visées dans cet article font l'objet, le cas échéant, d'un achat par une procédure de mise en concurrence.

Section 3. — Services auxiliaires fournis par le gestionnaire du réseau de distribution

Art. 149. § 1^{er}. Les services auxiliaires fournis par le gestionnaire du réseau de distribution au gestionnaire du réseau de transport ou de transport local répondent aux prescriptions reprises à ce sujet dans le règlement technique de transport.

§ 2. Le gestionnaire du réseau de distribution prête assistance au gestionnaire du réseau de transport pour le contrôle de la disponibilité et la fourniture des services auxiliaires visés au § 1^{er}.

CHAPITRE VII. — Mesures en cas de situation d'urgence ou de congestion

Art. 150. § 1^{er}. En cas de situation d'urgence affectant l'ensemble du réseau, le gestionnaire du réseau de distribution exécute les instructions du gestionnaire du réseau de transport/de transport local, y compris la mise en œuvre du plan de délestage si requis. Après un délestage, il ne réalimente qu'avec l'accord du gestionnaire du réseau de transport/transport local.

§ 2. En cas de situation d'urgence affectant son propre réseau, le gestionnaire du réseau de distribution prend toutes les mesures nécessaires en ce compris des délestages pour :

- 1° limiter la propagation de l'incident si la source de celui-ci est située au sein de son réseau;
- 2° remettre en service le plus rapidement possible les lignes affectées.

Art. 151. Pour éviter des problèmes de congestion, le gestionnaire du réseau de distribution peut établir des contrats prévoyant l'interruption ou la réduction de charges (consommation/injection) lorsque l'état du réseau le nécessite. Il tiendra compte des problèmes de congestion constatés, au plus tard lors de l'établissement de son prochain plan d'adaptation.

Il envoie une copie de chacun de ces contrats à la CWaPE.

TITRE V. — Code de mesure et de comptage

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Art. 152. § 1^{er}. Le présent Titre décrit les droits et obligations du gestionnaire du réseau de distribution et des utilisateurs du réseau et/ou fournisseurs et/ou responsables d'équilibre en ce qui concerne, d'une part, la mise à disposition, l'installation, l'utilisation et l'entretien des équipements de mesure et, d'autre part, le relevé, le traitement et la mise à disposition des données de mesure.

§ 2. D'une manière générale, le gestionnaire du réseau de distribution est responsable du comptage des flux d'énergie à tous les points d'accès et d'interconnexion, ce qui inclut la pose et l'entretien des compteurs, la lecture des index et la communication de ceux-ci aux parties concernées. Pour les points d'interconnexion, il se concerte avec le gestionnaire du réseau concerné.

Art. 153. § 1^{er}. Tout point d'accès appartenant à un raccordement au réseau de distribution donne lieu à un comptage pour déterminer l'énergie active et/ou réactive injectée et/ou prélevée au réseau de distribution en ce point d'accès et éventuellement les puissances maximales quart-horaires correspondantes. Une installation de mesure est utilisée à cet effet. Un bâtiment qui fait l'objet d'un nouveau raccordement et qui sert d'habitation à des personnes physiques, doit être équipé d'un raccordement et d'une installation individuelle de comptage par logement, sauf exceptions prévues par la législation applicable.

Il en est de même lorsque la maison ou l'immeuble fait l'objet de travaux de rénovation importants au sens de l'article 26, § 3, du décret.

§ 2. Les clients aval raccordés au réseau privé d'un immeuble ou d'un domaine strictement résidentiel (tel que les campings, parcs résidentiels, résidences-services, senioreries, chambres d'étudiants...) ne sont considérés comme utilisateurs du réseau au sens du décret que s'ils disposent d'un raccordement et d'une installation de mesure séparés sur le réseau de distribution, ou en cas d'application de la législation sur les réseaux privés.

§ 3. Les énergies prélevées et les énergies injectées font l'objet de comptages séparés, sauf les exceptions prévues au § 4 de cet article et à l'article 123, § 2.

§ 4. En BT avec relevé sur base annuelle, le producteur qui dispose d'une unité de production d'énergie verte d'une puissance inférieure ou égale à 10 kVA, certifiée et enregistrée comme installation de production d'électricité verte auprès de la CWaPE, peut bénéficier d'une compensation entre les prélèvements et les fournitures au réseau, pour chaque période comprise entre deux relevés d'index. Au niveau du comptage, il dispose de l'alternative suivante :

- soit un compteur simple, sans cliquet, qui décompte d'office de sa consommation l'énergie injectée. Si l'énergie injectée est supérieure à la consommation, elle n'est pas valorisée; le gestionnaire du réseau de distribution communique alors au fournisseur une consommation nulle;

- soit un compteur bidirectionnel qui enregistre séparément les énergies consommées et injectées. Si l'énergie injectée est supérieure à l'énergie consommée, elle peut être valorisée sur demande explicite, par le producteur, de modification du comptage. Le gestionnaire du réseau de distribution, qui est responsable de la mise en œuvre de la compensation, communique au fournisseur du producteur une consommation ou une injection, selon le cas.

Le producteur qui bénéficie de cette compensation en informe son fournisseur et le spécifie avant signature d'un nouveau contrat. Il n'y a qu'un seul fournisseur par accès.

Si le comptage comporte plusieurs périodes tarifaires, telles que définies à l'article 169, la compensation est effectuée par période tarifaire.

Le producteur peut revendiquer cette compensation sur base annuelle sauf si une intervention technique (ou assimilée) sur son raccordement est réalisée à son initiative (notamment s'il y a changement de fournisseur) ou en cas de remplacement de son compteur imposé par la métrologie fédérale. Dans ces conditions, la compensation ne sera réalisée que sur des intervalles de temps inférieurs à la base annuelle.

Art. 154. Les installations et les données de mesure ont pour but de permettre la facturation basée sur les quantités d'énergie injectée et/ou prélevée sur le réseau de distribution et servent également à assurer une bonne gestion du réseau de distribution. Exceptionnellement, moyennant l'accord du gestionnaire de réseau de distribution, et pour des fournitures d'électricité de faible quantité (abris bus, cabines téléphoniques, feux de signalisation...) ou de courte durée, les quantités d'énergie peuvent être fixées de façon forfaitaire sans utilisation de comptage. Il en est de même pour des consommations considérées comme non variables, telles que l'éclairage public, l'alimentation des réseaux de télédistribution et de téléphonie, les éclairages permanents, etc. L'évaluation de la consommation est effectuée par le gestionnaire de réseau de distribution sur base de forfaits « puissance » établis par SYNERGRID et publiés sur son site Internet. Le gestionnaire de réseau de distribution en informe le fournisseur. L'utilisateur de réseau de distribution marque au gestionnaire de réseau de distribution son accord lors de l'acceptation de l'offre de raccordement.

Art. 155. La facturation visée à l'article 154 peut reposer sur des données relatives à des périodes élémentaires éventuellement regroupées. En fonction du type de raccordement, ces données sont directement extraites des installations de mesure ou résultent de l'application de profils types aux données de mesure.

Art. 156. La période élémentaire visée à l'article 155 est le quart d'heure.

Art. 157. L'installation des équipements de mesure est réalisée conformément au présent règlement et aux contrats conclus en vertu de celui-ci. Le gestionnaire du réseau de distribution est également chargé de rassembler, de valider, de mettre à disposition et d'archiver les données de mesure. Dans l'accomplissement de cette tâche, il utilise des critères objectifs et non discriminatoires. Les parties concernées adoptent en outre les dispositions nécessaires afin que les règles de confidentialité en vigueur soient respectées.

Art. 158. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de distribution est gestionnaire du fichier au sens de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée en ce qui concerne le traitement des données à caractère personnel. Au sens du présent Titre, on entend par « données à caractère personnel » les données relatives tant à des personnes physiques que morales.

§ 2. Le gestionnaire du réseau de distribution ne peut, pour la collecte des données de mesure et d'accès, faire appel qu'à des personnes qui ne sont ni producteurs, ni responsables d'équilibre, ni détenteurs de licence de fourniture, ni intermédiaires, ni à des entreprises qui leur sont liées.

§ 3. Le client final dispose de tous les droits d'un propriétaire pour ses données de comptage.

CHAPITRE II. — Dispositions relatives aux installations de mesure

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 159. Sans préjudice des dispositions du présent règlement, les équipements utilisés dans l'installation de mesure doivent répondre aux exigences des règlements et normes belges et des normes internationales applicables aux installations de mesure ou à leurs composants, et notamment à l'arrêté royal du 13 juin 2006 relatif aux instruments destinés à la mesure de l'énergie électrique. Ils doivent pouvoir être scellés.

Art. 160. Sans préjudice de la situation existante, le gestionnaire du réseau de distribution est responsable de la qualité et de la fiabilité des mesures. A cette fin, il peut exiger que les installations de mesure lui appartiennent ou appartiennent à une entreprise qu'il contrôle.

Art. 161. Une installation de mesure se compose de tous les équipements nécessaires pour exécuter les mesures telles que définies à l'article 153 et peut donc notamment se composer de combinaisons intégrées ou non de :

- 1° transformateurs de courant;
- 2° transformateurs de tension;
- 3° compteurs;
- 4° enregistreurs de données;
- 5° équipements de commutation;
- 6° armoire — bornes — câblage;
- 7° équipements de télétransmission;
- 8° équipements de protection.

Art. 162. L'utilisateur du réseau de distribution et le gestionnaire du réseau de distribution ont le droit de placer dans leurs installations et à leurs frais tous les appareils qu'ils jugent utiles pour vérifier la précision de l'installation de mesure visée à l'article 161. Un tel équipement de mesure appartenant éventuellement à l'utilisateur du réseau de distribution doit répondre aux prescriptions du présent règlement. Dans l'hypothèse où ces vérifications feraient apparaître des divergences, les dispositions prévues à l'article 177 seront d'application.

Art. 163. § 1^{er}. Si l'utilisateur du réseau de distribution souhaite intégrer des équipements supplémentaires dans l'installation de mesure relative à son raccordement, afin de réaliser une mesure de contrôle, il s'adressera au gestionnaire du réseau de distribution qui évaluera, sur la base de critères objectifs et non discriminatoires si cette installation peut être réalisée sans compromettre la sécurité, la fiabilité ou l'efficacité du réseau de distribution et la qualité des mesures de base. En cas d'évaluation positive, le gestionnaire du réseau de distribution réalisera le placement dans des conditions et délais non discriminatoires. Ces équipements doivent répondre aux prescriptions du présent règlement et ne peuvent influencer la mesure principale. En cas d'évaluation négative, une copie du rapport sera communiquée à la CWaPE.

§ 2. Tous les frais afférents à ces équipements supplémentaires sont à charge de l'utilisateur du réseau de distribution qui les a demandés.

Art. 164. Le gestionnaire du réseau de distribution peut, à ses frais, insérer dans l'installation de mesure tout équipement qu'il juge utile pour la réalisation de ses tâches, notamment en vue de mesurer des indices de qualité de la tension et/ou du courant.

Art. 165. L'utilisateur du réseau de distribution et le gestionnaire du réseau de distribution se concertent pour que l'installation de mesure soit à l'abri de chocs, de vibrations, de températures extrêmes et en général de tout ce qui peut causer des dommages ou des perturbations.

Section 2. — Localisation de l'installation de mesure

Art. 166. L'installation de mesure est placée à proximité immédiate du point d'accès. Les situations particulières sont soumises à l'accord du gestionnaire de réseau de distribution.

Art. 167. Par dérogation à l'article 166 et pour un raccordement haute tension d'une puissance inférieure à 250 kVA, le gestionnaire du réseau de distribution peut, pour des raisons économiques, décider de placer l'installation de mesure du côté basse tension du transformateur de puissance.

Art. 168. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 166, le gestionnaire du réseau de distribution peut, de commun accord avec l'utilisateur du réseau de distribution, décider de placer l'installation de mesure ailleurs qu'au point d'accès.

§ 2. S'il n'est techniquement pas possible de placer l'installation de mesure à proximité immédiate du point d'accès, le gestionnaire du réseau de distribution convient avec l'utilisateur du réseau de distribution de l'endroit où elle sera installée.

Section 3. — Périodes tarifaires

Art. 169. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de distribution gère et actionne les appareils et les signaux nécessaires à la commande des installations de comptage et des circuits d'alimentation, en vue de l'application de différentes périodes tarifaires. Il veille à ce que ces appareils offrent au minimum les fonctionnalités suivantes :

- le réglage des installations de comptage pour le tarif bi-horaire, et éventuellement d'autres tarifs particuliers;
- le réglage de circuits d'alimentation séparés pour la consommation pendant des périodes déterminées, comme les tarifs interruptibles ou exclusif nuit;
- toutes les fonctionnalités nécessaires pour la mise en œuvre efficace du concept de « réseau intelligent » notamment la mise à disposition de l'utilisateur qui le désire, des signaux de basculement de compteurs multi-horaires. Cette mise à disposition est gratuite pour les nouveaux raccordements en BT avec relevé annuel. Pour les autres raccordements elle est effectuée selon un tarif approuvé par la CREG.

Le gestionnaire de réseau de distribution se consulte avec les fournisseurs pour définir les horaires de basculement (plages horaires des compteurs interruptibles et multi-horaires). Il soumet ces horaires à la CWaPE pour approbation dans les deux mois (à défaut, ils seront considérés comme approuvés), endéans les trois mois de l'entrée en vigueur du présent règlement.

Il publie sur son site Internet les informations concernant la commande appliquée, y compris le réglage horaire pour les périodes tarifaires. Il en informe également ses clients BT à l'occasion du relevé d'index : si le client est absent, il trouve l'information sur sa carte de relevé d'index ou, à défaut, la référence pour obtenir directement cette information.

§ 2. Les adaptations de la fonctionnalité visée au § 1^{er} à l'initiative du gestionnaire du réseau de distribution peuvent avoir lieu uniquement après consultation des fournisseurs concernés et accord explicite de la CWaPE dans les deux mois.

§ 3. Les utilisateurs du réseau de distribution ou leur fournisseur peuvent introduire une demande motivée d'adaptation de la commande et/ou des périodes au gestionnaire du réseau de distribution concerné, qui en évalue la faisabilité technique et économique sur la base de critères objectifs et non discriminatoires et en précise le coût.

Section 4. — Prescriptions particulières pour les compteurs à budget

Art. 170. Si un compteur à budget est placé chez un client résidentiel en application des obligations de service public, celui-ci aura au moins les fonctionnalités suivantes :

- 1° différents modes de fonctionnement du compteur doivent être possibles :
 - débitage de courant, sur base d'un nombre de kWh prépayés (prépaiement);
 - débitage de courant et facturation classique (mensuelle, avec relevé annuel);
 - débitage de courant sur base du nombre de kWh prépayés et, si ces kWh sont épuisés, poursuite de la fourniture d'électricité avec la puissance définie au 2°;
- 2° la possibilité d'adjoindre un module « fourniture minimale garantie » qui permet le passage d'une puissance plafonnée aux valeurs définies par le décret du 17 juillet 2008;
- 3° la possibilité d'être facilement rechargé pour le fonctionnement en mode prépaiement;
- 4° la possibilité de dédicacer le rechargement au fournisseur choisi.

La problématique de la compensation après la mise en place d'un compteur à budget fera l'objet de traitements manuels.

Section 5. — Scellés

Art. 171. § 1^{er}. L'installation de mesure est scellée par le gestionnaire du réseau de distribution.

§ 2. Hormis l'enlèvement par le gestionnaire du réseau de distribution, les scellés ne peuvent être brisés ou enlevés sans l'accord écrit préalable du gestionnaire du réseau de distribution.

En cas de bris de scellés ou d'intervention non autorisée, le gestionnaire du réseau de distribution prévient notamment le fournisseur et le responsable d'équilibre. Il rétablit les scellés au frais de l'utilisateur.

Section 6. — Exigences de précision

Art. 172. Les exigences de précision minimales de l'installation de mesure sont reprises à l'annexe II.

Section 7. — Pannes et erreurs

Art. 173. Si, pour un raccordement équipé de mesures de contrôle, comme prévu à l'article 162, une mesure principale est en panne, la mesure de contrôle remplace la mesure principale.

Art. 174. Sauf autres dispositions convenues dans le contrat de raccordement, le gestionnaire du réseau de distribution remédie aux pannes de l'installation de mesure dans un délai de :

1° trois jours ouvrables pour une installation de mesure relative à un point d'accès avec une puissance de raccordement supérieure ou égale à 100 kVA;

2° sept jours ouvrables pour les autres installations de mesure.

Ce délai prend cours au moment où le gestionnaire du réseau de distribution a été informé de la panne.

Art. 175. Si, suite à un cas de force majeure, il ne peut être remédié à la panne dans le délai visé à l'article 174, le gestionnaire du réseau de distribution prend toutes les dispositions nécessaires afin de limiter la perte de données de mesure et informe le fournisseur.

Art. 176. Une erreur dans une donnée de mesure est toujours considérée comme significative si elle est supérieure à ce qui est autorisé en vertu des classes de précision visées à l'article 172.

Art. 177. Tout utilisateur du réseau de distribution ou fournisseur qui soupçonne une erreur significative dans les données de mesure en informe immédiatement le gestionnaire du réseau de distribution et peut demander par écrit à celui-ci un contrôle de l'installation de mesure. Le gestionnaire du réseau de distribution prévoit ensuite l'exécution d'un programme de contrôle dans les plus brefs délais.

Art. 178. Si le contrôle visé à l'article 177 démontre que la précision de l'installation de mesure est la cause d'une erreur significative, le gestionnaire du réseau de distribution fait effectuer ou effectue lui-même un étalonnage.

Art. 179. S'il apparaît qu'une installation de mesure présente une erreur, une panne ou une imprécision qui ne peut être corrigées par un étalonnage et qui est la cause d'une erreur significative, le gestionnaire du réseau de distribution la détecte et y remédie le plus rapidement possible.

Art. 180. Le gestionnaire du réseau de distribution supporte les coûts entraînés par les actions visées aux articles 177 à 179 si une erreur significative a pu être constatée. Dans le cas contraire, ils sont supportés par le demandeur.

Section 8. — Entretien et inspections

Art. 181. L'entretien de l'installation de mesure est effectué par le gestionnaire du réseau de distribution de manière à ce que celle-ci réponde constamment aux exigences reprises dans le présent règlement.

Art. 182. Le gestionnaire du réseau de distribution peut, après notification préalable à l'utilisateur du réseau concerné, accéder aux installations de mesure, y compris à celles de l'éventuelle mesure de contrôle, en vue d'effectuer un contrôle de conformité aux dispositions du présent règlement.

Section 9. — Etalonnages

Art. 183. Le gestionnaire du réseau de distribution s'assure que les composants de l'installation de mesure ont été étalonnés avant la première mise en service selon les normes nationales et internationales en vigueur.

Art. 184. Le programme et le calendrier d'étalonnage sont établis par le gestionnaire du réseau de distribution selon les normes nationales et internationales en vigueur.

Art. 185. Les niveaux maxima autorisés de l'incertitude de mesure pour les activités d'étalonnage sont repris à l'annexe III.

Art. 186. L'étalonnage des composants de l'installation de mesure est réalisé par un organisme ou un service agréé en la matière.

Section 10. — Gestion administrative des données techniques des installations de mesure

Art. 187. Le gestionnaire du réseau de distribution est chargé de mettre à jour et d'archiver les données exigées pour une bonne gestion des installations de mesure et pour les contrôles légaux en vigueur, telles que celles relatives au fabricant, au type, au numéro de série, à l'année de construction et aux dates de contrôle et d'étalonnage.

CHAPITRE III. — Dispositions relatives aux données de mesure

Section 1^{re}. — Courbes de charge mesurées et calculées

Art. 188. La facturation des frais concernant l'accès au réseau de distribution et son utilisation repose sur une série de données de prélèvement/injection, dont chacune a trait à une période élémentaire telle que déterminée à l'article 156. Une telle série de données est appelée ci-après « courbe de charge ».

On distingue deux sortes de courbes de charge :

a) la courbe de charge mesurée : l'installation de mesure enregistre pour chaque période élémentaire l'énergie prélevée et/ou injectée, à partir de laquelle la courbe de charge est élaborée;

b) la courbe de charge calculée : une courbe de charge est calculée sur la base de relevés des index de nombreuses installations de mesure portant sur des durées relativement longues (par exemple, relevés annuel et à chaque changement de fournisseur en basse tension) et de l'application d'un profil synthétique de charge adapté statistiquement aux caractéristiques de consommation du ou des utilisateur(s) concerné(s).

Art. 189. § 1^{er}. Pour les installations de mesure qui concernent les points d'accès d'un raccordement existant pour lesquels la moyenne des puissances quart-horaires maximales prélevées et/ou injectées sur une base mensuelle déterminée sur une période de douze mois consécutifs s'élève au moins à 100 kVA, les courbes de charge prises en compte sont des courbes de charge qui sont mesurées.

§ 2. Pour les installations de mesure relatives à des puissances inférieures, le gestionnaire du réseau de distribution pourra, à la demande et pour le compte de l'utilisateur du réseau de distribution ou du(des) fournisseur(s), également procéder à l'enregistrement de la courbe de charge.

§ 3. Pour les nouveaux raccordements ou ceux pour lesquels un renforcement de la puissance est effectué portant la puissance de raccordement à au moins 100 kVA, le gestionnaire du réseau de distribution place une installation de mesure avec enregistrement de la courbe de charge.

Art. 190. Pour tous les points d'accès dont l'installation de mesure enregistre la courbe de charge mesurée, la facturation visée à l'article 188 s'établira sur la base de cette courbe de charge mesurée.

Art. 191. § 1^{er}. En vue d'une utilisation interne, l'utilisateur du réseau de distribution a le droit de disposer en continu des données de mesure localement disponibles dans l'installation de mesure relative à son raccordement. L'accès visuel aux données de comptage est gratuit.

La mise à disposition des données au travers d'un appareillage complémentaire fait l'objet d'un coût unique d'installation selon un tarif approuvé par la CREG. Dans les cas exceptionnels où l'installation de mesure se trouve dans un endroit qui n'est pas accessible à l'utilisateur du réseau de distribution, ce dernier s'adressera au gestionnaire du réseau de distribution qui lui donnera accès dans un délai raisonnable, conformément aux dispositions mentionnées à l'article 16.

§ 2. Les données de mesure mentionnées au § 1^{er} comprennent au moins les mesures servant à la facturation. A la demande de l'utilisateur du réseau de distribution, le gestionnaire du réseau de distribution donnera les renseignements nécessaires pour l'interprétation des données de mesure.

Section 2. — Dispositions particulières concernant la courbe de charge mesurée

Art. 192. La courbe de charge est enregistrée sur la base de périodes de mesure correspondant à la période élémentaire telle que définie à l'article 156.

Art. 193. Conformément aux dispositions du contrat de raccordement et/ou des besoins du gestionnaire du réseau de distribution, une installation de mesure enregistre les données suivantes par période de mesure :

- 1° l'indication de la période de mesure;
- 2° l'énergie active injectée et/ou prélevée;
- 3° le cas échéant, l'énergie réactive injectée et/ou prélevée.

Art. 194. Le gestionnaire du réseau de distribution collecte les données de mesure par voie électronique et le cas échéant par télé lecture.

Art. 195. La collecte des données visée à l'article 193 a lieu conformément à un protocole de communication défini par le gestionnaire du réseau de distribution.

Art. 196. Afin de permettre le cas échéant la télé lecture de l'installation de mesure, le gestionnaire du réseau de distribution veille à la réalisation de la liaison de télécommunication la plus appropriée, sur la base de critères technico-économiques.

Art. 197. Une période de mesure est référée au moment 00 :00 :00 selon l'heure locale.

Art. 198. L'écart entre les heures de début et de fin de la période de mesure par rapport à l'heure locale ne peut dépasser dix secondes.

Section 3. — Dispositions particulières concernant la courbe de charge calculée

Art. 199. § 1^{er} Une courbe de charge répartit une charge unitaire en périodes élémentaires, telles que définies à l'article 156, sur la base de profils synthétiques de charge (Synthetic Load Profiles ou SLP) établis statistiquement et actualisés autant que nécessaire par SYNERGRID.

§ 2. 1°. Pour les quatre types de clients ci-après, quatre SLP ont été définis et demeurent d'application en attendant leur conversion dans les nouveaux SLP prévus au § 2.2° :

- le client résidentiel dont la consommation de nuit est proportionnellement peu importante (S21);
- le client résidentiel dont la consommation de nuit est proportionnellement importante (S22);
- le client non résidentiel avec P raccordement < 56 kVA (S11);
- le client non résidentiel avec P raccordement ≥ 56 kVA. (S12).

2° Dans le cadre de la mise en place d'une gestion intelligente des réseaux, il convient d'attribuer, notamment, à toutes les plages horaires en usage, un SLP correspondant afin de permettre à tous les intervenants du marché de prendre toute mesure de nature à optimiser la mise à disposition et l'utilisation de l'énergie. SYNERGRID réalise et propose de tels SLP selon un calendrier permettant leur approbation en vue de leur mise en œuvre une première fois au 1^{er} janvier suivant la prochaine adaptation du MIG.

La CWaPE peut également imposer l'établissement de SLP supplémentaires ou la suppression de SLP existants selon l'évolution du marché.

§ 3. Les SLP sont soumis à l'approbation de la CWaPE avant publication officielle. Cette approbation doit avoir lieu dans un délai maximum de deux mois. Le gestionnaire du réseau de distribution attribue à chaque point d'accès un ou plusieurs SLP adéquat(s).

Art. 200. § 1^{er}. Le fournisseur et son responsable d'équilibre organisent pour chaque client une injection qui correspond à la courbe de charge définie à l'article 199 et dont le niveau est ajusté en fonction des relevés de consommation du client, des paramètres applicables et des circonstances.

§ 2. Les gestionnaires de réseau de distribution calculent l'allocation et la réconciliation suivant les dispositions du MIG. Les gestionnaires de réseau de distribution et les fournisseurs participent à la réconciliation financière.

Art. 201. § 1^{er}. La consommation ou, le cas échéant, la production sur les points d'accès haute tension sans enregistrement de la courbe de charge, avec ou sans enregistrement de la pointe quart-horaire maximum, est mesurée mensuellement par le gestionnaire du réseau de distribution.

§ 2. La consommation ou, le cas échéant, la production sur les points d'accès basse tension sans enregistrement de la courbe de charge, est déterminée par le gestionnaire du réseau de distribution lors de chaque changement de fournisseur ou de client, et, au plus tard douze mois après le dernier relevé de compteur. Tout client final est tenu, au moins une fois l'an, d'autoriser le gestionnaire du réseau de distribution à relever les index du ou des compteurs, correspondant au(x) point(s) de raccordement dont il est titulaire. Si le gestionnaire du réseau le lui demande et/ou s'il était absent lors des visites de relevé, le client final est tenu de communiquer ses index au gestionnaire du réseau de distribution en respectant les modalités imposées par celui-ci. Le compteur est également relevé physiquement par le gestionnaire du réseau de distribution, au moins une fois au cours d'une période de vingt-quatre mois, pour autant qu'il ait accès aux installations de mesure.

Section 4. — Traitement des données

Art. 202. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de distribution enregistre et conserve dans les limites définies dans la Section 6 ci-après, les données visées à l'article 193, sous forme électronique.

§ 2. Aux données visées au § 1^{er}, le gestionnaire du réseau de distribution associe les données suivantes :

- 1° l'identification du point d'accès;
- 2° l'emplacement de l'installation de mesure;
- 3° l'identification du fournisseur et du responsable d'équilibre.

§ 3. Le traitement des données doit s'effectuer sans que la précision de ces données en soit influencée.

Section 5. — Validation et correction des données de mesure

Art. 203. § 1^{er}. Si l'installation de mesure ne se trouve pas à proximité immédiate du point d'accès, les données de mesure seront corrigées sur la base d'une procédure d'estimation qui tient compte des pertes physiques réelles entre le point de mesure et le point d'accès. Cette procédure est normalement définie dans le contrat de raccordement et est transmise à la CWaPE.

§ 2. Si le mode de correction n'est pas défini dans le contrat de raccordement, le gestionnaire du réseau de distribution appliquera, sur la base de critères objectifs et non discriminatoires, le mode le plus approprié qu'il communiquera à l'utilisateur et à la CWaPE.

Art. 204. § 1^{er}. Si le gestionnaire du réseau de distribution ne peut disposer des données de mesure réelles ou lorsque les résultats disponibles sont peu fiables ou manifestement erronés, ces données de mesure sont remplacées dans le processus de validation par des valeurs équitables sur la base de critères objectifs et non discriminatoires.

§ 2. Les données peu fiables ou manifestement erronées sont corrigées sur la base d'une ou de plusieurs procédures d'estimation, comme :

1° des mesures redondantes :

2° d'autres résultats de mesure dont dispose l'utilisateur du réseau de distribution concerné;

3° une comparaison avec les données d'une période considérée comme équivalente.

Des méthodes de validation peuvent être définies de commun accord entre tous les partenaires, avec information à la CWaPE.

Art. 205. Après application des articles 203 et 204, le gestionnaire du réseau de distribution peut soumettre, après en avoir informé l'utilisateur du réseau de distribution concerné et la CWaPE, les données de mesure à toute forme de contrôle supplémentaire qu'il juge utile. Les données de mesure sont ensuite considérées comme validées.

Section 6. — Stockage, archivage et protection des données

Art. 206. Le gestionnaire du réseau de distribution stocke toutes les données de mesure ainsi que les données de mesure éventuellement corrigées dans une mémoire non volatile.

Art. 207. Le gestionnaire du réseau de distribution archive les données visées à l'article 206 pendant une période d'au moins cinq ans.

Art. 208. Les données de mesure centralisées par le gestionnaire du réseau de distribution ne peuvent être accessibles qu'au personnel propre du gestionnaire du réseau de distribution dans le respect des dispositions légales régissant le comptage et des articles 157 et 158.

Section 7. — Données de mesure à mettre à disposition dans le cas de courbes de charge mesurées

Art. 209. § 1^{er}. Les données de mesure sont en principe échangées et mises à disposition sous forme électronique.

§ 2. Les délais définis dans cette section peuvent être raccourcis de commun accord entre tous les acteurs, avec information à la CWaPE.

Art. 210. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de distribution met, chaque jour ouvrable, selon des procédures établies dans le cadre de l'article 14, les données de mesure suivantes à la disposition du fournisseur concerné et du détenteur d'accès sur une base quart-horaire pour les points d'accès sur lesquels il fournit ou injecte de l'énergie et qui sont pourvus d'une lecture automatique (relevés AMR) et dont la puissance de raccordement est supérieure à 56 kVA :

1° les données de comptage par point d'accès non validées pour le jour D-1 et les éventuels jours intermédiaires, sauf instruction contraire des destinataires;

2° les données de comptage validées pour le jour D-1 et les éventuels jours intermédiaires. Il communique au plus vite au fournisseur les divergences éventuelles par rapport aux données de comptage non validées. Le dixième jour ouvrable après la consommation, toutes les données de comptage sont fournies et validées. Pour au moins 95 % des points d'accès, les données de comptage du mois sont validées et sont disponibles au plus tard le quatrième jour du mois suivant. Les données de comptage fournies incluent les éventuels coefficients correctifs; les données corrigées ou estimées étant identifiées;

3° en ce qui concerne l'énergie réactive, les données validées peuvent être fournies dans des délais différents selon des modalités à définir d'un commun accord entre toutes les parties concernées, dans le respect des articles 141 à 143.

§ 2. Pour les installations de production, les données de comptage validées visées au présent article sont communiquées au producteur concerné sur simple demande de sa part. Cet échange d'informations peut avoir lieu selon un protocole défini de commun accord avec le producteur.

§ 3. Les données visées au § 1^{er} sont également transmises à l'utilisateur du réseau sur demande écrite de sa part et moyennant paiement des frais selon un tarif approuvé par la CREG.

§ 4. En cas de panne de l'installation de mesure, d'impossibilité d'accès ou de conditions d'accès dangereuses, le gestionnaire du réseau de distribution remplace les données manquantes par sa meilleure estimation de celles-ci. Sur demande, le client final est informé de la méthodologie de cette estimation.

§ 5. Pour les raccordements inférieurs à 56 kVA, la périodicité de mise à disposition des données de comptage est mensuelle.

Art. 211. Le gestionnaire du réseau de distribution motive les adaptations et les corrections apportées sur la base des articles 203 et 204 et en informe la CWaPE.

Art. 212. § 1^{er}. Chaque jour ouvrable, le gestionnaire du réseau de distribution met à la disposition du responsable d'équilibre, pour le jour D-1 et les éventuels jours intermédiaires, les données de comptage non validées sur une base quart-horaire sous forme agrégée par fournisseur.

§ 2. Le gestionnaire du réseau de distribution met quotidiennement à la disposition du responsable d'équilibre les données de comptage validées sous forme agrégée par fournisseur, au plus tard le dixième jour ouvrable après le jour de la consommation.

Art. 213. Le gestionnaire du réseau de distribution peut mettre à la disposition du fournisseur concerné ou du détenteur d'accès ou du responsable d'équilibre, à sa demande, les données, validées ou non, mentionnées ci-dessus à une fréquence plus élevée que celle visée à l'article 210. La personne concernée s'adresse à cette fin au gestionnaire du réseau de distribution qui évalue la demande sur la base de critères objectifs et non discriminatoires et réalise les tâches qui en résultent. Les frais y afférents sont supportés par le demandeur selon un tarif approuvé par la CREG.

Art. 214. § 1^{er}. Chaque jour ouvrable, le gestionnaire du réseau de distribution met à la disposition, selon le cas, du gestionnaire du réseau de transport ou du gestionnaire du réseau de transport local, pour le jour D-1 et les éventuels jours intermédiaires, les données de comptage non validées sur une base quart-horaire sous forme agrégée par responsable d'équilibre.

§ 2. Le gestionnaire du réseau de distribution met quotidiennement à la disposition, selon le cas, du gestionnaire du réseau de transport ou du gestionnaire du réseau de transport local, les données de comptage validées sous forme agrégée par responsable d'équilibre, au plus tard le dixième jour ouvrable après le jour de la consommation.

Art. 215. A la demande de l'utilisateur du réseau de distribution ou du fournisseur concerné, le gestionnaire du réseau de distribution met à la disposition du demandeur des données de mesure complémentaires ou d'autres informations en provenance de l'installation de mesure concernée à une autre fin que la facturation visée à l'article 154. Le demandeur s'adresse à cet effet au gestionnaire du réseau de distribution qui évalue la demande sur la base de critères objectifs et non discriminatoires et effectue les travaux qui en découlent. Les frais afférents à ces travaux sont à charge du demandeur selon un tarif approuvé par la CREG.

Section 8. — Données de mesure à mettre à disposition dans le cas de courbes de charge calculées

Art. 216. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de distribution met à la disposition du fournisseur concerné des données de mesure validées pour les points d'accès sur lesquels il prélève ou injecte de l'énergie et qui sont relevés mensuellement. Pour au moins 95 % de ces points d'accès, les données doivent être communiquées au plus tard le quatrième jour ouvrable du mois suivant et, pour tous les points d'accès, au plus tard le dixième jour ouvrable de ce mois.

Le gestionnaire de réseau de distribution indique toujours la date de relevé du compteur. Il identifie les données corrigées (article 203) ou estimées (article 204).

§ 2. Le gestionnaire du réseau de distribution met à la disposition du fournisseur des données de comptage validées pour les points d'accès sur lesquels il fournit ou injecte de l'énergie et qui sont relevés annuellement.

Pour au moins 95 % des points d'accès, ces données doivent être communiquées dans les vingt jours ouvrables suivant la date de saisie des index et, pour tous les points d'accès au plus tard dans les vingt-six jours ouvrables suivant cette même date.

Le gestionnaire du réseau de distribution doit toujours mentionner la date du relevé du compteur pour les points d'accès. Si, au moment de la validation des données de comptage, il s'avère qu'un relevé physique du compteur s'impose (sur place), les délais mentionnés sont valables à compter du jour de ce relevé supplémentaire. Les données de comptage validées qui ont été corrigées ou estimées sont identifiées.

§ 3. Pour les installations de production, les données de comptage validées, visées au présent article, sont également communiquées au producteur concerné selon les principes énoncés au § 1^{er} et § 2.

Art. 217. § 1^{er}. Le gestionnaire de réseau de distribution met à la disposition du fournisseur, au plus tard le quinzième jour ouvrable du mois suivant, les données d'allocation du mois, sur une base quart-horaire, pour les points d'accès sans enregistrement de la courbe de charge auxquels il fournit ou injecte l'énergie.

§ 2. Le gestionnaire de réseau de distribution met à la disposition du responsable d'équilibre au plus tard le quinzième jour ouvrable du mois suivant, les données d'allocation du mois, sur une base quart-horaire, sous forme agrégée par fournisseur, et communique en même temps au gestionnaire du réseau de transport ou de transport local les données agrégées par responsable d'équilibre.

§ 3. Les délais définis dans cette section peuvent être raccourcis de commun accord entre tous les partenaires, avec information à la CWaPE.

Section 9. — Données de consommation historiques

Art. 218. § 1^{er}. 1° Chaque utilisateur du réseau de distribution peut obtenir au maximum une fois par an ses données de consommation relatives aux trois dernières années, gratuitement, sur simple demande, auprès du gestionnaire du réseau de distribution, moyennant communication de son code EAN. Il peut également confier cette tâche à un mandataire ou à un fournisseur auquel il donne la procuration nécessaire.

2° Les données de consommation réclamées doivent être mises à la disposition du demandeur par le gestionnaire du réseau de distribution, au plus tard vingt jours ouvrables après la demande, à condition que l'utilisateur du réseau de distribution concerné était actif au même point d'accès pendant la période de référence, et à condition que les données existent.

3° Les informations doivent être classées de manière claire et uniforme, par code EAN, par période et par type de consommation (actif, capacitif, inductif) selon un format convenu de commun accord par les gestionnaires de réseaux de distribution :

* pour les utilisateurs du réseau de distribution relevés continuellement :

- la consommation active par quart d'heure;
- la consommation inductive et capacitive par quart d'heure.

* pour les utilisateurs du réseau de distribution relevés mensuellement :

- la consommation active par mois, subdivisée par compteur;
- la puissance de pointe, subdivisée par compteur (si d'application);
- les dates des relevés.

* pour les utilisateurs du réseau de distribution relevés annuellement :

- la consommation active par an, subdivisée par compteur;
- les dates des relevés.

§ 2. Si un client final change de fournisseur, les données de consommation historiques disponibles, telles que définies au § 1^{er}, sont mises gratuitement à la disposition du nouveau fournisseur. La demande de changement de fournisseur fait en même temps office de demande de mise à disposition des données de consommation historiques, à moins que le client final concerné refuse ceci au moyen d'une communication écrite adressée au gestionnaire du réseau de distribution.

Section 10. — Plaintes et rectifications

Art. 219. § 1^{er}. Toute contestation doit être communiquée par une partie directement concernée au gestionnaire du réseau de distribution par écrit, au plus tard un mois après la mise en évidence d'une erreur.

§ 2. Une éventuelle rectification des données de mesure et de la facturation qui en résulte portera au maximum, et sauf en cas de mauvaise foi, sur une période de deux années comprise entre le dernier relevé (s'il échet, la dernière estimation par le gestionnaire de réseau de distribution) des compteurs et le relevé effectué deux ans auparavant. Si cette période est inférieure à vingt-deux mois ou supérieure à vingt-six mois, une estimation à vingt-quatre mois est effectuée.

§ 3. Par dérogation au § 1^{er}, lorsque qu'un fournisseur désire contester le contenu d'un message relatif aux données de comptage, il le fait savoir en envoyant une demande de rectification de ces données de comptage au gestionnaire de réseau de distribution concerné. A la réception de la demande, ce dernier vérifie si celle-ci est recevable. Au plus tard deux jours ouvrables après l'envoi de sa demande, le fournisseur recevra une réponse lui indiquant si sa demande est acceptée et enregistrée ou si elle est rejetée. Sauf cas de force majeure, le gestionnaire de réseau de distribution traitera 80 % des demandes acceptées pendant un mois donné endéans les vingt jours calendrier suivant leur acceptation et le solde dans les trente jours calendrier.

CHAPITRE IV. — Dispositions transitoires

Art. 220. Les installations de mesure ou leurs composants existant au moment de l'entrée en vigueur du présent Règlement technique qui ne sont pas conformes aux exigences de précision visées à l'article 172 peuvent continuer à être utilisées pour autant qu'elles ne fassent pas l'objet d'adaptation ou de remplacement et qu'elles soient conformes aux exigences de précision de la première classe de précision inférieure à celle visée à cet article.

Art. 221. Si l'utilisateur du réseau de distribution ou le gestionnaire du réseau de distribution lui-même demande de rendre des installations de mesure existantes ou des composants de celles-ci conformes aux exigences de précision visées à l'article 172, le gestionnaire du réseau de distribution effectuera les adaptations nécessaires en concertation avec l'utilisateur du réseau de distribution. Les frais entraînés par ces adaptations sont supportés par le demandeur.

Art. 222. Si l'utilisateur du réseau de distribution ou le fournisseur concerné souhaite que la non-conformité soit levée dans un délai plus court, il s'adressera à cet effet au gestionnaire du réseau de distribution. Celui-ci jugera, sur la base de critères objectifs et non discriminatoires, si les adaptations demandées peuvent être réalisées. Sauf évaluation négative dûment motivée, le gestionnaire du réseau de distribution réalisera les adaptations. Les frais supplémentaires entraînés par ces adaptations accélérées sont supportés par le demandeur.

TITRE VI. — Code de collaboration

Art. 223. Le gestionnaire du réseau de distribution et les gestionnaires des réseaux auquel son réseau est connecté déterminent de commun accord l'emplacement du (des) point(s) d'interconnexion.

Art. 224. Le gestionnaire du réseau de distribution et les gestionnaires des réseaux auxquels son réseau est connecté se prêtent mutuellement la collaboration nécessaire lors de l'exécution des tâches auxquelles sont tenues légalement ou contractuellement les deux parties.

Art. 225. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de distribution se concerta avec les gestionnaires des réseaux auxquels son réseau est connecté concernant tous les aspects qui peuvent avoir directement ou indirectement des conséquences pour les gestionnaires de réseaux concernés, en particulier en ce qui concerne :

- 1° le développement, l'entretien et l'exploitation de leurs réseaux respectifs;
- 2° les services auxiliaires qu'ils se fournissent;
- 3° l'équilibre entre la demande et l'offre d'électricité dans la zone de réglage belge;
- 4° la gestion technique des flux d'électricité sur leurs réseaux respectifs;
- 5° la coordination de l'appel des unités de production raccordées à leurs réseaux respectifs;
- 6° l'accès à leurs réseaux respectifs;
- 7° l'application du code de sauvegarde et de reconstitution.

La convention de collaboration couvre au moins ces divers points.

§ 2. Le gestionnaire du réseau de distribution échange avec les gestionnaires des réseaux auxquels son réseau est connecté les données nécessaires relatives aux aspects mentionnés au § 1^{er} selon des procédures convenues de commun accord.

§ 3. Le gestionnaire du réseau de distribution détermine avec les gestionnaires des réseaux auxquels son réseau est connecté les responsabilités respectives en matière de qualité, de périodicité de mise à disposition et de fiabilité des données visées au § 1^{er} et en matière de respect des délais de notification.

§ 4. Le gestionnaire du réseau de distribution conclut avec les gestionnaires des réseaux auxquels son réseau est connecté une convention de collaboration qui règle les modalités pratiques de concertation, de coopération et d'échange de données. Cette convention est non discriminatoire et reprend les droits, obligations et responsabilités de chaque partie ainsi que les coûts pour l'utilisation des réseaux objets de la convention.

§ 5. La convention de collaboration, ainsi que toute révision, est transmise à la CWaPE dès sa signature, ou dès la mise en vigueur du présent règlement si elle a été signée antérieurement.

Art. 226. La convention de collaboration couvre également, conformément aux dispositions légales en la matière, la confidentialité des données mises à disposition ou échangées mutuellement.

Art. 227. Le gestionnaire du réseau de distribution communique les données de planification aux gestionnaires des réseaux auxquels son réseau est connecté de façon à leur permettre d'établir leur plan d'adaptation.

Art. 228. § 1^{er}. La convention de collaboration détermine aussi la puissance qui peut être mise à la disposition du gestionnaire du réseau de distribution en chaque point d'interconnexion et, le cas échéant, l'évolution ou un programme indicatif d'évolution de cette puissance.

§ 2. Tout renforcement ou extension d'une interconnexion existante est évalué de commun accord entre le gestionnaire du réseau de distribution et les gestionnaires des réseaux auxquels son réseau est connecté sur la base du souci du développement optimal des réseaux concernés, et compte tenu de la priorité à accorder aux installations de

cogénération de qualité et/ou à haut rendement, aux installations de production qui utilisent des sources d'énergie renouvelable, ainsi qu'à celles qui produisent de l'électricité à partir des déchets et des récupérations sur processus industriel.

§ 3. La qualité de la tension fournie en chaque point d'interconnexion est déterminée dans la convention de collaboration visée au § 1 et est telle qu'il soit techniquement possible, en appliquant les règles de bonne pratique, de délivrer au client final une tension conforme aux dispositions de la norme NBN EN 50160 « Caractéristiques de la tension fournie par les réseaux publics de distribution ».

§ 4. Le niveau admissible de perturbations au point d'interconnexion est déterminé par les normes généralement appliquées au niveau européen, ainsi qu'aux recommandations techniques CEI IEC 61000-3-6 et 61000-3-7 pour la haute tension et aux recommandations correspondantes (CEI IEC61000.3-2 et CEI 61000.3-3) pour la basse tension.

Art. 229. § 1^{er}. Aux points d'interconnexion, le gestionnaire du réseau de distribution bénéficie, par période élémentaire, d'un droit de prélèvement d'une quantité forfaitaire d'énergie réactive, en régime inductif et en régime capacitif.

§ 2. Sous réserve des dispositions du § 3, cette quantité forfaitaire d'énergie réactive par intervalle de temps est égale à 32,9 % de la quantité d'énergie active prélevée au point d'interconnexion durant cet intervalle de temps.

§ 3. Ce droit de prélèvement d'énergie réactive par intervalle de temps ne peut être inférieur à 3,29 % de la quantité d'énergie active qui est conforme à la durée de l'intervalle de temps multipliée par la puissance mise à disposition au point d'interconnexion, telle que déterminée à l'article 228.

§ 4. La différence positive entre la quantité en régime inductif et la quantité forfaitaire, attribuée conformément au présent article, est à charge du gestionnaire du réseau de distribution concerné selon le tarif applicable.

§ 5. La différence positive entre la quantité en régime capacitif et la quantité forfaitaire, attribuée conformément au présent article, est à charge du gestionnaire du réseau de distribution concerné selon le tarif applicable.

Art. 230. § 1^{er}. Dans le cadre des dispositions de l'article 225, un gestionnaire d'un réseau informe en temps voulu les gestionnaires des réseaux auxquels son réseau est connecté de ses demandes de transferts de charge temporaires et permanents entre les points d'interconnexion concernés. Ces demandes sont évaluées de commun accord selon des modalités définies dans la convention de collaboration.

§ 2. Sur demande motivée de ceux-ci, le gestionnaire du réseau de distribution met à la disposition des gestionnaires des réseaux auxquels son réseau est connecté des informations complémentaires concernant le diagramme de charge attendu par point d'interconnexion.

Art. 231. § 1^{er}. La convention de collaboration détermine entre autres les droits, obligations et responsabilités respectifs et les procédures relatives à tous les aspects de l'exploitation qui peuvent avoir une influence directe ou indirecte sur la sécurité, la fiabilité et l'efficacité des réseaux, des raccordements ou des installations concernés des utilisateurs du réseau, y compris les modalités de réparation de dommages éventuels à un utilisateur d'un réseau.

§ 2. Cette convention tient compte du code de sauvegarde et du code de reconstitution établis par le gestionnaire du réseau de transport ou de transport local.

Art. 232. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de distribution met les données de mesure de chaque responsable d'équilibre à la disposition des gestionnaires des réseaux auquel son réseau est connecté, suivant les dispositions des articles 214 et 217.

§ 2. Les données de mesure mentionnées au § 1^{er} déterminent, par responsable d'équilibre et par quart d'heure, l'énergie échangée entre les réseaux concernés.

§ 3. Le gestionnaire du réseau de distribution veille à ce que l'énergie totale échangée entre les réseaux concernés par période élémentaire, soit attribuée aux différents responsables d'équilibre.

ANNEXE I^{re} : LISTE DES DONNEES

La première colonne du Tableau 1 est intitulée « Type de raccordement » et distingue deux types de raccordement : les raccordements d'unités de production (« Pr ») et les raccordements de charges (« Ch »).

Pour un raccordement combiné (unité de production et charge, « Pr + Ch »), le gestionnaire du réseau de distribution peut demander la totalité ou une partie des données des deux types de raccordement.

La deuxième colonne du Tableau 1 est intitulée « Objectif » et se réfère au chapitre ou aux paragraphes du présent règlement auxquels ces données ont trait.

L'abréviation « P » concerne le Titre II Code de planification. Les abréviations « E » et « D » correspondent respectivement à une « Demande d'une étude d'orientation » et à une « Demande de raccordement » du Titre III Code de raccordement. D'autres données concernant les installations existantes sont cataloguées sous l'intitulé « Autres » (elles sont à fournir sur demande spécifique non reprise ci-dessous) et « Tous » (elles sont à fournir dans les trois cas cités ci-dessous).

Les données de planification dont il est question à l'article 34 (Code de planification) sont celles qui sont fournies dans le Tableau 1 sous le signe « P » ou « Tous » dans la colonne « Objectif ».

Les données ou informations techniques générales dont il est question à l'article 68 (Code de raccordement) sont celles qui sont fournies dans le Tableau 1 sous le signe « E » ou « Tous » dans la colonne « Objectif ».

Les données ou informations techniques détaillées dont il est question à l'article 78 (Code de raccordement) sont celles qui sont fournies dans le Tableau 1 sous le signe « D » ou « Tous » dans la colonne « Objectif ».

La troisième colonne du Tableau 1 est intitulée « Description » et décrit les données et informations techniques demandées.

La quatrième colonne du Tableau 1 est intitulée « Unité » et indique l'unité de mesure dans laquelle les quantités mesurables sont exprimées.

La cinquième colonne du Tableau 1 est intitulée « Période ». La lettre T indique le nombre d'années pour lesquelles la donnée ou l'information doit être fournie au gestionnaire du réseau de distribution, conformément à la période de planification visée au Code de planification.

Type de raccordement	Objectif	Description	Unité	Période
Pr + Ch	Tous	Identification du raccordement		
Pr + Ch	Tous	Nom et adresse de l'utilisateur du réseau		
Pr + Ch	D	Couplage avec le réseau : description du raccordement, y compris la source auxiliaire.		
Pr + Ch	E, D	Date de mise en service	mm/aaaa	
Pr + Ch	Autres	Dernière date du contrôle de conformité	jj/mm/aaaa	
Pr + Ch	D	Localisation et accès aux appareils de coupure et de l'installation de comptage		
Pr + Ch	Autres	Protection générale (surintensité) : marque, type, valeurs de réglage, schéma de câblage		
Pr + Ch	Autres	Schéma électrique		
Ch	Tous	Pointes de puissance active et mois de leur apparition	kW,mm	T
Ch	Tous	Puissance réactive (ou cos phi) en cas de pointe active	kVAr	T
Ch	P	Eventuelles ruptures de tendance	kW, mm/aaaa	T
Ch	P	Modèle de prélèvement hebdomadaire	kW	
Ch	E, D	Type et puissance de la charge perturbatrice	kW	
Ch	E, D	Puissance des moteurs installés	kVA	
Ch	Tous	Date de mise en service d'une batterie de condensateurs	jj/mm/aaaa	
Ch	Tous	Batterie de condensateur : puissance installée	kVAr	
Pr	Tous	Unité de production : identification		
Pr	Tous	Puissance maximale développable	kW	T
Pr	P	Estimation de la production annuelle ou de la durée d'utilisation	kWh ou h	T
Pr	Tous	Cos phi à la puissance maximale		T
Pr	E,D	Type de Générateur (asynchrone/synchrone/onduleur)		
Pr	D	Plaque signalétique du générateur		
Pr	Tous	Source d'énergie (énergie renouvelable ou non/cogénération/autres)		
Pr	Tous	La puissance de court-circuit triphasée (subtransitoire) au point d'accès	MVA	
Pr	Tous	Fonctionnement possible en îlotage ?	O/N	
Pr	Tous	Conduite en parallèle possible ?	O/N	
Pr	P	Taux de disponibilité prévu	%	
Pr	E, D	Type et puissance d'une unité de production perturbatrice	kW	
Pr	D	Transformateur : Ucc	%	
Pr	D	Transformateur : plaque signalétique		
Pr	Autres	Protection de découplage : marque, type, valeurs de réglage, schéma de câblage, commande à distance (O/N)		

ANNEXE II : EXIGENCES DE PRECISION DE L'INSTALLATION DE COMPTAGE

Le tableau 2 mentionne la classe de précision minimale requise pour les composants de l'installation de comptage en fonction de la puissance de raccordement et du niveau de tension.

Puissance de raccordement	Niveau de tension auquel l'installation de comptage est raccordée	Erreur totale maximale autorisée (+ %) à pleine charge (3)		Classe de précision minimale requise des composants de l'installation de comptage			
		Actif PF=1	Réactif PF=0	TP	TI	Wh-mètre	VArh-mètre
≥ 5 MVA	HT	0.5	2.25	0.2	0.2	0.2	2
	BT	0.25	2.25	na	0.2	0.2	2
≥ 1 MVA à 5 MVA	HT	0.75	2.25	0.2	0.2	0.5	2
	BT	0.55	2.25	na	0.2	0.5	2
≥ 250 kVA à 1 MVA	HT	1.5	2.5	0.5	0.5	1	2
	BT	1.25	2.25	na	0.5	1	2
≥ 100 kVA à 250 kVA	HT	1.5	2.5	0.5	0.5	1	2
	BT	1.25	2.25	na	0.5	1	2
< 100 kVA	compteurs conformes à l'annexe MI-003 § 7 de l'arrêté royal du 13 juin 2006 relatif aux instruments de mesure						

Tableau 2 : Classe de précision des composants de l'installation de comptage

Avec :

TP : transformateur de mesure de tension

TI : transformateur de mesure de courant

Wh - mètre : compteur pour l'énergie active

VArh - mètre : compteur pour l'énergie réactive

PF : facteur de puissance

na : non applicable

(3) L'erreur totale maximale autorisée (+ %) pour l'ensemble de l'installation de comptage à pleine charge est donnée comme valeur indicative. Elle est calculée sur base de la somme vectorielle des erreurs de chaque composant de l'installation de comptage, c'est-à-dire A + B + C, avec :

A : l'erreur du transformateur de tension avec câblage,

B : l'erreur du transformateur de courant avec câblage,

C : l'erreur du compteur.

Afin de pouvoir donner la meilleure garantie de conformité avec les exigences de l'erreur totale autorisée, le gestionnaire du réseau de distribution adoptera les règles nécessaires pour qu'à la puissance de raccordement, les composants soient utilisés dans leur domaine de fonctionnement nominal.

ANNEXE III : EXIGENCES DE PRECISION POUR L'ETALONNAGE DES INSTALLATIONS DE COMPTAGE

L'incertitude maximale autorisée (en %) pour l'étalonnage des composants de l'installation de comptage s'élève à :

- Classe 0.2 TC et TT : ± 0.05
- Classe 0.2 Wh. — mètre $\pm 0.05/\cos\phi$
- Classe 0.5 TC et TT : ± 0.1
- Classe 0.5 Wh. — mètre $\pm 0.1/\cos\phi$
- Classe 1 Wh. — mètre $\pm 0.2/\cos\phi$
- Classe 2 Wh. — mètre $\pm 0.5/\cos\phi$
- Classe 2 varh. — mètre $\pm 0.5/\sin\phi$
- Classe 3 varh. — mètre $\pm 0.5/\sin\phi$

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mars 2011 approuvant le règlement technique pour la gestion des réseaux de distribution d'électricité en Région wallonne et l'accès à ceux-ci.

Namur, le 3 mars 2011.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2011 — 1263

[C – 2011/27096]

3. MÄRZ 2011 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Genehmigung der technischen Regelung für den Betrieb der Stromverteilernetze in der Wallonischen Region und den Zugang zu diesen Netzen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, insbesondere des Artikels 13;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2007 über die Revision der technischen Regelung für den Betrieb der Stromverteilernetze in der Wallonischen Region und den Zugang zu diesen Netzen;

Aufgrund des Vorschlags einer Revision der technischen Regelung für den Betrieb der Stromverteilernetze in der Wallonischen Region und den Zugang zu diesen Netzen, CD-10h24-CWaPE-287, der «CWaPE» vom 24. August 2010;

Aufgrund des am 17. Januar 2011 in Anwendung von Artikel 2011, Absatz 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrates 49.134/4;

Auf Vorschlag des Minister für nachhaltige Entwicklung;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Regierung genehmigt die technische Regelung, die durch die «CWaPE» beschlossen und dem vorliegenden Erlass beigelegt wird.

Art. 2 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2007 über die Revision der technischen Regelung für den Betrieb der Stromverteilernetze in der Wallonischen Region und den Zugang zu diesen Netzen wird aufgehoben.

Art. 3 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 3. März 2011

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Anlage

Technische Regelung für den Betrieb des Stromübertragungsnetzes in der Wallonischen Region und den Zugang zu diesem Netz**TITEL I — Allgemeine Bestimmungen****KAPITEL I — Allgemeine Grundsätze****Abschnitt 1 — Anwendungsbereich und Definitionen**

Artikel 1 - Die vorliegende technische Regelung enthält die Vorschriften und Regeln bezüglich des Betriebs und des Zugangs zum Verteilernetz für Hoch- und Niederspannung.

Sie enthält eine Planungsordnung (Titel II), eine Anschlussordnung (Titel III), eine Zugangsordnung (Titel IV), eine Messordnung (Titel V) und eine Zusammenarbeitsordnung (Titel VI) wie nachstehend näher erläutert.

Art. 2 - Die in Artikel 2 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts enthaltenen Definitionen sind auf die vorliegende Regelung anwendbar.

Außerdem gelten zur Anwendung der vorliegenden Regelung folgende Definitionen:

- | | |
|---|--|
| 1. Niederspannung: | Spannungsniveau von höchstens 1 Kilovolt (kV); |
| 2. Last: | jede Anlage, die elektrische Wirk- oder Blindleistung verbraucht; |
| 3. Ordnung bei Großstörungen: | operationelle Ordnung für die Gewährleistung der Sicherheit, Zuverlässigkeit und Wirksamkeit des elektrischen Systems bei einem Notzustand im Sinne der technischen Regelung zur Übertragung; |
| 4. Ordnung zur Versorgungswiederaufnahme: | operationelle Ordnung für die Wiederherstellung des elektrischen Systems nach einem vollständigen oder teilweisen Zusammenbruch im Sinne der technischen Regelung zur Übertragung; |
| 5. Zählung: | Aufzeichnung durch eine Messausrüstung und nach zeitlichen Perioden der Menge Wirk- oder ggf. Blindenergie, die ins Netz eingespeist oder aus ihm entnommen wird; |
| 6. Zugangsvertrag/-regelung: | ein bzw. eine gemäß dem Titel 4 der vorliegenden technischen Regelung zwischen dem Betreiber des Verteilernetzes und einer Person genannt «Zugangsinhaber» abgeschlossener Vertrag bzw. abgeschlossene Regelung, der bzw. die insbesondere die Sonderbedingungen bezüglich des Zugangs zum Verteilernetz beinhaltet; |
| 7. Koordinierungsvertrag zur Inanspruchnahme der Erzeugungseinheiten: | der zwischen dem Betreiber des Übertragungsnetzes und einem Ausgleichsverantwortlichen für einen oder mehrere Einspeisungspunkte abgeschlossene Vertrag, der hauptsächlich die Bedingungen bezüglich der Koordinierung der Inanspruchnahme der Erzeugungseinheiten enthält; |

8. Liefervertrag: zwischen einem Versorger und einem Endkunden im Hinblick auf die Lieferung von Strom abgeschlossener Vertrag;
9. Anschlussvertrag/-regelung: zwischen einem Benutzer des Netzes und dem Betreiber des Netzes abgeschlossener Vertrag bzw. abgeschlossene Regelung, in dem bzw. der die gegenseitigen Rechte und Verpflichtungen in Bezug auf eine bestimmte Anschlussstelle einschließlich der ordnungsgemäß beigefügten sachgerechten technischen Spezifikationen bestimmt werden;
10. Vertrag des Zugangsverantwortlichen: der zwischen dem Betreiber des Übertragungsnetzes und einem Ausgleichsverantwortlichen abgeschlossene Vertrag, der insbesondere die Bedingungen bezüglich des Ausgleichs beinhaltet;
11. Zusammenarbeitsvereinbarung: zwischen dem Betreiber des Verteilernetzes und jedem Betreiber des Netzes, an das sein Netz angeschlossen ist, abgeschlossene Vereinbarung;
12. Lastprofil: Reihe von gemessenen oder berechneten Daten bezüglich der Energieentnahme oder -einspeisung an einer Zugangsstelle pro Taktperiode;
13. Dekret: das Dekret vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts und seine aufeinanderfolgenden Abänderungen;
14. Zugangsinhaber: Vertragspartner, der mit dem Betreiber des Verteilernetzes einen Zugangsvertrag unterzeichnet hat;
15. Messangabe: die durch eine Zählung oder Messung mittels einer Messausrüstung erzielte Angabe;
16. EAN-Code: ein einziges numerisches Feld (European Article Number) zur eindeutigen Identifikation entweder einer Zugangsstelle (EAN-Code-GSRN (Global Service Related Number)) oder eines der Marktteilnehmer (EAN-Code-GLN (Global Location Number));
17. CWaTUPe: das wallonische Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie
18. Wirkenergie: Integral der Wirkleistung während eines bestimmten Zeitraums;
19. Blindenergie: Integral der Blindleistung während eines bestimmten Zeitraums;
20. Messausrüstung: jegliche Ausrüstung zur Durchführung von Zählungen und/oder Messungen verwendete Ausrüstung wie Zähler, Messgeräte, Leistungstransformatoren oder damit verbundenen Telekommunikationsausrüstungen, die es dem Netzbetreiber möglich macht, seine Aufgaben zu erfüllen;
21. Signifikanter Fehler: ein Fehler in einer Messangabe, der größer als die gesamte Genauigkeit der gesamten Messausrüstungen, die diese Messangabe bestimmen, ist, und der den Industrieprozess beeinträchtigen oder die mit dieser Messangabe verbundene Abrechnung verfälschen kann;
22. Frequenz: Anzahl Schwingungen pro Sekunde der Spannungsgrundschwingung, ausgedrückt in Hertz (Hz);
23. Betreiber des Verteilernetzes: jeder gemäß Artikel 10 des Dekrets bezeichnete Betreiber eines Verteilernetzes;
24. Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes: die gemäß den Bestimmungen des Kapitels II des Dekrets bezeichnete Person;
25. Betreiber des Übertragungsnetzes: die gemäß Artikel 10 des Gesetzes bezeichnete Person;
26. Hochspannung: Spannungsniveau von über 1 Kilovolt;
27. Einspeisung: die Energielieferung an das Verteilernetz;
28. Anschlussanlage: jegliche Einrichtung, die notwendig ist, um die Anlagen eines Benutzers des Netzes an das Netz anzuschließen;
29. Anlage des Benutzers des Verteilernetzes: eine Anlage eines Benutzers des Verteilernetzes, die über einen elektrischen Anschluss mit dem Verteilernetz verbunden ist, ohne diesem anzugehören;
30. betriebsmäßig zu dem Verteilernetz gehörende Anlage: eine Anlage, für die ein Benutzer des Verteilernetzes über das Eigentums- oder Nutzungsrecht verfügt, die jedoch wie eine Anlage des Verteilernetzes betrieben wird, wobei dieser Begriff in dem Anschlussvertrag oder in einer dazugehörenden Vereinbarung näher erläutert wird;
31. Sammelschiene: das dreiphasige Gefüge aus drei Metallschienen oder aus drei Phasenleitern, die jede(r) für jede Phase einen identischen Spannungspunkt bildet, woran die Anlagen (Instrumente, Leitungen, Kabel) untereinander verbunden werden können;
32. Tag D: ein Kalendertag;
33. Tag D-1: der Kalendertag vor dem Tag D;
34. Werktag: jeder Wochentag, außer samstags, sonntags und den gesetzlichen Feiertagen;

35. Gesetz: Gesetz vom 29. April 1999 über die Organisation des Elektrizitätsmarkts und seine aufeinanderfolgenden Abänderungen;
36. Messung: Aufzeichnung mittels einer Messausrüstung eines physikalischen Werts zu einem gegebenen Zeitpunkt;
37. Wirkleistungsverlust: der Verlust an Wirkleistung innerhalb des Verteilernetzes selbst, der durch dessen Benutzung verursacht wird;
38. Stromabschaltungsplan: Plan, der Gegenstand eines föderalen Ministerialerlasses ist und in dem die Stromabschaltungen, Liefereinschränkungen und Prioritäten angegeben werden, die der Betreiber des Übertragungsnetzes auferlegen muss, wenn das Netz gefährdet ist;
39. Zugangsstelle: ein Einspeisungs- und/oder Entnahmepunkt;
40. Einspeisungspunkt: die physische Stelle und das Spannungsniveau eines Punktes, an dem Leistung in das Netz eingespeist wird;
41. Verbindungsstelle: die von Netzbetreibern untereinander vereinbarte physische Stelle, an der die Verbindung ihrer jeweiligen Netze untereinander stattfindet;
42. Messstelle: die physische Stelle, wo Messausrüstungen an die Anschlussanlage oder an die Anlage eines Benutzers des Netzes angeschlossen sind;
43. Entnahmepunkt: die physische Stelle, wo eine Last angeschlossen wird, um dort elektrische Energie zu entnehmen;
44. Anschlussstelle: die physische Stelle und das Spannungsniveau der Stelle, an der der Anschluss mit dem Verteilernetz verbunden ist und an der ein- und ausgeschaltet werden kann;
45. Entnahme: Energieentnahme aus einem Verteilernetz;
46. synthetisches Lastprofil: einheitliches Lastprofil, das mittels eines statistischen Verfahrens für eine Kategorie von Endverbrauchern aufgestellt und gewöhnlich durch die Abkürzung SLP bezeichnet wird;
47. Fahrplan: vernünftige Prognose der Einspeisungen und Entnahmen von viertelstündiger Wirkleistung für eine Zugangsstelle und für einen gegebenen Tag;
48. Wirkleistung: Teil der elektrischen Leistung, der in andere Leistungsformen wie mechanische oder thermische Leistung umgewandelt werden kann.
Für ein Dreiphasensystem entspricht deren Wert $\sqrt{3} \cdot U \cdot I \cdot \cos \phi$, wobei U und I den Effektivwerten der Grundschnitungen der Dreiecksspannung (Spannung zwischen Phasen) und des Stroms entsprechen und ϕ der Phasenverschiebung (zeitlichen Verschiebung) zwischen den Grundschnitungen dieser Spannung und dieses Stroms entspricht; die Wirkleistung wird in Watt oder in dessen Vielfachen ausgedrückt. Falls die Sternspannung (zwischen Phase und Nullleiter) benutzt wird, gilt die Formel $3 \cdot U \cdot I \cdot \cos \phi$.
Für ein Einphasensystem entspricht deren Wert $U \cdot I \cdot \cos \phi$, wobei U und I den Effektivwerten der Grundschnitungen der Spannung und des Stroms entsprechen und ϕ der Phasenverschiebung (zeitlichen Verschiebung) zwischen den Grundschnitungen dieser Spannung und dieses Stroms entspricht;
49. Scheinleistung: für ein Dreiphasensystem, die Menge gleich $\sqrt{3} \cdot U \cdot I$, wobei U und I den Effektivwerten der Grundschnitungen der Dreiecksspannung und des Stroms entsprechen. Falls die Sternspannung benutzt wird, gilt die Formel $3 \cdot U \cdot I$; die Scheinleistung wird in VA oder in dessen Vielfachen ausgedrückt.
Für ein Einphasensystem entspricht dieser Wert $U \cdot I$, wobei U und I den Effektivwerten der Grundschnitungen der Spannung und des Stroms entsprechen;
50. Anschlussleistung: die in dem Anschlussvertrag festgelegte und in Voltampere (VA) oder in dessen Vielfachen ausgedrückte Höchstleistung, über die der Benutzer des Verteilernetzes mittels seines Anschlusses verfügen kann;
51. viertelstündige Leistung: die über einen Zeitraum von einer Viertelstunde entnommene oder eingespeiste Durchschnittsleistung, die bei Wirkleistung in Watt (W), bei Blindleistung in Var (VAr) und bei Scheinleistung in Voltampere (VA) oder in deren Vielfachen ausgedrückt wird;
52. Blindleistung: für ein Dreiphasensystem, die Menge gleich $\sqrt{3} \cdot U \cdot I \cdot \sin \phi$, wobei U und I den Effektivwerten der Grundschnitungen der Dreiecksspannung und des Stroms entsprechen und ϕ der Phasenverschiebung (zeitlichen Verschiebung) zwischen den Grundschnitungen dieser Spannung und dieses Stroms entspricht; die Blindleistung wird in VAr oder in dessen Vielfachen ausgedrückt. Falls die Sternspannung benutzt wird, gilt die Formel $3 \cdot U \cdot I \cdot \sin \phi$.

- Für ein Einphasensystem entspricht dieser Wert $U \cdot I \cdot \sin \phi$, wobei U und I den Effektivwerten der Grundschnitungen der Spannung und des Stroms entsprechen und ϕ der Phasenverschiebung (zeitliche Verschiebung) zwischen den Grundschnitungen dieser Spannung und dieses Stroms entspricht;
53. bestellte Leistung: die maximale eingespeiste oder entnommene viertelstündige Wirkleistung, die in einem Zugangsvertrag festgelegt wird und sich auf eine Zugangsstelle und einen gegebenen Zeitraum bezieht;
54. Spannungsqualität: die gesamten Eigenschaften der Spannung, die einen Einfluss auf das Verteilernetz, die Anschlüsse und die Anlagen eines Benutzers des Verteilernetzes ausüben können und die insbesondere die Kontinuität der Spannung und die elektrischen Eigenschaften dieser Spannung, das heißt insbesondere deren Frequenz, Amplitude, Wellenform und Symmetrie, betreffen;
55. Zugangsregister: das von dem Betreiber des Verteilernetzes geführte Register, in dem insbesondere für jede Zugangsstelle der Ausgleichsverantwortliche und der Versorger angegeben werden;
56. Zählregister: Register, in dem jeder Betreiber des Verteilernetzes die Messausrüstungen und deren spezifischen technischen Merkmale einträgt;
57. Register der Zugangsverantwortlichen: das gemäß der technischen Regelung zur Übertragung von dem Betreiber des Übertragungsnetzes geführte Register;
58. technische Regelung zur Übertragung: Königlicher Erlass vom 19. Dezember 2002 zur Festlegung einer technischen Regelung für den Betrieb des Stromübertragungsnetzes und den Zugang zu diesem Netz und seine aufeinanderfolgenden Abänderungen;
59. technische Regelung zur lokalen Übertragung: die technische Regelung für den Betrieb des lokalen Stromübertragungsnetzes in der Wallonischen Region und den Zugang zu diesem Netz;
60. Übertragungsnetz: die gesamten, auf dem belgischen Gebiet eingerichteten Anlagen im Sinne des Artikels 2, 7° des Gesetzes, die zur Stromübertragung bei einer Spannung von über 70 Kilovolt dienen;
61. Ausgleichsverantwortlicher: die natürliche oder juristische Person, die für das Gleichgewicht der gesamten Einspeisungen und Entnahmen im Lauf einer Viertelstunde innerhalb des belgischen Regelgebiets verantwortlich ist, und die zu diesem Zweck in dem Register der Zugangsverantwortlichen eingetragen wird;
62. «AOEA»: Allgemeine Ordnung für elektrische Anlagen;
63. «AASO»: Allgemeine Arbeitsschutzordnung;
64. Hilfsdienste: für die Verteilernetze die Gesamtheit der folgenden Dienste:
a) die Spannungs- und Wirkleistungsregelung;
b) der Ausgleich der Verluste im Netz;
65. SYNERGRID: Verband der Betreiber von Strom- und Gasnetzen in Belgien;
66. elektrisches System: die Gesamtheit der Ausrüstungen, die sich aus den Verbundnetzen, den Anschlussanlagen und den Anlagen der an diese Netze angeschlossenen Benutzer zusammensetzen;
67. dezentrale Erzeugungseinheit: Erzeugungseinheit, deren Inanspruchnahme nicht im Sinne des Artikels 144 zentral koordiniert wird;
68. Betreiber des Verteilernetzes: jede natürliche oder juristische Person, die an das Verteilernetz angeschlossen ist und die die Möglichkeit hat, elektrische Energie aus diesem Netz zu entnehmen oder in dieses Netz einzuspeisen

Art. 3 - § 1. Die in der vorliegenden Regelung angegebenen und in Tagen ausgedrückten Fristen werden von Mitternacht bis Mitternacht gezählt. Sie laufen ab dem Werktag, der auf den Tag des Erhalts der offiziellen Notifizierung folgt. Falls keine offizielle Notifizierung vorhanden ist, laufen die Fristen ab dem Tag, der auf den Tag der Kenntnisnahme des betroffenen Ereignisses folgt. Wenn nicht anders vorgesehen, werden die Fristen in Werktagen angegeben.

§ 2. Eine neue technische Vorschrift (zusätzliche Norm oder Spezifikation), die durch diese technische Regelung obligatorisch geworden ist, sowie jegliche Abänderung dieser Vorschrift (insbesondere die in der vorliegenden technischen Regelung für den Betrieb der Stromverteilernetze angeführten und durch die CwaPE genehmigten technischen Vorschriften von Synergrid) findet verbindliche Anwendung auf den Bau oder die Abänderung einer Anlage, wenn die Bestellung des dafür notwendigen Materials mehr als vierzig Werktagen nach dem Datum des Inkrafttretens erfolgt ist.

Abschnitt 2 — Aufgaben und Pflichten des Betreibers des Verteilernetzes

Art. 4 - § 1. Der Betreiber des Verteilernetzes übt in dem Gebiet, für das er bezeichnet wurde, die Aufgaben und Pflichten aus, die ihm gemäß dem Dekret und dessen Durchführungserlassen obliegen, um die Stromverteilung unter die verschiedenen Benutzer des Verteilernetzes zu gewährleisten, indem er gleichzeitig die Zuverlässigkeit und Wirksamkeit des Verteilernetzes überwacht, aufrechterhält und gegebenenfalls wiederherstellt.

§ 2. Der Betreiber des Verteilernetzes legt vorher die Mittel fest, die erforderlich sind und im Verhältnis zu einer angemessenen Durchführung seiner Aufgaben stehen, und setzt alle vernünftigen Mittel ein, um diese zu erzielen.

Die Festlegung dieser erforderlichen und angemessenen Mittel erfolgt zum ersten Mal bei der ersten Aufstellung des in Artikel 15 des Dekrets vorgesehenen Anpassungsplans. Bei den aufeinanderfolgenden Revisionen des Anpassungsplans werden sie jeweils überprüft und ggf. aktualisiert.

In der Ausführung seiner Aufgaben setzt der Betreiber des Verteilernetzes alle geeigneten Mittel ein, die die Benutzer des Netzes berechtigterweise von ihm erwarten können und die unter Berücksichtigung der besonderen Lage vernünftigerweise erzielt werden können.

§ 3. Der Betreiber des Verteilernetzes sorgt dafür, dass die gelieferte Spannung an jeder Anschlussstelle den Bestimmungen der Norm NBN EN 50160 «Merkmale der von den öffentlichen Verteilernetzen gelieferten Spannung» genügt.

§ 4. Im Falle einer nicht geplanten Abschaltung des Verteilernetzes oder des Anschlusses muss sich der Betreiber des Verteilernetzes innerhalb von zwei Stunden nach dem Anruf des Benutzers des Verteilernetzes an Ort und Stelle befinden, und zwar mit den geeigneten Mitteln, mit denen er die Arbeiten zur Beseitigung des Defekts beginnen kann. Außer im Falle höherer Gewalt, technischer Unmöglichkeit oder außergewöhnlicher Umstände (Stürme, heftige Gewitter, starke Schneefälle,...) und bei Feststellung, dass mehr als vier Stunden für die Reparatur benötigt werden, trifft der Betreiber des Verteilernetzes seine Vorkehrungen, um die Versorgung des Netzes durch jegliches vorläufige Erzeugungsmittel, das er für nützlich erachtet, und vorzugsweise an der Hochspannungs-/Niederspannungskabine, wiederherzustellen. Dies gilt ebenfalls für jegliche geplante Abschaltung des Verteilernetzes, deren vorgesehene kumulierte Dauer vier Stunden in einer Woche überschreiten würde; im letzten Fall einigt sich der Betreiber des Verteilernetzes mit den Versorgern über die Modalitäten für die Rückgewinnung des von ihm gelieferten Energiewerts.

Die Kunden, die eine private Kabine besitzen und in den Genuss dieser Bestimmung gelangen möchten, gewährleisten, dass der Anschluss an ein Stromerzeugungsaggregat unter angemessenen Sicherheitsbedingungen durchgeführt werden kann.

Für die Kunden, die über eine Anschlussleistung > 630 kVA verfügen, werden im in Artikel 88 definierten Anschlussvertrag die praktischen Anwendungsmodalitäten dieses Absatzes unter Berücksichtigung der technischen Möglichkeiten festgelegt.

§ 5. Der Betreiber des Verteilernetzes hat über die aktualisierten Pläne seines Netzes sowie über die Auflistung der Bestandteile des Netzes zu verfügen. Wenn diese Unterlagen für die alten Niederspannungsfreileitungen nicht vorhanden sind, müssen sie nicht nachträglich erstellt werden, es sei denn, eine öffentliche Behörde stellt ausdrücklich einen entsprechenden Antrag. Der Betreiber des Verteilernetzes führt eine Bestandaufnahme seiner Unterlagen in dem in Artikel 5 erwähnten Bericht durch.

§ 6. Der Betreiber des Verteilernetzes setzt effiziente EDV-Mittel ein, die dem Stand der Technik entsprechen und die notwendig sind, um den reibungslosen Betrieb seines Netzes und die Qualität der Berichterstattung zu gewährleisten, insbesondere für die folgenden Elemente: Qualität der Spannung, Aufstellung und Übermittlung der Zählraten, Austausch von Informationen und Anweisungen an die verschiedenen betroffenen Beteiligten.

Art. 5 - § 1. Der Betreiber des Verteilernetzes übermittelt der CWaPE jährlich zusammen mit seinem Anpassungsplan den in Artikel 24 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. März 2002 bezüglich der Netzbetreiber vorgesehenen Bericht, in dem er die Qualität seiner Dienstleistungen während des abgelaufenen Kalenderjahres beschreibt.

§ 2. Dieser Bericht beschreibt:

1° die Häufigkeit und durchschnittliche Dauer der Unterbrechungen beim Zugang zu seinem Verteilernetz, sowie die gesamte jährliche Dauer der Unterbrechung während des angegebenen Kalenderjahres. Diese Informationen werden für die Niederspannung und Hochspannung getrennt geliefert. Ihre Präsentation kann auf der Grundlage der in der technischen Vorschrift SYNERGRID C10/14 mit dem Titel «Gütezahlen. Verfügbarkeit des Zugangs zum Verteilernetz» beschriebenen Methode oder jeglicher anderer, mindestens gleichwertiger Vorschriften erstellt werden;

2° die Einhaltung der Qualitätskriterien bezüglich der Wellenform der Spannung, so wie diese in den Kapiteln 2 und 3 der Norm NBN EN 50160 beschrieben werden;

3° die Qualität der allen betroffenen Parteien erbrachten Dienstleistungen und gegebenenfalls die Verstöße gegen die sich aus der vorliegenden Regelung ergebenden Verpflichtungen und deren Gründe.

4° die Situation bezüglich der in Artikel 4, § 5 beschriebenen Unterlagen.

Diesem Bericht wird die Liste der geplanten und nicht geplanten Unterbrechungen des betroffenen Jahres beifügt.

§ 3. Die CWaPE kann ein Muster für diesen Bericht aufstellen.

KAPITEL II — Informationsaustausch und Vertraulichkeit

Abschnitt 1 — Informationsaustausch

Art. 6 - § 1. Jede in Ausführung der vorliegenden technischen Regelung getätigte Notifizierung oder Mitteilung muss schriftlich und nach den in Artikel 2281 des Zivilgesetzbuches vorgesehenen Formen und Bedingungen unter deutlicher Angabe des Absenders und des Empfängers erfolgen. Der Betreiber des Verteilernetzes kann, nachdem er die CWaPE vorher davon in Kenntnis gesetzt hat, die Form der Unterlagen, in denen diese Informationen ausgetauscht werden müssen, näher bestimmen.

§ 2. Der Betreiber des Verteilernetzes trifft alle nützlichen organisatorischen Maßnahmen, um eine wirksame Behandlung und eine ausreichende Rückverfolgbarkeit für jeden sachgerechten Antrag eines Benutzers des Verteilernetzes oder eines Versorgers zu sichern. Wirksame Behandlung bedeutet u.a. die Verpflichtung einer schriftlichen Antwort mit Angabe des Sachbearbeiters und der möglichen Rechtsbehelfe, dies gegebenenfalls vorbehaltlich der in Sachen Öffentlichkeit der Verwaltungsakte anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen.

§ 3. Im Notfall können diese Informationen mündlich ausgetauscht werden. Auf alle Fälle müssen diese mündlichen Informationen schnellstmöglich gemäß § 1 des vorliegenden Artikels bestätigt werden.

§ 4. Der Betreiber des Verteilernetzes teilt den Benutzern des Netzes die Telefonnummer, unter welcher sie ihn erreichen können, mit. Er setzt die Mittel ein, die es ihm möglich machen, innerhalb annehmbarer Fristen zu antworten und ebenfalls eine wirksame Behandlung der erhaltenen Informationen und Anfragen zu sichern.

Art. 7 - § 1. In Abweichung von Artikel 6 werden die unter den verschiedenen betroffenen Parteien ausgetauschten gewerblichen und technischen Informationen in einem Message Implementation Guide (MIG) angegebenen Kommunikationsprotokoll elektronisch vermittelt (mit der Möglichkeit der Validierung einer Einsendung durch die Ausstellung einer Empfangsbestätigung). Dieses MIG wird unter den Netzbetreibern, den Versorgern und

der CwaPE in gegenseitigem Einvernehmen vereinbart. Es wird anschließend ausdrücklich durch die CwaPE genehmigt. Mangels einer solchen Vereinbarung kann die CwaPE ein MIG auferlegen.

§ 2. Das bzw. die in § 1 erwähnte(n) Protokoll(e) findet bzw. finden nicht unbedingt Anwendung auf den Informationsaustausch:

- zwischen dem Betreiber des Verteilernetzes und einem Nutzer des Verteilernetzes, wenn Letzterer ein anderes Protokoll vorzieht und es mit dem Betreiber des Verteilernetzes in seinem Anschlussvertrag oder in einem Nachtrag zu diesem vereinbart hat;

- zwischen dem Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes und einem Betreiber des Verteilernetzes, wenn ein anderes Protokoll im gegenseitigen Einvernehmen in der Zusammenarbeitsvereinbarung oder in einem Nachtrag zu dieser ausdrücklich vereinbart und dies der CwaPE mitgeteilt wurde.

§ 3. Unbeschadet der Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen kann der Betreiber des Verteilernetzes technische und administrative Maßnahmen bezüglich der auszutauschenden Informationen im Hinblick auf die Gewährleistung der Vertraulichkeit im Sinne des Abschnitts 2 des vorliegenden Kapitels näher bestimmen, nachdem er die CwaPE vorher davon in Kenntnis gesetzt hat.

§ 4. Wenn ein MIG im gegenseitigen Einvernehmen abgeschlossen worden ist, muss jeder Partner es am vereinbarten Zeitpunkt sorgfältig in die Tat umsetzen. Er ist für die Auswirkungen jeder fehlenden oder falschen Botschaft verantwortlich und sorgt gegebenenfalls dafür, dass die Berichtigungsmaßnahmen schnellstens getroffen werden, wobei er dafür sorgt, dass keine Partei benachteiligt wird.

§ 5. Die Einhaltung der gesetzlichen und verordnungsmäßigen Fristen und die Genauigkeit der EDIEL-Botschaften im Bereich der Zuteilung werden durch jeden Netzbetreiber überwacht, je nach Versorger und Ausgleichsverantwortlichem. Die Ergebnisse je nach Versorger, Ausgleichsverantwortlichem und für die Gesamtheit des Marktes werden durch den Netzbetreiber monatlich jedem betroffenen Versorger und jedem Ausgleichsverantwortlichen übermittelt. Die Art, wie überwacht und mitgeteilt wird, wird im Einvernehmen zwischen den Netzbetreibern und den Versorgern bestimmt und kann in Ermangelung einer Zustimmung durch die CwaPE auferlegt werden. Eine genaue Zusammenfassung dieser Überwachung wird für die CwaPE im in Artikel 5, § 2, 3° beschriebenen Bericht verfasst.

§ 6. Die Betreiber der Verteilernetze und die Versorger können im Einvernehmen beschließen, die Qualität von anderen Arten von EDIEL-Botschaften, die sie tauschen, zu überwachen. Sie teilen es der CwaPE mit.

Art. 8 - § 1. Die Tabelle 1 der Anlage I enthält die Liste der Informationen, die der Betreiber des Verteilernetzes bei den Benutzern des Verteilernetzes, die über einen Hochspannungsanschluss verfügen, einholen kann. Diese Liste ist nicht beschränkt. Der Betreiber des Verteilernetzes kann jederzeit zusätzliche Informationen anfordern, deren Notwendigkeit er aus Gründen der Sicherheit, Zuverlässigkeit und Wirksamkeit des Verteilernetzes bestätigt.

§ 2. Der Benutzer des Verteilernetzes informiert den Betreiber des Verteilernetzes unverzüglich über jede Änderung seiner Anlagen, insofern diese Änderung eine Anpassung der vorher übermittelten Informationen erfordert.

Art. 9 - In Ermangelung einschlägiger ausdrücklicher Bestimmungen in der vorliegenden Regelung bemühen sich die Betreiber der Verteilernetze, die Benutzer des Verteilernetzes, die Versorger und die Ausgleichsverantwortlichen, schnellstmöglich die gemäß der vorliegenden Regelung erforderlichen Informationen zu übermitteln.

Art. 10 - Wenn eine Partei gemäß der vorliegenden Regelung oder den aufgrund der Letzteren abgeschlossenen Verträgen damit beauftragt ist, einer anderen Partei Informationen zu liefern, trifft sie die erforderlichen Vorkehrungen, um dem Empfänger Informationen zu sichern, deren Inhalt ordnungsgemäß überprüft wurde.

Abschnitt 2 — Vertraulichkeit

Art. 11 - § 1. Die vertraulichen und/oder gewerblich empfindlichen Informationen werden von derjenigen Person, die sie liefert, als solche angegeben. Die Übermittlung an Drittpersonen von vertraulichen und/oder gewerblich empfindlichen Informationen durch den Empfänger dieser Informationen ist nicht erlaubt, außer wenn eine der nachstehenden Bedingungen erfüllt ist:

1. die Übermittlung wird im Rahmen eines Gerichtsverfahrens gefordert oder von öffentlichen Behörden auferlegt oder durch die CwaPE im Rahmen ihrer Aufgaben angefordert;
2. die Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen bezüglich der Organisation des Elektrizitätsmarktes erlegen die Verbreitung oder Mitteilung der betroffenen Informationen auf;
3. eine vorherige schriftliche Genehmigung desjenigen, von dem die vertraulichen und/oder gewerblich empfindlichen Informationen entstammen, ist vorhanden;
4. der Betrieb des Verteilernetzes oder die Verhandlung mit anderen Netzbetreibern erfordert die Übermittlung dieser Informationen durch den Betreiber des Verteilernetzes;
5. die Information ist gewöhnlich für die Öffentlichkeit zugänglich oder verfügbar.

Wenn die Übermittlung an Drittperson auf der Grundlage der unter den oben angeführten Punkten 2, 3 und 4 angegebenen Bedingungen erfolgt, muss sich der Empfänger der Information unbeschadet der anwendbaren Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen verpflichten, diese Information mit demselben Vertraulichkeitsgrad zu behandeln wie mit demjenigen, der bei der ursprünglichen Übermittlung bestand.

§ 2. Die folgenden Informationen werden insbesondere als vertraulich betrachtet:

- die Daten pro Lieferstelle (Zugangsregister und Zählraten);
- die personenbezogenen Daten des Anschlussvertrags;
- die Anträge auf Anschluss oder auf Abänderung des Anschlusses;
- die im Rahmen eines Antrags auf Anschluss mitgeteilten Daten (vorheriges Gutachten, Orientierungs- und/oder Detailstudie, Vertragsvorschlag...);
- die beim Netzanwender geltenden Sicherheitsvorschriften und Zugangsverfahren;
- die in Artikeln 29 bis 33 erwähnten Planungsdaten;
- der Plan der Anlage des Netzanwenders;
- alle Angaben betreffend die Anträge für den Anschluss der Produktionsanlagen.

Abschnitt 3 — Öffentlichkeit der Informationen

Art. 12 - Jeder Betreiber des Verteilernetzes stellt der Öffentlichkeit die nachstehenden, auf alle Fälle auf einem Server via Internet zugänglichen Informationen zur Verfügung:

1. die allgemeinen Bedingungen der gemäß der vorliegenden Regelung abzuschließenden Verträge;
2. die Verfahren, die anwendbar sind und auf die sich die vorliegende Regelung bezieht;
3. die Formulare, die zum Informationsaustausch gemäß der vorliegenden Regelung erforderlich sind;
4. die Tarife für den Zugang zum Verteilernetz;
5. die Tarifcodes, die Steuern und die Transportkosten.

Abschnitt 4 — Führung der Register und Veröffentlichung

Art. 13 - § 1. Der Betreiber des Verteilernetzes bestimmt den Träger, auf dem er die in der vorliegenden Regelung vorgesehenen Register führt, und informiert die CWaPE darüber.

§ 2. Falls diese Register auf einem EDV-Träger geführt werden, trifft der Betreiber des Verteilernetzes die notwendigen Maßnahmen, damit zumindest eine nicht beschädigte Kopie auf einem ähnlichen Träger in aller Sicherheit aufbewahrt bleibt.

§ 3. Der Betreiber des Verteilernetzes sorgt für die Veröffentlichung der in der vorliegenden Regelung vorgesehenen Register nach den üblichen Modalitäten und unter Berücksichtigung der in diesem Bereich anwendbaren Gesetzgebung.

KAPITEL III — Verträge, Vereinbarungen, Verfahren und Formulare

Art. 14 - § 1. Die allgemeinen Bedingungen der gemäß der vorliegenden Regelung abzuschließenden Verträge, einschließlich der in Titel VI vorgesehenen Zusammenarbeitsvereinbarung, sowie alle angebrachten Änderungen, werden der CWaPE unverzüglich und auf alle Fälle zwei Monate vor deren Inkrafttreten übermittelt.

§ 2. Die in der vorliegenden Regelung angegebenen Verfahren und Formulare, sowie die angebrachten Änderungen, werden nach dem in § 1 erwähnten Verfahren angewandt.

§ 3. Die Regelungen und die Musterverträge für den Anschluss und den Zugang sowie ihre Änderungen müssen vor ihrem Inkrafttreten durch die CWaPE genehmigt werden. Die Betreiber der Verteilernetze veröffentlichen diese Unterlagen insbesondere auf ihren Webseiten erst nach der Genehmigung ihrer endgültigen Fassung durch die CWaPE. In Ermangelung eines Beschlusses nach zwei Monaten wird die Genehmigung stillschweigend als erworben betrachtet.

*KAPITEL IV — Zugang der Personen zu den Anlagen**Abschnitt 1 — Allgemeine Vorschriften bezüglich der Sicherheit der Personen und Güter*

Art. 15 - Die in Sachen Sicherheit der Güter und Personen anwendbaren Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen wie die allgemeine Arbeitsschutzordnung und die allgemeine Ordnung für elektrische Anlagen, sowie die Norm NBN EN 50110-1 «Betrieb der elektrischen Anlagen» und die Norm NBN EN 50110-2 «Betrieb der elektrischen Anlagen (nationale Anlagen)» sind für jede Person, die auf dem Netz eingreift, einschließlich des Betreibers des Verteilernetzes, der Benutzer des Verteilernetzes, der Versorger, der Ausgleichsverantwortlichen, der anderen Netzbetreiber und ihres jeweiligen Personals, sowie der auf Antrag einer der vorerwähnten Parteien eingreifenden Drittpersonen, anwendbar.

Abschnitt 2 — Zugang der Personen zu den Anlagen des Betreibers des Verteilernetzes

Art. 16 - § 1. Der Zugang zu jedem beweglichen oder unbeweglichen Gut, für das der Betreiber des Verteilernetzes über ein Eigentums- oder Nutzungsrecht verfügt, erfolgt zu jeder Zeit unter Einhaltung der Zugangs- und Sicherheitsverfahren des Betreibers des Verteilernetzes mittels dessen ausdrücklichen und vorherigen Zustimmung.

§ 2. Der Betreiber des Verteilernetzes hat ohne Einschränkung oder übertrieben hohe Gefahren Zugang zu allen Anlagen, für die er über das Eigentums- oder Nutzungsrecht verfügt, und die sich auf dem Standort des Benutzers des Verteilernetzes befinden. Der Betreiber des Verteilernetzes sorgt dafür, dass der Betreiber des Betreiberbetriebes über einen ständigen Zugang verfügt, oder trifft die notwendigen Maßnahmen, um ihm diesen Zugang sofort und zu jeder Zeit zu gewähren.

§ 3. Wenn der Zugang zu einem beweglichen oder unbeweglichen Gut des Betreibers des Verteilernetzes spezifischen Zugangsverfahren und bei dem Benutzer des Verteilernetzes geltenden Sicherheitsvorschriften unterliegt, muss letzterer den Betreiber des Verteilernetzes davon schriftlich im Voraus informieren. In Ermangelung dessen befolgt der Betreiber des Verteilernetzes seine eigenen Sicherheitsvorschriften.

Abschnitt 3 — Zugang der Personen zu den Anlagen des Benutzers des Verteilernetzes, die betriebsmäßig zu dem Verteilernetz gehören oder die einen nicht unbedeutenden Einfluss auf dieses haben

Art. 17 - § 1. Wenn der Betreiber des Verteilernetzes der Ansicht ist, dass bestimmte Anlagen des Benutzers des Verteilernetzes betriebsmäßig zu dem Verteilernetz gehören oder einen nicht unbedeutenden Einfluss auf den Betrieb des Verteilernetzes, auf den(die) Anschluss(ë) oder die Anlage(n) eines anderen oder anderer Benutzer des Verteilernetzes haben, teilt er dies dem Benutzer des Verteilernetzes und der CWaPE mit und gibt die Gründe dafür an.

Er schlägt ihm dann eine Vereinbarung oder ggf. eine Regularisierungsvereinbarung vor, in der die betroffenen Anlagen sowie die Verantwortungen in Bezug auf die Führung, die Verwaltung und den Unterhalt dieser Anlagen aufgelistet sind.

Durch diese Vereinbarung wird dem Benutzer des Verteilernetzes die Beachtung aller vorherigen Verpflichtungen garantiert, einschließlich der Erhaltung der Kapazität des bestehenden Anschlusses, außer wenn eine anderslautende schriftliche Zustimmung des Benutzers des Verteilernetzes vorliegt und dieser auf angemessene Weise entschädigt wird. In dieser Vereinbarung werden ebenfalls die finanziellen Modalitäten für die Übernahme durch den Betreiber des Verteilernetzes aller sich aus dieser Änderung des Status der Anschlussausrüstungen ergebenden Unkosten, einschließlich der für den Eigentümer der Anlagen bestimmten Entschädigung, beschrieben. Diese Vereinbarung bildet einen Nachtrag zum Anschlussvertrag. Treten bei der Verhandlung über diese Vereinbarung Schwierigkeiten auf, kann die Schlichtung der CWaPE beantragt werden.

Was die neuen Anschlüsse angeht, wird diese Vereinbarung dem Anschlussvertrag beigelegt.

§ 2. Der Betreiber des Verteilernetzes verfügt über das Zugangsrecht zu dem Anschluss und zu den in § 1 erwähnten Anlagen, um dort Inspektionen, Tests und/oder Versuche durchzuführen. Wenn diese Anlagen betriebsmäßig zum Verteilernetz gehören, muss der Betreiber des Verteilernetzes darüber hinaus zu diesem Zugang haben, um die in der in § 1 erwähnten Vereinbarung vorgesehenen Eingriffe zu tätigen. Der Benutzer des Verteilernetzes sorgt dafür, dass der Betreiber des Verteilernetzes über einen ständigen Zugang verfügt, oder trifft die notwendigen Maßnahmen, um ihm diesen Zugang sofort und zu jeder Zeit zu gewähren. Wenn er Tests und/oder Versuche durchführen muss, organisiert der Betreiber des Verteilernetzes diese Vorgänge so, dass die Aktivitäten des Benutzers des Verteilernetzes so wenig wie möglich gestört werden, dies gilt bei Dringlichkeit oder in einem Fall höherer Gewalt nicht.

§ 3. Vor jeglicher Durchführung der in § 2 erwähnten Inspektionen, Tests und/oder Versuche ist der Benutzer des Verteilernetzes verpflichtet, den Betreiber des Verteilernetzes schriftlich von den anwendbaren Sicherheitsvorschriften in Kenntnis zu setzen. In Ermangelung dessen befolgt der Betreiber des Verteilernetzes seine eigenen Sicherheitsvorschriften.

Abschnitt 4 — Arbeiten am Verteilernetz oder an den Anlagen des Benutzers des Verteilernetzes

Art. 18 - § 1. Der Betreiber des Verteilernetzes ist berechtigt, dem Benutzer des Verteilernetzes eine Mahnung zugehen zu lassen, wenn die Sicherheit oder Zuverlässigkeit des Verteilernetzes eine Anpassung der Anlagen erfordert, für die der Benutzer des Verteilernetzes über das Eigentums- oder Nutzungsrecht verfügt.

In der schriftlichen Mahnung werden die notwendigen Anpassungen, deren Begründung und Durchführungsfrist beschrieben. Falls der Benutzer des Verteilernetzes diese Arbeiten nicht innerhalb der in der Mahnung festgelegten Frist durchführt, ist der Betreiber des Verteilernetzes berechtigt, nach einer letzten Mahnung mit Abschrift an die CWaPE und nach Ablauf der in dieser letzten Mahnung festgelegten Frist die Versorgung einzustellen. Die Kosten für die in diesem Artikel beschriebenen Arbeiten gehen zu Lasten des Betreibers des Verteilernetzes, außer wenn er nachweisen kann, dass sie von Versäumnissen des Benutzers herrühren oder dass sie auf einen technischen Eingriff des Letzteren zurückzuführen sind. Gegebenenfalls sind die §§ 2 und 3 von Artikel 17 anwendbar.

§ 2. Paragraph 1 des vorliegenden Artikels findet ebenfalls Anwendung, wenn die Wirksamkeit des Verteilernetzes eine Anpassung der Anlagen erfordert, für die der Benutzer des Verteilernetzes über das Eigentums- oder Nutzungsrecht verfügt, und zwar vorbehaltlich einer vorherigen Absprache mit dem Benutzer des Verteilernetzes, was die notwendigen Arbeiten und deren Durchführungsfrist betrifft.

Art. 19 - Die Arbeiten, einschließlich der Inspektionen, Tests und/oder Versuche, müssen gemäß den Bestimmungen der vorliegenden Regelung und der gemäß der vorliegenden Regelung abgeschlossenen Verträge durchgeführt werden.

KAPITEL V — Notzustand und Fälle höherer Gewalt

Abschnitt 1 — Definition des Notzustands

Art. 20 - Als Notzustand im Sinne der vorliegenden Regelung gilt:

1. der Zustand, der auf einen Fall höherer Gewalt folgt, und in der außergewöhnliche und zeitweilige Maßnahmen getroffen werden müssen, um die Folgen der höheren Gewalt zu bewältigen und somit den sicheren und zuverlässigen Betrieb des Verteilernetzes zu garantieren oder wiederherzustellen;

2. der Zustand, der auf ein Ereignis folgt, das zwar nicht als höhere Gewalt nach dem aktuellen Stand der Rechtsprechung und der Rechtslehre eingestuft werden kann, aber trotzdem nach der Einschätzung des Betreibers des Verteilernetzes oder des Benutzers des Verteilernetzes einen dringenden und angemessenen Eingriff des Betreibers des Verteilernetzes benötigt, um den sicheren und zuverlässigen Betrieb des Verteilernetzes garantieren oder wiederherstellen zu können, oder weitere Schäden zu vermeiden. Der Betreiber des Verteilernetzes begründet nachträglich diesen Eingriff bei den betroffenen Benutzern und bei der CWaPE.

Abschnitt 2 — Fall höherer Gewalt

Art. 21 - Im Sinne der vorliegenden Regelung werden die folgenden Situationen für den Betreiber des Verteilernetzes als Fälle höherer Gewalt betrachtet, insofern sie unwiderstehlich und unvorhersehbar sind:

1° die Naturkatastrophen im Anschluss an Erdbeben, Überschwemmungen, Stürme, Wirbelstürme oder sonstige außergewöhnliche Witterungsverhältnisse, die durch eine offenkundig zu diesem Zweck befugte öffentliche Behörde als solche anerkannt werden;

2° eine chemische oder Kernexplosion und ihre Folgen;

3° die plötzliche Unverfügbarkeit der Anlagen aus anderen Gründen als Überalterung, mangelnder Wartung oder der Qualifikation des Betriebspersonals; einschließlich einer Unverfügbarkeit des EDV-Systems, ob durch ein Virus verursacht oder nicht, obwohl alle Präventivmaßnahmen unter Berücksichtigung des Stands der Technik getroffen worden waren;

4° die zeitweilige oder ständige technische Unmöglichkeit für das Verteilernetz, wegen eines plötzlichen Mangels an Energieeinspeisung, der von dem Übertragungsnetz oder dem lokalen Übertragungsnetz herrührt und nicht durch andere Mittel kompensierbar ist, Strom zu liefern;

5° die Unmöglichkeit, auf dem lokalen Verteilernetz oder den betriebsmäßig dazu gehörenden Anlagen zu handeln, wegen einer kollektiven Arbeitsstreitigkeit die zu einer einseitigen Maßnahme seitens der Arbeitnehmer (oder Gruppen von Arbeitnehmern) führt, oder jede sonstige Arbeitsstreitigkeit;

6° Brand, Explosion, Sabotage, Aktionen terroristischer Art, Vandalismus, Schäden aus kriminellen Handlungen, Nötigung oder Drohungen krimineller Art;

7° erklärter oder nicht erklärter Krieg, Kriegsdrohung, Invasion, bewaffneter Konflikt, Embargo, Revolution, Aufstand;

8° Verfügungen von hoher Hand, insbesondere Zustände, in denen die zuständige Behörde sich auf den Notstand beruft um den Betreibern des Verteilernetzes oder den Benutzern des Verteilernetzes außergewöhnliche und zeitweilige Maßnahmen aufzuerlegen, damit der sichere und zuverlässige Betrieb der gesamten Netze aufrechterhalten oder wiederhergestellt werden kann.

Abschnitt 3 — Eingreifen des Betreibers des Verteilernetzes

Art. 22 - § 1^{er}. Der Betreiber des Verteilernetzes ist befugt, alle Maßnahmen zu treffen, die er zwecks der Sicherheit und Zuverlässigkeit des Verteilernetzes für erforderlich erachtet, wenn er mit einem Notfall konfrontiert ist oder wenn ein anderer Netzbetreiber, ein Benutzer des Verteilernetzes, ein Versorger oder jede andere betroffene Person den Notzustand anführt.

§ 2. Der Betreiber des Verteilernetzes trifft alle notwendigen Präventivmaßnahmen, um die schädlichen Auswirkungen angekündigter oder vorhersehbarer Ereignisse zu beschränken.

Die vom Betreiber des Verteilernetzes im Rahmen des vorliegenden Artikels getroffenen Maßnahmen sind für alle betroffenen Personen verbindlich.

§ 3. Falls sich ein Notzustand gleichzeitig auf ein Übertragungsnetz und/oder ein lokales Übertragungsnetz und ein oder mehrere Verteilernetze bezieht, haben die Bestimmungen der technischen Regelung zur Übertragung den Vorrang gegenüber der vorliegenden Regelung, wenn sie voneinander abweichen.

Abschnitt 4 — Aussetzung der Verpflichtungen

Art. 23 - § 1. Im Falle eines Notzustands wird die Durchführung der Aufgaben und Verpflichtungen teilweise oder völlig ausgesetzt, jedoch lediglich während der Dauer des Vorfalles, der Anlass zu diesem Notzustand gibt.

§ 2. Die vor dem Notzustand eingegangenen Verpflichtungen finanziellen Charakters müssen erfüllt werden.

Art. 24 - § 1. Die Partei, die den Notzustand anführt, ist dennoch verpflichtet, alle vernünftigen Mittel einzusetzen, um:

1. die Auswirkungen der Nichtdurchführung ihrer Verpflichtungen auf ein Minimum zu senken;
2. ihre ausgesetzten Verpflichtungen schnellstmöglich wieder aufzunehmen.

§ 2. Die Partei, die ihre Verpflichtungen aussetzt, teilt allen betroffenen Parteien sobald wie möglich und durch alle verfügbaren Mittel die Gründe, aus denen sie ihre Verpflichtungen teilweise oder völlig ausgesetzt hat, und die voraussichtliche Dauer des Notzustands mit.

KAPITEL VI — Vergrabung der elektrischen Leitungen

Art. 25 - § 1. Falls die Verbesserung, Erneuerung oder Erweiterung des Verteilernetzes zur Einrichtung neuer Verbindungen, zur Erneuerung oder zu einer merklichen Änderung der bereits vorhandenen Verbindungen führt, werden die neuen Verbindungen mittels unterirdischer Kabel durchgeführt und die zu erneuernden oder merklich zu ändernden Leitungen vergraben.

§ 2. Diese Vergrabungspläne werden der CWaPE entweder anlässlich der Erstellung des Anpassungsplans des Verteilernetzes, oder bei jeder spezifischen Beantragung einer Änderung des Verteilernetzes übermittelt.

§ 3. Wenn der Betreiber des Verteilernetzes der Ansicht ist, dass er diese Priorität der Vergrabung nicht einhalten kann, verfasst er vor jeder Arbeitsausführung für jeden Fall eine Begründung, die er der CWaPE mittels einer von ihr angenommenen Sendungsart übermittelt, und kann er die Arbeiten nicht vor dem Erhalt des im unten stehenden § 5 vorgesehenen Beschlusses der CWaPE durchführen. Diese Begründung bezieht sich mindestens auf folgende Aspekte:

1° die technischen Aspekte, wie insbesondere die Änderungen der Energieübertragungen im Netz, die Änderung der Kurzschlussleistung und deren Auswirkung auf die Nebenausrüstungen, die Zuverlässigkeit und Verfügbarkeit der Verbindung, die durchschnittliche Reparaturdauer, die jeweiligen Ströme und die Schwankung des Leistungsfaktors, die Überspannungsrisiken und Verluste im Netz, die Empfindlichkeit entgegen Streustrom und die eventuellen, mit der Nähe anderer auswärtiger Ausrüstungen verbundenen Risiken;

2° die wirtschaftlichen Aspekte, wie insbesondere die Vergleichskosten für die Anlage, Kontrolle, Wartung, Verstärkung der Freileitungen und unterirdischen Kabel und die Kosten für die Verluste im Netz, die eventuellen Auswirkungen auf die Netzstruktur oder elektrischen Nebenausrüstungen, die Möglichkeiten oder Dauer der Tilgung dieser Kosten, insbesondere unter Berücksichtigung der veranschlagten Nutzungsdauer;

3° die gesetzlichen und vorschriftsmäßigen Aspekte, wie insbesondere die Benutzung des Untergrunds der Verkehrswege und deren Aufriss beim Leitunglegen oder bei eventuellen Eingriffen, die vorhersehbaren Änderungen dieser Verkehrswege und deren Bestimmung;

4° die sich auf die Umwelt und das Erbe beziehenden Aspekte, wie die Auswirkungen auf die Landschaft, die geschützten Güter, den archäologischen Unterboden und die Bodenstruktur, die Nachbarschaft mit den Wohngebäuden und die Höhe der verursachten elektrischen und magnetischen Felder, die Auswirkungen auf die Tier- und Pflanzenwelt;

5° die alternativen Verwirklichungen, die von dem Betreiber des Verteilernetzes vorgeschlagen werden, um der in der Priorität einer Vergrabung der Leitungen verfolgten Zielsetzung besser zu genügen.

§ 4. Die CWaPE bestimmt die Modalitäten für die Einreichung der Akten und deren Inhalt. Sie kann innerhalb von 15 Tagen ab dem Erhalt der Begründungsakten zusätzliche Informationen beantragen.

§ 5. Innerhalb einer Frist von 2 Monaten nach dem Erhalt der vollständigen Akte fasst die CWaPE einen Beschluss, den sie dem Betreiber des Verteilernetzes und ggf. dem Minister übermittelt. Dieser Beschluss der CWaPE betrifft nur die Anwendung des Dekrets. Wenn er positiv ist, befreit er den Betreiber des Verteilernetzes nicht davon, die normalerweise für die betroffenen Arbeiten erforderlichen Genehmigungen zu erhalten.

KAPITEL VII — Technische Mindestanforderungen für die Einrichtung der Infrastrukturen des Netzes

Art. 26 - § 1. Die Infrastrukturen des Verteilernetzes entsprechen den geltenden Gesetzen, Regelungen und Normen, insbesondere der Allgemeinen Ordnung für elektrische Anlagen.

§ 2. Sie sind derart beschaffen, dass sie die elektrische Energie in aller Sicherheit an die verschiedenen Entnahmepunkte weiterleiten und die Verteilung der den Einspeisungspunkten zugeführten Energie gewährleisten. Der Betreiber des Verteilernetzes passt das Verteilernetz den im Normalfall vorhersehbaren Stromflüssen an. Er sorgt dafür, dass unter jeglichen Umständen die Sicherheitsabstände zwischen seinen Anlagen und den Personen und den Gütern von Dritten beachtet werden.

§ 3. Der Betreiber des Verteilernetzes ist berechtigt, Baumäste, die Kurzschlüsse oder Schäden an den elektrischen Linien über Privatbesitzern verursachen könnten, zu schneiden. Außer in Dringlichkeitsfällen benachrichtigt er den Eigentümer im Voraus per Einschreiben. In diesem Schreiben wird angegeben, dass der Eigentümer selbst eine Ausästung binnen einer Frist von einem Monat vornehmen kann. Verweigert sich der Eigentümer zur Ausästung, so

schneidet der Betreiber des Verteilernetzes selbst die betreffenden Äste ab, wobei er mit der Sorgfalt eines guten Familienvaters handelt; der Eigentümer ist verpflichtet, ihm den Zugang zu erlauben.

Wenn die betreffenden Äste über das Privateigentum hinaus ragen und die elektrische Linie einer Straße entlang geht und sich über dem öffentlichen Eigentum befindet, so ist die Ausästung zu Lasten des Besitzers der Bäume.

§ 4. Der Betreiber des Verteilernetzes hat ebenfalls das Recht, Stützen und Verankerungen für elektrische Niederspannungsfreileitungen an der Außenseite der Mauern und Fassaden an der Straßenseite anzubringen. Er geht dabei mit der angemessenen Sorgfalt vor, wobei er den ästhetischen Charakter der Gebäude beachtet wird und eventuelle Schäden repariert. Er kann ebenfalls elektrische Freileitungen ohne Klemme oder Kontaktstelle über Privatgelände leiten, wobei der Bau der Gebäude jedoch nicht verhindert werden darf.

§ 5. Die Schutzvorrichtungen der Ausrüstungen des Verteilernetzes werden derart beschaffen und eingestellt, dass die Defekte und/oder Überlasten wirksam beseitigt werden. Selektive Schutzvorrichtungen einer höheren Stufe werden vorgesehen, um Funktionsversagen der normalen Schutzvorrichtungen abzuwehren.

TITEL II — Planungsordnung

KAPITEL I — Daten im Hinblick auf die Erstellung eines Anpassungsplans

Art. 27 - Im Rahmen der operationellen Regeln für den technischen Betrieb der Elektrizitätsströme vereinbart der Betreiber des Verteilernetzes mit der CWaPE die praktischen Konzertierungsmodalitäten im Hinblick auf die Erstellung eines Plans zur Anpassung seines Netzes auf der Grundlage der in dem vorliegenden Titel beschriebenen Informationen.

Art. 28 - § 1. Die Erstellung eines Anpassungsplans des Verteilernetzes im Hinblick auf die Verbesserung der Verwaltung der durch das Netz fließenden Stromflüsse und die Behebung der Probleme, die die Sicherheit und Kontinuität der Versorgung mit elektrischer Energie zu beeinträchtigen drohen, setzt sich aus folgenden Phasen zusammen:

- eine detaillierte Veranschlagung der Bedürfnisse des Verteilernetzes, einerseits hinsichtlich der Energieverteilungskapazität (Entnahme und Einspeisung) und andererseits hinsichtlich der Sicherheit, Zuverlässigkeit und Kontinuität des Dienstes, unter Berücksichtigung der regionalen Ziele hinsichtlich der erneuerbaren Energien;
- die Analyse der notwendigen Mittel, um diesen Bedürfnissen zu genügen;
- der Vergleich zwischen den erforderlichen und bestehenden Mitteln;
- der Aufzählung der notwendigen Arbeiten und das Programm der Investitionen zur Anpassung des Verteilernetzes im Hinblick auf die Behebung der aufgedeckten Probleme, einschließlich einer Veranschlagung der bereitzustellenden Haushaltsmittel;
- die Erstellung einer Durchführungsplanung.

§ 2. Zu diesem Zweck werden folgende Aktionen unternommen:

1° jeder Betreiber des Verteilernetzes übermittelt der CWaPE bis zum 2. Mai die im ersten Absatz erwähnten Informationen (oder erbringt den Nachweis, dass der durch die Wallonische Regierung im vorigen Jahr genehmigte Plan keine Anpassung benötigt);

2° der Betreiber des Verteilernetzes vereinbart mit der CWaPE ein Datum für die Unterbreitung seines Plans im Laufe des Monats Mai;

3° die CWaPE nimmt anschließend eine Überprüfung des Plans vor und kann von dem Betreiber des Verteilernetzes verlangen, ihr die Informationen und Belege zu liefern, die sie für erforderlich erachtet. Sie setzt ihn spätestens am 1. Juli von ihrem Gutachten in Kenntnis;

4° der Betreiber des Verteilernetzes passt unter Umständen seinen Plan an und legt der CWaPE vor dem 1. September seinen endgültigen Plan in zwei Exemplaren vor;

5° die CWaPE übermittelt dem Minister unverzüglich eines der Exemplare unter Beifügung ihrer eventuellen Kommentare;

6° nach Genehmigung durch die Wallonische Regierung wird der Plan ab dem 1. Januar des darauffolgenden Jahres angewandt.

§ 3. Der Anpassungsplan erstreckt sich über einen Zeitraum von drei Jahren und von vier Jahren ab dem Plan 2013-2016. Er wird jedes Jahr für die folgenden zwei Jahre (die folgenden drei Jahre ab 2013) nach dem in § 2 beschriebenen Verfahren. Wenn die Umstände es erfordern, kann er ebenfalls jederzeit angepasst werden und der CWaPE vorgeschlagen werden.

KAPITEL II — Planungsdaten

Abschnitt 1 — Allgemeines

Art. 29 - Die Planungsdaten enthalten insbesondere die in der Anlage I der vorliegenden technischen Regelung enthaltenen, durch die Abkürzungen «P» oder «Alle» in der Spalte «Ziel» bezeichneten Informationen.

Art. 30 - Der Benutzer des Verteilernetzes oder in Anwendung des Artikels 33 der Versorger ist verpflichtet, die von den Benutzern des Verteilernetzes an den Betreiber des Verteilernetzes zu liefernden Planungsdaten gemäß dem vorliegenden Titel nach seiner besten Schätzung zu übermitteln.

Abschnitt 2 — Übermittlung

Art. 31 - Der Benutzer des Verteilernetzes, der über eine Anschlussleistung von mehr als 2 MVA verfügt, oder der Versorger für diese Zugangsstelle, übermittelt dem Betreiber des Verteilernetzes jedes Jahr vor dem 31. Dezember für die drei darauffolgenden Jahre seine beste Schätzung der folgenden Planungsdaten:

1° die Voraussichten in Sachen maximaler Leistungsentnahme (kW, kVAr) auf jährlicher Basis unter Angabe der erwarteten Trendwenden;

2° die Beschreibung des jährlichen Lastprofils der zu entnehmenden Wirkenergie.

Eine Schätzung dieser Daten für die zwei darauffolgenden Jahre, d.h. auf 4 Jahre, wird dem Betreiber des Verteilernetzes ab 2013 ebenfalls unverbindlich übermittelt.

Art. 32 - Der Benutzer des Verteilernetzes, dessen Anlagen Erzeugungseinheiten mit einer gesamten zu entwickelnden Nettoleistung pro Einspeisungspunkt von mindestens 2 MVA enthalten oder enthalten werden, übermittelt dem Betreiber des Verteilernetzes jedes Jahr vor dem 31. Dezember die folgenden Planungsdaten für die drei nächsten Jahre:

1° die maximale zu entwickelnde Nettoleistung, den voraussichtlichen Verlauf des Lastprofils, die technischen Daten, die operationellen Grenzen und den Einstellungsmodus der verschiedenen in Betrieb gesetzten, sowie der in Betrieb zu setzenden Erzeugungseinheiten;

2° die Erzeugungseinheiten, die außer Betrieb gesetzt werden, und das für die Außerbetriebsetzung vorgesehene Datum.

Eine Schätzung dieser Daten für die zwei darauffolgenden Jahre, das heißt auf 4 Jahre, wird dem Betreiber des Verteilernetzes ebenfalls unverbindlich ab 2013 übermittelt.

Art. 33 - Für die Benutzer des Verteilernetzes, die nicht in den Artikeln 31 und 32 erwähnt werden, obliegt es dem Versorger, dem Betreiber des Verteilernetzes für die gesamten Endverbraucher, für die er Lieferverträge unterzeichnet hat, jedes Jahr vor dem 31. Dezember die folgenden Planungsdaten für die zwei nächsten Jahre zu übermitteln:

1° die Voraussichten in Sachen maximaler zur Verfügung zu stellender Leistung oder zu entnehmender oder einzuspeisender Energie (kW, kVAr) auf jährlicher Basis, unter Angabe der erwarteten Trendwenden für jeden Netzabschnitt, so wie dieser von dem Betreiber des Verteilernetzes festgelegt wurde;

2° den Verlauf des jährlichen Lastprofils der zu entnehmenden Wirkenergie.

Art. 34 - Die Übermittlung der in den Artikeln 31, 32 und 33 erwähnten Planungsdaten erfolgt nach der in der Anlage I der vorliegenden Regelung vorgesehenen Tabelle.

Art. 35 - Der Benutzer des Verteilernetzes oder der Versorger kann dem Betreiber des Verteilernetzes gegebenenfalls alle anderen nützlichen Informationen übermitteln, die nicht in der Anlage I der vorliegenden Regelung angeführt werden.

Art. 36 - Die Pflicht zur Übermittlung der in den Artikeln 31 und 32 erwähnten Planungsdaten ist ebenfalls auf die zukünftigen Benutzer des Verteilernetzes bei der Einreichung ihres Anschlussantrags anwendbar.

Art. 37 - § 1. Falls der Betreiber des Verteilernetzes der Ansicht ist, dass die Planungsdaten unvollständig, unrichtig oder unvernünftig sind, überprüft der Benutzer des Verteilernetzes auf Anfrage des Betreibers des Verteilernetzes die betreffenden Daten und übermittelt die somit für gültig erklärten Informationen, sowie die zusätzlichen Daten, die Letzterer für nützlich erachtet.

§ 2. Der Betreiber des Verteilernetzes kann von dem Benutzer des Verteilernetzes oder von jeder betroffenen Partei zusätzliche, nicht in der vorliegenden Regelung vorgesehene Daten verlangen, um seinen Verpflichtungen nachzukommen. Er begründet den diesbezüglichen Antrag.

§ 3. Nach Anhörung des Benutzers des Verteilernetzes oder des Versorgers setzt der Betreiber des Verteilernetzes die vernünftige Frist fest, innerhalb deren diese in § 1 und § 2 erwähnten Daten dem Betreiber des Verteilernetzes durch den Benutzer des Verteilernetzes oder den Versorger übermittelt werden müssen.

Art. 38 - Die Betreiber des Netzes vereinbaren untereinander die Form und den Inhalt der Daten, die sie zur Erstellung des Anpassungsplans austauschen müssen, sowie die einzuhaltenden Fristen.

Art. 39 - Der Betreiber des Verteilernetzes vergewissert sich aufs Beste der Vollständigkeit und Glaubhaftigkeit der Daten, die er von den Benutzern des Verteilernetzes erhalten hat, bevor er den Anpassungsplan erstellt.

TITEL III — Anschlussordnung

KAPITEL I — Technische Anschlussvorschriften

Abschnitt 1 — Allgemeines

Art. 40 - § 1. Der vorliegende Titel findet Anwendung auf:

1° die Anschlussanlagen;

2° die Anlagen des Benutzers des Verteilernetzes, die eine nicht unbedeutende Auswirkung auf den Betrieb des Verteilernetzes, auf den(die) Anschluss(ë) oder auf die Anlagen (eines) anderen(r) Benutzers haben;

3° die durch eine Direktleitung angeschlossenen Anlagen und die Anlagen, die einer Direktleitung angehören;

4° die gesamten Verbindungen mit den anderen Netzen.

§ 2. Die Anlagen der Messvorrichtung gehören zum Anschluss. Sie sind Gegenstand des Titels V, was die technischen Spezifikationen, deren Verwendung, deren Wartung sowie die Bearbeitung der Messdaten betrifft.

Art. 41 - Der Betreiber des Verteilernetzes ist allein befugt, das Verteilernetz und den Teil des Anschlusses, für den er über das Eigentums- oder Nutzungsrecht verfügt, zu ändern, zu verstärken, zu unterhalten und zu betreiben.

Art. 42 - § 1. Die Anlagen, für die der Benutzer des Verteilernetzes über das Eigentums- oder Nutzungsrecht verfügt, werden von dem Benutzer des Verteilernetzes oder von einer von ihm bevollmächtigten Drittperson verwaltet und unterhalten.

§ 2. In Abweichung von § 1 und falls die in Artikel 17 erwähnte Vereinbarung es so vorsieht, können die Eingriffe und Handhabungen an den Anlagen, die betriebsmäßig zu dem Verteilernetz gehören, lediglich von dem Betreiber des Verteilernetzes oder von einer von ihm bevollmächtigten Person vorgenommen werden, auch wenn der Benutzer des Verteilernetzes über ein Eigentums- oder Nutzungsrecht über diese Anlagen verfügt. Wenn die Eingriffe und/oder Handhabungen auf Anfrage des Benutzers des Verteilernetzes erfolgen oder von seinen eigenen Anlagen bewirkt werden, gehen die Kosten dieser Eingriffe und Handhabungen zu Lasten des Benutzers des Verteilernetzes. Die Grenzen zwischen den Teilen der Anlagen werden im Anschlussvertrag oder in einer beigefügten Vereinbarung angegeben.

Art. 43 - Ein Anschluss wird erst in Betrieb gesetzt, nachdem der(die) Versorger und der(die) Ausgleichsverantwortliche(n) des Benutzers des Verteilernetzes für diesen Anschluss in das Zugangsregister des Betreibers des Verteilernetzes eingetragen wurden.

Art. 44 - Sofern keine anderslautende Gesetzes- oder Verordnungsbestimmung vorliegt, gehen die Kosten einer Inbetriebsetzung und einer Außerbetriebsetzung auf Antrag des Benutzers des Verteilernetzes zu dessen Lasten nach den von der Elektrizitäts- und Gasregulierungskommission (CREG) genehmigten Tarifen.

Art. 45 - § 1. Im Falle einer Übertragung der Nutzung oder des Eigentums von beweglichen oder unbeweglichen Gütern, für die der Anschluss in Betrieb ist, übernimmt der Übernehmer die Rechte und Pflichten des vorherigen Benutzers oder schließt mit dem Betreiber des Verteilernetzes schnellstmöglich einen neuen Anschlussvertrag ab, ohne dass der Anschluss in der Zwischenzeit und aus diesem einzigen Grund außer Betrieb gesetzt wird.

§ 2. Der Betreiber des Verteilernetzes kann eine Außerbetriebsetzung lediglich nach einer begründeten Mahnung und Einhaltung einer vernünftigen Regulierungsfrist vornehmen.

Abschnitt 2 — Anschlussweise unter Berücksichtigung der Anschlussleistung oder der bestellten Leistung

Art. 46 - § 1. Unbeschadet der §§ 5 und 6 werden die Anschlüsse der Endverbraucher vom Verteilernetz aus vorgenommen.

§ 2. Wenn die Anschlussleistung nicht über 56 kVA liegt, wird der Anschluss vom Niederspannungsnetz aus vorgenommen, außer wenn der Betreiber des Verteilernetzes zur Vermeidung insbesondere mit eventuellen Spannungsabfällen verbundener technischer Probleme beschließt, dass der Anschluss von einem Hochspannungsnetz aus vorgenommen wird.

§ 3. Für die Anschlussleistungen über 56 kVA und bis 250 kVA einschließlich kann der Betreiber des Verteilernetzes einen Anschluss von einem Niederspannungsnetz aus, einen Anschluss mittels einer unmittelbar an eine Umspannanlage für Hoch-/Niederspannung angeschlossenen Niederspannungsverbindung oder einen Anschluss von einem Hochspannungsnetz aus vorschlagen.

§ 4. Über 250 kVA und bis 5 MVA wird der Anschluss von einem Hochspannungsnetz aus vorgenommen. Sind mehrere Spannungsstufen verfügbar, so wird der Betreiber des Verteilernetzes die niedrigste unter den passenden wählen. Wenn er aber Probleme in Bezug auf Spannungsabfall oder -regulierung vermeiden muss, kann der Betreiber des Verteilernetzes den Anschluss mittels einer direkten Verbindung der Anlagen des Benutzers des Verteilernetzes mit dem sekundären Sammelschienensystem einer Umspannanlage, die das Verteilernetz mit Hochspannung versorgt, vornehmen.

§ 5. Über 5 MVA und bis 25 MVA untersucht der Betreiber des Verteilernetzes zuerst den Anschluss mittels einer direkten Verbindung der Anlagen des Benutzers des Verteilernetzes mit dem sekundären Sammelschienensystem einer Umspannanlage, die das Verteilernetz mit Hochspannung versorgt.

Wenn der Betreiber des Verteilernetzes im Laufe einer ersten Untersuchung feststellt, dass es technisch vorzuziehen ist, den Anschluss am Übertragungsnetz oder am lokalen Übertragungsnetz vorzunehmen, spricht er sich je nach Fall mit dem Betreiber des Übertragungsnetzes oder mit dem Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes ab, übermittelt diesem unverzüglich die gesamte Akte, setzt den Antragsteller davon in Kenntnis und erstattet ihm die eventuell eingekommenen Gebühren zurück.

§ 6. Für die Anschlussleistungen von über 25 MVA wird direkt der Anschluss an ein Netz mit einer Spannung von mindestens 30 kV in Betracht gezogen. Der Antragsteller setzt sich unmittelbar mit dem betroffenen Netzbetreiber in Verbindung.

§ 7. Wenn der Antrag auf eine Orientierungsstudie eines Betreibers des Verteilernetzes einem anderen Betreiber eines Verteilernetzes übermittelt wird, reicht der Antragsteller bei dem gemäß den vorhergehenden Paragraphen bezeichneten Netzbetreiber einen einzigen Antrag ein, wobei es Letzterem obliegt, die nötigen Verbindungen mit den anderen Netzbetreibern herzustellen, um die Qualität des Anschlusses und die notwendigen Anpassungen zu gewährleisten. Diese Netzbetreiber antworten ihm innerhalb der mit den Anforderungen der vorliegenden Regelung vereinbarten Frist. Diese Bestimmung ist nicht anwendbar, wenn der Antrag auf Orientierungsstudie dem Betreiber eines Übertragungsnetzes oder eines lokalen Übertragungsnetzes durch einen Betreiber eines Verteilernetzes übermittelt wird, da der Antragsteller in diesem Fall einen neuen Antrag einreichen muss.

Art. 47 - § 1. Bei der Prüfung des Anschlussantrags und der Erstellung des Anschlussvorschlags handelt der betroffene Netzbetreiber stets mit der Sorge, das technische und wirtschaftliche Interesse des Antragstellers zu wahren, und zwar unbeschadet des globalen Interesses der anderen Benutzer des Verteilernetzes und ohne dass dem Antragsteller dadurch das Recht gegeben wird, eine günstigere Anschlussweise zu verlangen, als die in Artikel 46 vorgesehene Weise.

§ 2. Wenn der Betreiber des Verteilernetzes, der den Anschlussantrag erhalten hat, bei einer ersten Prüfung feststellt, dass es vom technischen Standpunkt zweckdienlicher wäre, den Anschluss an ein nahegelegenes Verteilernetz durchzuführen, berät er in Anwendung von § 1 mit ihm darüber und übermittelt er ihm die nötigen Informationen; er gibt die Bearbeitung der Akte jedoch nicht ab und er bleibt der Gesprächspartner des Antragstellers.

§ 3. Wenn die dem Betreiber des Netzes durch den Antragsteller über die erwünschte Anschlussleistung übermittelten Informationen sich später als nicht korrekt erweisen, muss der Antragsteller einen Antrag auf Abänderung des Anschlusses gemäß Artikel 76 auf Anordnung des betroffenen Netzbetreibers einreichen. Dasselbe gilt, wenn der Antragsteller später die Leistung seiner Anlagen verringert. Die mit diesem Antrag verbundenen Studienkosten gehen zu Lasten des Benutzers des Netzes.

Abschnitt 3 — Auf jeden Anschluss anwendbare Vorschriften

Art. 48 - Jeder Anschluss, sowie jede an das Verteilernetz angeschlossene Anlage eines Benutzers des Verteilernetzes muss den auf die elektrischen Anlagen anwendbaren Regelungen und Normen entsprechen.

Art. 49 - § 1. Das zulässige Niveau der Störungen, die im Verteilernetz durch die Anschlussanlagen und Anlagen selbst des Benutzers des Verteilernetzes verursacht werden, wird durch die geltenden nationalen und internationalen Normen und insbesondere durch die technischen Empfehlungen CEI 61000-3-6 und CEI 61000-3-7 für die Hochspannung und die entsprechenden technischen Empfehlungen (CEI 61000.3-2 und CEI 61000.3-3) für die Niederspannung bestimmt. Die Vorschriften SYNERGRID C10/11 und C10/17 finden ebenfalls Anwendung.

§ 2. Der Benutzer des Verteilernetzes sorgt dafür, dass die von ihm verwalteten Anlagen auf dem Verteilernetz keine Störerscheinungen verursachen, die die im § 1 und gegebenenfalls im Anschlussvertrag angegebenen Begrenzungen überschreiten. Zu diesem Zweck teilt der Betreiber des Verteilernetzes auf Antrag des Benutzers des Netzes die erforderlichen Richtwerte mit, worunter die Kurzschlussleistungen an der Anschlussstelle für die verschiedenen Situationen. Die Störungen betreffen nicht nur die Spannungswelle, sondern auch die Rundsteuersignale (TCC), die durch die Verteilernetz befördert werden.

§ 3. Bei durch das Verteilernetz auf dem Anschluss verursachten Störungen, die einen bedeutsamen Einfluss auf das Funktionieren der Anlagen des Benutzers des Verteilernetzes gehabt haben, gibt der Betreiber des Verteilernetzes auf Anfrage des Benutzers des Verteilernetzes innerhalb von zehn Werktagen eine schriftliche Erklärung über deren Ursprung ab.

Art. 50 - Der Benutzer des Verteilernetzes sorgt dafür, dass seine Anlagen bei dem Betreiber des Verteilernetzes oder bei Drittpersonen keine Risiken, Schäden oder Belästigungen über die anwendbaren Normen oder technischen Vorschriften hinaus verursachen.

Art. 51 - § 1. Die über getrennte Anschlüsse versorgten technischen Anlagen dürfen nicht untereinander verbunden sein, sofern keine vorherige schriftliche Genehmigung des (der) Betreiber(s) des (der) betroffenen Verteilernetze(s) oder ausdrückliche Vereinbarung im Anschlussvertrag unter Angabe der Modalitäten vorliegt. Es gibt folglich nur einen einzigen Anschluss pro Anlage. Dieser Artikel betrifft nicht die Notspeisungen.

§ 2. Für Niederspannung besteht nur ein einziger Anschluss pro Gebäude, es sei denn der Betreiber des Verteilernetzes hat auf der Grundlage von objektiven und nicht diskriminierenden Kriterien eine Ausnahme zugelassen.

Art. 52 - § 1. Die Anschlüsse müssen den technischen Vorschriften von SYNERGRID C2/112 unter dem Titel «Technische Vorschriften für den Anschluss an das Hochspannungsverteilernetz» und C1/107 unter dem Titel «Allgemeine technische Vorschriften bezüglich des Anschlusses eines Benutzers an das Niederspannungsnetz» entsprechen. Im Falle eines Widerspruchs zwischen einer der besagten Vorschriften und einer Gesetzes- oder Verordnungsbestimmung, einschließlich derjenigen der vorliegenden Regelung, gehen die Gesetzes- oder Verordnungsbestimmungen vor. Diese Regel findet ebenfalls Anwendung auf die gesamten in der vorliegenden Regelung erwähnten SYNERGRID Vorschriften.

§ 2. Der Betreiber des Verteilernetzes kann gegebenenfalls und vorbehaltlich der Übermittlung an die CWaPE gemäß dem Artikel 14 unter Berücksichtigung der besonderen Merkmale des lokalen Verteilernetzes für den Anschluss spezifische Vorschriften vorsehen.

KAPITEL II — Für die Hochspannungsanschlüsse spezifische Vorschriften

Abschnitt 1 — Umgebung der Anlagen

Art. 53 - Für die Unterbringung der Messanlage oder jeder anderen, zum Anschluss gehörenden Ausrüstung stellt der Benutzer des Verteilernetzes dem Betreiber des Verteilernetzes einen Raum zur Verfügung, der den Bedürfnissen des Letzteren entspricht. Die Modalitäten dieser Zurverfügungstellung werden von den betroffenen Parteien in gegenseitigem Einvernehmen festgelegt.

Abschnitt 2 — Konformität der Anlagen

Art. 54 - Die Konzipierung des Anschlusses und der Anlagen des Benutzers des Verteilernetzes muss in Sachen Konformitätskontrollen und periodische Kontrollen der Anlage den Bestimmungen der Allgemeinen Ordnung für elektrische Anlagen entsprechen. Dies betrifft insbesondere die Anordnung und den Zugang der Anlagen und die Handhabung und Identifizierung der Bedienungseinrichtung.

Der Anschluss der Ausrüstungen und deren Betrieb müssen mit der Betriebsmethode des Verteilernetzes, an das sie angeschlossen sind, sowohl was deren technischen Merkmale, als auch die mit dem Betrieb verbundenen Sicherheitsaspekte betrifft, kompatibel sein. Der Betreiber des Verteilernetzes übermittelt die notwendigen technischen Daten; die Normen EN 50110 sind anwendbar.

Art. 55 - Die Kosten für die Konformitätskontrolle und die durch die Allgemeine Ordnung für elektrische Anlagen vorgesehenen periodischen Kontrollen der Anlagen bleiben zu Lasten des betroffenen Benutzers des Verteilernetzes.

Art. 56 - § 1. Die betriebsmäßigen Spezifikationen der Schutzvorrichtungen des Benutzers des Verteilernetzes, durch die seine Anschlussanlagen im Falle eines Defekts in den Anlagen des Benutzers abgestellt werden, werden im Einvernehmen mit dem Betreiber des Verteilernetzes festgelegt. Die Selektivität der Schutzvorrichtung der Verteilernetze darf in keinem Fall durch die Wahl der Werte der Schutzparameter beeinträchtigt werden.

§ 2. Der Betreiber des Verteilernetzes kann aus Gründen einer Änderung der Netzlage die an den Schutzvorrichtungen in den Anlagen des Benutzers des Verteilernetzes erforderlichen Anpassungen und/oder Einstellungen auferlegen, um weiterhin die Selektivität der Netzschutzvorrichtungen zu gewährleisten. Die mit der eventuellen Durchführung von Anpassungen an den Anlagen des Benutzers des Verteilernetzes verbundenen Kosten gehen zu Lasten des betroffenen Betreibers des Verteilernetzes, der sie gegebenenfalls einer verantwortlichen Drittpartei berechnen kann.

Art. 57 - § 1. Der Betreiber des Verteilernetzes kann die technischen Mittel einleiten, die zum Ausgleich von Blindenergie oder generell zum Ausgleich von jeglichem störenden Phänomen erforderlich sind, wenn die Last eines an das Verteilernetz angeschlossenen Benutzers des Verteilernetzes:

1° Anlass zu einer zusätzlichen Blindenergieentnahme im Verhältnis zu den in Artikel 143 bestimmten Werten gibt;

2° die Sicherheit, Zuverlässigkeit oder Wirksamkeit des Verteilernetzes derart beeinträchtigt, dass die in Artikel 5 erwähnte Norm NBN EN 50160 von dem Betreiber des Verteilernetzes nicht mehr eingehalten werden kann.

§ 2. Der Betreiber des Verteilernetzes begründet seinen Beschluss und übermittelt diesen dem betroffenen Benutzer des Verteilernetzes.

§ 3. Die Einrichtung und die Benutzung der in § 1 erwähnten technischen Mittel gehen zu Lasten des betroffenen Benutzers des Verteilernetzes, wenn sie von ihm ausgehen.

KAPITEL III — Für die Niederspannungsanschlüsse spezifische Vorschriften

Abschnitt 1 — Umgebung der Anlagen

Art. 58 - § 1. In den Gebäuden, in denen die beantragte Anschlussleistung 56 kVA überschreitet, muss der Benutzer des Verteilernetzes dem Betreiber des Verteilernetzes für die Gruppierung der Messgeräte, der anderen zum Anschluss gehörenden Geräte und gegebenenfalls der Umspannanlagen einen Raum (oder einen Teil eines Raums) zur Verfügung stellen, der diese Zwecke erfüllt. Die Modalitäten dieser Zurverfügungstellung werden im Einvernehmen zwischen den Parteien bestimmt; sie ist kostenlos, wenn die Anlagen des Betreibers des Verteilernetzes nur das betroffene Gebäude versorgen.

§ 2. In den Gebäuden, in denen die beantragte Anschlussleistung nicht über 56 kVA liegt, stellt der Benutzer des Verteilernetzes unentgeltlich einen Mauerteil für den Anschlusskasten zur Verfügung.

Art. 59 - § 1. In den Gebäuden, in denen mehrere Benutzer des Verteilernetzes angeschlossen sind, muss der Eigentümer dem Betreiber des Verteilernetzes für die Gruppierung der Messgeräte und der sonstigen Anschlussanlagen, gegebenenfalls einschließlich der Umspannanlagen, einen oder mehrere Räume oder einen oder mehrere Plätze zur Verfügung stellen, die diese Zwecke erfüllen. Die Modalitäten dieser Zurverfügungstellung werden im Einvernehmen zwischen den Parteien bestimmt; sie ist kostenlos, wenn die Anlagen des Betreibers des Verteilernetzes nur das betroffene Gebäude versorgen.

§ 2. Wenn für die Versorgung einer Siedlung oder eines gleichgestellten Geländes (Übersichtsplan, Gesamthandsgemeinschaft, geschlossene Wohnsiedlung oder vergleichbare Maßnahme kommerzieller Art) eine oder mehrere neue Verteilerkabinen erforderlich sind, muss die Person, die die Siedlung anlegt, dem Betreiber des Verteilernetzes ein oder mehrere Gelände zur Verfügung stellen, die diese Zwecke erfüllen. Die Modalitäten dieser Zurverfügungstellung werden im Einvernehmen zwischen den Parteien bestimmt; sie ist kostenlos, wenn die Anlagen des Betreibers des Verteilernetzes nur die betroffene Siedlung versorgen.

Abschnitt 2 — Konformität des Anschlusses

Art. 60 - Die Anschlussanlagen entsprechen den technischen Vorschriften SYNERGRID C1/110 unter dem Titel «Äquivalenz zwischen Stärke (des Stroms) und Leistung der Niederspannungsschalter».

Art. 61 - Die technische Vorschrift SYNERGRID C1/107 bezüglich der «Allgemeinen technischen Vorschriften bezüglich des Anschlusses eines Benutzers an das Niederspannungsnetz» ist anwendbar, mit Ausnahme der Bestimmungen bezüglich des Anschlusses unter Berücksichtigung der Leistung, die durch Artikel 46 und 47 gedeckt sind.

Abschnitt 3 — Anschlussleistung

Art. 62 - Die minimale Anschlussleistung, die ein Benutzer erhalten kann, beträgt 40 A in Einphasen-230 V oder das Gleichwertige, falls das Netz dreiphasig ist, vorbehaltlich jeder Einschränkung, die sich aus dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt ergeben würde. Betrifft ein Anschluss mehrere Benutzer, so beträgt die Mindestleistung, die erhalten werden kann, 40A/230Vmal die Anzahl der Endbenutzer.

Dieser Artikel ist nicht auf die Anschlüsse anwendbar, mit denen eine Pauschalleistung verbunden ist.

KAPITEL IV — Zusätzliche technische Vorschriften für den Anschluss von Grünstromerzeugungseinheiten und dezentralisierten Erzeugungseinheiten

Art. 63 - § 1. Jede dezentrale Erzeugungseinheit entspricht der technischen Vorschrift SYNERGRID C10/11 mit dem Titel «Spezifische technische Vorschriften für den Anschluss von dezentralen Erzeugungseinheiten, die auf dem Versorgungsnetz parallel funktionieren». Für die Niederspannung können die Erzeuger von Grünstrom mit einer maximalen AC-Leistung von höchstens 10 kVA den Ausgleich auf jährlicher Basis in Anspruch nehmen, wie in Artikel 153, § 4 angeführt wird. Eine Mitteilung der CWaPE, die auf ihrer Webseite zugänglich ist, erläutert die praktischen Modalitäten dieses Ausgleichs.

§ 2. Auf begründeten Antrag des Betreibers des Verteilernetzes ist jede neue dezentrale Erzeugungseinheit mit einer maximalen AC-Leistung > 250 kVA mit für die Installierung eines Fernüberwachungsschranke erforderlichen Vorrichtungen versehen. Die Einsetzung dieser eventuellen Fernüberwachung und die betreffenden Bedingungen müssen Gegenstand einer Mitteilung des Betreibers des Verteilernetzes an die CWaPE und einer entsprechenden Genehmigung der CWaPE innerhalb von zwei Monaten sein. Wenn der Antrag vom Benutzer des Verteilernetzes ausgestellt wird, ist diese Genehmigung nicht erforderlich.

KAPITEL V — Verfahren zum Hochspannungsanschluss

Abschnitt 1 — Vertraulichkeitsmaßnahmen für die Erzeugungseinheiten

Art. 64 - Der Betreiber des Verteilernetzes kann für die Kontakte mit den Erzeugern, die an sein Netz angeschlossen sind oder wünschen, an dieses angeschlossen zu werden, lediglich sein eigenes Personal oder einen von den Erzeugern, den Ausgleichsverantwortlichen, den Inhabern einer Versorgungslizenz und den Zwischenhändlern unabhängigen Sachverständigen einsetzen.

Dies gilt ebenfalls für die Durchführung von Studien und die Vorbereitung von Verträgen.

Abschnitt 2 — Antrag auf eine Orientierungsstudie und Vorprojekt zum Anschluss

Art. 65 - Die Orientierungsstudie hat das Vorprojekt zum Anschluss zum Ziel.

Die Einreichung eines Antrags auf eine Orientierungsstudie ist fakultativ. Bevor ein Erzeuger einen Antrag auf eine Orientierungsstudie einreicht, kann er mit dem Betreiber des Verteilernetzes Kontakt aufnehmen, um ein vorheriges Gutachten über die Möglichkeit, eine dezentrale Erzeugung in das Netz aufzunehmen, dies unter Berücksichtigung der Erzeugung und der gewünschten Leistung, kostenlos zu erhalten.

Art. 66 - § 1. Unbeschadet des Artikels 46 kann jede natürliche oder juristische Person bei dem Betreiber des Verteilernetzes einen Antrag auf eine Orientierungsstudie bezüglich eines neuen Anschlusses einreichen.

§ 2. Jeder Benutzer des Verteilernetzes kann bei dem Betreiber des Verteilernetzes einen Antrag auf eine Orientierungsstudie über eine Anpassung seines bereits vorhandenen Anschlusses oder über Anlagen, die eine nicht unbedeutende Auswirkung auf das Verteilernetz oder auf deren jeweilige Betriebsmethoden haben können, einreichen.

Art. 67 - Der Antragsteller beauftragt den Betreiber des Verteilernetzes schriftlich, den Antrag auf die Orientierungsstudie mittels des zu diesem Zweck erstellten und von dem Betreiber des Verteilernetzes gemäß Artikel 12 der vorliegenden Regelung der Öffentlichkeit bekanntgegebenen Studienformulars zu bearbeiten.

Art. 68 - Der Antrag auf die Orientierungsstudie besteht aus einem Formular für eine Orientierungsstudie, das Name und Anschrift des Antragstellers, den Plan des Verbrauchs-/Erzeugungsorts, die Leistung des geplanten Anschlusses und die technischen Daten enthält.

Art. 69 - Die Kosten einer Orientierungsstudie gehen gemäß dem von der Elektrizitäts- und Gasregulierungskommission genehmigten angewandten Tarif zu Lasten des Antragstellers.

Art. 70 - Während der Durchführung der Orientierungsstudie arbeiten der Betreiber des Verteilernetzes und der Antragsteller gutgläubig zusammen. Der Betreiber des Verteilernetzes kann jederzeit von dem Antragsteller zusätzliche Informationen verlangen, die zur Vorbereitung des Vorprojektes zum Anschluss erforderlich sind. Der Antragsteller informiert spontan den Betreiber des Verteilernetzes, wenn er die Absicht hat, die Leistung seiner Anlagen später zu erhöhen.

Art. 71 - § 1. Innerhalb einer angemessenen Frist und auf jeden Fall innerhalb einer Frist von fünfzehn Werktagen nach dem Erhalt eines vollständigen Antrags auf eine Orientierungsstudie und der betreffenden Zahlung stellt der Betreiber des Verteilernetzes dem Antragsteller entweder mittels eines Vorprojektes zum Anschluss oder mittels einer begründeten Verweigerung des Anschlusses seine Schlussfolgerungen zu, von denen eine Abschrift an die CWAPE gerichtet wird.

§ 2. Das Vorprojekt beinhaltet mindestens:

- 1° ein Schema des geplanten Anschlusses;
- 2° die technischen Vorschriften des Anschlusses;
- 3° eine zur Unterrichtung dienende Kosteneinschätzung;

4° eine zur Unterrichtung dienende Einschätzung der zur Durchführung des Anschlusses erforderlichen Fristen, einschließlich der Verstärkungen, die unter Umständen am Verteilernetz wegen dem Anschluss vorgenommen werden müssen.

Art. 72 - § 1. Im Laufe der Bearbeitung des Antrags auf eine Orientierungsstudie gibt der Betreiber des Verteilernetzes den Anträgen bezüglich der hochwertigen und/oder hocheffizienten Kraft/Wärme-Kopplungsanlagen, der Erzeugungsanlagen, die erneuerbare Energiequellen benutzen, sowie der Anlagen, die Strom aus den Abfällen und den Rückgewinnungen aus Industrieprozessen erzeugen, gegenüber den anderen, beim Betreiber des Verteilernetzes in Bearbeitung befindlichen Anträgen auf einen Anschluss den Vorrang.

§ 2. Wenn ein Antrag wegen der Anwendung des § 1 nicht innerhalb der in Artikel 71 vorgesehenen Frist bearbeitet werden kann, wird diese Frist auf 30 Werktage erhöht.

§ 2. Wenn ein Antrag aufgrund der Kapazitätsstudien, die im Rahmen dieses Antrags auf dem Übertragungsnetz oder dem lokalen Übertragungsnetz vorgenommen werden müssen, nicht innerhalb der in Artikel 71 vorgesehenen Frist bearbeitet werden kann, wird diese Frist auf 70 Werktage erhöht.

§ 4. Die in den Artikeln 71 und 72 erwähnten Fristen können im Einvernehmen beider Parteien verlängert werden.

Art. 73 - Die Orientierungsstudie führt zur Erstellung eines unverbindlichen Vorprojektes zum Anschluss. Durch die darin enthaltenen Informationen sind weder der Betreiber des Verteilernetzes, noch der Antragsteller der Orientierungsstudie keineswegs gebunden.

Abschnitt 3 — Geringfügige Änderung

Art. 74 - § 1. Anlässlich eines Projekts

- zu einer, von dem Benutzer für geringfügig erachteten Änderung der Anschlussanlagen oder deren Betriebsarten;
 - zu einer Änderung der Anlagen des Benutzers oder deren Betriebsarten, die für geringfügig erachtet wird, jedoch eine Auswirkung auf die Sicherheit, Zuverlässigkeit oder Wirksamkeit des Verteilernetzes haben kann,
- übermittelt der Benutzer des Verteilernetzes dem Betreiber des Verteilernetzes die geplanten Änderungen und die Gründe, aus denen er sie für geringfügig erachtet.

§ 2. Der Betreiber des Verteilernetzes überprüft die in § 1 erwähnte Zustellung, beurteilt und gegebenenfalls bestätigt den geringfügigen Charakter der Änderung.

Art. 75 - § 1. Im Anschluss an die in Artikel 74 erwähnte Überprüfung kann der Betreiber des Verteilernetzes:

- 1° die geplanten Änderungen ohne weitere Formalitäten genehmigen;
- 2° den Abschluss eines Nachtrags zum Anschlussvertrag vorschlagen;
- 3° vorschlagen, dass die Änderung in Ermangelung deren geringfügigen Charakters unter Einhaltung des in Abschnitt 4 des vorliegenden Kapitels vorgesehenen Verfahrens erfolgt.

§ 2. Der Abschluss eines Nachtrags im Sinne von § 1, 2° entbindet den Antragsteller für den Anschluss nicht vom Erhalt einer Notifizierung der Konformität des Anschlusses gemäß dem Kapitel VII des vorliegenden Titels.

Abschnitt 4 — Anschlussantrag, Detailstudie und Anschlussprojekt

Art. 76 - § 1. Jedem neuen Anschluss oder jeder Änderung eines bereits vorhandenen Anschlusses muss ein Anschlussantrag und ein Antrag auf Durchführung einer Detailstudie vorhergehen, der bei dem Betreiber des Verteilernetzes einzureichen ist.

§ 2. Ein Benutzer des Verteilernetzes muss ebenfalls einen Anschlussantrag einreichen, wenn eine geplante Änderung seiner Anlagen oder deren Betriebsarten den Betrieb des Verteilernetzes auf nicht unbedeutende Weise stören könnte.

Art. 77 - Jede natürliche oder juristische Person oder jede bevollmächtigte Drittperson (z.B. ihr Versorger) kann einen Antrag auf Anschluss bei dem Betreiber des Verteilernetzes einreichen. Dieser Antrag hat die Erstellung einer Detailstudie durch den Betreiber des Verteilernetzes zur Folge, deren Kosten gemäß dem von der Elektrizitäts- und Gasregulierungskommission genehmigten angewandten Tarif zu Lasten des Antragstellers gehen, außer wenn der bereits ein erstes Mal eingereichte Antrag nicht Anlass zum Abschluss des Anschlussvertrags unter Berücksichtigung des Artikels 84, § 1 gab und insofern keine Änderungen am Netz mit Auswirkungen auf die Anschlussbedingungen in der Zwischenzeit vorgenommen wurden.

Art. 78 - Jeder angeschlossene Benutzer des Verteilernetzes oder eine bevollmächtigte Drittperson kann bei dem Betreiber des Verteilernetzes einen Anschlussantrag über eine Anpassung seines bereits vorhandenen Anschlusses oder über Anlagen, die eine nicht unbedeutende Auswirkung auf das Verteilernetz oder auf deren jeweilige Betriebsarten haben können, einreichen.

Art. 79 - Das Antragsformular für den Anschluss besteht aus einem Formular für den Anschluss, das Name und Anschrift des Antragstellers, den Plan des Verbrauchs-/Erzeugungsorts, die Leistung des geplanten Anschlusses, das erwartete Lastprofil und die ausführlichen technischen Eigenschaften des Anschlusses und der anzuschließenden Anlagen enthält, so wie diese im Formular angegeben werden.

Der Antragsteller informiert spontan den Betreiber des Verteilernetzes, wenn er die Absicht hat, die Leistung seiner Anlagen später zu erhöhen.

Art. 80 - § 1. So schnell wie möglich und auf jeden Fall innerhalb von zehn Werktagen ab dem Erhalt eines Anschlussantrags überprüft der Betreiber des Verteilernetzes, ob dieser vollständig ist. Wenn er unvollständig ist, teilt er dem Antragsteller für den Anschluss mit, welche zusätzlichen Informationen dieser im Hinblick auf die Vorbereitung des Anschlussprojekts zu liefern hat. Ist der Antrag vollständig, so lässt er ihm eine Empfangsbestätigung zukommen.

§ 2. Wenn der Anschlussantrag vollständig ist und die mit der Detailsstudie verbundenen Kosten gezahlt worden sind, gewährt der Betreiber des Verteilernetzes dem Antragsteller eine Kapazitätsreservierung. Diese Reservierung ist nicht übertragbar.

§ 3. Nach Anhörung der Netzbetreiber wird das Verfahren für die Einreichung der Anträge auf Anschluss von neuen dezentralen Erzeugungseinheiten durch die CWaPE festgelegt. Die CWaPE veröffentlicht auf ihrer Webseite einen Logikplan, der dieses Verfahren zusammenfasst.

Art. 81 - § 1. Art. 86 - Bei der Überprüfung des Anschlussantrags gibt der Betreiber des Verteilernetzes den Anschlussanträgen bezüglich der hochwertigen und/oder hocheffizienten Kraft/Wärme-Kopplungsanlagen, der Erzeugungsanlagen, die erneuerbare Energiequellen benutzen, sowie der Anlagen, die Strom aus den Abfällen und der Rückgewinnung bei Industrieprozessen erzeugen, gegenüber den anderen, beim Betreiber des Verteilernetzes in Bearbeitung befindlichen Anschlussanträgen den Vorrang.

§ 2. Der in § 1 erwähnte Vorrang gilt ebenfalls für die Kapazitätsreservierungen.

Art. 82 - § 1. So schnell wie möglich und auf jeden Fall innerhalb von dreißig Werktagen (vierzig Tagen für die Leistungen über 1 MW) ab dem Erhalt eines vollständigen Antrags und der Zahlung der Detailsstudie übermittelt der Betreiber des Verteilernetzes dem Antragsteller für den Anschluss einen technischen und finanziellen Vorschlag für einen Anschluss. Dieser enthält ein Anschlussprojekt mit dem verbundenen verbindlichen Angebot, den technischen Lösungen und den Einstellparametern, die zwischen dem Betreiber des Verteilernetzes und dem Antragsteller für den Anschluss gemäß den Vorschriften der vorliegenden Regelung und unter Berücksichtigung der technischen Eigenschaften des Verteilernetzes zu vereinbaren sind. Der Antragsteller verfügt dann über eine Frist von höchstens dreißig Tagen, um den Vorschlag zu untersuchen.

§ 2. Wenn ein Antrag wegen der Anwendung des Artikels 81 nicht innerhalb der in § 1 erwähnten Frist bearbeitet werden kann, wird diese Frist auf sechzig Werktage nach dem Erhalt des vollständigen Antrags erhöht.

§ 3. Wenn ein Antrag aufgrund der Kapazitätstudien, die im Rahmen dieses Antrags auf dem Übertragungsnetz oder dem lokalen Übertragungsnetz vorgenommen werden müssen, nicht innerhalb der in Artikel 1 vorgesehenen Frist bearbeitet werden kann, wird diese Frist auf 70 Werktage erhöht.

§ 4. Die in diesem Artikel erwähnten Fristen können im gegenseitigen Einvernehmen betroffener Parteien verlängert werden, dies mit Erhaltung der Reservierung, solange kein anderer Antrag auf einen Anschluss an derselben Station eingereicht worden ist.

Art. 83 - § 1. Im Falle eines Einvernehmens bezüglich des in Artikel 82 erwähnten technischen und finanziellen Vorschlags für einen Anschluss legt der Betreiber des Verteilernetzes innerhalb einer Frist von zehn Werktagen ab dem Einvernehmen einen Anschlussvertrag vor.

§ 2. Der Anschlussvertrag kann eine aufschiebende Bedingung in Verbindung mit dem Erhalt der Genehmigungen oder Zulassungen bezüglich der Anlagen, für die das administrative Verfahren läuft, enthalten. Wenn der Betreiber des Verteilernetzes eine derartige aufschiebende Bedingung ablehnt, übermittelt er dem Antragsteller und der CWaPE die Gründe seines Beschlusses.

§ 3. Unmittelbar nach Empfang des unterzeichneten Anschlussvertrags und der betreffenden Zahlung wird die reservierte Aufnahmekapazität dem Erzeuger endgültig zugeteilt, es sei denn er verzichtet schriftlich darauf oder die Anschlussarbeiten sind innerhalb einer Frist von einem Jahr noch nicht bestellt worden. In letzterem Fall hat der Erzeuger die Möglichkeit, eine zusätzliche Frist von höchstens einem Jahr für die Durchführung des Anschlusses zu beantragen, solange er anhand einer Bescheinigung einer zuständigen gemeindlichen oder regionalen Behörde den Nachweis erbringt, dass der Antrag auf Genehmigung oder Zulassung tatsächlich eingereicht ist und seinem Lauf folgt. Falls die Frist in diesem Fall um mehr als ein Jahr verlängert wird, kann der Betreiber des Verteilernetzes das Angebot aktualisieren. Die Anlage darf nicht vor ihrer Inbetriebsetzung übergeben werden. Beim Verzicht des Erzeugers oder bei der Annullierung des Vertrags wegen Überschreitung der Fristen wird der an die Unterzeichnung des Anschlussvertrags gebundene gezahlte Betrag nach Abzug eines durch die Elektrizitäts- und Gasregulierungskommission (CREG) genehmigten Pauschalbetrags zurückerstattet. Der Betrag der Detailsstudie ist auf keinen Fall Gegenstand einer Rückerstattung.

§ 4. In mit besonderen Verwaltungsmaßnahmen verbundenen außergewöhnlichen Fällen, können die Fristen in Abweichung von § 3 nach Genehmigung der CWaPE um eine bestimmte Dauer verlängert werden.

Art. 84 - § 1. Wenn ein Anschlussantrag für die Einspeisung von mehr als 1 MW nicht innerhalb einer Frist von vierzig Werktagen ab der Zustellung des technischen und finanziellen Vorschlags für einen Anschluss zum Abschluss eines Anschlussvertrags führt, wird das Verfahren für den Anschlussantrag als hinfällig betrachtet. Im Falle einer Hinfälligkeit benachrichtigt der Betreiber des Verteilernetzes den Antragsteller zehn Werktage vor Ablauf dieser Frist und setzt die CWaPE und ggf. den Verwalter des Übertragungsnetzes oder eines lokalen Übertragungsnetzes davon in Kenntnis.

§ 2. Auf begründete Anträge hin kann der Antragsteller mit Erhaltung der Leistungsreservierung und solange kein anderer Antrag auf Anschluss an der betroffenen Station eingereicht wurde Verlängerungen von jeweils höchstens 20 Werktagen der in § 1 erwähnten Frist erhalten.

§ 3. Die Kosten, denen der Betreiber des Verteilernetzes für die Detailstudie des Anschlussantrags ausgesetzt ist, gehen zu Lasten des Antragstellers und werden in dem von der Elektrizitäts- und Gasregulierungskommission genehmigten angewandten Tarif angegeben.

Abschnitt 5 — Anschlussvertrag

Art. 85 - Die Durchführung jeglichen Anschlusses kann lediglich nach dem Abschluss eines Anschlussvertrags (oder gegebenenfalls nach einer Mitteilung und der stillschweigenden Annahme der Anschlussregelung im Falle eines Anschlusses von höchstens 56 kVA) mit dem Betreiber des Verteilernetzes vorgenommen werden.

Art. 86 - Die Durchführung einer Anpassung an einem bereits vorhandenen Anschluss, an einer Anlage eines Benutzers des Verteilernetzes, die eine nicht unbedeutende Auswirkung auf das Verteilernetz oder auf deren jeweilige Betriebsart haben können, kann lediglich nach dem Abschluss eines Anschlussvertrags mit dem Betreiber des

Verteilernetzes oder gegebenenfalls für Leistungen von höchstens 56 kVA einer ausdrücklichen Annahme der Anschlussregelung des Betreibers des Verteilernetzes, der auf deren Webseite verfügbar ist oder auf einfachen Antrag des Benutzers des Verteilernetzes übermittelt wird, vorgekommen werden.

Art. 87 - Auf Antrag des Benutzers des Verteilernetzes kann der Betreiber des Verteilernetzes annehmen, dass eine Änderung im Sinne von Artikel 86 als geringfügig betrachtet wird. Eine derartige geringfügige Anpassung wird in einem Nachtrag zum Anschlussvertrag festgelegt, ohne dass eine ausführliche Studie durchgeführt zu werden brauchte.

Art. 88 - Der Anschlussvertrag enthält mindestens folgende Elemente:

- 1° die Identität der Parteien;
- 2° die Bezeichnung der Kontaktpersonen;
- 3° die Bestimmungen bezüglich der Vertragsdauer und -beendigung;
- 4° die Beschreibung des Anschlusses unter Angabe des Standorts und des Spannungsniveaus der Anschlussstelle, der Zugangsstelle und der Messstelle;
- 5° die einzige Identifikation der Zugangsstelle mittels des EAN-Codes;
- 6° die Bestimmungen bezüglich des Zugangs der Personen zu den Anschlussanlagen;
- 7° die Beschreibung der Anlagen des Benutzers des Verteilernetzes (einschließlich der Anlagen, die betriebsmäßig zu dem Netz gehören), insbesondere die angeschlossenen Erzeugungseinheiten; 8° die spezifischen technischen Bedingungen und Bestimmungen, insbesondere die Anschlussleistung, die einschlägigen technischen Eigenschaften des Anschlusses und der Anlagen des Benutzers des Verteilernetzes, das Messsystem, den Betrieb, die Wartung sowie die Anforderungen in Sachen Schutzvorrichtungen und Sicherheit;
- 9° die Modalitäten und Fristen für die Durchführung des Anschlusses, je nachdem ob es sich um einen neuen oder anzupassenden Anschluss handelt, unter Angabe der in Betracht gezogenen Hypothesen;
- 10° die Bestimmungen bezüglich der gegenseitigen Verantwortung und Vertraulichkeit;
- 11° die Zahlungsmodalitäten;
- 12° die Anwendungsmodalitäten des Artikels 4, § 4, wenn die Anschlussleistung 630 kVA überschreitet.

Art. 89 - Auf begründeten Antrag des Betreibers des Verteilernetzes können die technischen Lösungen und betriebsmäßigen Spezifikationen des Betreibers des Verteilernetzes aus Gründen der Sicherheit, Zuverlässigkeit und Wirksamkeit des Netzes und vorbehaltlich der vorherigen Mitteilung an die CWaPE angepasst werden. Die mit diesen Anpassungen verbundenen Kosten gehen zuerst zu Lasten des Betreibers des Verteilernetzes, der sie gegebenenfalls einer verantwortlichen Drittpartei berechnen kann. Wenn sie durch eine Änderung der Anlage eines Benutzers des Verteilernetzes verursacht werden, gehen die Kosten zu Lasten des Letzteren.

Art. 90 - § 1. Bei den Fristen für die Durchführung des Anschlusses, so wie diese im Anschlussvertrag vorgesehen sind, werden die eventuellen Verstärkungen berücksichtigt, die an den Verteilernetzen, den lokalen Übertragungsnetzen oder den Übertragungsnetzen durchzuführen sind.

§ 2. Der Betreiber des Verteilernetzes gibt den Anschlüssen der hochwertigen und/oder hocheffizienten Kraft/Wärme-Kopplungsanlagen, den Anschlüssen der Erzeugungsanlagen, die erneuerbare Energiequellen benutzen, sowie derjenigen, die Strom aus den Abfällen und den Rückgewinnungen aus Industrieprozessen erzeugen, gegenüber den anderen, nicht dringenden Arbeiten den Vorrang. Die in diesem Artikel erwähnten, nicht dringenden Arbeiten sind diejenigen, deren Verzögerung weder eine Gefahr für die Personen, noch einen direkten realen Schaden an den vorhandenen Anlagen verursacht.

Art. 91 - Die notwendigen Genehmigungsanträge müssen innerhalb einer mit dem Zeitplan der Durchführung des Anschlusses vereinbarten Frist bei den zuständigen Behörden eingereicht werden. Vorbehaltlich des Artikels 94, § 3 erlauben die zusätzlichen Fristen, die mit Verspätungen verbunden sind, die auf die Bearbeitung der Akte durch die zuständigen administrativen Behörden oder auf zusätzliche Bedingungen, die dem Betreiber des Verteilernetzes durch dieselben Behörden auferlegt werden, zurückzuführen sind, es diesem Betreiber, die Durchführung des Anschlusses um einen Zeitraum zu verschieben, der mit dem für administrative Behandlung der Akte notwendigen Zeitraum identisch ist, dies wenn keine besondere Vereinbarung mit dem betroffenen Netzbenutzer abgeschlossen wurde.

Abschnitt 6 — Inbetriebsetzung des Anschlusses

Art. 92 - Unter Vorbehalt einer anderslautenden Vereinbarung zwischen den Parteien ist allein der Betreiber des Verteilernetzes berechtigt, den Anschluss unter Spannung zu setzen und die Arbeiten einschließlich bis zum ersten Abschaltgerät durchzuführen. Die maximale Frist für die Inbetriebsetzung nach der Durchführung des Anschlusses beträgt drei Werktage, wenn allen vorherigen vertraglichen Bedingungen genügt wird.

Abschnitt 7 — Statut der vorhandenen Anschlüsse

Art. 93 - In Erwartung der Erstellung neuer Anschlussverträge zwischen dem Betreiber des Verteilernetzes und dem Benutzer des Verteilernetzes gemäß den Artikeln 116 bis 118 bleiben die früher zwischen den von dem Anschluss betroffenen Parteien abgeschlossenen Vereinbarungen anwendbar, insofern diese nicht im Widerspruch mit der vorliegenden Regelung stehen.

KAPITEL VI — Verfahren für den Niederspannungsanschluss

Abschnitt 1 — Anschlussantrag

Art. 94 - § 1. Jeder Antrag auf einen Niederspannungsanschluss muss schriftlich bei dem Betreiber des Verteilernetzes nach dem zu diesem Zweck veröffentlichten Verfahren gemäß Artikel 12 der vorliegenden Regelung eingereicht werden. Er kann ebenfalls telefonisch erfolgen, sofern der Betreiber des Verteilernetzes eine Empfangsbestätigung zukommen lässt.

§ 2. Der Betreiber des Verteilernetzes ist verpflichtet, innerhalb von zehn Tagen jeden Anschlussantrag zu beantworten. Für Leistungen bis 10 kVA einschließlich und unter der Bedingung, dass der Antrag vollständig ist, übermittelt er innerhalb der oben erwähnten Frist den Wortlaut dieser Materie regelnden Musterregelung. In derselben Sendung werden die technischen und finanziellen Anschlussbedingungen, sowie die wahrscheinlichen Fristen für die Durchführung des Anschlusses mitgeteilt. Was die Leistungen über 10 kVA oder von höchstens 56 kVA betrifft, falls der Betreiber nicht innerhalb dieser Frist einen Anschlussvorschlag vorlegen kann, sendet er innerhalb

derselben Frist eine Empfangsbestätigung und verschiebt den Vorschlag auf die nächsten zehn Tage. Diese Fristen werden verlängert, wenn ein Antrag auf Abweichung wegen Nichtvergrabung bei der CWaPE gemäß den in Artikel 25 vorgesehenen Modalitäten eingereicht wird.

§ 3. Für die beantragten Anschlussleistungen von über 56 kVA kann der Betreiber des Verteilernetzes je nach der Gegebenheit seines Netzes dasselbe Verfahren der Orientierungs- und/oder Detailstudie wie für den Hochspannungsanschluss auferlegen.

§ 4. Der Betreiber des Verteilernetzes bestimmt je nach der Gegebenheit seines Netzes die Anschlussart: oberirdisch, unterirdisch oder gemischt. Wenn der Anschluss unterirdisch oder gemischt ist, geht das Ausheben des Grabens im privaten Bereich zu Lasten des Antragstellers. Dieser kann diese Arbeiten übernehmen, insofern er die Spezifikationen des Netzbetreibers streng beachtet.

§ 5. Für die neuen Anschlüsse von Gebäuden, die sich in einem Abstand von mehr als 25 m von der Straße befinden, sowie für die gewöhnlich unbewohnten Gebäude, kann der Betreiber des Verteilernetzes auferlegen, dass die Zählvorrichtungen am Rand der Straße in einem Unterstand angebracht werden, der den anwendbaren Spezifikationen genügt und zu Lasten des Benutzers des Netzes errichtet wird.

Art. 95 - § 1. Wenn der Anschluss eine Erweiterung des Netzes notwendig macht, gehen die Kosten für diese Erweiterung zu Lasten des Antragstellers, außer wenn es sich um eine Wohnung handelt, die entlang einer Verkehrsstraße in einem Wohn- bzw. Wohnwartungsgebiet und außerhalb einer Siedlung oder einem gleichgestellten Gebiet gebaut ist (Übersichtsplan, Gesamthandsgemeinschaft, geschlossene Wohnsiedlung oder vergleichbare Maßnahme kommerzieller Art).

§ 2. Was die Immobilien und die Siedlungen betrifft, deren sozialer Charakter amtlich anerkannt ist, gehen die Netzerweiterungen zu Lasten der Netzbetreiber. Was die sozialen Siedlungen betrifft, gilt dasselbe für die Elektrifizierung der Siedlung, wobei die Anschlüsse der Wohnungen davon ausgeschlossen sind. Bei Anwendung dieses Paragraphen bleiben die in den Artikeln 58 und 59 erwähnten Zurverfügungstellungen immer kostenlos.

§ 3. Für die Anwendung der Paragraphen 1 und 2 werden die im Sinne des CWaTUPE in Gruppen angelegten Wohnungen den Siedlungen gleichgestellt.

§ 4. Für den Anschluss eines Benutzers eines Verteilernetzes, der höchstens 10 kVA beantragt, und wenn alle erforderlichen Genehmigungen und Zulassungen gewährt wurden, dürfen die Fristen für die Durchführung des Anschlusses dreißig Kalendertage nicht überschreiten.

Abschnitt 2 — Antrag auf zeitweiligen Anschluss

Art. 96 - § 1. Ein Antrag auf zeitweiligen Anschluss ist einzureichen:

- wenn der Anschluss für die Versorgung von Anlagen auf Geländen, wo gebaut wird, oder von Veranstaltungen benutzt wird, und
- wenn die Benutzung des Anschlusses zeitlich streng begrenzt ist oder wenn der Anschluss am Ende eines begrenzten Zeitraums durch einen ständigen Anschluss ersetzt wird, und
- wenn der Betreiber des Verteilernetzes der Meinung ist, dass eine Erweiterung/Verstärkung des Verteilernetzes nicht notwendig ist.

§ 2. Jeder Antrag auf einen zeitweiligen Anschluss wird bei dem Betreiber des Verteilernetzes eingereicht. In dem Antrag stehen folgende notwendige Angaben:

- Identifizierung des Antragstellers;
- Standort, Datum der gewünschten Inbetriebsetzung und Dauer;
- notwendige Leistung;
- Versorger (mit Kopie des Vertrags).

Innerhalb von fünf Tagen überprüft der Betreiber des Verteilernetzes, ob der Antrag vollständig ist, und teilt dem Antragsteller mit, welche Angaben fehlen.

§ 3. Der Betreiber des Verteilernetzes beantwortet einen Antrag auf einen zeitweiligen Anschluss innerhalb von fünf Werktagen ab dem Eingang eines vollständigen Antrags:

- mittels eines verbindlichen Angebots, das ebenfalls die Anschlussbedingungen und die EAN-GSRN-Nummer der Zugangsstelle bzw. der Zugangsstellen, die dem Anschluss angehören;
- oder mittels einer schriftlichen Mitteilung, gemäß deren der Antrag der Definition eines zeitweiligen Anschlusses nicht genügt, dies mit Angabe der Gründe;
- oder mittels einer schriftlich begründeten Ablehnung des Antrags mit Übermittlung einer Kopie an die CWaPE.

§ 4. Für im Freien stattfindende festliche Veranstaltungen kurzer Dauer (Kirmessen, lokale Veranstaltungen), wenn der in §§ 1 bis 3 beschriebene Prozess nicht anwendbar ist, kann der Betreiber des Verteilernetzes unter Einhaltung der folgenden Bedingungen auf Anträge auf Anschluss eingehen:

- der Betreiber des Verteilernetzes hat eine Vereinbarung mit einem Versorger abgeschlossen, um diese Art der Versorgung zu decken;
- diese Vereinbarung bestimmt die Modalitäten für die Zahlung der verbrauchten Energie durch den Endkunden an den Versorger über den Betreiber des Verteilernetzes;
- der Betreiber des Verteilernetzes sorgt für die gegenseitigen Kontakte mit dem Antragsteller, einschließlich der Eintreibung der Kosten für die verbrauchte Energie.

In Abweichung von der vorliegenden Regelung erfordert diese Anschlussart keinen Antrag auf Zugang, keine Erteilung eines spezifischen EAN-Codes, und keine Eintragung in das Zugangsregister des Betreibers des Verteilernetzes.

Abschnitt 3 — Inbetriebsetzung des Anschlusses

Art. 97 - § 1. Unter Vorbehalt einer anderslautenden Vereinbarung zwischen den Parteien ist allein der Betreiber des Verteilernetzes berechtigt, den Anschluss unter Spannung zu setzen und die Arbeiten einschließlich bis zum ersten Abschaltgerät durchzuführen. Die maximale Frist für die Inbetriebsetzung nach der Durchführung des Anschlusses beträgt drei Werktage ab der Eintragung eines Versorgers in das Zugangsregister.

§ 2. Allein der Betreiber des Verteilernetzes ist berechtigt, an dem ersten Abschaltgerät und dem sich oberhalb von diesem befindenden Teil einzugreifen.

Art. 98 - Die Anschlussstrasse sowie der Standort und die Eigenschaften der Bestandteile des Anschlusses genügen den Regelungen des Betreibers des Verteilernetzes, so dass die allgemeine Sicherheit und das normale Funktionieren der Bestandteile des Anschlusses gewährleistet und die Verbrauchserfassungen, die Überwachung, die Überprüfung und die Wartung leicht durchführbar sind.

Art. 99 - § 1^{er}. Die Durchbohrung der Mauer des Gebäudes für das Anschlusskabel kann dem Benutzer des Verteilernetzes oder dem Eigentümer des betroffenen Gebäudes unter Einhaltung der Anweisungen des Betreibers des Verteilernetzes anvertraut werden; dasselbe gilt für das Ausheben des Grabens im privaten Bereich.

§ 2. Das unterirdische Anschlusskabel muss auf der gesamten Länge der Mauerdurchführung mittels eines Schutzrohrs aus PVC, Polyäthylen, Zementfasern oder durch andere mindestens gleichwertige Mittel mechanisch geschützt werden.

§ 3. Die Mauerdurchführung muss von dem Benutzer des Verteilernetzes oder dem Eigentümer des Gebäudes derart verstopft werden, dass sie gegen Wasser und Gas abgedichtet ist.

KAPITEL VII — Benutzung, Wartung und Konformität des Anschlusses

Abschnitt 1 — Allgemeines

Art. 100 - Der Benutzer des Verteilernetzes trifft alle notwendigen Maßnahmen, um jeglichen Schaden am Anschluss zu vermeiden.

Art. 101 - Der Benutzer des Verteilernetzes ist verpflichtet, dem Betreiber des Verteilernetzes unverzüglich jeglichen Schaden, jegliche Anomalie oder Nichtübereinstimmung mit den Gesetzes- oder Verordnungsbestimmungen, die er vernünftigerweise feststellen kann, mitzuteilen.

Abschnitt 2 — Benutzung der Anlagen, die betriebsmäßig zum Verteilernetz gehören

Art. 102 - Die Anlage des Benutzers des Verteilernetzes, die betriebsmäßig zum Verteilernetz für die Übertragung von Energie auf andere Benutzer des Verteilernetzes gehört, wird dem Betreiber des Verteilernetzes gemäß den in Artikel 17 beschriebenen Modalitäten zur Verfügung gestellt.

Abschnitt 3 — Benutzung und Wartung der Niederspannungsanschlüsse

Art. 103 - Der Betreiber des Verteilernetzes ist für die Wartung, Qualität und Betriebssicherheit der sich zwischen seinem Netz und dem ersten Abschaltgerät, einschließlich des Letzteren, in Betrieb befindenden Anschlussausrüstungen verantwortlich. Die Kosten für die Wartung und Reparatur dieser Ausrüstungen und des ersten Abschaltgeräts gehen zu seinen Lasten. Die Erneuerung der oben erwähnten Ausrüstungen wegen Überalterung geht ebenfalls zu seinen Lasten, dies ausschließlich der vom Benutzer verursachten Schäden, der Leistungserhöhung oder einer Änderung der Anlagen des Letzteren. Was den innerhalb der Wohnung befindlichen Teil des Anschlusses betrifft, ist die Verantwortung des Betreibers des Verteilernetzes auf das Ersetzen des Kabels begrenzt, nachdem es vom Benutzer völlig zugänglich gemacht worden ist; dasselbe gilt für die unterirdischen Anschlüsse auf privatem Gelände.

Was die Appartementgebäude betrifft, ist die Verantwortung des Betreibers des Verteilernetzes auf das Ersetzen des Kabels vom Netz bis zum ersten Abschaltgerät begrenzt, wenn dieses Abschaltgerät in dem dem Betreiber des Verteilernetzes zur Verfügung gestellten Raum installiert ist, oder bis zu den ersten, in diesem Raum zugänglichen Klemmen in Ermangelung eines Abschaltgeräts.

Art. 104 - Die Außerbetriebsetzung eines Anschlusses kann nur durch den Betreiber des Verteilernetzes oder eine von ihm gebührend ermächtigte Person durchgeführt werden. Diese Außerbetriebsetzung kann lediglich dann erfolgen, nachdem der Benutzer des Verteilernetzes vorher innerhalb der in den Artikeln 134 bis 136 vorgesehenen Fristen davon in Kenntnis gesetzt wurde.

Art. 105 - Im Falle einer Änderung durch den Benutzer der Entnahme- oder Einspeisungseigenschaften oder im Falle von Änderungen, was die Bedingungen betrifft, die bei der Durchführung des Anschlusses angewandt und die nicht gemäß Artikel 86 vereinbart wurden, kann der Betreiber des Verteilernetzes unbeschadet der zur endgültigen Regularisierung der Lage erforderlichen Maßnahmen den Anschluss auf Kosten des Benutzers des Verteilernetzes oder des Eigentümers des betroffenen Immobilienguts ändern, um die allgemeine Sicherheit des Netzes zu erhalten.

Art. 106 - Der Anschluss kann nur mit der Genehmigung des Betreibers des Verteilernetzes in einen Schaltschrank eingebaut werden und muss in diesem Fall wirksam geschützt sein. Der Anschluss muss jederzeit kontrolliert werden können.

Art. 107 - Der Eigentümer des Immobilienguts sorgt dafür, dass die Dichtigkeit der betroffenen Mauern erhalten bleibt. Er sorgt ebenfalls dafür, dass das Anschlusskabel in seinem Eigentum zugänglich bleibt, und trifft alle notwendigen Maßnahmen, um jeglichem Unfall vorzubeugen. In diesem Rahmen lässt er auf seine Kosten die Äste abschneiden, die den Anschluss beschädigen könnten.

Art. 108 - Der Benutzer des Verteilernetzes kann den Sicherungsschalter des Anschlusses bedienen, außer wenn Versiegelungen oder jede andere Kontraindikation seitens des Betreibers des Verteilernetzes ihn daran hindern.
Abschnitt 4 – Konformität der Anlagen und des Anschlusses des Benutzers des Netzes

Art. 109 - Vor der Inbetriebsetzung eines Anschlusses oder infolge jeglicher wichtiger Abänderung seiner Anlage und/oder Leistungsverstärkung erbringt der Benutzer des Verteilernetzes dem Betreiber des Verteilernetzes den Nachweis, dass seine Anlagen den anwendbaren gesetzlichen oder vorschriftsmäßigen Verpflichtungen entsprechen. Dieser Nachweis wird durch einen Bericht einer im Sinne der Allgemeinen Ordnung für elektrische Anlagen zugelassenen Einrichtung oder einer befugten Behörde erbracht.

Art. 110 - Im Zweifelsfall kann der Betreiber des Verteilernetzes die Übereinstimmung des Anschlusses und der Anlagen des Benutzers des Verteilernetzes mit den Vorschriften der vorliegenden Regelung und mit dem Anschlussvertrag, sowie die eventuellen Schäden oder Belästigungen, die die Nichtübereinstimmung des Anschlusses oder der Anlage an den Anlagen des Betreibers des Verteilernetzes oder an den Anlagen eines anderen Benutzers des Verteilernetzes und/oder an der Qualität der von diesen abgegebenen Spannung verursachen könnte, überprüfen und beurteilen.

Art. 111 - § 1. Zur Überprüfung der Übereinstimmung des Anschlusses und der Anlagen eines Benutzers des Verteilernetzes mit den Vorschriften der vorliegenden Regelung und mit dem Anschlussvertrag kann der Betreiber des Verteilernetzes aus eigener Initiative oder auf Anfrage einer Drittperson Tests durchführen.

§ 2. Nach gemeinsamer Absprache vereinbaren der Betreiber des Verteilernetzes und der Benutzer des Verteilernetzes das Verfahren, den Zeitplan und die einzusetzenden Mittel im Hinblick auf die in § 1 erwähnten Tests.

§ 3. Innerhalb des Monats, der auf die von dem oder für den Betreiber des Verteilernetzes durchgeführten Tests folgt, übermittelt dieser dem Benutzer des Verteilernetzes, sowie den eventuellen betroffenen Drittpersonen einen Bericht, nachdem er unter Umständen vertrauliche Daten ausgeklammert hat.

§ 4. Wenn sich aus der Prüfung und/oder den Tests herausstellt, dass eine Anlage nicht mit den Anforderungen der vorliegenden Regelung oder des Anschlussvertrags übereinstimmt, mahnt der Betreiber des Verteilernetzes den Benutzer des Verteilernetzes zur Durchführung der erforderlichen Änderungen innerhalb einer vernünftigen Frist.

§ 5. Wenn der Benutzer des Verteilernetzes die in § 4 festgelegten Anpassungen nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist durchgeführt hat, kann der Betreiber des Verteilernetzes nach einer letzten Mahnung mit einer Abschrift an die CWaPE die Versorgung nach Ablauf der in dieser letzten Mahnung festgelegten Frist einstellen.

Art. 112 - Der Eigentümer der Anlage oder der Benutzer des betroffenen Netzes übernimmt die Kosten der Prüfung und/oder der Tests, durch die sich die Nichtübereinstimmung des Anschlusses herausgestellt hat, sowie die Kosten der neuen Tests, die nach den an der Anlage vorgenommenen Änderungen durchgeführt werden. Falls keine Nichtübereinstimmung festgestellt wurde, gehen die Tests zu Lasten derjenigen Partei, die sie beantragt hat.

Art. 113 - Unter Vorbehalt einer anderslautenden Vereinbarung zwischen den betroffenen Parteien ist der Betreiber des Verteilernetzes berechtigt, den Anschluss außer Betrieb zu setzen, wenn die Anpassungen zehn Tage nach der Mahnung noch immer nicht durchgeführt wurden.

Art. 114 - Der Betreiber des Verteilernetzes kann verlangen, dass der Benutzer des Verteilernetzes Maßnahmen trifft, für deren Kosten er aufkommt, um zu verhindern, dass durch den Betrieb der Anlagen des Benutzers des Verteilernetzes das in Artikel 49 festgesetzte zulässige Niveau der Störungen überschritten wird.

Art. 115 - § 1. Ein Benutzer des Verteilernetzes, der Tests am Anschluss oder an seinen Anlagen, die eine nicht unbedeutende Auswirkung auf das Verteilernetz, auf den(die) Anschluss(ë) oder auf die Anlagen eines anderen Benutzers des Verteilernetzes haben, selbst durchführen oder durchführen lassen möchte, muss zu diesem Zweck vorher eine schriftliche Genehmigung vom Betreiber des Verteilernetzes erhalten. Jeder Antrag muss begründet werden und die Anlage(n), auf die sich die Tests beziehen, die Art und die technischen Daten der Tests, das Verfahren (insbesondere den Verantwortlichen der Tests) und den Zeitplan angeben.

§ 2. Auf der Grundlage der in diesem Antrag enthaltenen Daten bewertet der Betreiber des Verteilernetzes die Zweckmäßigkeit dieses Antrags und spricht sich unter Umständen mit dem Antragsteller ab, um die beantragten Tests zu planen. Er benachrichtigt die Parteien, die seiner Ansicht nach von den beantragten Tests betroffen sind.

Art. 116 - Eine Anschlussanlage und/oder eine Anlage eines Benutzers des Verteilernetzes, die vor dem Inkrafttreten der vorliegenden Regelung bereits vorhanden war und die nicht mit den Vorschriften der vorliegenden Regelung übereinstimmt, kann in dem Zustand, in dem sie sich befindet, benutzt werden:

- während 5 Jahren, wenn die Nichtübereinstimmung unter normalen Betriebsbedingungen nicht dem Verteilernetz, dem Betreiber des Verteilernetzes, einem anderen Benutzer des Verteilernetzes oder jeglicher anderen Person zu schaden droht;

- während 15 Jahren, wenn die Nichtübereinstimmung in keinem Fall, was auch immer die Benutzungsbedingungen sind, dem Verteilernetz, dem Betreiber des Verteilernetzes, einem anderen Benutzer des Verteilernetzes oder jeglicher anderen Person schaden kann.

Art. 117 - Eine Anschlussanlage und/oder eine Anlage eines Benutzers des Verteilernetzes, die vor dem Inkrafttreten der vorliegenden Regelung bereits vorhanden war und die dem Verteilernetz, dem Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes, einem anderen Benutzer des lokalen Übertragungsnetzes oder jeglicher anderen Person schadet oder schaden könnte, muss sobald wie möglich von der verantwortliche Person in Übereinstimmung gebracht werden, unter Umständen nach Ermahnung des Betreibers des lokalen Übertragungsnetzes.

Art. 118 - § 1. Es gebührt jedem Benutzer des Verteilernetzes, der zum Zeitpunkt des Inkrafttretens der vorliegenden Regelung keinen Anschlussvertrag gemäß der vorliegenden Regelung abgeschlossen hat, alle erforderlichen Vorkehrungen zu treffen:

1° um sich zu vergewissern, dass seine Anlagen mit der vorliegenden Regelung übereinstimmen;

2° um sich zu vergewissern, dass seine Anlagen dem Verteilernetz, dem Betreiber des Verteilernetzes oder einem anderen Benutzer des Verteilernetzes oder jeglicher anderen Person nicht schaden oder schaden könnten;

3° um sich mit dem Netzbetreiber in Verbindung zu setzen, um jede nützliche Information einzuholen und eine Verhandlung aufzunehmen, um Anschlussverträge gemäß dem vorliegenden Titel auszuarbeiten;

4° um eine Bestandsaufnahme seiner in den Punkten 1° und 2° erwähnten Anlagen aufzustellen, und Maßnahmen, die im Hinblick auf die Behebung von deren eventuellen Nichtübereinstimmung geplant werden mit unverbindlichen Fristen für die Durchführung festzulegen.

§ 2. Wenn der Betreiber des Verteilernetzes die in § 1 erwähnten Bestandsaufnahme und Maßnahmen nicht innerhalb einer vernünftigen Frist erhalten hat, setzt er sich aus eigener Initiative mit dem betroffenen Benutzer des Verteilernetzes in Verbindung und fordert ihn auf, diese Elemente schnellstmöglich zu übermitteln.

§ 3. Vor der Erstellung eines Anschlussvertrags für die bestehenden Anschlüsse, bleiben die vorher zwischen den von diesem Anschluss betroffenen Parteien festgelegten Vereinbarungen anwendbar, unter der Voraussetzung, dass diese nicht im Gegensatz zu der vorliegenden Regelung stehen.

§ 4. Erforderlichenfalls schlägt die CWaPE der Wallonischen Regierung eine Planung zur Inordnungbringung der Anschlussverträge vor.

Abschnitt 5 — Beseitigung eines Anschlusses

Art. 119 - Jeglicher Anschluss kann auf schriftlichen Antrag per Einschreiben des Eigentümers des Immobilienguts und nach Überprüfung durch den Betreiber des Verteilernetzes, dass kein weiterer Benutzer des Verteilernetzes noch Gebrauch von ihm macht, beseitigt werden.

Art. 120 - Die Kosten für die Beseitigung eines Anschlusses, sowie die Kosten der Rückversetzung der Räumlichkeiten, der Zugangswege und der Gelände in ihren ursprünglichen Zustand gehen zu Lasten des Eigentümers der betreffenden Anlagen.

Art. 121 - Der Betreiber des Verteilernetzes kann vorbehaltlich einer vorherigen Mitteilung an den Eigentümer des betroffenen Immobilienguts jeglichen Anschluss, der seit mehr als einem Jahr nicht mehr benutzt wurde, beseitigen oder abstellen, außer wenn der Benutzer des Verteilernetzes erklärt, dass er diesen Anschluss zur Durchführung von Projekten in Vorbereitung erhalten will oder wenn er diesen Anschluss in Hochspannung als Notversorgung erhalten will. In den letzten Fällen beteiligt er sich an den Wartungskosten gemäß den Modalitäten, die mit dem Betreiber des Verteilernetzes zu vereinbaren sind.

TITEL IV — Zugangsordnung

KAPITEL I — Wahl eines Versorgers und des Ausgleichsverantwortlichen

Art. 122 - § 1. Bevor ein Zugangsantrag bei dem Betreiber des Verteilernetzes gemäß den Modalitäten von Kapitel II des vorliegenden Titels eingereicht werden kann, muss pro Zugangsstelle ein Stromliefervertrag von einer Dauer von mindestens drei Monaten zwischen dem Endverbraucher, einem Versorger, der Inhaber einer gültigen Versorgungslizenz ist (außer wenn der Versorger der Betreiber des Verteilernetzes ist) und ggf. einem Ausgleichsverantwortlichen erstellt werden. Wenn der Versorger, wie es im Allgemeinen der Fall ist, über seinen eigenen Ausgleichsverantwortlichen verfügt oder sein eigener Ausgleichsverantwortlicher ist, unterzeichnet der Endverbraucher den Vertrag nur mit dem von ihm ausgewählten Versorger. Der Betreiber des Verteilernetzes wird davon bei der Einreichung des Antrags auf Zugang in Kenntnis gesetzt. Die Mindestdauer von drei Monaten ist auf die zeitweiligen Anschlüsse nicht anwendbar.

§ 2. In Abweichung des § 1 kann der Endverbraucher der Hochspannung für eine Zugangsstelle einen Ausgleichsverantwortlichen und mehrere Versorger, die Inhaber einer gültigen Versorgungslizenz sind, haben. Dazu muss er einen Vertrag mit einem der Versorger abschließen, damit er die gesamten durch die vorliegende technische Regelung auferlegten Verpflichtungen erfüllt. Dieser Versorger wird nachstehend «der Hauptversorger» genannt. Die Verantwortung des Betreibers des Verteilernetzes ist auf die globale Messung begrenzt, da der Hauptversorger selbst die Verbrauchsmengen unter die Versorger der Zugangsstelle aufteilt. Diese Bestimmung ist nur anwendbar, wenn das Lastprofil gemessen wird (s. Titel V).

§ 3. Der Betreiber des Verteilernetzes führt ein Zugangsregister, in dem für jede mit einem einzigen EAN-GSRN-Code gekennzeichnete Zugangsstelle insbesondere folgende Elemente angegeben werden:

- der Name des Benutzers des Verteilernetzes, der Inhaber des Anschlusses ist (sofort nach der nächsten Fassung des MIG);
- die als Versorger und Ausgleichsverantwortlicher benannten Parteien;
- die Art des Endverbrauchers (wohnhafte residierender, nicht wohnhaft residierender oder nicht residierende);
- ggf. die NACE-Kennzahl und/oder Unternehmensnummer (sofort nach der nächsten Fassung des MIG);
- für die Zugangsstellen ohne Registrierung des Verbrauchsprofils die Profilkategorie und der jährliche Standardverbrauch oder monatliche Standardverbrauch oder der pauschal bestimmte Verbrauch;
- für die Zugangsstellen mit Jahresabrechnung: der Monat der Ablesung;
- die Tarifgruppe;
- die Anschlussleistung und das Spannungsniveau;
- ggf. die bestellte Leistung.

Die Elemente 2, 3, 4 und 5 dieses Paragraphen werden mit Hilfe der vom Versorger erteilten Informationen aktualisiert.

Dieses Zugangsregister wird dem Betreiber des Verteilernetzes als Grundlage brauchbar für die Durchführung seiner Aufgaben.

Wenn der Betreiber des Verteilernetzes Änderungen auf strukturelle Weise an den Zugangspunkten vornimmt, die einen Einfluss auf die im Zugangsregister verwalteten Felder haben, muss der Betreiber des Verteilernetzes gemäß dem ersten Absatz dieses Artikels (zum Beispiel Abänderungen während der Monate der Zählerablesungen, die Tarifcodes,...) den Versorger mindestens einen Monat im Voraus informieren. Der Betreiber des Verteilernetzes teilt jedem Benutzer, der dies schriftlich beantragt, innerhalb einer Frist von höchstens zehn Tagen seine EAN-Nummer mit. In seinem Antrag gibt der Benutzer die Nummer seines Zählers an.

Für jeden Anschluss gibt es nur einen einzigen EAN-Code, außer bei der in Artikel 123, § 3 vorgesehenen Ausnahme. Mit dem Einverständnis des Betreibers des Verteilernetzes können aber mehrere NS-Anschlüsse (im wesentlichen für die Pauschalverbrauchsmengen), die demselben Benutzer gehören und bei demselben Betreiber des Verteilernetzes gelegen sind, unter eine einzige EAN-Nummer geführt werden (zum Beispiel für die Straßenbeleuchtung).

Bei einer EAN-Aufteilung wird eine spätere Zusammenlegung nicht mehr möglich.

§ 4. Jeden Monat führt der Betreiber des Verteilernetzes eine Momentaufnahme («snapshot») des Zugangsregisters aus, durch welches die in diesem Register enthaltenen Daten für die erste Viertelstunde des ersten Tags des Monats festgehalten werden. Zu diesem Zweck werden pro Zugangsstelle wenigstens folgende Daten festgehalten:

- die EAN-GSRN-Nummer der Zugangsstelle;
- der Name des Endverbrauchers, der mit der Zugangsstelle verbunden ist;
- die EAN-GLN-Nummer des Netzbetreibers, ggf. mit dem Namen des Netzbetreibers;
- die EAN-GLN-Nummer des Versorgers, ggf. mit dem Namen des Versorgers;
- die EAN-GLN-Nummer des Ausgleichsverantwortlichen, ggf. mit dem Namen des Ausgleichsverantwortlichen;
- das Datum des Anfangs der Lieferung an der Zugangsstelle;
- das Datum des Endes der Lieferung an der Zugangsstelle bei der nächsten Fassung des MIG;
- die Häufigkeit der Zählerablesung: jährlich, monatlich oder auf einer viertelstündigen Basis;
- die Tarifgruppe;
- zusätzlich dazu für die Zugangsstellen ohne Registrierung des Verbrauchsprofils: der jährliche Standardverbrauch oder der monatliche Standardverbrauch oder der pauschal bestimmte Verbrauch und die Verbrauchskategorie, und dies für jedes Zählregister;
- zusätzlich dazu für die Zugangsstellen mit jährlicher Ablesung: der Monat der Zählerablesung.

Diese Liste kann im Einvernehmen zwischen allen Partnern angepasst werden; die CWaPE wird davon informiert. Der Betreiber des Verteilernetzes stellt dem Versorger die im vorigen Absatz erwähnte Aktualisierung des ersten Tags des Monats spätestens am vierten Tag des Monats für die ihm zugeteilten Zugangsstellen automatisch und kostenlos zur Verfügung.

§ 5. Mindestens einmal pro Semester stellt der Betreiber des Versorgungsnetzes den Versorgern eine Liste in elektronischer Form kostenlos zur Verfügung, die die neuesten, für die Suche nach den EAN-GSRN-Kennzahlen der Zugangsstellen auf deren Netzen notwendigen Daten enthält, d.h.: Folgende Felder müssen in folgender Ordnung stehen:

- EAN-Code;
- Straßename;
- Hausnummer;
- Postfach;
- Postleitzahl;
- Gemeinde;
- Nummer des (oder der) Zähler(s).

Art. 123 - § 1. Wenn für eine Hochleistung eine Last völlig oder teilweise durch eine lokale Erzeugung versorgt wird, können in Abweichung des Artikels 122 zwei Ausgleichsverantwortliche bezeichnet werden, wobei der eine mit der Entnahme und der andere mit der Einspeisung beauftragt ist.

§ 2. Wenn der Benutzer des Verteilernetzes zwei Ausgleichsverantwortliche bezeichnet, vermerkt er in den Zugangsverträgen, dass:

- entweder getrennte Zählsysteme eingerichtet werden, um die erzeugte und die entnommene Energie getrennt zu zählen. Jeder Ausgleichsverantwortliche ist für die Zählung verantwortlich, die ihn betrifft;
- oder ein einziges Zählsystem vorgesehen ist, das die algebraische Summe dieser beiden Energien durchführt und in wie in Artikel 156 bestimmten elementaren Zeitabschnitten angibt, ob die sich daraus ergebende Energie global in das Netz eingespeist oder ihm entnommen wird.

In diesem Fall sind die Ausgleichsverantwortlichen jeder nur dann verantwortlich, wenn der Energiestrom in der Richtung erfolgt, für die sie bezeichnet wurden.

§ 3. Zur Anwendung dieses Artikels sowie des Artikels 153, § 4 kann der Betreiber des Verteilernetzes, wenn nötig, eine zusätzliche EAN-Nummer für den betroffenen Zugang schaffen.

§ 4. Sofern der Benutzer des Netzes und der Ausgleichsverantwortliche die Bestimmungen des vorliegenden Artikels nicht beachten, setzt der Betreiber des Verteilernetzes ungeachtet seiner Rechtsmittel entgegen dem betroffenen Benutzer des Verteilernetzes und dem Ausgleichsverantwortlichen die erforderlichen Maßnahmen zur Gewährleistung der Sicherheit, der Zuverlässigkeit und der Wirksamkeit des Verteilernetzes ein.

§ 5. Wenn nicht innerhalb einer vernünftigen Frist nach dem Inkrafttreten der vorliegenden Regelung ein mit der Einspeisung und/oder dem damit verbundenen Vertrag beauftragter Ausgleichsverantwortlicher bezeichnet wird, führt dies im Falle einer Gefahr für die Sicherheit, Zuverlässigkeit und Wirksamkeit des Netzes und nach einer Mahnung mit Angabe einer vernünftigen Frist zur Aussetzung des Zugangs zum Netz der betroffenen lokalen Erzeugungseinheit.

Art. 124 - § 1. Jeder Wechsel des Versorgers und/oder des Benutzers und/oder des Ausgleichsverantwortlichen muss dem Betreiber des Verteilernetzes von dem neuen Versorger innerhalb der im anwendbaren MIG erwähnten Frist mitgeteilt werden; der Betreiber des Verteilernetzes informiert den früheren Versorger darüber. Diese Frist darf einen Monat nicht überschreiten.

Wenn ein Versorger, dessen Vertrag abläuft, keine Absicht hat, seine Versorgung am Ende des Vertrags zu verlängern, und wenn der Betreiber des Verteilernetzes ihm keinen späteren Wechsel des Versorgers mitgeteilt hat, muss er dies dem Betreiber des Verteilernetzes wenigstens einen Monat vor dem Ablauf mitteilen, sonst kann der Betreiber des Verteilernetzes betrachten, dass er die Eigenschaft als Versorger der betroffenen Zugangsstelle behalten hat. Dies gilt ebenfalls für einen Ausgleichsverantwortlichen am Ende seines Vertrags. Der Betreiber des Verteilernetzes fordert dann den Benutzer des Netzes auf, einen anderen Versorger spätestens fünf Tage vor dem Ablaufdatum zu finden, und teilt ihm mit, dass jede Energieentnahme nach diesem Datum als unzulässig betrachtet würde. Handelt es sich um einen Nichthaushaltskunde, teilt er ihm die in Artikel 137, § 1 vorgesehene Aussetzung des Zugangs mit.

§ 2. In Abweichung von § 1 wird die Zustellung bei Leistungen ≥ 30 kV von dem neuen Versorger oder dem Zugangsinhaber vorgenommen, dies wenigstens zehn Werktage im Voraus. Der frühere Versorger reagiert fünf Tage vor dem Ablauf, falls er keine Zustellung erhalten hat. Diese Fristen können im Einvernehmen zwischen allen Partnern verkürzt werden; die CWaPE wird davon informiert.

§ 3. Um einem Benutzer des Verteilernetzes, dessen Versorger plötzlich ausfällt, die Kontinuität der Versorgung zu gewährleisten, trifft der Betreiber des Verteilernetzes vorzeitig die notwendigen Maßnahmen, um ihn durch einen Ersatzversorger sofort ersetzen zu können. Letzterer ist der Versorger, der bei der Liberalisierung der betroffenen Kunden der bezeichnete Versorger war, außer wenn der Betreiber des Verteilernetzes eine Vereinbarung mit einem anderen Versorger in Bezug auf diese Funktion unter Einhaltung der Gesetzgebung über die öffentlichen Aufträge abgeschlossen hat. Der Betreiber des Verteilernetzes teilt der CWaPE den Namen seines Ersatzversorgers mit. Diese Bezeichnung wird durch den Minister nach Gutachten der CWaPE amtlich anerkannt.

Im Falle eines Ersatzes benachrichtigt der Betreiber des Verteilernetzes den Benutzer innerhalb von zehn Tagen und erinnert ihn daran, dass er einen anderen Versorger bei Einhaltung einer Kündigungsfrist von einem Monat wählen kann. Der Betreiber des Verteilernetzes teilt den Benutzern seines Netzes die Klauseln des vorliegenden Paragraphen mit.

§ 4. Jeder Beteiligte, der im Rahmen der in vorliegendem Artikel bestimmten Änderungen einen Fehler begehen würde, trägt dafür Sorge, dass dieser schnellstens wieder gutgemacht wird, ohne dass eine Partei benachteiligt wird.

KAPITEL II — Modalitäten zur Erstellung der Zugangsverträge

Abschnitt 1 — Allgemeines

Art. 125 - Der Zugang zum Verteilernetz setzt den vorherigen Abschluss und die vorschriftsmäßige Erfüllung eines Zugangsvertrags zwischen dem Betreiber des Verteilernetzes und dem Versorger des Benutzers des Verteilernetzes voraus, wobei die unterzeichnende Partei «der Zugangsinhaber» genannt wird. Jedem Zugangsvertrag muss ein Zugangsantrag vorhergehen, der von dem Betreiber des Verteilernetzes zu genehmigen ist. Der Versorger reicht den Zugangsantrag ein.

Abschnitt 2 — Zugangsantrag bei dem Betreiber des Verteilernetzes

Art. 126 - Jeder Zugangsantrag wird gemäß dem von dem Betreiber des Verteilernetzes erstellten Verfahren eingereicht und der CWaPE nach den Modalitäten von Artikel 14 mitgeteilt.

Dieses Verfahren legt die Bedingungen fest, die diese Zugangsanträge erfüllen müssen, um von dem Betreiber des Verteilernetzes für zulässig erklärt zu werden.

Art. 127 - Der Zugangsantrag besteht aus einem Formular für den Zugang, das u.a. folgende Elemente enthält:

1° die Identität des Antragstellers (Name, Anschrift, Erkennungsnummern,...) und den Namen der Kontaktpersonen;

2° das Datum, ab dem der Zugang zum Verteilernetz beantragt wird;

3° den Nachweis des Vorhandenseins eines Vertragsverhältnisses zwischen dem Benutzer des Verteilernetzes und dessen Versorger, sowie gegebenenfalls zwischen Versorger und seinem Ausgleichsverantwortlichen, wie dies in den Artikeln 122 und 123 vorgesehen ist.

Dieses Formular kann ein Bildschirmformular sein.

Art. 128 - Innerhalb von fünf Werktagen ab der Einreichung eines Zugangsantrags überprüft der Betreiber des Verteilernetzes, ob der Antrag vollständig ist. Wenn er unvollständig ist, teilt der Betreiber des Verteilernetzes dem Antragsteller des Zugangs mit, welche Informationen oder Unterlagen fehlen und gewährt ihm eine Frist, um seinen Antrag zu vervollständigen.

Abschnitt 3 — Zugangsvertrag mit dem Betreiber des Verteilernetzes

Art. 129 - Jeder Versorger kann mit dem Betreiber des Verteilernetzes einen Zugangsvertrag abschließen, unter der Bedingung, dass sein Zugangsantrag für zulässig erachtet wird.

Zu diesem Zweck überprüft der Betreiber des Verteilernetzes, ob folgende Bedingungen erfüllt wurden:

- der Versorger verfügt über eine gültige Versorgungslizenz;

- der Zugangsantrag ist vollständig;

- die bestellten Leistungen überschreiten nicht die Anschlussleistung des betroffenen Anschlusses, außer im Falle einer späteren Festlegung der bestellten Leistung;

- der Ausgleichsverantwortliche wird in dem Register der Zugangsverantwortlichen angegeben (die Überprüfung wird im Falle der Anwendung des Artikels 123 für beide Ausgleichsverantwortlichen durchgeführt).

Art. 130 - § 1. Der Zugangsvertrag beinhaltet mindestens folgende Elemente:

1° die Identität der betroffenen Parteien (Name, Anschrift, Erkennungsnummern,...), einschließlich des Versorgers und des Ausgleichsverantwortlichen;

2° die Angabe der Kontaktpersonen;

3° die Bestimmungen bezüglich der Vertraulichkeit;

4° die Rechte und Pflichten jeder der Parteien;

5° das Datum des Inkrafttretens des Zugangsvertrags und die Dauer dieses Vertrags;

6° die eventuellen Sonderbestimmungen in Bezug auf die Entnahme oder Einspeisung von Blindleistung;

7° gegebenenfalls die Sonderbestimmungen im Notfall;

8° die Zahlungsmodalitäten und eventuell die finanziellen Garantien und Schadenersatzzahlungen bei Störfällen.

§ 2. Ein Muster des Zugangsvertrags ist auf der Webseite der CWaPE und auf den Webseiten der Betreiber der Verteilernetze verfügbar.

Abschnitt 4 — Von dem Zugangsinhaber zu bietende Garantien

Art. 131 - Der Zugangsinhaber garantiert dem Betreiber des Verteilernetzes, dass während der Dauer des Zugangsvertrags die Entnahmen und Einspeisungen gemäß Artikel 123 durch einen Versorgungsvertrag gedeckt werden.

Art. 132 - Der Zugangsinhaber verpflichtet sich, unverzüglich den Betreiber des Verteilernetzes im Falle einer Änderung eines der in den Artikeln 126 bis 130 angeführten Elemente in Kenntnis zu setzen.

KAPITEL III — Zugang zum Verteilernetz

Abschnitt 1 — Allgemeines

Art. 133 - § 1. Der Betreiber des Verteilernetzes garantiert einen nicht diskriminierenden und uneingeschränkt transparenten Zugang zu seinem Netz. Er kann den Zugang nur in folgenden Fällen verweigern:

1° wenn die Sicherheit des Netzes bedroht ist;

2° wenn er nicht über die notwendige technische Kapazität verfügt, um die Übertragung des Stroms auf sein Netz zu gewährleisten. In diesem Fall schlägt er schnellstmöglich Lösungen vor und überprüft erneut seinen Anpassungsplan, um die angemessenen Nachfragen nach Stromübertragung zu befriedigen und unter wirtschaftlich annehmbaren Bedingungen ein sicheres, zuverlässiges und leistungsfähiges Stromverteilernetz zu entwickeln. Für die Erstellung dieses Anpassungsplans berücksichtigt der Betreiber des Verteilernetzes die von der Regierung in Sachen Energiepolitik festgelegten Prioritäten;

3° wenn der Antragsteller den Vorschriften der vorliegenden Regelung und/oder der anwendbaren Gesetzgebung nicht genügt.

Bei einer Verweigerung setzt der Betreiber des Verteilernetzes den Antragsteller und die CWaPE unmittelbar davon in Kenntnis, wobei er seinen Beschluss ausdrücklich begründet. Wenn er mit diesem Beschluss nicht einverstanden ist, kann der Antragsteller sich an die CWaPE wenden.

§ 2. Sobald der Zugangsvertrag unterzeichnet ist, hat der Benutzer des Verteilernetzes Zugang zu diesem Netz zu der für den Anschluss bestellten Leistung. Auf dessen Antrag setzt der Betreiber des Verteilernetzes die Zugangsstelle in/außer Betrieb normalerweise innerhalb von zwei Werktagen, wobei die Kosten zu Lasten des Benutzers gehen. Tritt ein Problem auf, setzt er den Benutzer davon in Kenntnis und führt diese Schritte spätestens am dritten Werktag aus.

§ 3. Der Benutzer des Verteilernetzes ist verpflichtet, die Kosten für die Benutzung der Netze gemäß den von der Elektrizitäts- und Gasregulierungskommission genehmigten Tarifen zu zahlen.

§ 4. In seinen Verträgen/Regelungen sieht der Betreiber des Verteilernetzes die Modalitäten zur Entschädigung der Schäden infolge mangelnder Information des Benutzers des Verteilernetzes gemäß den Paragraphen 1 und 2 des Artikels 135, sowie die Modalitäten zur Entschädigung der Schäden und anderen im Rahmen Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt vorgesehenen Strafen vor.

Abschnitt 2 — Geplante Unterbrechungen des Zugangs

Art. 134 - § 1. Der Betreiber des Verteilernetzes ist nach Absprache mit dem betroffenen Benutzer des Verteilernetzes berechtigt, den Hochspannungszugang zu unterbrechen, wenn für die Sicherheit, Zuverlässigkeit und/oder Wirksamkeit des Verteilernetzes oder des Anschlusses Arbeiten am Verteilernetz oder am Anschluss erforderlich sind.

§ 2. Der Betreiber des Verteilernetzes ist berechtigt, den Niederspannungszugang zu unterbrechen, wenn für die Sicherheit, Zuverlässigkeit und/oder Wirksamkeit des Verteilernetzes oder des Anschlusses Arbeiten am Verteilernetz oder am Anschluss erforderlich sind.

Art. 135 - § 1. Außer wenn der Betreiber des Verteilernetzes einen Notzustand nachweisen kann, setzt er den Benutzer des Hochspannungsverteilernetzes, sowie dessen Ausgleichsverantwortlichen für die Anschlussleistungen über 630 kVA mindestens zehn Werktage im Voraus von dem Beginn und der wahrscheinlichen Dauer einer Unterbrechung in Kenntnis. Diese Frist wird auf fünf Werktage herabgesetzt, wenn es sich um die Regularisierung einer vorläufigen Reparatur handelt. Gegebenenfalls setzt der Ausgleichsverantwortliche den Versorger davon in Kenntnis.

§ 2. Außer wenn der Betreiber des Verteilernetzes einen Notzustand nachweisen kann, setzt er den Benutzer des Niederspannungsverteilernetzes mindestens zwei Werktage im Voraus von dem Beginn und der wahrscheinlichen Dauer einer Unterbrechung mit Ausnahme der Abschaltungen von weniger als einer Viertelstunde in Kenntnis.

§ 3. Zusätzlich zu den in den §§ 1 und 2 vorgesehenen Informationen veröffentlicht der Betreiber des Verteilernetzes nachträglich auf seiner Internet-Webseite das gebührend auf dem neuesten Stand gehaltene Programm der geplanten Unterbrechungen, sowie die vorgesehene Dauer und die Gründe, dies innerhalb einer Frist von weniger als fünf Tagen.

Abschnitt 3 — Ungeplante Unterbrechungen des Anschlusses

Art. 136 - § 1. Bei ungeplanten Unterbrechungen des Hochspannungszugangs hält sich der Betreiber des Verteilernetzes dem Benutzer des Verteilernetzes oder seinem bevollmächtigten Versorger und dem Ausgleichsverantwortlichen zur Verfügung, um sie von der Art und der Dauer der Panne in Kenntnis zu setzen. Zu diesem Zweck hat er ihnen bereits eine Rufnummer gegeben, deren Verfügbarkeit und Informationsfähigkeit innerhalb der kürzesten Zeit er gewährleisten kann.

§ 2. Bei ungeplanten Unterbrechungen des Zugangs gibt der Betreiber des Verteilernetzes auf Anfrage des Benutzers des Verteilernetzes oder dessen Versorgers innerhalb von zehn Werktagen eine schriftliche Erklärung über deren Ursprung sowie eine Zusammenfassung des Ablaufs des Vorfalls ab.

§ 3. Der Betreiber des Verteilernetzes veröffentlicht auf seiner Internet-Webseite die Liste, die annähernde Dauer und die kurz erläuterten Ursachen für die ungeplanten Unterbrechungen für die Hochspannung, die mit dem Netz verbunden sind. Für die Niederspannung beschränkt er sich auf die ungeplanten Unterbrechungen von mehr als einer Viertelstunde. Diese binnen einer Frist von weniger als fünf Tagen gebührend auf dem neuesten Stand gehaltenen Informationen werden mindestens ein Jahr auf der Webseite bewahrt. Der Betreiber des Verteilernetzes setzt die CWaPE jedes Trimester von den nicht mit dem Netz verbundenen Ursachen, die auf seiner Webseite nicht veröffentlicht würden, in Kenntnis.

Abschnitt 4 — Aussetzung des Zugangs

Art. 137 - § 1. Der Betreiber des Verteilernetzes behält sich das Recht vor, den Zugang zu seinem Verteilernetz während des strengsten für die Regularisierung der nachstehenden Situationen benötigten Zeitraums völlig oder teilweise auszusetzen:

- 1° in einem Notzustand;
- 2° im Falle eines Betrugs wie in dem Erlass vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes angegeben;
- 3° wenn er den Nachweis erbringt, dass die schwerwiegende Gefahr besteht, dass die optimale Betriebsfähigkeit des Netzes und/oder die Sicherheit der Personen oder der Güter gefährdet sind;
- 4° wenn die Anschlussleistung merklich und wiederholt überschritten wird;
- 5° im Falle eines Endverbrauchers, der kein Haushaltskunde ist, und nach Zustellung einer Mahnung, in der eine vernünftige Anpassungsfrist festgelegt wird, wenn dieser Endverbraucher oder dessen Versorger seine finanziellen Verpflichtungen nicht einhält oder wenn auf einmal kein bezeichneter Versorger oder Ausgleichsverantwortlicher vorhanden ist;
- 6° im Falle eines Endverbrauchers, der ein Haushaltskunde ist, gemäß den im Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt und seinen aufeinanderfolgenden Abänderungen.
- 7° bei einem Umzug, wenn die Bestimmungen des Erlasses der Regierung vom 30. März 2006 nicht angewandt worden sind, was zu der Eröffnung eines durch den Ministerialerlass vom 3. März 2008 eingeführten Regularisierungsverfahrens führt und wenn dieses Verfahren zu keinem Ergebnis geführt hat;

8° wenn eine der in Artikel 133 erwähnten Bedingungen auftritt;

9° wenn der Benutzer des Verteilernetzes seine Zählanlage freiwillig außer Betrieb hält.

§ 2. Der Betreiber des Verteilernetzes bestätigt dem betroffenen Benutzer des Verteilernetzes und der CWAPE schnellstmöglich seinen Beschluss. Die CWAPE kann die praktischen Modalitäten für ihre Information bestimmen.

Art. 138 - Die von dem Benutzer des Verteilernetzes tatsächlich entnommene oder eingespeiste Leistung darf auf keinen Fall die in dem Anschlussvertrag angegebene Anschlussleistung überschreiten. Falls die Scheinleistung nicht gemessen wurde, wird ein Leistungsfaktor (cos phi) von 0,9 berücksichtigt.

Abschnitt 5 — Zugang zu anderen Netzen

Art. 139 - Der Betreiber des Verteilernetzes ist entgegen dem Zugangsinhaber, der mit ihm einen Zugangsvertrag abgeschlossen hat, für den Zugang zu den mit seinem Netz verbundenen Netzen verantwortlich.

Die Verbindungen unter den Netzen dürfen nicht unterbrochen werden, außer in Anwendung der Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen.

KAPITEL IV — Spezifische Vorschriften für den Zugang zum Hochspannungsverteileretz

Abschnitt 1 — Fahrpläne

Art. 140 - § 1. Wenn der Betreiber des Verteilernetzes es für erforderlich erachtet (je nach dem entnommenen und/oder eingespeisten Leistungsniveau und/oder aufgrund anderer sachlicher und nicht diskriminatorischer Kriterien), kann er an bestimmten Zugangsstellen von dem Zugangsinhaber täglich einen Fahrplan verlangen, bevor er den Zugang zum Verteilernetz gewährt. In diesem Fall sind die Bestimmungen des Kapitels XI des Titels IV der «technischen Regelung zur Übertragung» anwendbar.

Der tägliche Fahrplan für den Tag «D» wird spätestens am Tag «D-1» hinterlegt, und zwar zu einem Zeitpunkt, der nach einem in jedem Zugangsvertrag angegebenen Verfahren und durchsichtigen, nicht diskriminatorischen Zulässigkeitsbedingungen festgelegt wird. Der Betreiber des Verteilernetzes kann ebenfalls von den Zugangsinhabern jährliche Prognosen verlangen.

§ 2. Der Zugangsinhaber setzt den Betreiber des Verteilernetzes unverzüglich davon in Kenntnis, sobald er vorhersieht, dass sich das tatsächliche Entnahme- oder Einspeisungsprofil merklich von dem Fahrplan oder den vorherwähnten Erwartungen abweicht.

Abschnitt 2 — Blindenergieentnahme

Art. 141 - Der Betreiber des Verteilernetzes gewährt dem Zugangsinhaber in Zeitintervallen ein Recht zur Entnahme einer Menge Blindenergie pro Entnahmepunkt, auf die sich der Vertrag bezieht.

Art. 142 - Die Mengen bezüglich des induktiven und kapazitiven Betriebs werden getrennt gemessen und nicht gegenseitig kompensiert.

Art. 143 - § 1. Der Zugangsinhaber verfügt in Zeitintervallen über das Recht zur Entnahme einer Pauschalmenge von induktiver und kapazitiver Blindenergie.

§ 2. Unter Vorbehalt der Bestimmungen des § 3 entspricht diese Pauschalmenge von Blindenergie in Zeitintervallen 32,9% der Wirkenergie, die während dieses Zeitintervalls an dem Entnahmepunkt für eine Entnahme an einer Spannung von = 30 kV oder über einen Direktanschluss an einer Umspannstation, die das Hochspannungsnetz versorgt, entnommen wird, und 48,4% der während dieses Zeitintervalls an dem Entnahmepunkt entnommenen Wirkenergie in allen anderen Fällen.

§ 3. Dieses Recht auf die Entnahme von Blindenergie in Zeitintervallen darf nicht unter 3,29% bzw. 4,84% der jeweiligen Menge Wirkenergie liegen, die der Dauer des Zeitabstands multipliziert mit der an dem Entnahmepunkt von dem Zugangsinhaber entnommenen bestellten Leistung entspricht.

§ 4. Die positive Differenz zwischen der tatsächlich entnommenen induktiven Menge und der gemäß dem vorliegenden Abschnitt zugeteilten Pauschalmenge geht zu Lasten des Zugangsinhabers entsprechend dem von der Elektrizitäts- und Gasregulierungskommission genehmigten Tarif.

§ 5. Die positive Differenz zwischen der tatsächlich entnommenen kapazitiven Menge und der gemäß dem vorliegenden Abschnitt zugeteilten Pauschalmenge geht zu Lasten des Zugangsinhabers entsprechend dem von der Elektrizitäts- und Gasregulierungskommission genehmigten Tarif.

§ 6. Für die Anwendung des vorliegenden Abschnitts ist das betreffende Zeitintervall normalerweise die Viertelstunde für die Zählung und der Monat für die Berechnung, es sei denn, es besteht eine anderslautende Vereinbarung zwischen allen betroffenen Parteien, die der CWAPE mitgeteilt wird.

KAPITEL V — Koordinierung der Inbetriebsetzung der Erzeugungseinheiten

Art. 144 - § 1^{er}. § 1. Der Betreiber des Verteilernetzes und der Betreiber des Übertragungsnetzes einigen sich über die Liste der an das Verteilernetz angeschlossenen Erzeugungseinheiten, deren Einschaltung von dem Betreiber des Übertragungsnetzes koordiniert wird. Für jede dieser Einheiten wird zwischen dem Betreiber des Übertragungsnetzes und dem betroffenen Ausgleichsverantwortlichen ein Vertrag zur Koordinierung der Inbetriebsetzung der Erzeugungseinheiten abgeschlossen.

§ 2. Der Betreiber des Verteilernetzes setzt die CWAPE von den Erzeugungseinheiten in Kenntnis, für die der § 1 anwendbar ist.

Art. 145 - Die Koordinierung der Inbetriebsetzung der von Artikel 144 betroffenen Erzeugungseinheiten stimmt mit den Vorschriften der technischen Regelung zur Übertragung überein.

Art. 146 - Der Betreiber des Verteilernetzes und der Betreiber des Übertragungsnetzes sind sich bei der Durchführung der Koordinierung der Inbetriebsetzung der Erzeugungseinheiten gegenseitig behilflich.

KAPITEL VI — Hilfsdienste

Abschnitt 1 — Ausgleich der Verluste im Netz

Art. 147 - Der Betreiber des Verteilernetzes gleicht die Energieverluste in seinem Verteilernetz durch den angemessenen Kauf von Energie aus. Wenn er Grundstromerzeuger ist, kann er diese benutzen, um seine Verluste ganz oder teilweise auszugleichen.

Abschnitt 2 — Spannungshaltung und Blindleistungshaushalt

Art. 148 - § 1. Unbeschadet des Artikels 229 arbeitet der Betreiber des Verteilernetzes mit dem Betreiber des Übertragungsnetzes im Rahmen der Spannungshaltung und des Blindleistungshaushalts zusammen; er gibt die nötigen Anweisungen an die an sein Netz angeschlossenen dezentralen Erzeugungseinheiten durch.

§ 2. Die in diesem Artikel erwähnte Verfügbarkeit und Lieferung der Blindleistung für die Spannungshaltung sind gegebenenfalls Gegenstand eines Kaufs durch ein Wettbewerbsverfahren.

Abschnitt 3 — Von dem Betreiber des Verteilernetzes erbrachte Hilfsdienste

Art. 149 - § 1. Die Hilfsdienste, die der Betreiber des Verteilernetzes dem Betreiber des Übertragungsnetzes oder dem Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes erbringt, stimmen mit den diesbezüglich in der technischen Regelung zur Übertragung angeführten Vorschriften überein.

§ 2. Der Betreiber des Verteilernetzes ist dem Betreiber des Übertragungsnetzes bei der Kontrolle der Verfügbarkeit und Erbringung der in § 1 erwähnten Hilfsdienste behilflich.

KAPITEL VII — Maßnahmen im Notfall oder bei Engpässen

Art. 150 - § 1. In einem Notfall, der das gesamte Netz beeinträchtigt, führt der Betreiber des Verteilernetzes die Anweisungen des Betreibers des Übertragungsnetzes/des lokalen Übertragungsnetzes aus, wenn erforderlich einschließlich der Ausführung des Stromabschaltungsplans. Nach einer Stromabschaltung speist er nur mit der Zustimmung des Betreibers des Übertragungsnetzes oder des lokalen Übertragungsnetzes Strom wieder ein.

§ 2. In einem Notfall, der sein eigenes Netz beeinträchtigt, trifft der Betreiber des Verteilernetzes alle erforderlichen Maßnahmen, einschließlich Stromabschaltungen zur:

- 1° Einschränkung der Ausbreitung der Störung, wenn diese ihren Ursprung innerhalb seines Netzes findet;
- 2° schnellstmöglichen Wiederinbetriebsetzung der betroffenen Leitungen.

Art. 151 - Um zu verhindern, dass in seinem eigenen Netz interne Engpässe auftauchen, kann der Betreiber des Verteilernetzes Verträge erstellen, in denen eine Unterbrechung oder Einschränkung der Last (Verbrauch/Einspeisung) vorgesehen wird, wenn der Zustand des Netzes es erfordert. Spätestens bei der Erstellung seines nächsten Anpassungsplans berücksichtigt er die festgestellten Engpässe.

Er übermittelt der CWaPE eine Abschrift jedes dieser Verträge.

TITEL V — Mess- und Zählungsordnung*KAPITEL I — Allgemeine Bestimmungen*

Art. 152 - § 1. In dem vorliegenden Titel werden die Rechte und Pflichten des Betreibers des Verteilernetzes und der Benutzer des Netzes und/oder Versorger und/oder Ausgleichsverantwortlichen, was einerseits die Zuverfügungstellung, die Installation, die Nutzung und die Wartung der Messinstrumente und andererseits die Erfassung, die Behandlung und die Zuverfügungstellung der Messdaten betrifft, beschrieben.

§ 2. Im Allgemeinen ist der Betreiber des Verteilernetzes für die Zählung der Energieströme an den gesamten Zugangs- und Verbindungsstellen verantwortlich, was die Anbringung und die Wartung der Zähler, die Ablesung der Indizes und deren Mitteilung an die betroffenen Parteien einschließt. Für die Verbindungsstellen arbeitet er im Einvernehmen mit dem Betreiber des betroffenen Netzes.

Art. 153 - § 1^{er}. Jede zu einem Anschluss an ein Verteilernetz gehörende Zugangsstelle gibt Anlass zu einer Zählung zur Ermittlung der an dieser Zugangsstelle in das Verteilernetz eingespeisten oder aus ihm entnommenen Wirk- und/oder Blindenergie und unter Umständen der entsprechenden viertelstündigen Höchstleistungen. Eine Messanlage wird zu diesem Zweck verwendet. Ein Gebäude, das Gegenstand eines neuen Anschlusses ist und als Wohnung für natürliche Personen dient, muss mit einem Anschluss und einer individuellen Zählanlage je Wohnung ausgestattet sein, außer in den durch die anwendbare Gesetzgebung vorgesehenen Ausnahmen.

Dasselbe gilt, wenn das Haus oder das Gebäude im Sinne von Art. 26, § 3 des Dekrets Gegenstand bedeutender Renovierungsarbeiten ist.

§ 2. Die Folgekunden, die an das private Netz eines Gebäudes oder eines Wohngebietes (Campingplätze, Wohnparks, betreute Wohnungen, Betagtenheime, Studentenzimmer...) angeschlossen sind, werden nur dann als Benutzer des Netzes im Sinne des Dekrets betrachtet, wenn sie über einen getrennten Anschluss und eine getrennte Messvorrichtung auf dem Verteilernetz verfügen, oder bei Anwendung der Gesetzgebung über die privaten Netze.

§ 3. Die entnommenen Energien und die eingespeisten Energien sind Gegenstand von getrennten Zählungen, außer im Falle der in § 4 dieses Artikels und in Artikel 123, § 2 vorgesehenen Ausnahmen.

§ 4. Für Niederspannung mit einer Erfassung auf jährlicher Basis kann der Erzeuger, der über eine Einheit zur Erzeugung von Grünstrom mit einer Leistung von höchstens 10 kVA verfügt, die anerkannt und bei der CWaPE als Anlage zur Erzeugung von Grünstrom eingetragen ist, einen Ausgleich zwischen den Entnahmen von dem Netz und den Einspeisungen in das Netz für jeden Zeitraum zwischen zwei Verbraucherefassungen in Anspruch nehmen. Was die Zählung betrifft, verfügen sie über folgende Alternative:

- entweder ein einfacher Zähler, ohne Rücklaufhemmung, der seine eingespeiste Energie automatisch von seinem Verbrauch abzieht. Überschreitet die eingespeiste Energie den Verbrauch, so wird sie nicht vergütet; der Betreiber des Verteilernetzes teilt dann dem Versorger einen Verbrauch gleich null mit.

- oder ein Zweirichtungszähler, der die verbrauchten und eingespeisten Energiemengen getrennt registriert. Wenn Menge der eingespeisten Energie über der Menge der verbrauchten Energie liegt, kann sie auf ausdrücklichen Antrag des Erzeugers zur Abänderung der Zählung vergütet werden. Der Betreiber des Verteilernetzes, der für die Durchführung des Ausgleichs verantwortlich ist, teilt dem Versorger des Erzeugers einen Verbrauch bzw. eine Einspeisung, je nach dem Fall mit.

Der Erzeuger, der in den Genuss dieses Ausgleichs gelangt, setzt seinen Versorger davon in Kenntnis und gibt dies vor der Unterzeichnung eines neuen Vertrags an. Es gibt nur einen Versorger pro Zugang.

Beträgt die Zählung mehrere Tarifzeiten, so wie sie in Artikel 169 bestimmt werden, so wird der Ausgleich pro Tarifzeit vorgenommen.

Der Erzeuger kann diesen Ausgleich auf jährlicher Basis beantragen, außer wenn auf seine Initiative (insbesondere beim Wechsel des Versorgers) ein technischer (oder gleichgestellter) Eingriff auf seinem Anschluss vorgenommen wird oder im Falle der durch die föderale Metrologie auferlegten Ersetzung seines Zählers. Unter diesen Bedingungen wird der Ausgleich nur auf den Zeitintervallen, die unter der jährlichen Basis liegen, durchgeführt.

Art. 154 - Die Messanlagen und Messdaten haben zum Zweck die Abrechnung auf Grundlage der in das Verteilernetz eingespeisten und/oder aus ihm entnommenen Energiemenge zu ermöglichen und dienen ebenfalls zur Gewährleistung eines angemessenen Betriebs des Verteilernetzes. Mit dem Einverständnis des Betreibers des Verteilernetzes und für Stromversorgungen von geringer Menge (Bushaltestellen, Telefonkabinen, Verkehrsampeln,...) oder von kurzer Dauer können die Energiemengen ausnahmsweise pauschal ohne Benutzung einer Zählanlage festgelegt werden. Dasselbe gilt für die Verbrauchsmengen, die als nicht wechselnd betrachtet sind, wie die Straßenbeleuchtung, die Versorgung der Kabelfernsehhennetze und Telefon, ständige Beleuchtungen, usw. Die Bewertung des Verbrauchs wird durch den Betreiber des Verteilernetzes auf der Grundlage von «Leistung»-Pauschalen, die durch SYNERGRID festgelegt und auf seiner Webseite veröffentlicht werden, vorgenommen. Der Betreiber des Verteilernetzes setzt den Versorger davon in Kenntnis. Der Benutzer des Verteilernetzes gibt dem Betreiber des Verteilernetzes seine Zustimmung bei der Annahme des Anschlussangebots.

Art. 155 - Die in Artikel 154 erwähnte Abrechnung kann auf Daten beruhen, die sich auf unter Umständen gruppierte Taktperioden beziehen. Je nach der Anschlussart werden diese Daten unmittelbar aus den Messanlagen entnommen oder sie ergeben sich aus der Anwendung von Standardprofilen auf die Messdaten.

Art. 156 - Die in Artikel 155 erwähnte Taktperiode beträgt eine Viertelstunde.

Art. 157 - Die Messausrüstungen werden gemäß der vorliegenden Regelung und den in deren Sinne abgeschlossenen Verträgen eingerichtet. Der Betreiber des Verteilernetzes ist ebenfalls damit beauftragt, die Messdaten zu erfassen, für gültig zu erklären, zur Verfügung zu stellen und zu archivieren. Bei der Durchführung dieser Aufgabe wendet er sachliche und nicht diskriminatorische Kriterien an. Die betroffenen Parteien treffen außerdem die notwendigen Vorkehrungen, damit die geltenden Vertraulichkeitsregeln beachtet werden.

Art. 158 - § 1^{er}. Der Betreiber des Verteilernetzes verwaltet die Datei im Sinne des Gesetzes vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten. Im Sinne des vorliegenden Titels versteht man unter «personenbezogene Daten» die Daten bezüglich sowohl natürlicher, als auch juristischer Personen.

§ 2. Für die Erfassung von Mess- und Zugangsdaten darf der Betreiber des Verteilernetzes lediglich Personen heranziehen, die weder Erzeuger, Ausgleichsverantwortliche, Inhaber einer Versorgungslizenz oder Zwischenhändler sind, noch Unternehmen angehören die mit diesen in Verbindung stehen.

§ 3. Der Endverbraucher verfügt bezüglich seiner Zähldaten über die gesamten Rechte eines Eigentümers.

KAPITEL II — Bestimmungen bezüglich der Messanlagen

Abschnitt 1 — Allgemeine Bestimmungen

Art. 159 - Unbeschadet der Bestimmungen der vorliegenden Regelung müssen die in der Messanlage benutzten Ausrüstungen den auf die Messanlagen oder deren Bestandteile anwendbaren Anforderungen der belgischen Regelungen und Normen und internationalen Normen, insbesondere des Königlichen Erlasses vom 13. Juli 2006 über die zur Messung der elektrischen Energie bestimmten Vorrichtungen, entsprechen. Sie müssen versiegelt werden können.

Art. 160 - Unbeschadet der bestehenden Lage ist der Betreiber des Verteilernetzes für die Qualität und Zuverlässigkeit der Messungen verantwortlich. Zu diesem Zweck kann er fordern, dass die Messanlagen ihm oder einem unter seiner Kontrolle stehenden Unternehmen gehören.

Art. 161 - Eine Messanlage setzt sich aus allen zur Durchführung der in Artikel 153 angeführten Messungen erforderlichen Ausrüstungen zusammen und kann sich demnach aus integrierten oder nicht integrierten Kombinationen zusammensetzen:

- 1° Stromwandler;
- 2° Spannungswandler;
- 3° Zähler;
- 4° Messwerterfassungssysteme;
- 5° Kommutatoren;
- 6° Schrank — Anschlussklemmen — Verkabelung;
- 7° Fernübertragungssysteme;
- 8° Schutzvorrichtungen.

Art. 162 - Der Benutzer des Verteilernetzes und der Betreiber des Verteilernetzes sind berechtigt, in ihren Anlagen alle Geräte auf ihre Kosten einzurichten, die sie für erforderlich erachten, um die Genauigkeit der in Artikel 161 erwähnten Messanlage zu überprüfen. Eine derartige, unter Umständen dem Benutzer des Verteilernetzes gehörende Messausrüstung muss mit den Vorschriften der vorliegenden Regelung übereinstimmen. Falls diese Überprüfungen Abweichungen erkennen lassen sollten, sind die in Artikel 177 erwähnten Bestimmungen anwendbar.

Art. 163 - § 1. Wenn der Benutzer des Verteilernetzes zusätzliche Ausrüstungen in die Messanlage in Verbindung mit seinem Anschluss einzubauen wünscht, um eine Kontrollmessung durchzuführen, wendet er sich an den Betreiber des Verteilernetzes, der auf der Grundlage sachlicher und nicht diskriminatorischer Kriterien bewertet, ob diese Anlage eingerichtet werden kann, ohne die Sicherheit, Zuverlässigkeit oder Wirksamkeit des Verteilernetzes und die Qualität der Basismessung zu beeinträchtigen. Im Falle einer günstigen Bewertung führt er die Einrichtung im Rahmen nicht diskriminatorischer Bedingungen und Fristen aus. Diese Ausrüstungen müssen mit den Vorschriften der vorliegenden Regelung übereinstimmen und dürfen die Hauptmessung nicht beeinflussen. Im Falle einer ungünstigen Bewertung wird der CWaPE eine Abschrift des Berichts übermittelt.

§ 2. Alle Kosten in Verbindung mit diesen zusätzlichen Ausrüstungen gehen zu Lasten des Benutzers des Verteilernetzes, der sie beantragt hat.

Art. 164 - Der Betreiber des Verteilernetzes kann auf seine Kosten jede Ausrüstung in die Anlage einfügen, die er zur Ausführung seiner Aufgaben für erforderlich erachtet, insbesondere um Qualitätsindexe der Spannung und/oder des Stroms zu messen.

Art. 165 - Der Benutzer des Verteilernetzes und der Betreiber des Verteilernetzes treffen gemeinsame Vereinbarungen, damit die Messanlage gegen Stöße, Schwingungen, extreme Temperaturen und im Allgemeinen gegen alles, was Schäden oder Störungen verursachen könnte, geschützt ist.

Abschnitt 2 — Standort der Messanlage

Art. 166 - Die Messanlage wird in der unmittelbaren Nähe der Zugangsstelle eingerichtet. Die besonderen Lagen unterliegen der Zustimmung des Betreibers des Verteilernetzes.

Art. 167 - In Abweichung von Artikel 166 und für einen Hochspannungsanschluss von einer Leistung von weniger als 250 kVA kann der Betreiber des Verteilernetzes aus wirtschaftlichen Gründen beschließen, die Messanlage auf der Niederspannungsseite des Leistungstransformators einzurichten.

Art. 168 - § 1. In Abweichung von Artikel 166 kann der Betreiber des Verteilernetzes im Einvernehmen mit dem Benutzer des Verteilernetzes beschließen, die Messanlage an einer anderen Stelle als an der Zugangsstelle einzurichten.

§ 2. Wenn es technisch nicht möglich ist, die Messanlage in der unmittelbaren Nähe der Zugangsstelle einzurichten, einigt sich der Betreiber des Verteilernetzes mit dem Benutzer des Verteilernetzes über die Stelle, an der sie eingerichtet wird.

Abschnitt 3 — Tarifzeiten

Art. 169 - § 1. Der Betreiber des Verteilernetzes verwaltet und betätigt die Geräte und Signale, die zur Bedienung der Zählrichtungen und der Einspeisungskreisläufe notwendig sind, im Hinblick auf die Anwendung der verschiedenen Tarifzeiten. Er sorgt dafür, dass diese Geräte wenigstens folgende Funktionalitäten aufweisen:

- die Regulierung der Zählvorrichtungen für den Tag-/Nacht-Tarif und eventuell für andere besondere Tarife;
- die Einstellung der getrennten Einspeisungskreisläufe für den Verbrauch während bestimmten Zeiträume, wie die unterbrechbaren Tarife oder die ausschließlichen Nachttarife;
- die gesamten Funktionalitäten, die für die wirkungsvolle Durchführung des Konzeptes des «intelligenten Netzes» notwendig sind, insbesondere die Zuverfügungstellung an den Benutzer von Umschaltsignalen der Mehrfachzähler, insofern er dies wünscht. Diese Zuverfügungstellung ist kostenlos für die neuen Anschlüsse für Niederspannung mit Jahresabrechnung. Für die sonstigen Anschlüsse wird sie nach einem von der Elektrizitäts- und Gasregulierungskommission (CREG) genehmigten Tarif vorgenommen.

Der Betreiber des Verteilernetzes legt im Einvernehmen mit den Versorgern die Umschaltstundenplan fest (Stundenslots der unterbrechbaren Zähler und Mehrfachzähler). Innerhalb von drei Monaten nach dem Inkrafttreten der vorliegenden Regelung legt er der CWaPE diese Stundenpläne zur Genehmigung vor (mangels dessen werden sie als genehmigt betrachtet).

Er veröffentlicht auf seiner Webseite die Informationen über die angewandte Steuerungsart einschließlich der Einstellung der Zeiten für die Tarifzeiten. Bei der Indexablesung setzt er auch die Kunden für Niederleistung davon in Kenntnis: wenn der Kunde abwesend ist, findet er die Information auf der Karte der Indexablesung oder mangels deren das Bezugszeichen, um diese Information direkt zu erhalten.

§ 2. Die Anpassungen der in § 1 erwähnten Funktionalität auf Anregung des Betreibers des Verteilernetzes können nur nach Beratung mit den betroffenen Versorgern und nach dem ausdrücklichen Einverständnis der CWaPE innerhalb von zwei Monaten vorgenommen werden.

§ 3. Die Benutzer des Verteilernetzes oder ihr Versorger können einen begründeten Antrag auf Anpassung der Steuerung und/oder der Perioden bei dem betroffenen Betreiber des Verteilernetzes einreichen; dieser schätzt die technische und wirtschaftliche Machbarkeit auf der Grundlage von objektiven und nicht diskriminatorischen Kriterien und gibt deren Kosten bekannt.

Abschnitt 4 — Sondervorschriften für die Budgetzähler

Art. 170 - Wenn in Anwendung der Verpflichtungen öffentlichen Dienstes bei einem Haushaltskunden ein Budgetzähler eingerichtet wird, hat dieser mindestens folgende Funktionalitäten:

- 1° es müssen verschiedene Betriebsarten des Zählers möglich sein:
 - Stromabgabe auf der Grundlage einer Anzahl vorbezahlter kWh (Vorauszahlung);
 - klassische Stromabgabe und Abrechnung (monatlich mit Jahresabrechnung);
 - Stromabgabe auf der Grundlage der Anzahl vorbezahlter kWh und, wenn diese kWh verbraucht sind, Weiterführung der Stromversorgung mit der in Punkt 2° erwähnten Leistung.

2° die Möglichkeit, eine Funktionseinheit «garantierte minimale Liefermenge» beizufügen, die den Durchlass einer nach den im Dekret vom 17. Juli 2008 festgesetzten Werten begrenzten Leistung ermöglicht;

3° die Möglichkeit, für den Betrieb im Vorauszahlungsmodus leicht aufgeladen zu werden;

4° die Möglichkeit, die Aufladung dem gewählten Versorger zuzuordnen.

Die Problematik des Ausgleichs nach der Einrichtung eines Budgetzähler wird manuell behandelt.

Abschnitt 5 — Versiegelung

Art. 171 - § 1. Die Messanlage wird von dem Betreiber des Verteilernetzes versiegelt.

§ 2. Abgesehen von der Entsiegelung durch den Betreiber des Verteilernetzes dürfen die Siegel nicht ohne die vorherige schriftliche Genehmigung des Betreibers des Verteilernetzes gebrochen oder abgenommen werden.

Bei Siegelbruch oder unerlaubtem Eingriff setzt der Betreiber des Verteilernetzes insbesondere den Versorger und den Ausgleichsverantwortlichen davon in Kenntnis. Er lässt die Versiegelung auf Kosten des Benutzers wiederherstellen.

Abschnitt 6 — Genauigkeitsansprüche

Art. 172 - Die minimalen Genauigkeitsansprüche der Messanlage werden in der Anlage II angegeben.

Abschnitt 7 — Pannen und Fehler

Art. 173 - Wenn für einen Anschluss, der wie in Artikel 162 vorgesehen mit Kontrollmessungen ausgestattet ist, eine Hauptmessung ausfällt, ersetzt die Kontrollmessung die Hauptmessung.

Art. 174 - Unter Vorbehalt anderer, in dem Anschlussvertrag vereinbarter Bestimmungen behebt der Betreiber des Verteilernetzes die Pannen der Messanlage innerhalb einer Frist von:

1° drei Werktagen für eine Messanlage in Verbindung mit einer Zugangsstelle mit einer Anschlussleistung von mindestens 100 kVA;

2° sieben Werktagen für die anderen Messanlagen.

Diese Frist läuft ab dem Zeitpunkt, zu dem der Betreiber des Verteilernetzes von der Panne in Kenntnis gesetzt wurde.

Art. 175 - Wenn die Panne infolge eines Falles höherer Gewalt nicht innerhalb der in Artikel 174 erwähnten Frist behoben werden kann, trifft der Betreiber des Verteilernetzes alle erforderlichen Vorkehrungen, um den Messdatenverlust einzuschränken und setzt den Versorger davon in Kenntnis.

Art. 176 - Ein Fehler in einer Messangabe wird immer als signifikant angesehen, wenn er größer als die aufgrund der in Artikel 172 erwähnten Genauigkeitsklassen zugelassenen Fehler ist.

Art. 177 - Jeder Benutzer des Verteilernetzes oder Versorger, der einen signifikanten Fehler in den Messdaten vermutet, setzt den Betreiber des Verteilernetzes unverzüglich davon in Kenntnis und kann bei diesem schriftlich eine Kontrolle der Messanlage beantragen. Der Betreiber des Verteilernetzes sieht demzufolge schnellstmöglich die Durchführung eines Kontrollprogramms vor.

Art. 178 - Wenn sich bei der in Artikel 177 erwähnten Kontrolle herausstellt, dass die Einstellung der Messanlage die Ursache eines signifikanten Fehlers ist, lässt der Betreiber des Verteilernetzes eine Eichung vornehmen oder nimmt diese selbst vor.

Art. 179 - Wenn es erscheint, dass eine Messanlage einen Fehler, eine Panne oder eine Ungenauigkeit vorweist, die nicht durch eine Eichung korrigiert werden kann und die die Ursache eines signifikanten Fehlers ist, macht der Betreiber des Verteilernetzes diesen ausfindig und behebt ihn so schnell wie möglich.

Art. 180 - Der Betreiber des Verteilernetzes kommt für die durch die in den Artikeln 177 bis 179 erwähnten Vorrichtungen verursachten Kosten auf, wenn ein signifikanter Fehler festgestellt wurde. Im gegenteiligen Fall werden sie von dem Antragsteller übernommen.

Abschnitt 8 — Wartung und Inspektionen

Art. 181 - Die Wartung der Messanlage wird von dem Betreiber des Verteilernetzes derart durchgeführt, dass diese ständig den in der vorliegenden Regelung angeführten Ansprüchen genügt.

Art. 182 - Der Betreiber des Verteilernetzes hat Zugang zu den Messanlagen, einschließlich der für die eventuelle Kontrollmessung bestimmten Anlagen, um eine Kontrolle der Konformität mit der vorliegenden Regelung vorzunehmen, und zwar nachdem er den Benutzer des Verteilernetzes vorher benachrichtigt hat.

Abschnitt 9 — Eichungen

Art. 183 - Der Betreiber des Verteilernetzes vergewissert sich, dass die Bestandteile der Messanlage vor der ersten Inbetriebsetzung gemäß den geltenden nationalen und internationalen Normen geeicht wurden.

Art. 184 - Das Programm und der Zeitplan für die Eichung werden von dem Betreiber des Verteilernetzes gemäß den geltenden nationalen und internationalen Normen aufgestellt.

Art. 185 - Die höchstzulässigen Niveaus der Messunsicherheit für die Eichungsvorgänge werden in der Anlage III angegeben.

Art. 186 - Die Eichung der Bestandteile der Messanlage wird von einem in diesem Bereich zugelassenen Organ oder Dienst durchgeführt.

Abschnitt 10 — Administrative Verwaltung der technischen Daten der Messanlagen

Art. 187 - Der Betreiber des Verteilernetzes wird mit der Aktualisierung und Archivierung der für eine optimale Bewirtschaftung der Messanlagen und für die geltenden gesetzlichen Kontrollen erforderlichen Daten beauftragt, wie zum Beispiel die Daten über den Hersteller, den Bautyp, die Seriennummer, das Baujahr und die Kontroll- und Eichungsdaten.

*KAPITEL III — Bestimmungen über die Messdaten**Abschnitt 1 — Gemessene und berechnete Lastprofile*

Art. 188 - Die Abrechnung der Kosten bezüglich des Zugangs zum Verteilernetz und dessen Benutzung beruht auf einer Reihe von Daten der Entnahme/Einspeisung, von denen sich jede auf eine Taktperiode gemäß Artikel 156 bezieht. Eine solche Reihe von Daten wird weiter unten «Lastprofil» genannt.

Man unterscheidet zwei Arten von Lastprofilen:

a) der gemessene Lastgang: die Messanlage registriert für jede Taktperiode die entnommene und/oder eingespeiste Energie, ab welcher der Lastgang erstellt wird;

b) das berechnete Lastprofil: ein Lastprofil wird auf der Grundlage von Datenaufzeichnungen von zahlreichen Messanlagen berechnet, die sich auf relativ lange Zeiträume beziehen (zum Beispiel Jahresaufzeichnungen und bei jedem Versorgerwechsel für Niederspannung) und der Anwendung eines synthetischen Lastprofils, das den Verbrauchcharakteristiken des oder der betroffenen Benutzer statistisch angepasst ist.

Art. 189 - § 1. Für die Messanlagen, die die Zugangsstellen eines vorhandenen Anschlusses betreffen, für die der Durchschnitt der auf einer über einen Zeitraum von zwölf aufeinanderfolgenden Monaten festgelegten Monatsbasis entnommenen und/oder eingespeisten maximalen viertelstündigen Leistungen mindestens 100 kVA beträgt, sind die in Betracht gezogenen Lastgänge diejenigen, die gemessen werden.

§ 2. Für die Messanlagen, die sich auf niedrigere Leistungen beziehen, kann der Betreiber des Verteilernetzes auf Antrag und zu Lasten des Benutzers des Verteilernetzes oder des(der) Versorger(s) ebenfalls die Aufzeichnung des Lastgangs vornehmen.

§ 3. Für die neuen Anschlüsse oder diejenigen, für die eine Verstärkung der Leistung durchgeführt wird, sodass die Anschlussleistung auf mindestens 100 kVA gebracht wird, installiert der Betreiber des Verteilernetzes eine Messanlage mit Aufzeichnung des Lastgangs.

Art. 190 - Für alle Zugangsstellen, deren Messanlage den gemessenen Lastgang aufzeichnet, wird die in Artikel 188 erwähnte Abrechnung auf der Grundlage dieses gemessenen Lastgangs erstellt.

Art. 191 - § 1. Im Hinblick auf eine interne Benutzung ist der Benutzer des Verteilernetzes berechtigt, durchgehend über die in der Messanlage in Verbindung mit seinem Anschluss lokal verfügbaren Messdaten zu verfügen. Der visuelle Zugang zu den Zähldaten ist kostenlos.

Die Zurverfügungstellung der Daten mittels eines zusätzlichen Geräts ist Gegenstand eines einzigen Installationspreises gemäß einem durch die Elektrizitäts- und Gasregulierungskommission genehmigten Tarifs. In den außergewöhnlichen Fällen, in denen sich die Messanlage an einem dem Benutzer des Verteilernetzes unzugänglichen Ort befindet, wendet sich dieser an den Betreiber des Verteilernetzes, der ihm gemäß den in Artikel 16 erwähnten Bestimmungen innerhalb einer vernünftigen Frist den Zugang gewährt.

§ 2. Die in § 1 angegebenen Messeinheiten enthalten mindestens die Messdaten, die für die Inrechnungstellung dienen. Auf Antrag des Benutzers des Verteilernetzes gibt der Betreiber des Verteilernetzes die zur Auslegung der Messdaten erforderlichen Auskünfte.

Abschnitt 2 — Sonderbestimmungen über den gemessenen Lastgang

Art. 192 - Der Lastgang wird auf der Grundlage von Messperioden aufgezeichnet, die der Taktperiode im Sinne von Artikel 156 entsprechen.

Art. 193 - Gemäß den Bestimmungen des Anschlussvertrags und/oder den Bedürfnissen des Betreibers des Verteilernetzes zeichnet die Messanlage folgende Daten pro Messperiode auf:

- 1° die Angabe der Messperiode;
- 2° die eingespeiste und/oder entnommene Wirkleistung;
- 3° gegebenenfalls die eingespeiste und/oder entnommene Blindleistung.

Art. 194 - Der Betreiber des Verteilernetzes erfasst die Messdaten über den elektronischen Weg oder durch Fernlesung.

Art. 195 - Die Erfassung der in Artikel 193 erwähnten Daten erfolgt gemäß dem von dem Betreiber des Verteilernetzes festgelegten Kommunikationsprotokoll.

Art. 196 - Um gegebenenfalls die Fernlesung der Messanlage zu ermöglichen, sorgt der Betreiber des Verteilernetzes für die Durchführung der am besten geeigneten Telekommunikationsverbindung auf der Grundlage technisch-wirtschaftlicher Kriterien.

Art. 197 - Eine Messperiode bezieht sich auf den Zeitpunkt 00.00.00 nach der Ortszeit.

Art. 198 - Der Unterschied zwischen den Start- und Endzeiten der Messperiode im Verhältnis zur Ortszeit darf zehn Sekunden nicht überschreiten.

Abschnitt 3 — Sonderbestimmungen bezüglich des berechneten Lastprofils

Art. 199 - § 1. Ein Lastprofil teilt eine Einheitsbelastung in Taktperioden im Sinne von Artikel 156 auf der Grundlage von synthetischen Lastprofilen (Synthetic Load Profiles oder SLP), die von SYNERGRID statistisch erstellt und, sooft es nötig ist, aktualisiert werden, auf.

§ 2. 1°. Für die vier folgenden Verbraucherkategorien wurden vier SLP festgelegt; sie bleiben in Erwartung ihrer Umwandlung in die neuen in § 2, 2° vorgesehenen SLP anwendbar:

- der Haushaltskunde, dessen Nachtverbrauch verhältnismäßig gering ist (S21);
- der Haushaltskunde, dessen Nachtverbrauch verhältnismäßig groß ist (S22);
- der Nichthaushaltskunde mit P Anschluss von weniger als 56 kVA (S11);
- der Nichthaushaltskunde mit P Anschluss von weniger als 56 kVA (S12);

2° Im Rahmen der Einsetzung einer intelligenten Verwaltung der Netze ist es sinnvoll, insbesondere den gesamten benutzten Stundenslots ein entsprechendes SLP zu erteilen, um den gesamten Marktbeteiligten die Möglichkeit zu geben, jede Maßnahme zu treffen, um die Zuverfügungstellung und die Benutzung der Energie zu optimieren. Solche SLP werden durch SYNERGRID durchgeführt und vorgeschlagen, und zwar nach einem Zeitplan, der ihre Genehmigung zwecks ihrer Einsetzung ein erstes Mal am 1. Januar nach der nächsten Anpassung des MIG ermöglicht.

Die CWaPE kann ebenfalls die Festlegung von zusätzlichen SLP oder die Abschaffung von bestehenden SLP je nach der Marktentwicklung auferlegen.

§ 3. Die SLP werden der CWaPE vor ihrer amtlichen Veröffentlichung zur Zustimmung vorgelegt. Diese Zustimmung muss innerhalb einer Frist von höchstens zwei Monaten erfolgen. Der Betreiber des Verteilernetzes erteilt jeder Zugangsstelle ein oder mehrere angemessene(s) SLP.

Art. 200 - § 1. Der Versorger und sein Ausgleichsverantwortlicher organisieren für jeden Kunden eine Einspeisung, die dem in Artikel 199 erwähnten Lastprofil entspricht und deren Niveau je nach der Verbrauchserfassung des Kunden, der anwendbaren Parameter und der Umstände angeglichen wird.

§ 2. Die Betreiber des Verteilernetzes berechnen die Zuteilung und die Ausgleichung nach den Bestimmungen des MIG. Die Betreiber des Verteilernetzes und die Versorger nehmen an dem finanziellen Ausgleich teil.

Art. 201 - § 1. Der Verbrauch oder gegebenenfalls die Erzeugung an den Hochspannung-Zugangsstellen ohne Registrierung des Lastprofils, mit oder ohne Registrierung der maximalen viertelstündigen Spitze, wird monatlich von dem Betreiber des Verteilernetzes gemessen.

§ 2. Der Verbrauch oder gegebenenfalls die Erzeugung an den Niederspannung-Zugangsstellen ohne Registrierung des Lastprofils wird von dem Betreiber des Verteilernetzes bei jedem Versorger- bzw. Kundenwechsel und spätestens 12 Monate nach der letzten Zählerablesung gemessen. Jeder Endverbraucher ist verpflichtet, mindestens einmal pro Jahr dem Betreiber des Verteilernetzes zu erlauben, die Indexwerte des oder der Zähler(s) abzulesen, die der/den Anschlussstelle(n), deren Inhaber er ist, entspricht/entsprechen. Wenn der Betreiber des Netzes dies beantragt und/oder wenn er bei den Ablesungen abwesend ist, ist der Endverbraucher verpflichtet, dem Betreiber des Verteilernetzes seine Indexwerte unter Beachtung der von diesem verlangten Modalitäten mitzuteilen. Der Zähler wird ebenfalls an Ort und Stelle von dem Betreiber des Verteilernetzes wenigstens einmal in einem Zeitraum von 24 Monaten abgelesen, dies insofern er Zugang zu den Messvorrichtungen hat.

Abschnitt 4 — Datenverarbeitung

Art. 202 - § 1. Der Betreiber des Verteilernetzes registriert und bewahrt die in Artikel 193 erwähnten Daten in elektronischer Form auf innerhalb der im nachstehenden Abschnitt 6 festgelegten Grenzen.

§ 2. Den in § 1 erwähnten Daten fügt der Betreiber des Verteilernetzes folgende Daten bei:

- 1° die Identifizierung der Zugangsstelle;
- 2° den Standort der Messanlage;
- 3° die Identifizierung des Versorgers und des Ausgleichsverantwortlichen.

§ 3. Die Datenverarbeitung muss derart erfolgen, dass die Genauigkeit dieser Daten nicht beeinflusst wird.

Abschnitt 5 — Validierung und Korrektur der Messdaten

Art. 203 - § 1. Wenn sich die Messanlage nicht in unmittelbarer Nähe der Zugangsstelle befindet, werden die Messdaten auf der Grundlage eines Bewertungsverfahrens korrigiert, das die effektiven physischen Verluste zwischen der Messstelle und der Zugangsstelle berücksichtigt. Dieses Verfahren wird normalerweise in dem Anschlussvertrag festgelegt und der CWaPE übermittelt.

§ 2. Wenn die Korrekturmethode nicht im Anschlussvertrag festgelegt wird, wendet der Betreiber des Verteilernetzes auf der Grundlage sachlicher und nicht diskriminatorischer Kriterien die am besten geeignete Methode an, die er dem Benutzer und der CWaPE übermittelt.

Art. 204 - § 1. Wenn der Betreiber des Verteilernetzes nicht über die effektiven Messdaten verfügen kann oder wenn die verfügbaren Ergebnisse wenig zuverlässig oder offensichtlich unrichtig sind, werden diese Messdaten in dem Validierungsprozess aufgrund von sachlichen und nicht diskriminatorischen Kriterien berechnete Werte ersetzt.

§ 2. Die wenig zuverlässigen oder offensichtlich unrichtigen Daten werden auf der Grundlage eines oder mehrerer Bewertungsverfahren korrigiert, wie zum Beispiel:

- 1° redundante Messungen;
- 2° andere Messergebnisse, über die der betroffene Betreiber des Verteilernetzes verfügt;
- 3° ein Vergleich mit den Daten einer als gleichwertig angesehenen Periode.

Validierungsmethoden können im Einvernehmen zwischen allen Partnern bestimmt werden; die CWaPE wird davon informiert.

Art. 205 - Nach der Anwendung der Artikel 203 und 204 kann der Betreiber des Verteilernetzes die Messdaten jeder Form von zusätzlicher Kontrolle unterwerfen, die er für erforderlich erachtet und nachdem er den betroffenen Benutzer und die CWaPE davon in Kenntnis gesetzt hat. Diese Messdaten werden anschließend als validiert betrachtet.

Abschnitt 6 — Speicherung, Archivierung und Schutz der Daten

Art. 206 - Der Betreiber des Verteilernetzes speichert alle Messdaten, sowie die eventuell korrigierten Messdaten in einen nicht flüchtigen Speicher.

Art. 207 - Der Betreiber des Verteilernetzes archiviert die in Artikel 206 erwähnten Daten während eines Zeitraums von mindestens fünf Jahren.

Art. 208 - Die von dem Betreiber des Verteilernetzes zentralisierten Messdaten sind lediglich dem Personal des Betreibers des Verteilernetzes unter Einhaltung der gesetzlichen, die Zählung regelnden Bestimmungen und der Artikel 157 und 158 zugänglich.

Abschnitt 7 — Im Falle von gemessenen Lastgängen zur Verfügung zu stellende Messdaten

Art. 209 - § 1. Die Messdaten werden grundsätzlich in elektronischer Form ausgetauscht und zur Verfügung gestellt.

§ 2. Die in diesem Abschnitt bestimmten Fristen können im Einvernehmen zwischen allen Akteuren verkürzt werden; die CWaPE wird davon informiert.

Art. 210 - § 1. Je nach den im Rahmen des Artikels 14 erstellten Verfahren stellt der Betreiber des Verteilernetzes jeden Werktag dem betroffenen Versorger und dem Zugangsinhaber auf einer viertelstündigen Basis für die von ihm versorgten oder mit Energie bespeisten Zugangsstellen, die mit einer automatischen Ablesung (AMR-Ablesungen) versehen sind und deren Anschlussleistung 56 kVA überschreitet, folgende Messdaten zur Verfügung:

1° die für den Tag D-1 und die eventuellen Zwischentage nicht validierten Zählraten je Zugangsstelle, außer wenn die Empfänger gegenteilige Anweisungen geben;

2° die für den Tag D-1 und die eventuellen Zwischentage validierten Zählraten. Die eventuellen Unterschiede mit den nicht validierten Zählraten teilt er so schnell wie möglich dem Versorger mit. Am zehnten Werktag nach dem Verbrauch sind alle Zählraten mitgeteilt und validiert. Für mindestens 95% der Zugangsstellen müssen die Zählraten des Monats spätestens am vierten Tag des darauffolgenden Monats validiert und verfügbar sein. Die übermittelten Zählraten schließen unter Umständen die Korrekturkoeffizienten mit ein, wobei die korrigierten oder geschätzten Daten identifiziert sind;

3° Was die Blindenergie angeht, können die validierten Daten in unterschiedlichen Fristen übermittelt werden, nach Modalitäten, die im Einvernehmen zwischen allen betroffenen Parteien und unter Einhaltung der Artikel 141 bis 143 festzulegen sind.

§ 2. Für die Erzeugungsanlagen werden die im vorliegenden Artikel erwähnten validierten Zählzeiten dem betroffenen Versorger auf dessen einfachen Antrag übermittelt. Dieser Austausch von Informationen kann gemäß einem im Einvernehmen mit dem Erzeuger bestimmten Protokoll stattfinden.

§ 3. Die in § 1 erwähnten Daten werden ebenfalls dem Benutzer des Netzes auf dessen schriftlichen Antrag übermittelt, unter der Voraussetzung, dass letzterer die Kosten dafür übernimmt, nach einem von der Elektrizitäts- und Gasregulierungskommission (CREG) genehmigten Tarif.

§ 4. Im Falle einer Panne der Messanlage, einer Unzugänglichkeit oder von gefährlichen Zugangsbedingungen ersetzt der Betreiber des Verteilernetzes die fehlenden Daten durch seine bestmögliche Einschätzung dieser Daten. Der Endverbraucher wird auf Antrag über die Methodologie dieser Einschätzung informiert.

§ 5. Für die Anschlüsse unter 56 kVA wird der Zurverfügungstellung der Zählzeiten monatlich vorgenommen.

Art. 211 - Der Betreiber des Verteilernetzes begründet die auf der Grundlage der Artikel 203 und 204 ausgeführten Angleichungen und Korrekturen und setzt die CWAPE davon in Kenntnis.

Art. 212 - § 1. Jeden Werktag stellt der Betreiber des Verteilernetzes dem Ausgleichsverantwortlichen für den Tag D - 1 und die etwaigen Zwischentage die nicht validierten Zählzeiten auf einer viertelstündigen Grundlage in einer nach Versorger gruppierten Form zur Verfügung.

§ 2. Jeden Tag stellt der Betreiber des Verteilernetzes dem Ausgleichsverantwortlichen die validierten Zählzeiten in einer nach Versorger gruppierten Form zur Verfügung, dies spätestens am zehnten Werktag nach dem Tag des Verbrauchs.

Art. 213 - Der Betreiber des Verteilernetzes kann dem Betroffenen Versorger oder dem Zugangsinhaber oder dem Ausgleichsverantwortlichen auf dessen Antrag die oben erwähnten validierten oder nicht validierten Daten häufiger als in Artikel 210 vorgesehen zur Verfügung stellen. Zu diesem Zweck wendet sich die betroffene Person an den Betreiber des Verteilernetzes, der den Antrag auf der Grundlage sachlicher und nicht diskriminatorischer Kriterien bewertet und die sich daraus ergebenden Aufgaben ausführt. Die damit verbundenen Kosten gehen zu Lasten des Antragstellers, nach einem von der Elektrizitäts- und Gasregulierungskommission (CREG) genehmigten Tarif.

Art. 214 - § 1. Jeden Werktag stellt der Betreiber des Verteilernetzes je nach Fall dem Betreiber des Übertragungsnetzes oder dem Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes für den Tag D-1 und die etwaigen Zwischentage die nicht validierten Zählzeiten auf einer viertelstündigen Grundlage in einer nach Ausgleichsverantwortlichen gruppierten Form zur Verfügung.

§ 2. Jeden Tag stellt der Betreiber des Verteilernetzes je nach Fall dem Betreiber des Übertragungsnetzes oder dem Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes die validierten Zählzeiten in einer nach Ausgleichsverantwortlichen gruppierten Form zur Verfügung, dies spätestens am zehnten Werktag nach dem Tag des Verbrauchs.

Art. 215 - Auf Antrag des Benutzers des Verteilernetzes oder des betroffenen Versorgers stellt der Betreiber des Verteilernetzes dem Antragsteller zusätzliche Messdaten oder andere Informationen aus der betreffenden Messanlage zu einem anderen Zweck als der in Artikel 154 erwähnten Abrechnung zur Verfügung. Zu diesem Zweck wendet sich der Antragsteller an den Betreiber des Verteilernetzes, der den Antrag auf der Grundlage sachlicher und nicht diskriminatorischer Kriterien bewertet und die sich daraus ergebenden Aufgaben ausführt. Die damit verbundenen Kosten gehen zu Lasten des Antragstellers nach einem von der Elektrizitäts- und Gasregulierungskommission (CREG) genehmigten Tarif.

Abschnitt 8 — Im Falle von berechneten Lastprofilen zur Verfügung zu stellende Messdaten

Art. 216 - § 1. Der Betreiber des Verteilernetzes stellt dem betroffenen Versorger für die Zugangsstellen, aus denen er Energie entnimmt oder in die er Energie einspeist, validierte Messdaten, die monatlich aufgezeichnet werden, zur Verfügung. Für mindestens 95% dieser Zugangsstellen müssen die Daten spätestens am vierten Werktag des darauffolgenden Monats übermittelt werden und für alle Zugangsstellen spätestens am zehnten Werktag dieses Monats.

Der Betreiber des Verteilernetzes gibt immer das Datum der Zählerablesung an. Er identifiziert die korrigierten (Artikel 203) oder geschätzten (Artikel 204) Daten.

§ 2. Der Betreiber des Verteilernetzes stellt dem Versorger für die von ihm versorgten oder mit Energie bespeisten Zugangsstellen validierte Zählzeiten, die jährlich aufgezeichnet werden, zur Verfügung.

Für mindestens 95% der Zugangsstellen müssen die Daten innerhalb von zwanzig Werktagen nach dem Datum der Ablesung der Indexwerte und für alle Zugangsstellen innerhalb von zehnwanzig Werktagen nach demselben Datum übermittelt werden.

Der Betreiber des Verteilernetzes muss immer das Datum der Ablesung des Zählers für die Zugangsstellen angeben. Wenn es zum Zeitpunkt der Validierung der Zählzeiten zum Vorschein kommt, dass eine Ablesung des Zählers an Ort und Stelle erforderlich ist, gelten die oben erwähnten Fristen ab dem Tag dieser zusätzlichen Ablesung. Die validierten Zählzeiten, die korrigiert oder geschätzt worden sind, werden identifiziert.

§ 3. Für die Erzeugungsanlagen werden die im vorliegenden Artikel erwähnten validierten Zählzeiten dem betroffenen Versorger gemäß den in § 1 und § 2 angeführten Grundsätzen übermittelt.

Art. 217 - § 1. Der Betreiber des Verteilernetzes stellt dem Versorger spätestens am fünfzehnten Werktag des folgenden Monats die Zuteilungsdaten des Monats auf einer viertelstündigen Basis für die Zugangsstellen ohne Registrierung des Lastprofils, die er mit Energie versorgt oder wo er Energie einspeist, zur Verfügung:

§ 2. Der Betreiber des Verteilernetzes stellt dem Ausgleichsverantwortlichen spätestens am fünfzehnten Werktag des folgenden Monats die Zuteilungsdaten des Monats auf einer viertelstündigen Basis in nach Versorger gruppierter Form zur Verfügung und übermittelt zur gleichen Zeit dem Betreiber des Übertragungsnetzes oder des lokalen Übertragungsnetzes die nach Ausgleichsverantwortlichen gruppierten Daten.

§ 3. Die in diesem Abschnitt bestimmten Fristen können im Einvernehmen zwischen allen Partnern verkürzt werden; die CWAPE wird davon informiert.

Abschnitt 9 — Historische Verbrauchsdaten

Art. 218 - § 1. ^{1°} Jeder Benutzer des Verteilernetzes kann höchstens einmal pro Jahr seine Verbrauchsdaten bezüglich der letzten drei Jahre kostenlos auf einfachen Antrag beim Betreiber des Verteilernetzes erhalten; zu diesem Zweck hat er seinen EAN-Code zu übermitteln. Diese Aufgabe kann er ebenfalls einem Bevollmächtigten oder einem Versorger anvertrauen, dem er die erforderliche Vollmacht gibt.

2° Der Betreiber des Verteilernetzes hat die verlangten Verbrauchsdaten dem Antragsteller höchstens zwanzig Werktage nach seinem Antrag zur Verfügung zu stellen, unter der Voraussetzung, dass der Benutzer des betroffenen Verteilernetzes während der Bezugsperiode an der gleichen Zugangsstelle aktiv war, und dass die Daten tatsächlich bestehen.

3° Die Informationen müssen auf deutliche und einheitliche Weise nach EAN-Code, nach Zeitraum und Verbrauchskategorie (Wirkstrom, kapazitiv, induktiv) geordnet sein, unter Beachtung eines durch die Betreiber von Verteilernetzen im Einvernehmen vereinbarten Formats:

- * für die Benutzer des Verteilernetzes, deren Verbrauch ständig abgelesen wird:
 - der Wirkstromverbrauch pro Viertelstunde;
 - der induktive und kapazitive Verbrauch pro Viertelstunde;
- * für die Benutzer des Verteilernetzes, deren Verbrauch monatlich abgelesen wird:
 - der Wirkstromverbrauch pro Monat, nach Zähler aufgeteilt;
 - die Spitzenleistung, nach Zähler aufgeteilt (wenn anwendbar);
 - die Daten der Ablesungen;
- * für die Benutzer des Verteilernetzes, deren Verbrauch jährlich abgelesen wird:
 - der Wirkstromverbrauch pro Jahr, nach Zähler aufgeteilt;
 - die Daten der Ablesungen.

§ 2. Wenn ein Endverbraucher den Versorger wechselt, werden die verfügbaren historischen Verbrauchsdaten, so wie sie in § 1 definiert sind, kostenlos dem neuen Versorger zur Verfügung gestellt. Der Antrag auf Wechsel des Versorgers gilt ebenfalls als Antrag auf Zurverfügungstellung der historischen Verbrauchsdaten, es sei denn, der Endverbraucher lehnt dies mittels einer an den Benutzer des Verteilernetzes gerichteten schriftlichen Mitteilung ab.

Abschnitt 10 — Beschwerden und Berichtigungen

Art. 219 - § 1. Jede Anfechtung muss von einer unmittelbar betroffenen Partei dem Betreiber des Verteilernetzes spätestens einen Monat nach der Feststellung eines Fehlers schriftlich mitgeteilt werden.

§ 2. Eine eventuelle Berichtigung der Messdaten und der sich daraus ergebende Abrechnung bezieht sich höchstens und außer im Falle der Unaufrichtigkeit auf den Zeitraum von zwei Jahren zwischen der letzten Ablesung (ggf. der letzten Einschätzung durch den Betreiber des Verteilernetzes) der Zähler und der zwei Jahre vorher vorgenommenen Ablesung. Wenn dieser Zeitraum weniger als 22 Monate oder mehr als 26 Monate beträgt, wird eine Einschätzung auf 24 Monate durchgeführt.

§ 3. Wenn ein Versorger in Abweichung von § 1 eine Mitteilung der Zählzeiten inhaltlich beanstanden möchte, teilt er dies dem betroffenen Betreiber des Verteilernetzes anhand eines Antrags auf Berichtigung dieser Zählzeiten mit. Nach Eingang des Antrags überprüft der Letztere, ob dieser zulässig ist. Spätestens zwei Werktage nach Aufgabe des Antrags erhält der Versorger eine Antwort, in der angegeben wird, dass sein Antrag entweder angenommen und registriert wurde, oder dass er abgewiesen wurde. Außer im Falle höherer Gewalt behandelt der Betreiber des Verteilernetzes 80% der im Laufe eines angegebenen Monats angenommenen Anträge innerhalb von 20 Kalendertagen und den Rest innerhalb von 30 Kalendertagen.

KAPITEL IV — Übergangsbestimmungen

Art. 220 - Die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens der vorliegenden technischen Regelung bereits vorhandenen Messanlagen und deren Bestandteile, die nicht mit den in Artikel 172 erwähnten Genauigkeitsansprüchen übereinstimmen, können weiterhin benutzt werden, insofern sie nicht angeglichen oder ersetzt werden und mit den Genauigkeitsansprüchen der ersten Genauigkeitsklasse übereinstimmen, die unter der in diesem Artikel erwähnten Genauigkeitsklasse liegt.

Art. 221 - Wenn der Benutzer des Verteilernetzes oder der Betreiber des Verteilernetzes selbst beantragt, dass die bereits vorhandenen Messanlagen oder deren Bestandteile mit den in Artikel 172 erwähnten Genauigkeitsansprüchen in Übereinstimmung gebracht werden, führt der Betreiber des Verteilernetzes im Einvernehmen mit dem Benutzer des Verteilernetzes die erforderlichen Anpassungen durch. Die durch diese Anpassungen verursachten Kosten werden von dem Antragsteller übernommen.

Art. 222 - Falls der Benutzer des Verteilernetzes oder der betroffene Versorger wünscht, dass die Nichtübereinstimmung innerhalb einer kürzeren Frist behoben wird, wendet er sich zu diesem Zweck an den Betreiber des Verteilernetzes. Dieser beurteilt auf der Grundlage sachlicher und nicht diskriminatorischer Kriterien, ob die beantragten Anpassungen durchgeführt werden können. Vorbehaltlich einer ungünstigen, gebührend begründeten Bewertung, führt der Betreiber des Verteilernetzes die Anpassungen durch. Die durch diese beschleunigten Anpassungen verursachten zusätzlichen Kosten werden von dem Antragsteller übernommen.

TITEL VI — Zusammenarbeitsordnung

Art. 223 - Der Betreiber des Verteilernetzes und die Betreiber der Netze, an die sein Netz angeschlossen ist, bestimmen im gegenseitigen Einvernehmen den Standort des(der) Verbindungsstelle(n).

Art. 224 - Der Betreiber des Verteilernetzes und die Betreiber der Netze, an die sein Netz angeschlossen ist, gewähren sich gegenseitig die Zusammenarbeit, die bei der Ausführung der Aufgaben, zu denen beide Parteien gesetzlich und vertraglich verpflichtet sind, erforderlich ist.

Art. 225 - § 1. Der Betreiber des Verteilernetzes trifft mit den Betreibern der Netze, an die sein Netz angeschlossen ist, Vereinbarungen hinsichtlich aller Aspekte, die direkt oder indirekt Folgen für die betroffenen Netzbetreiber haben könnten, insbesondere was Folgendes betrifft:

- 1° die Entwicklung, die Wartung und den Betrieb ihrer jeweiligen Netze;
- 2° die Hilfsdienste, die sie sich leisten;
- 3° das Gleichgewicht zwischen Stromangebot und -nachfrage im belgischen Regelgebiet;
- 4° die technische Bewirtschaftung der Stromflüsse auf deren jeweiligen Netzen;
- 5° die Koordinierung der Inanspruchnahme der an deren jeweiligen Netze angeschlossenen Erzeugungseinheiten;
- 6° den Zugang zu deren jeweiligen Netzen;

7° die Anwendung der Ordnung bei Großstörungen und Ordnung zur Versorgungswiederaufnahme.

Die Zusammenarbeitsvereinbarung deckt mindestens diese verschiedenen Punkte.

§ 2. Der Betreiber des Verteilernetzes tauscht mit den Betreibern der Netze, an die sein Netz angeschlossen ist, nach den in gegenseitigem Einvernehmen vereinbarten Verfahren die erforderlichen Daten bezüglich der in § 1 erwähnten Aspekte aus.

§ 3. Der Betreiber des Verteilernetzes bestimmt mit den Betreibern der Netze, an die sein Netz angeschlossen ist, die beiderseitigen Verpflichtungen in Sachen Qualität, Häufigkeit der Zurverfügungstellung und Zuverlässigkeit der in § 1 angegebenen Daten und in Sachen Einhaltung der Zustellungsfristen.

§ 4. Der Betreiber des Verteilernetzes schließt mit den Betreibern der Netze, an die sein Netz angeschlossen ist, eine Zusammenarbeitsvereinbarung ab, in der die praktischen Modalitäten in Sachen Konzertierung, Zusammenarbeit und Austausch von Daten geregelt werden. Diese Vereinbarung ist nicht diskriminierend und führt die Rechte, Pflichten und Verantwortungen jeder Partei an sowie die Kosten für die Benutzung der Netze, die Gegenstände der Vereinbarung sind.

§ 5. Die Zusammenarbeitsvereinbarung, sowie jede Revision, wird der CWaPE sofort nach ihrer Unterzeichnung oder sofort nach dem Inkrafttreten der vorliegenden Regelung, wenn sie vorher unterzeichnet worden ist, übermittelt.

Art. 226 - Die Zusammenarbeitsvereinbarung deckt ebenfalls gemäß den einschlägigen gesetzlichen Bestimmungen die Vertraulichkeit der zur Verfügung gestellten oder gegenseitig ausgetauschten Daten.

Art. 227 - Der Betreiber des Verteilernetzes übermittelt den Betreibern der Netze, an die sein Netz angeschlossen ist, die Planungsdaten, damit diese ihren Anpassungsplan erstellen können.

Art. 228 - § 1. In der Zusammenarbeitsvereinbarung wird ebenfalls die Leistung, die dem Betreiber des Verteilernetzes an jeder Verbindungsstelle zur Verfügung gestellt werden kann, und gegebenenfalls die Entwicklung oder ein informatives Programm über die Entwicklung dieser Leistung festgelegt.

§ 2. Jede Verstärkung oder Erweiterung einer bereits vorhandenen Verbindung wird von dem Betreiber des Verteilernetzes und den Betreibern der Netze, an die sein Netz angeschlossen ist, auf der Grundlage der Sorge um die optimale Entwicklung der betroffenen Netze und unter Berücksichtigung des Vorrangs, der den hochwertigen und/oder hocheffizienten Kraft/Wärme-Kopplungsanlagen, den Erzeugungsanlagen, die erneuerbare Energiequellen benutzen, sowie denjenigen Anlagen, die Strom aus den Abfällen und den Rückgewinnungen aus Industrieprozessen erzeugen, einzuräumen ist, im gegenseitigen Einvernehmen bewertet.

§ 3. Die Qualität der an jede Verbindungsstelle gelieferten Spannung wird in der in § 1 erwähnten Zusammenarbeitsvereinbarung festgelegt und ist so beschaffen, dass es technisch möglich sein muss, dem Endkunden bei Anwendung der Regeln der guten Praxis eine Spannung zu liefern, die den Bestimmungen der Norm NBN EN 50160 «Merkmale der von den öffentlichen Verteilernetzen gelieferten Spannung» genügt.

§ 4. Das zulässige Niveau der Störungen an der Verbindungsstelle wird durch die allgemein auf europäischer Ebene angewandten Normen, sowie gemäß den technischen Empfehlungen CEI IEC 61000.3-6 und 61000.3-7 für die Hochspannung und den entsprechenden Empfehlungen (CEI IEC61000.3-2 und CEI 61000.3-3) für die Niederspannung festgelegt.

Art. 229 - § 1. An den Verbindungsstellen verfügt der Betreiber des Verteilernetzes pro Taktperiode über das Recht zur Entnahme einer Pauschalmenge von induktiver und kapazitiver Blindenergie.

§ 2. Unter Vorbehalt der Bestimmungen des § 3 entspricht diese Pauschalmenge von induktiver und kapazitiver Blindenergie in Zeitintervallen 32,9 % der Wirkenergie, die während dieses Zeitintervalls an dem Entnahmepunkt entnommen wird.

§ 3 — Dieses Recht auf die Entnahme von Blindenergie in Zeitintervallen darf nicht unter 3,29% der Menge Wirkenergie liegen, die der Dauer des Zeitabstands multipliziert mit der an der Verbindungsstelle zur Verfügung gestellten Leistung, wie diese in Artikel 228 bestimmt wird, entspricht.

§ 4. Die positive Differenz zwischen der induktiven Menge und der gemäß dem vorliegenden Artikel zugeteilten Pauschalmenge geht zu Lasten des betroffenen Betreibers des Verteilernetzes entsprechend dem anwendbaren Tarif.

§ 5. Die positive Differenz zwischen der kapazitiven Menge und der gemäß dem vorliegenden Artikel zugeteilten Pauschalmenge geht zu Lasten des betroffenen Betreibers des Verteilernetzes entsprechend dem anwendbaren Tarif.

Art. 230 - § 1. Im Rahmen der Bestimmungen des Artikels 225 informiert ein Betreiber eines Netzes die Betreiber der Netze, an die sein Netz angeschlossen ist, zu gewünschter Zeit über seine Anträge auf zeitweilige und ständige Lastverlagerungen zwischen den betroffenen Verbindungsstellen. Diese Anträge werden im Einvernehmen gemäß den in der Zusammenarbeitsvereinbarung bestimmten Modalitäten bewertet.

§ 2. Auf dessen begründeten Antrag stellt der Betreiber des Verteilernetzes den Betreibern der Netze, an die sein Netz angeschlossen ist, zusätzliche Informationen bezüglich des je Verbindungsstelle erwarteten Belastungsdiagramms zur Verfügung.

Art. 231 - § 1. In der Zusammenarbeitsvereinbarung werden u.a. die beiderseitigen Rechte, Pflichten und Verantwortungen sowie die Verfahren bezüglich aller Aspekte des Betriebs, die einen direkten oder indirekten Einfluss auf die Sicherheit, Zuverlässigkeit und Wirksamkeit der betroffenen Netze, Anschlüsse oder Anlagen der Benutzer des Verteilernetzes ausüben können, einschließlich der Modalitäten in Sachen Wiedergutmachung der eventuellen Schäden an einem Benutzer eines Netzes festgelegt.

§ 2. Diese Vereinbarung berücksichtigt die von dem Betreiber des Übertragungsnetzes oder des lokalen Übertragungsnetzes erstellte Ordnung bei Großstörungen sowie die Ordnung zur Versorgungswiederaufnahme.

Art. 232 - § 1. Der Betreiber des Verteilernetzes stellt den Betreibern der Netze, an die sein Netz angeschlossen ist, gemäß den Bestimmungen der Artikel 214 und 217 die Messdaten eines jeden Ausgleichsverantwortlichen zur Verfügung.

§ 2. Die in § 1 erwähnten Messdaten bestimmen die unter den betroffenen Netzen je Ausgleichsverantwortlichen und je Viertelstunde ausgetauschte Energie.

§ 3. Der Betreiber des Verteilernetzes sorgt dafür, dass die unter den Netzen je Taktperiode ausgetauschte Gesamtenergie den verschiedenen Ausgleichsverantwortlichen zugeteilt wird.

ANLAGE I — DATENLISTE

Die erste Spalte der Tabelle 1 trägt den Titel «Anschlussart» und unterscheidet zwischen zwei Anschlussarten: die Anschlüsse der Erzeugungseinheiten («Pr») und die Anschlüsse von Lastentnahmen («Ch»).

Für einen kombinierten Anschluss (Erzeugungseinheit und Lastentnahme, «Pr + Ch») kann der Betreiber des Verteilernetzes die Gesamtheit oder einen Teil der Daten der beiden Anschlussarten fordern.

Die zweite Spalte der Tabelle I trägt den Titel «Ziel» und bezieht sich auf das Kapitel oder auf die Paragraphen der vorliegenden Regelung, die diese Daten betreffen.

Die Abkürzung «P» betrifft den Titel II Planungsordnung. Die Abkürzungen «E» und «D» entsprechen jeweils einem «Antrag auf eine Orientierungsstudie» und einem «Anschlussantrag» des Titels III Anschlussordnung. Andere Daten bezüglich der vorhandenen Anlagen werden unter dem Titel «Andere» (Sie sind auf spezifischen Antrag, der nachstehend nicht angeführt wird, zu liefern) und «Alle» (Sie sind in den drei nachstehend angeführten Fällen zu liefern) eingeordnet.

Die in Artikel 34 der Planungsordnung erwähnten Planungsdaten sind diejenigen, die in der Tabelle 1 unter dem Zeichen «P» und «Alle» in der Spalte «Ziel» geliefert werden.

Die in Artikel 68 (Anschlussordnung) erwähnten allgemeinen technischen Daten oder Informationen sind diejenigen, die in der Tabelle 1 unter dem Zeichen «E» oder «Alle» in der Spalte «Ziel» geliefert werden.

Die in Artikel 78 (Anschlussordnung) erwähnten ausführlichen technischen Daten oder Informationen sind diejenigen, die in der Tabelle 1 unter dem Zeichen «D» oder «Alle» in der Spalte «Ziel» geliefert werden.

Die dritte Spalte der Tabelle 1 trägt den Titel «Beschreibung» und beschreibt die beantragten technischen Daten und Informationen.

Die vierte Spalte der Tabelle 1 trägt den Titel «Einheit» und gibt die Messeinheit an, in der die messbaren Mengen ausgedrückt werden.

Die fünfte Spalte der Tabelle 1 trägt den Titel «Periode». Der Buchstabe «T» gibt die Anzahl der Jahre an, für die die Angabe oder Information dem Betreiber des Verteilernetzes gemäß der in der Planungsordnung erwähnten Planungsperiode geliefert werden muss.

Anschlussart	Ziel	Beschreibung	Einheit	Periode
Pr + Ch	Alle	Identifizierung des Anschlusses		
Pr + Ch	Alle	Name und Anschrift des Benutzers des Netzes		
Pr + Ch	D	Kopplung mit dem Netz: Beschreibung des Anschlusses, einschließlich Hilfsquelle		
Pr + Ch	E, D	Datum der Inbetriebsetzung	mm/jjjj	
Pr + Ch	Sonstige	Datum der letzten Konformitätskontrolle	tt/mm/jjjj	
Pr + Ch	D	Standort und Zugang zu den Abschaltgeräten und der Zählanlage		
Pr + Ch	Sonstige	Allgemeiner Schutz (Überstrom): Marke, Typ, Einstellwerte, Kabelplan		
Pr + Ch	Sonstige	Schaltbild		
Ch	Alle	Wirkleistungsspitzen und Monat ihres Auftretens	kW, mm	T
Ch	Alle	Blindleistung (oder cos phi) im Falle einer Wirkspitze	kVAr	T
Ch	P	Eventuelle Trendwenden	kW, mm/jjjj	T
Ch	P	Modell der wöchentlichen Entnahme	kW	
Ch	E, D	Art und Leistung der Störlasten	kW	
Ch	E, D	Leistung der installierten Motoren	kVA	
Ch	Alle	Datum der Inbetriebsetzung einer Kondensatorenbatterie	tt/mm/jjjj	
Ch	Alle	Kondensatorenbatterie: installierte Leistung	kVAr	
Pr	Alle	Erzeugungseinheit: Identifizierung		
Pr	Alle	Maximale zu entwickelnde Leistung	kW	T
Pr	P	Einschätzung der Jahreserzeugung oder der Benutzungsdauer	kWh oder h	T
Pr	Alle	Cos phi bei Höchstleistung		T

Anschlussart	Ziel	Beschreibung	Einheit	Periode
Pr	E, D	Typ des Generators (Asynchron/synchron/Wechselrichter)		
Pr	D	Maschinenschild des Generators		
Pr	Alle	Energiequelle (erneuerbare Energie oder nicht/Kraft/Wärme-Kopplung/Sonstiges)		
Pr	Alle	Die Leistung des dreiphasigen Kurzschlusses (subtransient) an der Zugangsstelle	MVA	
Pr	Alle	Möglichkeit eines Inselbetriebs?	J/N	
Pr	Alle	Möglichkeit eines Parallelbetriebs?	J/N	
Pr	P	Vorgesehene Verfügbarkeitsrate	%	
Pr	E, D	Typ und Leistung einer StörungsErzeugungseinheit	kW	
Pr	D	Transformator: Ucc	%	
Pr	D	Transformator: Maschinenschild		
Pr	Sonstige	Entkopplungsschutz: Marke, Typ, Einstellwerte, Kabelplan, Fernbedienung (J/N)		

ANLAGE II — GENAUIGKEITSANSPRÜCHE DER ZÄHLANLAGE

In der Tabelle 2 wird die für die Bestandteile der Zählanlage erforderliche minimale Genauigkeitsklasse unter Berücksichtigung der Anschlussleistung und des Spannungsniveaus angegeben.

Anschlussleistung	Spannungsniveau, as das die Zählanlage angeschlossen ist	Maximal zulässiger Gesamtfehler (+/- %) bei Vollast (3)		Für die Bestandteile der Zählanlage erforderliche minimale Genauigkeitsklasse			
		Wirkleistung PF = 1	Blindleistung PF = 0	SPW	SW	Wh-Meter	Varh-Meter
≥ 5 MVA	HS	0.5	2.25	0.2	0.2	0.2	2
	NS	0.25	2.25	na	0.2	0.2	2
≥ 1 MVA bis 5 MVA	HS	0.75	2.25	0.2	0.2	0.5	2
	NS	0.55	2.25	na	0.2	0.5	2
≥ 250 kVA bis 1 MVA	HS	1.5	2.5	0.5	0.5	1	2
	NS	1.25	2.25	na	0.5	1	2
≥ 100 kVA bis 250 kVA	HS	1.5	2.5	0.5	0.5	1	2
	NS	1.25	2.25	na	0.5	1	2
< 100 kVA	mit der Anlage MI-003 § 7 zum Königlichen Erlass vom 13. Juni über die Messinstrumente übereinstimmende Zähler						

Tabelle 2: Genauigkeitsklasse der Bestandteile der Zählanlage

Mit:

SPW: Transformator für Spannungsmessung

SW: Transformator für Strommessung

Wh-Meter: Zähler für die Wirkleistung

Varh-Meter: Zähler für die Blindleistung

PF: Leistungsfaktor

na. nicht anwendbar

(1) Der maximal zulässige Gesamtfehler (+/- %) für die gesamte Zählanlage bei Vollast wird als Richtwert gegeben. Er wird auf der Grundlage der vektoriellen Summe der Fehler eines jeden Bestandteils der Zählanlage berechnet, d.h.: $A + B + C$, mit:

A: Genauigkeitsklasse des Spannungswandlers mit Verkabelung

B: Genauigkeitsklasse des Stromwandlers mit Verkabelung

C: Genauigkeitsklasse des Zählers.

Um die beste Garantie der Übereinstimmung mit den Anforderungen des zulässigen Gesamtfehlers geben zu können, wird der Betreiber des Verteilernetzes die notwendigen Regeln annehmen, damit die Komponenten bei der Anschlussleistung in ihrem Betriebsbereich verwendet werden.

ANLAGE III — GENAUIGKEITSANSPRÜCHE FÜR DIE EICHUNG DER ZÄHLANLAGEN

Die höchstzulässige Unsicherheit (in %) für die Eichung der Bestandteile der Zählanlage beträgt:

- Klasse 0.2 TC und TT:	± 0.05
- Klasse 0.2 Wh-Meter	$\pm 0.05/\cos\varphi$
- Klasse 0.5 TC und TT:	± 0.1
- Klasse 0.5 Wh-Meter	$\pm 0.1/\cos\varphi$
- Klasse 1 Wh-Meter	$\pm 0.2/\cos\varphi$
- Klasse 2 Wh-Meter	$\pm 0.2/\cos\varphi$
- Klasse 2 varh -Meter	$\pm 0.5/\sin\varphi$
- Klasse 3 varh -Meter	$\pm 0.5/\sin\varphi$

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. März 2011 zur Genehmigung der technischen Regelung für den Betrieb der Stromverteilernetze in der Wallonischen Region und den Zugang zu diesen Netzen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 3. März 2011

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2011 — 1263

[C - 2011/27096]

3 MAART 2011. — Besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van het technisch reglement voor het beheer van de elektriciteitsdistributienetten in het Waalse Gewest en de toegang daartoe

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, inzonderheid op artikel 13;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2007 betreffende de herziening van het technisch reglement voor het beheer van de elektriciteitsdistributienetten alsook de toegang daartoe;

Gelet op het voorstel tot herziening van het technisch reglement voor het beheer van de elektriciteitsdistributienetten in het Waalse Gewest en de toegang daartoe, CD-10h24-CWaPE-287, van de CWaPE van 24 augustus 2010;

Gelet op het advies 49.134/4 van de Raad van State, gegeven op 17 januari 2011, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Duurzame Ontwikkeling;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het door de CWaPE vastgelegde technisch reglement dat bij dit besluit gaat is goedgekeurd door de Regering.

Art. 2. Het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2007 betreffende de herziening van het technisch reglement voor het beheer van de elektriciteitsdistributienetten alsook de toegang daartoe wordt opgeheven.

Art. 3. De Minister bevoegd voor het Energiebeleid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 maart 2011.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

Bijlage

Technisch reglement voor het beheer van de elektriciteitsdistributienetten in het Waalse Gewest en de toegang daartoe**TITEL I. — Algemene bepalingen**HOOFDSTUK I. — *Algemene beginselen**Afdeling 1. — Toepassingsgebied en definities*

Artikel 1. Dit technisch reglement bevat de voorschriften en de regels voor het beheer van en de toegang tot het distributienet, hoog- en laagspanning.

Het bestaat uit een planningscode (Titel II), een aansluitingscode (Titel III), een toegangscode (Titel IV), een meetcode (Titel V) en een samenwerkingscode (Titel VI), zoals hierna bepaald.

Art. 2. De definities in artikel 2 van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt gelden voor dit reglement.

Voor de toepassing van dit reglement wordt verstaan onder :

- | | |
|---|---|
| 1. laagspanning : | spanningsniveau van 1 kilovolt (kV) of minder; |
| 2. belasting : | elke installatie die actief en/of reactief elektrisch vermogen verbruikt; |
| 3. beschermingscode : | operationele code met het oog op de veiligheid, de betrouwbaarheid en de efficiëntie van het elektrisch systeem in spoedomstandigheden, zoals bedoeld in het technisch transmissiereglement; |
| 4. beschermingscode : | operationele code voor de heropbouw van het elektrische systeem na een gehele of gedeeltelijke instorting zoals omschreven in het technische transmissiereglement; |
| 5. telling : | opname via een meetinrichting en per tijdsperiode van de hoeveelheid actieve en, eventueel, reactieve energie die in het net geïnjecteerd of van het net afgenomen wordt; |
| 6. toegangscontract/-reglement | contract/regeling tussen de distributienetbeheerder en een persoon, « toegangsgerechtigde » genaamd, gesloten overeenkomstig Titel 4 van dit technisch reglement, houdende o.a. de bijzondere voorwaarden in verband met de toegang tot het distributienet; |
| 7. contract voor de coördinatie van de inschakeling van de productie-eenheden : | contract tussen de transmissienetbeheerder en een evenwichtsverantwoordelijke voor één of meerdere injectiepunten dat in het bijzonder de voorwaarden bevat in verband met de coördinatie van de inschakeling van de productie-eenheden; |
| 8. leveringscontract : | contract opgesteld tussen een leverancier en een eindafnemer voor de levering van elektriciteit; |
| 9. aansluitingscontract/-reglement : | contract/regeling tussen een netgebruiker en de netbeheerder tot vastlegging van de wederzijdse rechten en verplichtingen in verband met een bepaalde aansluiting, m.i.v. de relevante technische bepalingen, behoorlijk bijgevoegd; |
| 10. contract toegangsverantwoordelijke : | contract gesloten tussen de transmissienetbeheerder en een evenwichtsverantwoordelijke dat in het bijzonder de voorwaarden in verband met het evenwicht bevat; |
| 11. samenwerkingsovereenkomst : | overeenkomst gesloten tussen de distributienetbeheerder en elke beheerder van het net waarop zijn net aangesloten is; |
| 12. belastingscurve : | gemeten of berekend reeks gegevens betreffende de afname of de injectie van energie op een toegangspunt per elementaire periode; |
| 13. decreet : | het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt en de opeenvolgende wijzigingen die erin zijn aangebracht; |
| 14. toegangsgerechtigde : | de partij die een toegangscontract gesloten heeft met de distributienetbeheerder; |
| 15. meetgegeven : | gegeven dat door meting of telling aan de hand van een meetinrichting verkregen is; |
| 16. EAN code : | uniek numeriek veld (European Article Number) voor de eenduidige identificatie van een toegangspunt (EAN-GSRN code (Global Service Related Number)) of een marktdeelnemer (EAN-GLN code (Global Location Number)); |
| 17. « CWaTUPE » : | Waaals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, stedenbouw, erfgoed en energie |
| 18. actieve energie : | de integraal van het actieve vermogen gedurende een bepaalde tijdsperiode; |
| 19. reactieve energie : | de integraal van het reactieve vermogen gedurende een bepaalde tijdsperiode; |

20. meetinrichting : elke uitrusting voor het verrichten van de tellingen en/of metingen waarme de netbeheerher zijn opdrachten kan vervullen zoals de tellers, de meetapparaten, de vermogenstransformatoren of de overeenstemmende telecommunicatie-uitrustingen;
21. significante fout : een fout op een meetwaarde groter dan de totale nauwkeurigheid van de meetinrichting die deze meetwaarde bepaalt en die het industrieel proces verbonden met deze meetwaarde kan beschadigen of de facturatie verbonden met deze meetwaarde kan aantasten;
22. frequentie : het aantal cycli per seconde van de fundamentele component in de spanning, uitgedrukt in Hertz (Hz);
23. distributienetbeheerder : elke distributienetbeheerder aangewezen overeenkomstig artikel 10 van het decreet;
24. lokaal transmissienetbeheerder : de persoon aangewezen overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk II van het decreet;
25. transmissienetbeheerder : de persoon aangewezen overeenkomstig artikel 10 van de wet;
26. hoogspanning : spanningsniveau hoger dan 1 kilovolt;
27. injectie : terbeschikkingstelling van energie voor het distributienet;
28. aansluitingsinstallatie : elk uitrusting die nodig is om de installatie van een netgebruiker aan het net te verbinden;;
29. installatie van de distributienetgebruiker : elke uitrusting van de distributienetgebruiker die door middel van een aansluiting op het distributienet is aangesloten en die niet tot die aansluiting behoort;
30. installatie die functioneel deel uitmaakt van het distributienet : een installatie waarop een distributienetgebruiker het eigendoms- of gebruiksrecht bezit, maar die dezelfde functie heeft als een installatie van het distributienet; dit begrip wordt nader omschreven in het aansluitingscontract of een overeenkomst die deel daarvan uitmaakt;
31. railstel : het driefasig geheel van drie metalen rails of geleiders die voor elke fase afzonderlijk een gemeenschappelijk spanningspunt vormen en waarop de verschillende installaties (instrumenten, lijnen, kabels) aangesloten zijn teneinde onderling verbonden te worden;
32. D-dag : een kalenderdag;
33. D-1-dag : de kalenderdag vóór de D-dag;
34. werkdag : elke dag van de week, zaterdag, zondag en wettelijke feestdagen uitgezonderd;
35. wet : de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt en de opeenvolgende wijzigingen die erin zijn aangebracht;
36. meting : de opname op een bepaald tijdstip van een fysieke grootheid door een meetinrichting;
37. actieve verliezen : het verbruik van actief vermogen door het distributienet, veroorzaakt door het gebruik daarvan;
38. afschakelplan : plan dat het voorwerp uitmaakt van een federaal ministerieel besluit en waarin de onderbrekingen, de verminderingen en de prioriteiten aangegeven worden die de transmissienetbeheerder dient op te leggen wanneer het net in gevaar is;
39. toegangspunt : een afname- en/of injectiepunt;
40. injectiepunt : de fysieke plaats en het spanningsniveau van het punt waar vermogen vanuit het net wordt afgenomen;
41. koppelpunt : het tussen netbeheerders onderling overeengekomen fysieke punt waar de koppeling tussen de respectievelijke netten is gerealiseerd;
42. meetpunt : de fysieke plaats waar meetuitrustingen aan de aansluitingsinstallatie of aan de installatie van een netgebruiker worden gekoppeld;
43. afnamepunt : de fysieke plaats waar een belasting wordt afgesloten om vermogen vanuit het net af te nemen;
44. aansluitingspunt : de fysieke plaats en het spanningsniveau van het punt waar de aansluiting is verbonden met het distributienet en waar inschakeling en uitschakeling mogelijk zijn;
45. afname : het afnemen van vermogen vanaf het distributienet;
46. synthetisch belastingsprofiel : unitaire belastingscurve statistisch vastgelegd voor een categorie eindafnemers en doorgaans met de afkorting SLP aangewezen;
47. toegangsprogramma : het redelijke vooruitzicht van injecties en afnamen van actief kwartiervermogen voor een bepaald toegangspunt en dag;
48. actief vermogen : het gedeelte van het elektrisch vermogen dat kan worden omgezet naar andere vormen van vermogen zoals mechanisch of thermisch.

- Voor een driefasig systeem is diens waarde gelijk aan $\sqrt{3} \cdot U \cdot I \cdot \cos \phi$ waarbij U en I de effectieve waarden van de fundamentele componenten van de samengestelde spanning (tussen fasen) en van de stroom zijn en waarbij ϕ het faseverschil tussen de fundamentele componenten van die spanning en van die stroom zijn; het actieve vermogen wordt in Watt en veelvouden ervan uitgedrukt. In het geval waarin de eenvoudige spanning (tussen fase en neutraal) gebruikt wordt, wordt de formule $3 \cdot U \cdot I \cdot \cos \phi$.
- Voor een eenfasig systeem is diens waarde gelijk aan $U \cdot I \cdot \cos \phi$ waarbij U en I de effectieve waarden van de fundamentele componenten van de samengestelde spanning en van de stroom zijn en waarbij ϕ het faseverschil (tijdsverschil) tussen de fundamentele componenten van die spanning en van die stroom vertegenwoordigen;
49. schijnbaar vermogen : voor een driefasig systeem, de hoeveelheid gelijk aan $\sqrt{3} \cdot U \cdot I$, waarbij U en I de effectieve waarden van de fundamentele componenten van de samengestelde spanning en van de stroom zijn. In het geval waarin de eenvoudige spanning gebruikt wordt, wordt de formule $3 \cdot U \cdot I$; het schijnbaar vermogen wordt in VA en veelvouden ervan uitgedrukt.
- Voor een eenfasig systeem is diens waarde gelijk aan $U \cdot I$ waarbij U en I de effectieve waarden van de fundamentele componenten van de samengestelde spanning en van de stroom zijn;
50. aansluitingsvermogen : het maximaal vermogen, bepaald in het aansluitingscontract en uitgedrukt in voltampère (VA) of veelvouden ervan, waarover de distributienetgebruiker kan beschikken door zijn aansluiting;
51. kwartiervermogen : het gemiddeld afgenomen of geïnjecteerd vermogen over een periode van een kwartier, uitgedrukt in Watts (W) in geval van actief vermogen, in vars (Var) in geval van reactief vermogen, en in voltampère (VA) in geval van schijnbaar vermogen, of in veelvouden ervan;
52. reactief vermogen : voor een driefasig systeem, de hoeveelheid gelijk aan $\sqrt{3} \cdot U \cdot I \cdot \sin \phi$, waarbij U en I de effectieve waarden zijn van de fundamentele componenten van de samengestelde spanning en van de stroom en waarbij ϕ het faseverschil tussen de fundamentele componenten van die spanning en die stroom vertegenwoordigen; het reactief vermogen wordt uitgedrukt in Var of in één van de veelvouden ervan. In het geval waarin eenvoudige spanning gebruikt wordt, wordt de formule $3 \cdot U \cdot I \cdot \sin \phi$;
- Voor een eenfasig systeem is diens waarde gelijk aan $U \cdot I \cdot \sin \phi$ waarbij U en I de effectieve waarden van de fundamentele componenten van de samengestelde spanning en van de stroom zijn en waarbij ϕ het faseverschil tussen de fundamentele componenten van die spanning en die stroom vertegenwoordigen;
53. ondergeschreven vermogen : het maximale actieve injectie- of afnamekwartiervermogen, bepaald in een toegangscontract en met betrekking tot een toegangspunt en een gegeven periode;
54. kwaliteit van de elektriciteit : het geheel van de karakteristieken van elektriciteit die een invloed kunnen hebben op het distributienet, de aansluitingen en de installaties van een distributienetgebruiker, en met inbegrip van meer bepaald de continuïteit van de spanning en de elektrische kenmerken van die spanning, namelijk frequentie, amplitude, golfvorm en symmetrie;
55. toegangsregister : het door de distributienetbeheerder bijgehouden register, waar, o.a., de evenwichtsverantwoordelijke en de leverancier per toegangspunt staan vermeld;
56. telregister : register waarin elke distributienetbeheerder de meetinstrumenten en de technische specificiteiten daarvan opneemt
57. register van de toegangsverantwoordelijken : register bijgehouden door de transmissienetbeheerder overeenkomstig het technisch transmissiereglement;
58. technisch transmissiereglement : het koninklijk besluit van 19 december 2002 houdende een technisch reglement voor het beheer van het transmissienet van elektriciteit en de toegang ertoe;
59. technisch reglement lokale transmissie : het technisch reglement voor het beheer van het lokaal transmissienet in het Waalse Gewest en de toegang daartoe;
60. transmissienet : het geheel van de installaties bestemd voor de transmissie van elektriciteit met een spanning hoger dan 70 kilovolt, gevestigd op het Belgische grondgebied en zoals bepaald bij artikel 2, 7°, van de wet;
61. evenwichtsverantwoordelijke : een natuurlijke of rechtspersoon die verantwoordelijk is voor het evenwicht, op kwartierbasis, van een geheel van injecties of afnamen binnen de Belgische regelzone, en die hiertoe geregistreerd is in het register van de toegangsverantwoordelijken;
62. AREI : Algemeen Reglement op de Elektrische Installaties;
63. ARAB : Algemeen Reglement op de arbeidsbescherming;

64. ondersteunende diensten : voor de distributienetten, het geheel van volgende diensten :
 a) het regelen van de spanning en van het reactief vermogen;
 b) de compensatie van verliezen op het net;
65. SYNERGRID : de Federatie van de Elektriciteits- en Gasnetbeheerders in België
66. elektrisch systeem : het geheel van de uitrustingen dat alle gekoppelde netten, alle aansluitingsinstallaties en alle installaties van de netgebruikers aangesloten op deze netten omvat;
67. gedecentraliseerde productie-eenheid : productie-eenheid waarvan de inschakeling niet op gecentraliseerde wijze gecoördineerd is in de zin van artikel 144;
68. distributienetgebruiker : elke natuurlijke of rechtspersoon die op het distributienet aangesloten is en die de mogelijkheid heeft om elektrisch vermogen van dat net af te nemen of op dat net te injecteren

Art. 3. § 1. De in dagen uitgedrukte termijnen vermeld in dit reglement lopen van middernacht tot middernacht. Zij vangen aan op de werkdag volgend op de dag van de ontvangst van de formele kennisgeving. Bij gebrek aan een formele kennisgeving vangen de termijnen aan op de werkdag volgend op de dag van de kennisname van de gebeurtenis die daartoe aanleiding geeft. Tenzij anders vermeld, worden de termijnen uitgedrukt in werkdagen.

§ 2. Een nieuw technisch voorschrift (bijgevoegde norm of specificatie) opgelegd bij dit technisch reglement, alsook elke wijziging ervan (met name de technische voorschriften van Synergrid opgenomen in dit technisch reglement voor het beheer van de elektriciteitsdistributienetten en goedgekeurd door de CWaPE), zal van dwingende toepassing zijn voor de uitvoering of de wijziging van een installatie indien het materiaal dat daarvoor nodig is meer dan veertig werkdagen na de datum van de inwerkingtreding ervan besteld wordt.

Afdeling 2. — Taken en verplichtingen van de distributienetbeheerder

Art. 4. § 1. In het gebied waarvoor hij aangewezen is, voert de netbeheerder de taken en verplichtingen uit die hem worden opgedragen krachtens het decreet en zijn uitvoeringsbesluiten teneinde te zorgen voor de distributie van elektriciteit tussen de verschillende gebruikers van het distributienet en het behoud van de veiligheid, de betrouwbaarheid en de efficiëntie van het net te bewaken, te handhaven dan wel te herstellen.

§ 2. De distributienetbeheerder bepaalt vooraf de gepaste middelen die noodzakelijk zijn voor de goede uitvoering van zijn opdrachten en stelt al hetgeen redelijkerwijs binnen zijn mogelijkheden ligt in het werk om die te krijgen.

Die noodzakelijke en aangepaste middelen zullen voor het eerste bepaald worden op het ogenblik waarop het aanpassingsplan bedoeld in artikel 15 van het decreet voor het eerst wordt vastgesteld. Zij worden dan opnieuw onderzocht en eventueel bijgesteld bij elke opeenvolgende herziening van het aanpassingsplan.

Bij de uitvoering van zijn opdrachten gebruikt de distributienetbeheerder alle gepaste middelen die de netgebruikers van hem mogen verwachten en die, rekening houdend met de bijzondere situatie, redelijkerwijs verkregen kunnen worden.

§ 3. De distributienetbeheerder zorgt ervoor dat de op elk aansluitingspunt geleverde spanning voldoet aan de voorschriften van de norm NBN EN 50160 « Kenmerken van de spanning geleverd door de openbare distributienetten ».

§ 4. Bij niet-geplande onderbreking van het distributienet of van de aansluiting, moet de distributienetbeheerder ter plaatse zijn binnen twee uur volgend op de oproep van de distributienetgebruiker, met de gepaste middelen om de werken te starten met het oog op de verwijdering van het gebrek.

Behoudens spoedgeval, technische onmogelijkheid of weersomstandigheden (storm, hevig onweer, belangrijke sneeuwval,...) die als buitengewoon erkend worden door een daartoe behoorlijk gemachtigde openbare instelling, zal de distributienetbeheerder, indien hij vaststelt dat het herstel meer dan vier uur in beslag zal nemen, de nodige maatregelen nemen om de bevoorradings van het net te herstellen door elk voorlopig productiemiddel dat hij nodig acht, bij voorkeur wat betreft de transformatiecabine hoogspanning-laagspanning. Hetzelfde geldt voor elke geplande onderbreking van het distributienet met een gecumuleerde duur van meer dan vier uur in één week; in dit laatste geval zal de distributienetbeheerder de modaliteiten voor de recuperatie van de grootte van de geleverde energie.

De afnemers die over hun eigen cabine beschikken en die in aanmerking wensen te komen voor deze bepaling zorgen ervoor dat de aansluiting van een stroomgenerator in alle veiligheid uitgevoerd kan worden.

Voor de afnemers die over een aansluitingsvermogen > 630 kVA beschikken, worden de praktische modaliteiten voor de toepassing van deze paragraaf naar gelang van de technische mogelijkheden nader bepaald in het aansluitingscontract omschreven in artikel 88.

§ 5. De distributienetbeheerder moet beschikken over de bijgewerkte plannen van zijn net, alsook over de inventaris van de bestanddelen ervan. Indien die documenten niet bestaan voor de vroegere laagspanningsluchtleidingen, moeten ze niet a posteriori opgemaakt worden, behalve uitdrukkelijk verzoek van een overheid. De distributienetbeheerder maakt een inventaris van zijn documentatie in het verslag bedoeld in artikel 5.

§ 6. De distributienetbeheerder hanteert de informaticamiddelen die beantwoorden aan de evolutie van de techniek en die nodig zijn voor de vlotte werking van zijn net en de kwaliteit van de rapportage, met name voor de volgende elementen : kwaliteit van de spanning, lijst en overbrenging van de telgegevens, uitwisseling van gegevens en instructies met de verschillende betrokken actoren.

Art. 5. § 1. De distributienetbeheerder bezorgt de CWaPE jaarlijks, samen met zijn aanpassingsplan, het verslag bedoeld in artikel 24 van het besluit van de Waalse Regering van 21 maart 2002 betreffende de netbeheerders, waarin hij de kwaliteit van zijn dienstverlening gedurende het afgelopen kalenderjaar omschrijft.

§ 2. Dat verslag beschrijft :

1° de frequentie en de gemiddelde duur van de onderbrekingen van de toegang tot zijn distributienet, evenals de totale jaarlijkse onderbrekingsduur, gedurende het genoemde kalenderjaar. Die gegevens worden afzonderlijk verstrekt per spanningsniveau. Dit kan gebeuren op basis van de methodiek beschreven in het technisch voorschrift SYNERGRID C10/14 « Kwaliteitsindicatoren; Beschikbaarheid van de toegang tot het distributienet » of van alle andere gelijkwaardige voorschriften;

2° de naleving van de kwaliteitscriteria in verband met de golfvorm van de spanning zoals omschreven in de hoofdstukken 2 en 3 van de NBN EN 50160-norm;

3° de kwaliteit van de aan alle betrokken partijen verstrekte diensten en, in voorkomend geval, de tekortkomingen inzake de verplichtingen voortvloeiend uit dit reglement en de redenen daarvoor.

4° de staat van de documentatie bedoeld in artikel 4, § 5.

Dat verslag bevat als bijlage de lijst van de geprogrammeerde en niet geprogrammeerde onderbrekingen van bedoeld jaar.

§ 3. De CWaPE kan een model van verslag opmaken.

HOOFDSTUK II. — *Informatie-uitwisseling en confidentialiteit*

Afdeling 1. — Informatie-uitwisseling

Art. 6. § 1. Elke kennisgeving of mededeling gedaan ter uitvoering van dit besluit dient schriftelijk te gebeuren overeenkomstig de vormen en voorwaarden bedoeld in artikel 2281 van het Burgerlijk Wetboek, met een duidelijke identificatie van de afzender en de geadresseerde. De distributienetbeheerder kan, nadat de CWaPE hierover vooraf wordt geïnformeerd, de vorm van de documenten bepalen waarin die gegevens moeten worden uitgewisseld.

§ 2. De distributienetbeheerder neemt de nodige organisationele maatregelen om te zorgen voor een efficiënte behandeling en een voldoende traceerbaarheid van elke relevante schriftelijke aanvraag van een distributienetgebruiker of leverancier. Onder efficiënte behandeling wordt onder meer verstaan de verplichting om een schriftelijk antwoord te geven met vermelding van de dossierbeheerder en de mogelijke beroepsmogelijkheden, onverminderd, in voorkomend geval, de wettelijke bepalingen inzake openbaarheid van bestuurshandelingen.

§ 3. In geval van hoogdringendheid mogen gegevens mondeling worden uitgewisseld. In elk geval dienen dergelijke gegevens zo spoedig mogelijk overeenkomstig § 1 van dit artikel te worden bevestigd.

§ 4. De distributienetbeheerder bezorgt de netgebruikers het telefoonnummer waarop zij hem kunnen bereiken. Hij zet de nodige middelen in om binnen een redelijke termijn een antwoord te geven en ook om een efficiënte behandeling van de ontvangen gegevens en aanvragen te garanderen.

Art. 7. § 1. In afwijking van artikel 6 worden de commerciële en technische gegevens die tussen de verschillende betrokken partijen uitgewisseld worden elektronisch vertrekt (waardoor de validering van een zending door uitgave van een ontvangstbewijs mogelijk wordt) volgens een communicatieprotocol aangegeven in een « Message Implementation Guide (MIG) ». Deze MIG wordt na onderlinge overeenstemming overeengekomen tussen de netbeheerders, de leveranciers en de CWaPE. Hij wordt vervolgens uitdrukkelijk goedgekeurd door de CWaPE. Bij gebrek aan overeenstemming kan de CWaPE een MIG opleggen.

§ 2. Het (de) in § 1 bedoelde protocol(len) is (zijn) niet verplicht van toepassing voor de informatie-uitwisselingen tussen :

- de distributienetbeheerder en een distributienetgebruiker, indien deze laatste een ander protocol kiest, overeengekomen met de distributienetbeheerder in zijn toegangscontract, of in een aanhangsel daarvan;
- de beheerder van het lokale transmissienet en een distributienetbeheerder als er uitdrukkelijk onderlinge overeenstemming is bereikt over een ander protocol, in een samenwerkingsovereenkomst of een addendum daarbij, met mededeling aan de CWaPE.

§ 3. Onverminderd de wettelijke en reglementaire bepalingen mag de distributienetbeheerder, nadat hij de CWaPE daarover heeft geïnformeerd, technische en administratieve maatregelen uitwerken met betrekking tot de uitwisselen gegevens, teneinde de confidentialiteit zoals bepaald in afdeling 2 van dit hoofdstuk te waarborgen.

§ 4. Als een MIG na onderlinge overeenstemming overeengekomen is, dient elke partner deze MIG correct uit te voeren op de afgesproken datum. Hij staat in voor de gevolgen van elk ontbrekende of foutieve « message » en zorgt desgevallend ervoor om zo snel mogelijk correctieve maatregelen te nemen zonder enige partij te benadelen.

§ 5. De inachtneming van de wettelijke en reglementaire termijnen en de juistheid van de « messages » inzake de uitkering worden door elke netbeheerder per leverancier en evenwichtsverantwoordelijke gecontroleerd. De resultaten per leverancier, per evenwichtsverantwoordelijke en voor de gehele markt worden door de netbeheerder op maandelijkse basis aan elke betrokken leverancier en aan elke evenwichtsverantwoordelijke meegedeeld. De wijze waarop de monitoring en de mededeling gebeurt, wordt bepaald in overleg tussen de netbeheerders en de leveranciers en kan bij gebrek aan een akkoord door de CWaPE worden opgelegd. Een nauwkeurige synthese van die monitoring wordt ter attentie van de CWaPE opgemaakt in het verslag omschreven in artikel 5, § 2, 3°.

§ 6. De distributienetbeheerders en de leveranciers kunnen in onderling overleg beslissen om de kwaliteit van andere soorten « messages » die zij uitwisselen, te monitoren. Zij brengen de CWaPE daarvan op de hoogte.

Art. 8. § 1. Tabel 1 in bijlage I bevat de lijst van gegevens die de distributienetbeheerder kan opvragen bij de distributienetgebruikers die over een aansluiting op hoogspanning beschikken. Deze lijst is niet beperkend. De distributienetbeheerder kan op elk moment aanvullende gegevens vragen die hij nodig acht met het oog op de veiligheid, de betrouwbaarheid en de efficiëntie van het distributienet.

§ 2. De distributienetgebruiker brengt de distributienetbeheerder onverwijld op de hoogte van elke wijziging van zijn installaties in zoverre zij een aanpassing van de eerder meegedeelde gegevens vereist.

Art. 9. Bij gebrek aan uitdrukkelijke bepalingen daaromtrent in dit reglement zetten de distributienetbeheerders, de distributienetgebruikers, de leveranciers en de evenwichtsverantwoordelijken zich in om zo spoedig mogelijk de noodzakelijke informatie overeenkomstig dit reglement mee te delen.

Art. 10. Wanneer een partij, overeenkomstig dit reglement of de krachtens dit reglement gesloten contracten, een andere partij informatie moet verstrekken, neemt zij de noodzakelijke maatregelen om de geadresseerde ervan te verzekeren dat de inhoud van die gegevens behoorlijk is geverifieerd.

Afdeling 2. — Vertrouwelijkheid

Art. 11. § 1. Diegene die informatie meedeelt, bepaalt wat commercieel gevoelige en/of vertrouwelijke informatie is. De mededeling aan derden van commercieel gevoelige en/of vertrouwelijke informatie door de bestemming van deze informatie is niet toegelaten, behalve wanneer aan minstens één van de volgende voorwaarden voldaan is :

1. de mededeling is vereist in het kader van een gerechtprocedure of opgelegd door de overheid of aangevraagd door de CWaPE in het kader van haar opdrachten;

2. de wettelijke of reglementaire bepalingen betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt leggen de bekendmaking of mededeling van de desbetreffende gegevens op;
3. er is een voorafgaand schriftelijk akkoord van diegene van wie de vertrouwelijke en/of commercieel gevoelige informatie uitgaat;
4. het beheer van het distributienet of het overleg met andere netbeheerders vereist de mededeling van die informatie door de distributienetbeheerder;
5. de informatie is doorgaans toegankelijk of publiek beschikbaar.

Wanneer de mededeling aan derden gebeurt op grond van de voorwaarden bedoeld in bovenvermelde punten 2, 3 en 4, dient de bestemming van de informatie zich ertoe te verbinden aan deze informatie dezelfde graad van vertrouwelijkheid te geven als deze gegeven bij de aanvankelijke mededeling, onverminderd de wettelijke of reglementaire bepalingen die toepasselijk zijn.

§ 2. Met name de volgende gegevens worden als vertrouwelijk beschouwd :

- de gegevens per leveringspunt (toegangsregister en telgegevens);
- de geïndividualiseerde gegevens van het aansluitingscontract;
- de aanvragen tot aansluiting of tot wijziging van de aansluiting;
- de gegevens meegedeeld bij een verzoek om aansluiting (voorafgaand advies, oriënteringsonderzoek en/of onderzoek naar details, contractvoorstel...);
- de veiligheidsvoorschriften en de toegangsprocedures bij een gebruiker;
- de planninggegevens bedoeld in de artikelen 29 tot 33;
- het schema van de installatie van de netgebruiker;
- alles wat de aanvragen tot aansluiting van productie-installaties betreft.

Afdeling 3. — Openbaarheid van informatie

Art. 12. Elke distributienetbeheerder stelt de volgende informatie ter beschikking van het publiek en in elk geval op een server toegankelijk via Internet :

1. de algemene voorwaarden van de contracten af te sluiten krachtens dit reglement;
2. de procedures die van toepassing zijn en waarnaar in dit reglement wordt verwezen;
3. de formulieren vereist voor de gegevensuitwisseling overeenkomstig dit reglement;
4. de tarieven voor toegang tot het distributienet;
5. de tariefcodes, de taksen en de vervoerskosten.

Afdeling 4. — Houden van de registers en bekendmaking

Art. 13. § 1. De distributienetbeheerder bepaalt de informatiedrager die hij gebruikt voor het houden van de registers bepaald bij dit reglement en licht de CWaPE daarover in.

§ 2. Als de registers op een elektronische informatiedrager bijgehouden worden, treft de distributienetbeheerder alle nodige maatregelen om minstens één niet gewijzigde kopie op een identieke informatiedrager veilig te bewaren.

§ 3. De distributienetbeheerder verzorgt de bekendmaking van de registers bepaald bij dit reglement volgens de gebruikelijke modaliteiten en de ter zake geldende wetgeving.

HOOFDSTUK III. — Contracten, overeenkomsten, procedures en formulieren

Art. 14. § 1. De algemene voorwaarden van de contracten met inbegrip van de samenwerkingsovereenkomst bedoeld in titel VI die krachtens dit reglement gesloten worden, evenals elke wijziging die erin wordt aangebracht, worden onverwijld en in elk geval twee maanden vóór inwerkingtreding aan de CWaPE overgemaakt.

§ 2. De in dit reglement vermelde procedures en formulieren, alsook alle wijzigingen hieraan aangebracht, volgen de in § 1 bedoelde procedure.

§ 3. De reglementen en de type-contracten inzake aansluiting en toegang, alsook de wijzigingen ervan, worden door de CWaPE goedgekeurd voordat ze in werking treding. De distributienetbeheerders maken die documenten pas na goedkeuring van de eindversie ervan door de CWaPE, o.a. op hun internetsites bekend. Bij gebrek aan beslissing binnen twee maanden wordt de goedkeuring geacht stilzijgend verworven te zijn.

HOOFDSTUK IV. — Toegang van personen tot de installaties

Afdeling 1. — Algemene voorschriften betreffende de veiligheid van personen en goederen

Art. 15. De toepasselijke wettelijke en reglementaire bepalingen inzake de veiligheid van personen en goederen, zoals het ARAB en het AREI, alsook de norm NBN EN 50110-1 « Exploitatie van elektrische installaties » en de norm NBN EN 50110-2 « Exploitatie van elektrische installaties (nationale bijlagen) », zijn van toepassing op iedere persoon die op het distributienet tussenkomt, met inbegrip van de distributienetbeheerder, de distributienetgebruikers, de leveranciers, de evenwichtsverantwoordelijken, de overige netbeheerders en hun respectievelijk personeel, evenals derden die op verzoek van één van voormelde partijen tussenkomen op het distributienet.

Afdeling 2. — Toegang tot de installaties van de distributienetbeheerder

Art. 16. § 1. De toegang tot elk roerend of onroerend goed waarvan de distributienetbeheerder het eigendoms- of gebruiksrecht heeft, gebeurt te allen tijde overeenkomstig de toegangsprocedures en veiligheidsvoorschriften van de distributienetbeheerder en met zijn voorafgaandelijk uitdrukkelijk akkoord.

§ 2. De distributienetbeheerder heeft het recht op toegang zonder dwang of overdreven risico's tot alle installaties waarvan hij het eigendoms- of gebruiksrecht heeft en die zich in de inrichting van de distributienetgebruiker bevinden. De distributienetgebruiker zorgt ervoor dat de distributienetbeheerder permanent toegang krijgt of treft de nodige maatregelen om hem die onmiddellijk en elk ogenblik te verschaffen.

§ 3. Indien de toegang tot een roerend of onroerend goed van de distributienetgebruiker onderworpen is aan specifieke toegangsprocedures en veiligheidsvoorschriften van de distributienetgebruiker, dient hij deze vooraf schriftelijk mee te delen aan de distributienetbeheerder. Zoniet volgt de distributienetbeheerder zijn eigen veiligheidsvoorschriften.

Afdeling 3. — Toegang tot de installaties van de distributienetgebruiker die functioneel deel uitmaken van het distributienet of die een niet verwaarloosbare invloed hebben op het functioneren hiervan

Art. 17. § 1. Wanneer de distributienetbeheerder acht dat sommige installaties van de distributienetgebruiker functioneel deel uitmaken van het distributienet of een niet verwaarloosbare invloed hebben op het functioneren daarvan, op de aansluiting(en) of op de installatie(s) van een andere distributienetgebruiker, deelt hij het mee en verantwoordt hij het aan de distributienetgebruiker en aan de CWaPE.

Hij stelt hem dan een overeenkomst (eventueel een regulariseringsovereenkomst) voor waarin de lijst van betrokken installaties, alsook de verantwoordelijkheden inzake bediening, beheer en onderhoud van die installaties opgenomen zijn.

Die overeenkomst waarborgt de inachtneming van alle vorige verbintenissen aan de distributienetgebruiker, met inbegrip van de capaciteit van de bestaande aansluiting, behalve andersluidend geschreven akkoord van de distributienetgebruiker en met een gepaste vergoeding van die laatste. Die overeenkomst bepaalt ook de financiële modaliteiten voor de tenlasteneming door de distributienetbeheerder van alle kosten voortvloeiend uit die wijziging van het statuut van de aansluitingsvoorzieningen, met inbegrip van de vergoeding van de eigenaar van de installaties. Die overeenkomst vormt een addendum bij het aansluitingscontract. In geval van probleem bij de bespreking van die overeenkomst, kan de bemiddeling van de CWaPE gevraagd worden.

Voor de nieuwe aansluitingen wordt die overeenkomst bij het aansluitingscontract gevoegd.

§ 2. De distributienetbeheerder heeft het recht op toegang tot de aansluiting en de installaties bedoeld in § 1 teneinde er inspecties, tests en/of proeven uit te voeren. Bovendien, indien die installaties functioneel deel uitmaken van het distributienet, moet de distributienetbeheerder er toegang toe hebben om de tussenkomsten vermeld in de overeenkomst bedoeld in § 1 uit te voeren. Daartoe zorgt de distributienetgebruiker ervoor dat de distributienetbeheerder permanent toegang krijgt of treft hij de nodige maatregelen om hem onmiddellijk en elk ogenblik toegang te verschaffen. Als hij tests en/of proeven moet uitvoeren, neemt de distributienetbeheerder de nodige maatregelen om de activiteiten van de distributienetgebruiker zo weinig mogelijk te storen, behalve in geval van hoogdringendheid of overmacht.

§ 3. Voorafgaand aan elke uitvoering van de inspecties, tests en/of proeven bedoeld in § 2, dient de distributienetgebruiker de distributienetbeheerder schriftelijk op de hoogte te stellen van de toepasselijke veiligheidsvoorschriften. Zoniet volgt de distributienetbeheerder zijn eigen veiligheidsvoorschriften.

Afdeling 4. — Werken op het distributienet of op de installaties van de distributienetgebruiker

Art. 18. § 1. De distributienetbeheerder heeft het recht om de distributienetgebruiker in gebreke te stellen wanneer de veiligheid of de betrouwbaarheid van het distributienet een aanpassing vereisen van de installaties waarvan de distributienetgebruiker het eigendoms- of gebruiksrecht heeft.

De geschreven ingebrekestelling omschrijft de noodzakelijke aanpassingen, de desbetreffende motivatie en uitvoeringstermijn. In geval van niet-uitvoering van deze werken door de distributienetgebruiker binnen de termijn vastgelegd in de ingebrekestelling, heeft de distributienetbeheerder het recht, na een laatste ingebrekestelling met kopie aan de CWaPE, de voorziening te onderbreken aan het einde van de termijn vastgelegd in die laatste ingebrekestelling. De in dit artikel bedoelde werken zijn op kosten van de distributienetbeheerder, behalve als hij bewijst dat ze het gevolg zijn van gebreken of van een technische interventie van de gebruiker. In voorkomend geval zijn de bepalingen van artikel 17, §§ 2 en 3, toepasselijk.

§ 2. Pragraaf 1 van dit artikel is ook van toepassing wanneer de efficiëntie van het distributienet een aanpassing vereist van de installaties waarvan de distributienetgebruiker het eigendoms- of gebruiksrecht heeft, mits voorafgaand overleg met de distributienetgebruiker inzake de noodzakelijke werken en de desbetreffende uitvoeringstermijn.

Art. 19. De werken, met inbegrip van de inspecties, tests en/of proeven, moeten worden uitgevoerd conform de bepalingen van dit reglement en de contracten afgesloten krachtens dit reglement.

HOOFDSTUK V. — Noodsituatie en overmacht

Afdeling 1. — Definitie van een noodsituatie

Art. 20. In dit reglement wordt noodsituatie beschouwd als zijnde :

1. de situatie die volgt op overmacht en waarin maatregelen dienen te worden genomen die uitzonderlijk en tijdelijk zijn om aan de gevolgen van de overmacht het hoofd te kunnen bieden teneinde de veilige en betrouwbare werking van het distributienet te kunnen vrijwaren of herstellen;

2. een situatie die volgt op een gebeurtenis die, alhoewel zij volgens de huidige stand van rechtspraak en rechtsleer niet als overmacht kan worden aangeduid, naar het inzicht van de distributienetbeheerder of de distributienetgebruiker, een dringend en gericht optreden van de distributienetbeheerder vereist teneinde de veilige en betrouwbare werking van het distributienet te kunnen vrijwaren of herstellen, of verdere schade te voorkomen. De distributienetbeheerder verantwoordt dat optreden achterop bij de gebruikers en de CWaPE.

Afdeling 2. — Overmacht

Art. 21. Krachtens dit reglement worden de volgende situaties, voor zover ze onvoorzienbaar en onweerstaanbaar zijn, als overmacht beschouwd voor de distributienetbeheerder :

1° natuurrampen veroorzaakt door aardbevingen, overstromingen, stormen, windhozen of andere uitzonderlijke klimaatomstandigheden die als buitengewoon erkend worden door een daartoe behoorlijk gemachtigde openbare instelling;

2° een kern- of chemische ontploffing en de gevolgen ervan;

3° de plotse onbeschikbaarheid van de installaties om andere redenen dan de ouderdom, het gebrekkige onderhoud of de kwalificatie van de operatoren; met inbegrip van een instorting van het informaticasysteem, al dan niet veroorzaakt door een virus, terwijl alle preventiemaatregelen waren getroffen, rekening houdend met de techniek;

4° de tijdelijke of voortdurende technische onmogelijkheid om via het distributienet elektriciteit te leveren omwille van een plots gebrek aan elektriciteitinjectie uit het (lokaal) transmissienet en niet compenseerbaar met andere middelen;

5° de onmogelijkheid om op het distributienet of op de installaties die er functioneel deel van uitmaken, actief te zijn wegens een collectief conflict en die aanleiding geeft tot een eenzijdige maatregel van de werknemers (of van een groep werknemers) of elk ander sociaal conflict;

6° brand, ontploffing, sabotage, terreurdaad, akte van vandalisme, schade veroorzaakt door misdaden, dwang van criminele aard en bedreigingen van dezelfde aard;

7° de al dan niet verklaarde oorlog, de oorlogsdreiging, de invasie, het gewapend conflict, het embargo, de omwenteling, de opstand;

8° een maatregel van hogerhand, waaronder onder meer de situaties waarin de overheid de noodsituatie inroept en uitzonderlijke en tijdige maatregelen oplegt teneinde de veilige en betrouwbare werking van het geheel van de netten te vrijwaren of herstellen.

Afdeling 3. — Ingrep van de distributienetbeheerder

Art. 22. § 1. De distributienetbeheerder is bevoegd alle handelingen te stellen die hij nodig acht met het oog op de veiligheid en de betrouwbaarheid van het distributienet wanneer hij het hoofd moet bieden aan een noodsituatie of wanneer een dergelijke noodsituatie wordt ingeroepen door een andere netbeheerder, een distributienetgebruiker, een leverancier of enige andere betrokken persoon.

§ 2. De distributienetbeheerder neemt alle preventieve handelingen teneinde de schadelijke gevolgen van de aangekondigde of redelijkerwijs voorzienbare uitzonderlijke gebeurtenissen te beperken.

De handelingen die de distributienetbeheerder stelt in het kader van dit artikel verbinden alle betrokken personen.

§ 3. Als een noodsituatie gelijktijdig betrekking heeft op het transmissienet en/of lokaal transmissienet en op één of meer distributienetten, hebben de bepalingen van het technisch transmissiereglement voorrang op dit reglement, in geval van afwijking.

Afdeling 4. — Opschorting van de verplichtingen

Art. 23. § 1. In geval van noodsituatie wordt de uitvoering van de taken en verplichtingen geheel of gedeeltelijk opgeschort, maar enkel voor de duur van de gebeurtenis die de noodsituatie als gevolg heeft.

§ 2. De verplichtingen van geldelijke aard, ontstaan voor de noodsituatie, dienen uitgevoerd te worden.

Art. 24. § 1. De partij die zich op de noodsituatie beroept, doet alle redelijke inspanningen om :

1. de gevolgen van de niet-uitvoering van haar verplichtingen te beperken;
2. haar opgeschorte verplichtingen zo snel mogelijk opnieuw te vervullen.

§ 2. De partij die haar verplichtingen opschort, brengt alle betrokken partijen zo snel mogelijk met elk beschikbaar middel op de hoogte van de redenen waarom zij haar verplichtingen geheel of gedeeltelijk opschort en welke de voorzienbare termijn van de noodsituatie zal zijn.

HOOFDSTUK VI. — Ingraving van elektrische lijnen

Art. 25. § 1. Wanneer, omwille van de verbetering, de vernieuwing of de uitbreiding van het distributienet, nieuwe verbindingen moeten worden aangelegd of bestaande verbindingen sterk moeten worden gewijzigd of worden vernieuwd, zal de aanleg van de nieuwe verbindingen gebeuren d.m.v. ondergrondse kabels en zullen de te vernieuwen of sterk te wijzigen lijnen worden ingegraven.

§ 2. Die ingravingsprojecten worden meegedeeld aan de CWaPE, hetzij ter gelegenheid van het opmaken van het aanpassingsplan voor het distributienet hetzij bij elke specifieke wijzigingsaanvraag betreffende het distributienet.

§ 3. Indien de distributienetbeheerder acht dat hij die voorrang voor de ingraving niet kan naleven, stelt hij voor dat geval een verantwoording vast die hij per zending onder een vorm goedgekeurd door de CWaPE aan haar overmaakt voorafgaand aan elke verwezenlijking en zal hij de werken pas kunnen uitvoeren vóór ontvangst van de beslissing van de CWaPE bepaald bij § 5 hiernavolgend. Die verantwoording dient minstens betrekking te hebben op :

1° de technische aspecten zoals, onder meer, de wijzigingen van de energieoverdrachten in het net, de wijziging van het kortsluitvermogen en zijn impact op de aangrenzende uitrustingen, de betrouwbaarheid en de beschikbaarheid van de verbinding, de gemiddelde herstellingstijd, de respectievelijke stromen en de variatie van de vermogensfactor, de overspanningsrisico's en de netverliezen, de gevoeligheid voor zwerfstromen en de eventuele risico's verbonden met de nabijheid van andere externe uitrustingen;

2° de economische aspecten zoals onder meer de vergelijkende kosten voor de installatie, de controle, het onderhoud, de versterking van de luchtlijnen en de ondergrondse kabels en de kosten van de verliezen op het net, de eventuele impact op de structuur van het net of op de naburige elektrische uitrustingen, de mogelijkheden en duur van de afschrijving van die kosten rekening houdend onder meer met de geschatte levensduur;

3° de wettelijke en reglementaire aspecten zoals, onder meer, het gebruik van de ondergrond van het wegennet en de opening daarvan bij de aanleg of eventuele tussenkomsten, de voorzienbare wijzigingen van dat wegennet alsook van zijn bestemming;

4° de milieu- en patrimoniale aspecten, zoals het impact op het landschap, de beschermde goederen, de archeologische ondergrond, en op de grondstructuur, de nabijheid van woningen en het belang van de opgewekte elektromagnetische velden, de invloed op de fauna en de flora;

5° de alternatieve verwezenlijkingen voorgesteld door de distributienetbeheerder die beter afgestemd zijn op de nagestreefde doelstelling binnen het kader van de voorrang aan de ingraving van lijnen.

§ 4. De CWaPE bepaalt de modaliteiten voor de indiening van de dossiers en de inhoud ervan. Ze kan verzoeken om aanvullende inlichtingen binnen vijftien dagen na ontvangst van de verantwoordingsdossiers.

§ 5. Binnen een termijn van twee maanden na ontvangst van het volledige dossier, neemt de CWaPE een beslissing die ze aan de distributienetbeheerder en, in voorkomend geval, aan de minister meedeelt. Deze beslissing van de CWaPE heeft alleen betrekking op de toepassing van het decreet. Een positieve beslissing stelt de distributienetbeheerder niet vrij van het verkrijgen van de normaal vereiste vergunningen voor de betrokken werken.

HOOFDSTUK VII. — *Minimale technische vereisten voor de inrichting van netinfrastructuren*

Art. 26. § 1. De infrastructures van het distributienet stemmen overeen met de vigerende wetten, reglementen en normen en in het bijzonder met het AREL.

§ 2. Ze zijn ontworpen om de elektrische energie zonder gevaar over te brengen naar de verschillende afnamepunten en om te zorgen voor de verdeling van de energie die naar de injectiepunten overgebracht wordt. Het distributienet wordt door de distributienetbeheerder aangepast aan de normaal voorzienbare stromen. Hij zorgt ervoor dat in alle omstandigheden, de veiligheidsafstanden tussen zijn installaties en personen of goederen van derden in acht worden genomen.

§ 3. De distributienetbeheerder heeft het recht om de boomtakken te verwijderen die kortsluitingen kunnen aanrichten of de elektrische lijnen die over een privé-eigendom hangen, kunnen beschadigen. Behalve in geval van dringende noodzakelijkheid, verwittigt hij eerst de eigenaar per aangetekend schrijven. In dit schrijven vermeldt hij dat de eigenaar zelf kan snoeien binnen een termijn van een maand. Indien de eigenaar weigert, zal de distributienetbeheerder zelf als goede huisvader de takken snoeien; de eigenaar moet hem toegang tot zijn eigendom verlenen.

Als de takken buiten het privé-eigendom uitsteken en de elektrische lijn langs een openbare weg loopt en zich boven het publiek domein bevindt, valt het snoeien ten laste van de eigenaar van de bomen.

§ 4. De distributienetbeheerder heeft ook het recht om voorgoed dragers en verankeringen voor de bovengrondse elektrische lijnen BT te plaatsen op de buitenmuren en gevels die op de openbare weg uitkomen. Hij voert dat als goede huisvader uit, met inachtneming van de esthetiek van de huizen en herstelt eventuele schade. Hij kan ook bovengrondse elektrische lijnen zonder verbinding, noch aanraking laten installeren boven private eigendommen, zonder daarbij het optrekken van gebouwen te verhinderen.

§ 5. De beschermingen van de uitrustingen van het distributienet zijn ontworpen en geregeld om de gebreken en/of overlasten efficiënt te verwijderen. Er wordt in selectieve beschermingen van een hoger niveau voorzien om de niet-werking van de normale beschermingen te verhelfen.

TITEL II. — PlanningscodeHOOFDSTUK I. — *Gegevens met het oog op de vaststelling van een aanpassingsplan*

Art. 27. In het kader van de operationele regels voor het technisch beheer van de elektriciteitsstromen, leggen de distributienetbeheerder en de CWaPE op grond van de in deze titel bedoelde informatie praktische overlegmodaliteiten vast met het oog op het opmaken van een aanpassingsplan m.b.t. zijn net.

Art. 28. § 1. Het opmaken van een aanpassingsplan m.b.t. het distributienet om het beheer van de elektriciteitsstromen die in dit laatste aanwezig zijn, te verbeteren en om de problemen te verhelpen die een gevaar zijn voor de veiligheid en de continuïteit van de elektriciteitsvoorziening, bevat de volgende fasen :

- een gedetailleerde raming van de behoeften van het distributienet, enerzijds inzake de capaciteit van energietransmissie (afname en injectie) en, anderzijds inzake de veiligheid, de betrouwbaarheid en de continuïteit van de dienst, rekening houdend met de gewestelijke doelstellingen inzake hernieuwbare energieën;

- de analyse van de middelen noodzakelijke om op die behoeften in te spelen;

- de vergelijking van de noodzakelijke middelen met de bestaande middelen;

- de opsomming van de werken en het programma van de investeringen die noodzakelijk zijn om het distributienet aan te passen teneinde de opgespoorde problemen te verhelpen, met inbegrip van een raming van de aan te wenden begrotingsmiddelen;

- de vaststelling van een verwezenlijkingsplanning.

§ 2. Daartoe worden de volgende handelingen verricht :

1° elke distributienetbeheerder deelt uiterlijk 2 mei de informatie bedoeld in het eerste lid mee aan de CWaPE (of bewijst dat het plan dat het vorige jaar door de Waalse Regering goedgekeurd werd, geen enkele aanpassing vereist);

2° de distributienetbeheerder spreekt met de CWaPE een datum in mei af voor het voorleggen van zijn plan;

3° de CWaPE gaat dan over tot het onderzoek van het plan en kan vereisen dat de distributienetbeheerder de informatie en verantwoordingen meedeelt die zij nodig acht. Ze brengt hem uiterlijk 1 juli op de hoogte van haar advies;

4° de distributienetbeheerder past eventueel zijn plan aan en maakt vóór 1 september de definitieve versie ervan in twee exemplaren aan de CWaPE over;

5° de CWaPE maakt onverwijld één exemplaar met zijn eventuele opmerkingen over aan de Minister;

6° na goedkeuring door de Waalse Regering, wordt het plan toegepast vanaf 1 januari van het volgende jaar.

§ 3. Het aanpassingsplan dekt een periode van drie jaar (vier jaar voor het plan 2013-2016). Wat de twee volgende jaren betreft (de drie volgende jaren vanaf 2013) wordt het jaarlijks aangepast volgens het proces omschreven in § 2. Indien de omstandigheden het eisen, kan het elk ogenblik aangepast worden en aan de CWaPE overgelegd worden.

HOOFDSTUK II. — *Planningsgegevens**Afdeling 1. — Algemeenheden*

Art. 29. De planningsgegevens omvatten o.a. de gegevens opgenomen in bijlage I bij dit technisch reglement, aangeduid met de afkorting « P » of met « Alle » in de kolom « Doelstelling ».

Art. 30. De distributienetgebruiker, of de leverancier overeenkomstig artikel 33, is gehouden de planningsgegevens overeenkomstig deze Titel aan de distributienetbeheerder over te maken volgens zijn best mogelijke inschatting.

Afdeling 2. — Kennisgeving

Art. 31. De distributienetgebruiker met een aansluitingsvermogen groter dan 2 MVA stelt elk jaar vóór 31 december de distributienetbeheerder in kennis van zijn beste raming van de volgende planningsgegevens die betrekking hebben op de drie volgende jaren :

1° de vooruitzichten inzake het maximaal af te nemen vermogen (kW, kVAr) op jaarbasis, met aanduiding van de verwachte trendbreuken;

2° de beschrijving van de jaarlijkse belastingscurve van het af te nemen actief vermogen.

Een raming van die gegevens voor het volgende jaar, namelijk over vier jaar, wordt vanaf 2013 ter informatie overgemaakt aan de distributienetbeheerder.

Art. 32. De distributienetgebruiker waarvan de installaties productie-eenheden omvatten of zullen omvatten met een totaal netto ontwikkelbaar vermogen per injectiepunt van minstens 2 MW, stelt elk jaar vóór 31 december, de distributienetbeheerder in kennis van de volgende planningsgegevens die betrekking hebben op de drie komende jaren :

1° het maximaal netto ontwikkelbaar vermogen, de beschrijving van de verwachte belastingscurve, de technische gegevens, de operationele grenzen en het regelgedrag van de diverse ingeschakelde of in te schakelen productie-eenheden;

2° de productie-eenheden die uit dienst zullen genomen worden en de voorziene datum van de uitschakeling.

Een raming van die gegevens voor het volgende jaar, namelijk over vier jaar, wordt vanaf 2013 ter informatie overgemaakt aan de distributienetbeheerder.

Art. 33. Voor de distributienetgebruikers die niet bedoeld worden in de artikelen 31 en 32 is het de leverancier die voor het geheel van de eindafnemers voor wie hij toegangscontracten heeft ondertekend, elk jaar vóór 31 december de distributienetbeheerder in kennis stelt van de volgende planningsgegevens betreffende de twee komende jaren :

1° de vooruitzichten inzake het ter beschikking te stellen maximaal vermogen of van de af te nemen of te injecteren energie (kW, kVAr), op jaarbasis, met aanduiding van de verwachte trendbreuken voor elk netgedeelte, zoals bepaald door de distributienetbeheerder;

2° de beschrijving van de jaarlijkse belastingscurve van het af te nemen actief vermogen.

Art. 34. De kennisgeving van de planningsgegevens bedoeld in de artikelen 31, 32 en 33 gebeurt volgens de tabel bedoeld in bijlage I bij dit reglement.

Art. 35. De distributienetgebruiker of de leverancier kan, in voorkomend geval, de distributienetbeheerder kennis geven van alle andere nuttige informatie die niet opgenomen is in bijlage I bij dit reglement.

Art. 36. De plicht tot kennisgeving van de planningsgegevens bedoeld in de artikelen 31 en 32 geldt eveneens voor de toekomstige distributienetgebruikers bij het indienen van hun aanvraag tot aansluiting.

Art. 37. § 1. In geval de distributienetbeheerder van oordeel is dat de kennisgeving van de planningsgegevens onvolledig, onnauwkeurig of onredelijk is, verifieert de distributienetgebruiker, op aanvraag van de distributienetbeheerder, de betrokken gegevens en maakt de aldus gevalideerde informatie over alsook bijkomende gegevens die deze laatste nuttig acht.

§ 2. De distributienetbeheerder kan bijkomende gegevens, niet voorzien in dit reglement, opvragen bij de distributienetgebruiker of elke betrokken partij om zijn verplichtingen na te komen. Dit verzoek wordt gemotiveerd.

§ 3. Na raadpleging van de distributienetgebruiker of de leverancier bepaalt de distributienetbeheerder de redelijke termijn waarbinnen de gegevens bedoeld in § 1 en § 2 overgemaakt moeten worden door de distributienetgebruiker of de leverancier aan de distributienetbeheerder.

Art. 38. De netbeheerders komen onderling de vorm en de inhoud overeen van de gegevens die zij wederzijds moeten uitwisselen voor het opstellen van het investeringsplan, evenals de in acht te nemen termijnen.

Art. 39. De distributienetbeheerder zorgt voor de volledige en geloofwaardige aard van de gegevens meegedeeld door de distributienetgebruikers vóór het opmaken van een aanpassingsplan.

TITEL III. — Aansluitingscode

HOOFDSTUK I. — Technische aansluitingsvoorschriften

Afdeling 1. — Algemeenheden

Art. 40. § 1. Deze titel is van toepassing op :

1° de aansluitingsinstallaties;

2° de installaties van de distributienetgebruiker die een niet verwaarloosbare invloed hebben op het functioneren van het distributienet, de aansluiting(en) of de installaties van een andere (andere) distributienetgebruiker(s);

3° voor de installaties die door een rechtstreekse lijn aangesloten zijn en voor de installaties die deel uitmaken van een rechtstreekse lijn;

4° voor alle koppelingen met de andere netten.

§ 2. De installaties van de meetinrichting behoren tot de aansluiting. Ze maken het voorwerp uit van Titel V wat betreft de technische specificaties, het gebruik, het onderhoud alsook de behandeling van de meetgegevens.

Art. 41. De distributienetbeheerder is als enige gemachtigd om het distributienet en het gedeelte van de aansluiting waarvan hij het eigendoms- of gebruiksrecht heeft, te wijzigen, te versterken, te onderhouden en uit te baten.

Art. 42. § 1. De installaties waarvan de distributienetgebruiker het eigendoms- of gebruiksrecht heeft, worden door de distributienetgebruiker, of door een derde in opdracht van de distributienetgebruiker, beheerd en onderhouden.

§ 2. In afwijking van § 1 en indien de in artikel 17 bedoelde overeenkomst daarin voorziet, mogen tussenkomsten en handelingen op installaties die functioneel deel uitmaken van het distributienet, enkel door de distributienetbeheerder of een door hem gemandateerde uitgevoerd worden, zelfs als de distributienetgebruiker het eigendoms- of gebruiksrecht heeft op deze installaties. Indien de tussenkomsten en/of schakelingen gebeuren op vraag van de distributienetgebruiker of hun oorzaak vinden in de installaties van de distributienetgebruiker, zijn de kosten van deze tussenkomsten en handelingen ten laste van de distributienetgebruiker. De grenzen tussen de installatiegedeelten worden opgenomen in het aansluitingscontract of in een bijgevoegde overeenkomst.

Art. 43. Een aansluiting wordt pas in dienst genomen nadat de leverancier(s) en de evenwichtsverantwoordelijke(n) van de distributienetgebruiker voor deze aansluiting zijn geregistreerd in het toegangsregister van de distributienetbeheerder.

Art. 44. Behoudens andersluidende wettelijke of reglementaire bepaling, zijn de kosten voor een inschakeling en een uitschakeling op vraag van de distributienetgebruiker te zijner laste volgens de tarieven die door de CREG zijn goedgekeurd.

Art. 45. § 1. In geval van overdracht, in gebruik of in eigendom, van roerende of onroerende goederen waarvoor de aansluiting dienstig is, neemt de overnemer de rechten en verplichtingen van de vorige gebruiker over of sluit onverwijld een nieuw aansluitingscontract af met de distributienetbeheerder zonder dat, tussentijds en om die enige reden, de aansluiting wordt uitgeschakeld.

§ 2. Een uitschakeling mag door de distributienetbeheerder pas worden uitgevoerd na een met redenen omklede aanmaning en met een redelijke regularisatietermijn.

Afdeling 2. — Wijze van aansluiting naar gelang van het aansluitings- of onderschreven vermogen

Art. 46. § 1. Onverminderd de §§ 5 en 6, worden de aansluitingen van eindafnemers uitgevoerd vanaf het distributienet.

§ 2. Als het aansluitingsvermogen gelijk is aan 56 kVA of minder, zal de aansluiting vanaf het laagspanningsnet worden uitgevoerd, behalve als de distributienetbeheerder beslist, om technische problemen verbonden met, onder meer, eventuele spanningsvallen te vermijden, dat die wordt uitgevoerd vanaf het hoogspanningsnet.

§ 3. Voor aansluitingsvermogens boven 56 en gelijk aan 250 kVA of minder kan de distributienetbeheerder een aansluiting vanaf het laagspanningsnet, een aansluiting via een laagspanningsverbinding rechtstreeks aangesloten op een hoogspanning/laagspanning-transformatiepost of een aansluiting vanuit het hoogspanningsnet voorstellen.

§ 4. Boven de 250 kVA en tot 5 MVA, zal de aansluiting vanaf het hoogspanningsnet worden uitgevoerd. Als er verschillende spanningsniveaus beschikbaar zijn, zal de distributienetbeheerder de laagste onder de geschikte kiezen. Als hij echter problemen i.v.m. spanningsvermindering of –regulering moet vermijden, kan de distributienetbeheerder de aansluiting onderzoeken via een rechtstreekse verbinding van de installaties van de distributienetgebruiker met de secundaire rails van een transformatiepost die het distributienet op hoogspanning voedt.

§ 5. Boven 5 MVA en tot 25 MVA zal de distributienetbeheerder eerst de aansluiting onderzoeken via een rechtstreekse verbinding van de installaties van de distributienetgebruiker met de secundaire rails van een transformatiepost die het distributienet op hoogspanning voedt.

Wanneer de distributienetbeheerder bij een eerste onderzoek vaststelt dat het technisch beter is de aansluiting uit te voeren vanaf het transmissienet of vanaf het lokaal transmissienet, pleegt hij overleg met de transmissienetbeheerder of met de beheerder van het lokaal transmissienet al naar gelang het geval, maakt hij hem het volledige dossier over en betaalt hem de eventueel geïnde rechten terug.

§ 6. Voor aansluitingsvermogens boven 25 MVA wordt in eerste instantie de aansluiting op een spanningsniveau ≥ 30 kV onderzocht. De aanvrager neemt rechtstreeks contact op met de betrokken netbeheerder.

§ 7. Wanneer de aanvraag tot oriënteringsonderzoek van één distributienetbeheerder naar een andere distributienetbeheerder overgemaakt wordt, dient de aanvrager slechts één aanvraag in bij de overeenkomstig de vorige paragrafen aangewezen distributienetbeheerder, die de noodzakelijke contacten moet opnemen met de andere netbeheerders om de kwaliteit van de aansluiting en de noodzakelijke aanpassingen te waarborgen. Laatstgenoemden geven hem antwoord binnen termijnen die aan de voorschriften van dit reglement voldoen. Deze bepaling is niet van toepassing wanneer de aanvraag tot oriënteringsonderzoek overgemaakt wordt van een distributienetbeheerder naar de transmissienetbeheerder of lokale transmissienetbeheerder. De aanvrager moet dan een nieuwe aanvraag indienen.

Art. 47. § 1r. Bij het onderzoek van de aansluitingsaanvraag en bij het voorstel tot aansluiting, zal de betrokken netbeheerder altijd zorgen voor het technisch en economisch belang van de aanvrager, onverminderd het globaal belang van de andere distributienetgebruikers en zonder dat de aanvrager daardoor het recht heeft een gunstigere wijze van aansluiting dan die bedoeld in artikel 46 te vereisen.

§ 2. Overeenkomstig § 1, indien de distributienetbeheerder die de aansluitingsaanvraag heeft ontvangen bij een eerste onderzoek vaststelt dat het technisch verstandiger zou zijn de aansluiting op een naburig distributienet uit te voeren, pleegt hij overleg met dit net en verstrekt hij hem de nodige informatie; hij behoudt desalniettemin het beheer van het dossier en blijft de gesprekspartner van de aanvrager.

§ 3. Indien later blijkt dat de door de aanvrager aan de netbeheerder verstrekte informatie i.v.m. het gewenste aansluitingsvermogen onjuist is, moet de aanvrager op bevel van betrokken netbeheerder overeenkomstig artikel 76 een aanvraag tot wijziging van de aansluiting indienen. Hetzelfde geldt als de aanvrager later het vermogen van zijn installaties vermindert. De studiekosten i.v.m. deze nieuwe aanvraag vallen ten laste van de netgebruiker.

Afdeling 3. — Voorschriften geldend voor elke aansluiting

Art. 48. Elke aansluiting, evenals elke installatie van een distributienetgebruiker aangesloten op het distributienet, moet voldoen aan de reglementen en normen die toepasselijk zijn op elektrische installaties.

Art. 49. § 1. Het toelaatbaar niveau van storingen tweegebracht op het distributienet door de installaties van de aansluiting en de eigen installaties van de distributienetgebruiker wordt bepaald door de gangbare nationale en internationale normen en onder meer door de technische verslagen CEI 61000.3-6 en CEI 61000.3-7 in hoogspanning, en de overeenstemmende technische verslagen (CEI 61000.3-2 EN CEI 61000.3-3) in laagspanning. De voorschriften SYNERGRID C10/11 en C10/17 zijn eveneens van toepassing.

§ 2. De distributienetgebruiker zorgt ervoor dat de installaties die hij beheert op het distributienet geen storingverschijnselen veroorzaken die de grenzen bedoeld in § 1 en, in voorkomend geval, in het aansluitingscontract overschrijden. Daartoe verstrekt de distributienetbeheerder op verzoek van de netgebruiker de nodige indicatieve waarden, zoals de kortsluitvermogens op het aansluitingspunt in de verschillende situaties. De storingen betreffen niet alleen de spanningsgolven maar ook de CAB-signalen overgebracht door het distributienet.

§ 3. Bij storingen op de aansluiting door het distributienet, die een niet verwaarloosbare invloed hebben op het functioneren van de installaties van de distributienetgebruiker geeft de distributienetbeheerder op verzoek van de distributienetgebruiker binnen tien werkdagen een verklaring voor het ontstaan ervan.

Art. 50. De distributienetgebruiker zorgt ervoor dat zijn installaties bij de distributienetbeheerder of bij derden geen risico's, schade of hinder veroorzaken boven de technische normen of voorschriften die van toepassing zijn.

Art. 51. § 1. Elektrische installaties gevoed via onderscheiden aansluitingen mogen niet onderling verbonden worden tenzij mits voorafgaand schriftelijk akkoord van de beheerder(s) van het(de) betrokken distributienet(ten) of een uitdrukkelijke overeenkomst in het aansluitingscontract met nadere bepaling van de modaliteiten. Er wordt dus slechts één aansluiting per installatie uitgevoerd. Dit artikel geldt niet voor noodvoedingen.

§ 2. In geval van laagspanning is er slechts één aansluiting per gebouw, behoudens uitzondering aanvaard door de distributienetbeheerder op basis van objectieve en niet-discriminerende criteria.

Art. 52. § 1. De aansluitingen moeten voldoen aan de technische voorschriften van de distributienetbeheerders opgemaakt door SYNERGRID C2/112 « Technische voorschriften voor aansluiting op het HS-distributienet » en C1/12 « Algemene technische regels voor de aansluiting van een gebruiker op het LS distributienet ». Bij bestrijding tussen één van genoemde voorschriften en een wetgevende of reglementaire bepaling, met inbegrip van die van dit reglement, hebben de wetgevende of reglementaire bepalingen de overhand. Deze regel is ook van toepassing op alle SYNERGRID-voorschriften opgesomd in dit reglement.

§ 2. De distributienetbeheerder kan desgevallend en met mededeling aan de CWaPE, overeenkomstig artikel 14, in specifieke voorschriften voorzien voor de aansluiting afhankelijk van de bijzondere karakteristieken van het lokale distributienet.

HOOFDSTUK II. — Specifieke voorschriften voor aansluitingen op hoogspanning

Afdeling 1. — Omgeving van de installaties

Art. 53. Voor het plaatsen van de meetinrichting en elke andere apparatuur die deel uitmaakt van de aansluiting, stelt de distributienetgebruiker een ruimte ter beschikking van de distributienetbeheerder die voldoet aan de door deze laatste gestelde eisen. De modaliteiten van die terbeschikkingstelling worden in gemeenschappelijk overleg bepaald.

Afdeling 2. — Conformiteit van de installaties

Art. 54. Het concept van de aansluiting en de installaties van de distributienetgebruiker moet voldoen aan de voorschriften van het AREI inzake conformiteitscontroles en periodieke controles van de installaties. Dit omvat de vestiging, de bereikbaarheid van de installaties en de bedienbaarheid en de identificatie van de bedieningsapparatuur.

De aansluiting van de uitrustingen en hun werking moeten in overeenstemming zijn met de exploitatiewijze van het distributienet waarop ze aangesloten worden, zowel met betrekking tot hun technische kenmerken als met betrekking tot de veiligheidsaspecten verbonden aan de exploitatie. De distributienetbeheerder verstrekt de nodige technische gegevens; de normen EN 50110 zijn toepasselijk.

Art. 55. De kosten inzake conformiteitscontrole en de periodieke controles van de installaties waarin het AREI voorziet blijven ten laste van betrokken distributienetgebruiker.

Art. 56. § 1. De functionele specificaties van de beschermingen van de distributienetgebruiker die zijn installaties van de aansluiting afzonderen in geval van defect in die installaties, worden in onderlinge overeenstemming met de distributienetbeheerder bepaald. De selectiviteit van de bescherming van de distributienetten mag in geen geval op het spel gezet worden door de keuze van de waarden van de beschermingsparameters.

§ 2. Om de selectiviteit van de beveiligingen in de netten te blijven waarborgen, mag de distributienetbeheerder ingevolge een gewijzigde netsituatie de nodige aanpassingen en/of regelingen opleggen voor de beveiligingen in de installaties van de distributienetgebruiker. De kosten verbonden aan eventueel uit te voeren aanpassingen aan de installaties van de distributienetgebruiker zijn ten laste van de betrokken distributienetgebruiker die ze, in voorkomend geval, op een verantwoordelijke derde partij kan afwentelen.

Art. 57. § 1. De distributienetbeheerder mag de technische middelen aanwenden die nodig zijn voor de compensatie van reactieve energie, of, meer algemeen, voor de compensatie van ieder verstorend fenomeen, wanneer de belasting van een op het distributienet aangesloten distributienetgebruiker :

1° aanleiding geeft tot een bijkomende afname van reactieve energie, in verhouding tot de waarden bedoeld in artikel 143;

2° de veiligheid, de betrouwbaarheid of de efficiëntie van het distributienet dermate verstoort dat de in artikel 5 bedoelde norm NBN EN 50160 niet meer in acht kan worden genomen door de distributienetbeheerder.

§ 2. De distributienetbeheerder motiveert zijn beslissing en deelt ze mede aan de betrokken distributienetgebruiker.

§ 3. De installatie en de aanwending van de technische middelen bedoeld in § 1 zijn ten laste van de betrokken distributienetgebruiker indien hij daar verantwoordelijk voor is.

HOOFDSTUK III. — Specifieke voorschriften voor aansluitingen op laagspanning

Afdeling 1. — Omgeving van de installaties

Art. 58. § 1. In gebouwen waar het gevraagde aansluitingsvermogen 56 kVA overschrijdt, moet de distributienetgebruiker voor het groeperen van de meetinrichting en andere apparatuur die deel uitmaakt van de aansluiting en, in voorkomend geval, van de transformatie-installaties, gratis een (deel van een) ruimte ter beschikking stellen aan de distributienetbeheerder die voldoet aan die doelstellingen. De modaliteiten van deze terbeschikkingstelling worden bepaald na onderlinge overeenstemming de partijen; ze is gratis als de installaties van de distributienetbeheerder enkel het betrokken gebouw bevoorraden.

§ 2. In gebouwen waar het gevraagde aansluitingsvermogen 56 kVA niet overschrijdt, stelt de distributienetgebruiker gratis een deel van een muur ter beschikking voor de aansluitingskast.

Art. 59. § 1. In gebouwen waar meerdere distributienetgebruikers aangesloten zijn, moet de eigenaar voor het groeperen van de meetinrichting en andere aansluitingsinstallaties, met inbegrip, in voorkomend geval, van de transformatie-installaties, gratis één of meerdere lokalen of ruimten ter beschikking stellen aan de distributienetbeheerder die voldoen aan deze doelstellingen. De modaliteiten van deze terbeschikkingstelling worden bepaald na onderlinge overeenstemming de partijen; ze is gratis als de installaties van de distributienetbeheerder enkel het betrokken gebouw bevoorraden.

§ 2. Als één of meerdere nieuwe distributiecabines nodig zijn voor het voeden van een verkaveling of gelijkgestelde (grondplan, onverdeeldheid, gegroepeerd habitat of soortgelijke handeling van commerciële aard), moet de verkavelaar één of meerdere terreinen ter beschikking stellen van de distributienetbeheerder dat/die aan deze doelstellingen voldoen. De modaliteiten van deze terbeschikkingstelling worden bepaald na onderlinge overeenstemming de partijen; ze is gratis als de installaties van de distributienetbeheerder enkel de betrokken verkaveling bevoorraden.

Afdeling 2. — Conformiteit van de aansluiting

Art. 60. De aansluitingsinstallaties voldoen aan de technische voorschriften SYNERGRID C1/110 « Overeenstemming tussen de (stroom)sterkte en het vermogen van de automatische laagspanningsschakelaars ».

Art. 61. Het technisch voorschrift SYNERGRID 46 betreffende de « Algemene technische regels voor de aansluiting van een gebruiker op het LS distributienet » is van toepassing, behalve de voorschriften betreffende de aansluiting naar gelang van het vermogen die onder de artikelen 46 en 47 vallen.

Afdeling 3. — Aansluitingsvermogen

Art. 62. Het minimale aansluitingsvermogen dat een gebruiker kan verkrijgen, is gelijk aan 40 A in eenfasig 230 V of het equivalent als het om een driefasig net gaat, behalve beperking opgelegd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt. Als een aansluiting meerdere gebruikers betreft, is het minimumvermogen zoveel keren 40 A/200 V als er eindgebruikers zijn.

Dit artikel is niet van toepassing op de aansluitingen waarmee een forfaitair vermogen wordt verbonden.

HOOFDSTUK IV. — Technische voorschriften m.b.t. de aansluiting van eenheden voor de productie van groene elektriciteit en gedecentraliseerde productie-eenheden

Art. 63. § 1. Elke gedecentraliseerde productie-eenheid voldoet aan het technische voorschrift SYNERGRID C 10/11 « Specifieke technische aansluitingsvoorschriften voor gedecentraliseerde productie-installaties die parallel functioneren met het distributienet ». In LS kunnen de producenten van groene elektriciteit met een maximaal AC vermogen van 10 kVA of minder, de compensatie op jaarbasis genieten, zoals bepaald in artikel 153, § 4. De praktische modaliteiten van die compensatie worden nader bepaald in een mededeling van de CWaPE, die ingekeken kan worden op haar Internetsite.

§ 2. Op gemotiveerd verzoek van de distributienetbeheerder wordt elke nieuwe gedecentraliseerde productie-eenheid met een maximaal AC vermogen > 250 kVA uitgerust met de voorzieningen vereist voor de installatie van een telecontrolekast. De uitvoering van die eventuele telecontrole en de desbetreffende voorwaarden zijn het voorwerp van een kennisgeving van de distributienetbeheerder aan de CWaPE en van een goedkeuring door laatstgenoemde, binnen twee maanden. Indien de aanvraag van de distributienetgebruiker uitgaat, wordt die goedkeuring niet vereist.

HOOFDSTUK V. — Aansluitingsprocedure op hoogspanning

Afdeling 1. — Betrouwbaarheidsmaatregelen voor de productie-eenheden

Art. 64. Wat betreft de contacten met producenten die op zijn net aangesloten zijn of die wensen zich erop aan te sluiten, mag de distributienetbeheerder uitsluitend op zijn personeel beroep doen of op een deskundige die onafhankelijk is van de producenten, evenwichtsverantwoordelijken, houders van een voorzieningsvergunning en tussenpersonen.

Hetzelfde geldt voor de verwezenlijking van studies en de voorbereiding van contracten.

Afdeling 2. — Aanvraag om oriënteringsonderzoek en voorontwerp van aansluiting

Art. 65. Het doel van een oriënteringsonderzoek is het opmaken van een voorontwerp van aansluiting.

Het indienen van een oriënterende studieaanvraag is facultatief. Voordat een producent een oriënterende studieaanvraag indient, staat het hem vrij de distributienetbeheerder te contacteren voor een kosteloze adviesverlening over de mogelijkheden om een gedecentraliseerde productie op het net te aanvaarden in functie van de vestiging van de productie en het gewenste vermogen.

Art. 66. § 1. Onverminderd artikel 46, kan elke natuurlijke of rechtspersoon bij de distributienetbeheerder een aanvraag voor een oriënterende studie indienen met betrekking tot een nieuwe aansluiting.

§ 2. Elke distributienetgebruiker kan bij de distributienetbeheerder een aanvraag tot oriënteringsonderzoek indienen met betrekking tot een aanpassing van zijn bestaande aansluiting, installaties met niet verwaarloosbare invloed op het distributienet, of hun respectievelijke exploitatiewijze.

Art. 67. De aanvrager geeft schriftelijk opdracht aan de distributienetbeheerder om de aanvraag tot oriënteringsonderzoek te behandelen via het door de distributienetbeheerder daartoe opgesteld en openbaar gemaakt studieformulier overeenkomstig artikel 12 van dit reglement.

Art. 68. Het oriënteringsonderzoek wordt aangevraagd d.m.v. een formulier dat de identiteit en contactgegevens van de aanvrager, het grondplan van de plaats van verbruik/productie, het vermogen van de beoogde aansluiting, en de algemene technische gegevens bevat.

Art. 69. De kosten voor een oriënteringsonderzoek worden door de aanvrager gedragen volgens het door de CREG goedgekeurde toepasselijke tarief.

Art. 70. Tijdens de uitvoering van het oriënteringsonderzoek werken de distributienetbeheerder en de aanvrager te goeder trouw samen. De distributienetbeheerder kan de aanvrager elk ogenblik verzoeken om bijkomende informatie die noodzakelijk is om het voorontwerp van aansluiting voor te bereiden. De aanvrager licht de beheerder van het lokale transmissienet spontaan in als hij van plan is om het vermogen van zijn installaties later te verhogen.

Art. 71. § 1. Binnen een redelijke termijn, en in ieder geval binnen een termijn van vijftien werkdagen na ontvangst van een volledige aanvraag tot oriënteringsonderzoek, maakt de distributienetbeheerder zijn conclusies aan de aanvrager over, hetzij door middel van een voorontwerp van aansluiting, hetzij door middel van een gemotiveerde weigering van aansluiting, waarvan kopie wordt overgemaakt aan de CWaPE.

§ 2. Het voorontwerp bevat tenminste :

1° een schema voor de beoogde aansluiting;

2° de technische voorschriften voor de aansluiting;

3° een indicatieve raming van de kosten;

4° een indicatieve raming van de termijn nodig voor de realisatie van de aansluiting met inbegrip van de eventuele versterkingen die aan het distributienet moeten worden aangebracht ten gevolge van de aansluiting.

Art. 72. § 1. Bij de behandeling van de aanvraag tot oriënteringsonderzoek verleent de distributienetbeheerder voorrang aan aanvragen die betrekking hebben op kwalitatieve en/of hoogrenderende warmtekrachtkoppelingssystemen en productie-installaties die hernieuwbare energiebronnen gebruiken, alsook aan installaties die elektriciteit produceren vanaf afvalstoffen en terugwinningen via industriële processen, in verhouding tot de andere aansluitingsaanvragen die voor de distributienetbeheerder aanhangig zijn.

§ 2. Wanneer een aanvraag niet kan behandeld worden binnen de in artikel 71 bedoelde termijn wegens de toepassing van § 1 wordt die termijn gebracht op 30 werkdagen.

§ 3. Indien een aanvraag niet binnen de in § 71 voorgeshreven termijn kan worden behandeld wegens vermogensonderzoeken die in het kader van de aanvraag op het transmissienet of op het lokaal transmissienet uitgevoerd worden, wordt die termijn op zeventig werkdagen gebracht.

§ 4. De termijnen bedoeld in de artikelen 71 en 72 kunnen in onderling overleg met de betrokken partijen verlengd worden.

Art. 73. Het oriënteringsonderzoek geeft aanleiding tot het opmaken van een vrijblijvend voorontwerp van aansluiting. De daarin vervatte gegevens binden noch de distributienetbeheerder, noch de aanvrager van het oriënteringsonderzoek op enige wijze.

Afdeling 3. — Geringe wijziging

Art. 74. § 1. Ter gelegenheid van een project

- van wijziging in de aansluitingsinstallaties of van hun exploitatiewijze die hij als gering beschouwt;
- van wijziging in de installaties van de gebruiker of van hun exploitatiewijze die als gering beschouwd wordt maar die een invloed zou kunnen hebben op de veiligheid, de betrouwbaarheid of de efficiëntie van het distributienet, geeft de distributienetgebruiker de distributienetbeheerder kennis van de voorgenomen wijzigingen en van de redenen waarom hij acht dat ze gering zijn.

§ 2. De distributienetbeheerder onderzoekt de kennisgeving bedoeld in § 1, beoordeelt en bevestigt desgevallend de geringe aard van de wijziging.

Art. 75. § 1. Ingevolge het onderzoek bedoeld in artikel 74 kan de distributienetbeheerder :

1° de voorgenomen wijzigingen zonder andere formaliteiten goedkeuren;
2° het afsluiten van een addendum bij het aansluitingscontract voorstellen;
3° voorstellen dat, bij gebrek aan geringe aard van de wijziging, die wordt uitgevoerd met inachtneming van de procedure voorzien in afdeling 4 van dit hoofdstuk.

§ 2. Het sluiten van een addendum zoals bedoeld in § 1, 2°, stelt de aansluitingsaanvrager niet vrij van het verkrijgen van een kennisgeving van de conformiteit van de aansluiting overeenkomstig hoofdstuk VII van deze titel.

Afdeling 4. — Aansluitingsaanvraag, detailonderzoek en ontwerp van aansluiting

Art. 76. § 1. Elke nieuwe aansluiting of wijziging van een bestaande aansluiting dient voorafgegaan te worden door een bij de distributienetbeheerder in te dienen aanvraag tot aansluiting en door een detailonderzoek.

§ 2. Een distributienetgebruiker moet ook een aansluitingsaanvraag indienen als geplande wijzigingen in zijn installaties of van hun exploitatiewijzen een niet verwaarloosbare invloed op de werking van het distributienet kunnen hebben.

Art. 77. Elke natuurlijke of rechtspersoon of een gemachtigde derde (bijvoorbeeld zijn leverancier) kan bij de distributienetbeheerder een aanvraag tot aansluiting indienen. Die aanvraag impliceert de uitvoering door de distributienetbeheerder van een detailonderzoek, waarvan de kosten ten laste van de aanvrager zijn volgens het door de CREG goedgekeurde toepasselijke tarief, behalve indien de aanvraag, die al een eerste keer is ingediend, geen aanleiding heeft gegeven tot het afsluiten van een aansluitingscontract overeenkomstig artikel 84, § 1, en voor zover intussen geen wijzigingen zijn aangebracht aan de netten die een impact hebben op de aansluitingsvoorwaarden.

Art. 78. Elke aangesloten distributienetgebruiker of een gemachtigde derde kan bij de distributienetbeheerder een aanvraag tot aansluiting met betrekking tot een aanpassing van zijn bestaande aansluiting indienen, of tot installaties met niet verwaarloosbare invloed op het distributienet of tot hun respectievelijke exploitatiewijze.

Art. 79. De aansluiting wordt aangevraagd d.m.v. een aansluitingsformulier dat de identiteit en de contactgegevens van de aanvrager bevat, alsook het grondplan van de plaats van verbruik/productie, het aansluitingsvermogen, het verwachte belastingspatroon en de gedetailleerde technische karakteristieken van de aansluiting en de op het distributienet aan te sluiten installaties.

De aanvrager licht de beheerder van het lokale transmissienet spontaan in als hij van plan is om het vermogen van zijn installaties later te verhogen.

Art. 80. § 1. Zo spoedig mogelijk en in elk geval binnen tien werkdagen na ontvangst van een aansluitingsaanvraag, onderzoekt de distributienetbeheerder of die volledig is. Indien die onvolledig is, brengt hij de aanvrager in kennis van de bijkomende informatie die hij moet bezorgen met het oog op de voorbereiding van het ontwerp van aansluiting. In geval van volledigheid wordt een bericht van ontvangst verstuurd.

§ 2. Wanneer de aansluitingsaanvraag volledig is en de kosten i.v.m. het detailonderzoek betaald zijn, kent de distributienetbeheerder een capaciteitsreservatie toe aan de aanvrager. Die reservatie is niet overdraagbaar.

§ 3. Na raadpleging van de netbeheerders wordt de procedure voor de indiening van de aanvragen tot aansluiting van nieuwe gedecentraliseerde productie-eenheden door de CWaPE bepaald. De CWaPE publiceert op haar Internetsite een logigram met een samenvatting van de procedure.

Art. 81. § 1. Bij het onderzoek van de aanvraag tot aansluiting verleent de distributienetbeheerder voorrang aan aanvragen die betrekking hebben op kwalitatieve en/of hoogrenderende warmtekrachtkoppelingsinstallaties, op productie-installaties die hernieuwbare energiebronnen gebruiken, alsook op degene die elektriciteit produceren vanaf afvalstoffen en terugwinningen op industriële processen in verhouding tot andere aansluitingsaanvragen die aanhangig zijn bij de distributienetbeheerder.

§ 2. De in § 1 bedoelde voorrang geldt ook voor de reservaties van capaciteit.

Art. 82. § 1. Zo spoedig mogelijk, en zeker binnen een termijn van dertig werkdagen (veertig dagen voor de vermogens boven 1 MW) na ontvangst van een volledige aanvraag en van de betaling van het detailonderzoek, bezorgt de distributienetbeheerder de aansluitingsaanvrager een technisch en financieel voorstel van aansluiting. Dat voorstel omvat een ontwerp van aansluiting met het gebonden aanbod, de technische oplossingen en regelparameters die dienen overeengekomen te worden tussen distributienetbeheerder en aansluitingsaanvrager, overeenkomstig de voorschriften van dit reglement en rekening houdend met de technische kenmerken van het distributienet. De aanvrager beschikt dan over een termijn van maximum dertig dagen om het voorstel te bekijken.

§ 2. Indien aan aanvraag niet binnen de in § 1 bedoelde termijn kan worden behandeld, wegens de toepassing van artikel 81, wordt die termijn gebracht op zestig werkdagen na de ontvangst van de volledige aanvraag.

§ 3. Indien een aanvraag niet binnen de in § 1 voorgeschreven termijn kan worden behandeld wegens vermogensonderzoeken die in het kader van de aanvraag op het transmissienet of op het lokaal transmissienet uitgevoerd moeten worden, wordt die termijn op 70 werkdagen gebracht.

§ 4. De termijnen bedoeld in dit artikel kunnen in onderling overleg tussen betrokken partijen verlengd worden, met behoud van de reservering zolang geen andere aanvraag tot aansluiting op dezelfde post is ingediend.

Art. 83. § 1. In geval van akkoord omtrent het technisch en financieel voorstel van aansluiting bedoeld in artikel 82 stelt de distributienetbeheerder binnen een termijn van tien werkdagen vanaf het akkoord een aansluitingscontract aan de aanvrager voor.

§ 2. Het aansluitingscontract kan een opschortende voorwaarde inhouden die verband houdt met het bekomen van de vergunningen of machtigingen betreffende de installaties waarvoor de administratieve procedure aan de gang is. Indien de distributienetbeheerder een dergelijke opschortende voorwaarde weigert, deelt hij de redenen voor zijn beslissing mee aan de aanvrager en aan de CWaPE.

§ 3. Na ontvangst van het ondertekende aansluitingscontract en van de desbetreffende betaling is de gereserveerde opvangcapaciteit definitief verworven door de producent, behoudens geschreven terugtrekking zijnerwege of als de aansluitingswerken niet binnen een termijn van één jaar zijn besteld. In het laatste geval mag de producent een bijkomende termijn van maximum één jaar aanvragen om de aansluiting uit te voeren voor zover hij d.m.v. een attest van een bevoegde gemeentelijke of gewestelijke overheid het bewijs levert dat de vergunnings- of machtigingsaanvraag ingediend is en onderzocht wordt. In dat geval kan de distributienetbeheerder, indien de termijn met meer dan een jaar verlengd wordt, het aanbod aanpassen. De installatie mag niet afgestaan worden voordat ze in bedrijf gesteld wordt. In geval van terugtrekking van de producent of van annulering van het contract wegens overschrijding van de termijnen wordt de verrichte betaling, als gevolg van de ondertekening van het aansluitingscontract, terugbetaald na aftrek van een door de CREG goedgekeurde forfaitair bedrag. Het bedrag van het detailonderzoek wordt in geen geval terugbetaald.

§ 4. In afwijking van § 3, kunnen de termijnen, in uitzonderlijke gevallen te wijten aan bijzondere administratieve procedures, voor onbepaalde duur verlengd worden, na goedkeuring van de CWaPE.

Art. 84. § 1. Indien een aansluitingsaanvraag voor een injectie van meer dan 1 MW niet leidt tot het sluiten van een aansluitingscontract binnen een termijn van veertig werkdagen na kennisgeving van het technisch en financieel voorstel van aansluiting, wordt de procedure van de aansluitingsaanvraag beschouwd als zijnde vervallen. Bij verval verwittigt de distributienetbeheerder de aanvrager binnen tien werkdagen voor het verstrijken van die termijn en informeert hij de CWaPE en, desgevallend, de beheerder van het transmissienet of van het lokale transmissienet.

§ 2. Op gemotiveerd verzoek kan de aanvrager verlengingen van de in § 1 bedoelde termijn met telkens maximum 20 werkdagen verkrijgen met behoud van de reservatie van vermogen, zolang geen andere aanvraag tot aansluiting op bedoelde post is ingediend.

§ 3. De kosten gedragen door de distributienetbeheerder voor het gedetailleerde onderzoek van de aansluitingsaanvraag zijn ten laste van de aanvrager en bepaald in het door de CREG goedgekeurde toepasselijke tarief.

Afdeling 5. — Aansluitingscontract

Art. 85. Elke nieuwe aansluiting dient voorafgegaan te worden door een met de distributienetbeheerder afgesloten aansluitingscontract (of, in voorkomend geval, door een kennisgeving en de stilzwijgende aanvaarding van het algemene aansluitingsreglement in geval van aansluiting van 56 kVA).

Art. 86. Een aanpassing van een bestaande aansluiting, een installatie van een distributienetgebruiker die een niet verwaarloosbare invloed op het distributienet heeft of van hun respectievelijke exploitatiewijze dient voorafgegaan te worden door een met de distributienetbeheerder afgesloten aansluitingscontract of, in voorkomend geval, voor vermogens van 56 kVA of minder, door de uitdrukkelijke aanvaarding van het aansluitingsreglement van de distributienetbeheerder dat op zijn Internetsite ingekeken kan worden of op gewoon verzoek van de distributienetgebruiker overgemaakt kan worden.

Art. 87. Op aanvraag van de distributienetgebruiker kan de distributienetbeheerder aanvaarden dat een wijziging zoals bedoeld in artikel 86 van gering belang wordt beschouwd. Een dergelijke aanpassing van gering belang wordt vermeld in een bijvoegsel bij het aansluitingscontract zonder dat een gedetailleerd onderzoek wordt uitgevoerd.

Art. 88. Het aansluitingscontract bevat op zijn minst de volgende elementen :

- 1° de identiteit van de partijen;
- 2° de aanwijzing van de contactpersonen;
- 3° de bepalingen met betrekking tot de looptijd en de stopzetting van het contract;
- 4° de beschrijving van de aansluiting met locatie en spanningsniveau van het aansluitingspunt, het toegangspunt en het meetpunt;
- 5° de unieke identificatie van het toegangspunt door middel van de EAN-code;
- 6° de bepalingen in verband met de toegang tot de aansluitingsinstallaties;
- 7° de beschrijving van de installaties van de distributienetgebruiker (inclusief installaties die functioneel deel uitmaken van het net), inzonderheid de aangesloten productie-eenheden;
- 8° de specifieke technische voorwaarden en bepalingen, onder meer het aansluitingsvermogen, de relevante technische karakteristieken van de aansluiting en van de installaties van de distributienetgebruiker, het meetsysteem, de uitbating, het onderhoud, alsook de eisen in verband met beveiligingen en veiligheid;
- 9° de uitvoeringsmodaliteiten en termijnen voor de realisatie van de aansluiting naargelang het gaat om een nieuwe of een aan te passen aansluiting, met aanduiding van de onderliggende hypothesen;
- 10° de bepalingen met betrekking tot wederzijdse aansprakelijkheid en confidentialiteit;
- 11° de betalingsmodaliteiten;
- 12° de modaliteiten voor de toepassing van artikel 4, § 4, indien het aansluitingsvermogen 630 kVA overschrijdt.

Art. 89. Op gemotiveerde aanvraag van de distributienetbeheerder en mits voorafgaande kennisgeving aan de CWaPE kunnen de technische oplossingen en de functionele specificaties van de distributienetbeheerder herzien worden om redenen betreffende de veiligheid, de betrouwbaarheid en de efficiëntie van het net. De kostprijs voor deze aanpassingen wordt eerst door de distributienetbeheerder overgenomen, die ze, in voorkomend geval, op een

verantwoordelijke derde partij kan afschuiven. Als ze voortvloeien uit een wijziging van de installaties van de distributienetbeheerder worden de kosten door laatstgenoemde overgenomen.

Art. 90. § 1. De termijnen voor de realisatie van de aansluiting, zoals vermeld in het aansluitingscontract, houden rekening met de eventuele versterkingen die aan het distributie- en (lokaal) transmissienet moeten aangebracht worden.

§ 2. De distributienetbeheerder verleent voorrang, in verhouding tot andere niet-dringende werken, aan aansluitingen van kwalitatieve en/of hoogrenderende warmtekrachtkoppelinginstallaties, aan productie-installaties die hernieuwbare energiebronnen gebruiken alsook aan degene die elektriciteit produceren vanaf afvalstoffen en terugwinningen op industriële processen. De in dit artikel bedoelde niet-dringende werken zijn degene waarvan de vertraging geen gevaar voor personen en geen rechtstreekse schade aan bestaande uitrustingen veroorzaken.

Art. 91. De vereiste vergunningsaanvragen worden bij de bevoegde overheden ingediend binnen een termijn die strookt met de kalender voor de uitvoering van de aansluiting. Onverminderd artikel 94, § 3, kan de distributienetbeheerder, behalve bijzondere afspraak met betrokken netgebruiker, de uitvoering van de aansluiting uitstellen gedurende een termijn gelijk aan de termijn die nodig is voor de administratieve behandeling van het dossier, als bijkomende termijnen toegekend worden wegens vertragingen in de behandeling van het dossier door de bevoegde overheden of omdat diezelfde overheden bijkomende voorwaarden aan de distributienetbeheerde opleggen.

Afdeling 6. — Inschakeling van de aansluiting

Art. 92. Alleen de distributienetbeheerder is gemachtigd de aansluiting onder spanning te brengen en de werken uit te voeren tot en met het eerste onderbrekingsorgaan, behalve andersluidende bepaling tussen partijen. De maximale termijn voor de inschakeling na de realisatie van de aansluiting bedraagt drie werkdagen, voor zover alle voorafgaande contractuele voorwaarden worden vervuld.

Afdeling 7. — Statuut van bestaande aansluitingen

Art. 93. In afwachting van de opmaak van nieuwe aansluitingscontracten tussen de distributienetbeheerder en de distributienetgebruiker overeenkomstig de artikelen 116 tot 118, blijven de vroeger gesloten overeenkomsten tussen de partijen die bij de aansluiting betrokken zijn verder van toepassing, voor zover ze niet strijdig zijn met dit reglement.

HOOFDSTUK VI. — Aansluitingsprocedure op laagspanning

Afdeling 1. — Aansluitingsaanvraag

Art. 94. § 1. Elke aanvraag tot het bekomen van een aansluiting op laagspanning wordt schriftelijk ingediend bij de distributienetbeheerder volgens de tot dat einde bekendgemaakte procedure overeenkomstig artikel 12 van dit reglement. Ze kan ook per telefoon worden uitgevoerd, voor zover de distributienetbeheerder een ontvangstbewijs stuurt.

§ 2. De distributienetbeheerder moet binnen tien dagen antwoorden op elke aansluitingsaanvraag. Voor vermogens van 10 kVA of minder en voor zover de aanvraag volledig is, geeft hij binnen bovenvermelde termijn kennis van de tekst van zijn standaardreglement dat deze materie regelt. Ook de technische en financiële aansluitingsvoorwaarden en de vermoedelijke aansluitingstermijn worden nader bepaald in dat schrijven. Als hij, voor vermogens boven 10 kVA en gelijk aan 56 kVA of minder, binnen die termijn geen aansluitingsvoorstel kan overleggen, stuurt hij binnen dezelfde termijn een bericht van ontvangst en legt hij het voorstel binnen de tien volgende dagen over. Deze termijnen worden verlengd als een afwijkingaanvraag voor niet-ingraving bij de CWaPE wordt ingediend volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 25.

§ 3. Voor vermogens boven 56 kVA kan de distributienetbeheerder naar gelang van de configuratie van zijn net dezelfde procedure van oriënterings- en/of detailonderzoek opleggen als die voorzien in de aansluitingsprocedure op hoogspanning.

§ 4. De distributienetbeheerder bepaalt het soort aansluiting naar gelang van de configuratie van zijn net: bovengronds, ondergronds of gemengde. Als de aansluiting ondergronds of gemengd is, wordt de greppel op privé-domein voor rekening van de aanvrager uitgegraven. De aanvrager kan ervoor zorgen voor zover hij de specificaties van de netbeheerder nauwkeurig naleeft.

§ 5. Voor nieuwe aansluitingen van gebouwen gelegen op meer dan 25 m van de weg, alsook voor doorgaans onbewoonde gebouwen, kan de distributienetbeheerder eisen dat de telvoorzielingen langs de weg geplaatst worden, in een beschutting conform de toepasselijke specificaties en voor rekening van de netgebruiker.

Art. 95. § 1. Als de aansluiting een netuitbreiding vereist, valt de kost van deze uitbreiding ten laste van de aanvrager, behalve als het gaat om een huis gebouwd langs de weg in een woongebied, woongebied met een landelijk karakter of woonuitbreidingsgebied en buiten verkaveling of daarmee gelijkgesteld (grondplan, onverdeeldeheid, gegroepeerd habitat of soortgelijke handeling van commerciële aard).

§ 2. Voor de gebouwen en de verkavelingen waarvan het sociaal karakter officieel erkend is, vallen de netuitbreidingen ten laste van de netbeheerders. Wat de sociale verkavelingen betreft, geldt hetzelfde voor de elektrificatie van de verkaveling, behalve de aansluitingen van de woningen. In geval van toepassing van deze paragraaf, zijn de terbeschikkingstellingen bedoeld in de artikelen 58 en 59 altijd gratis.

§ 3. Voor de toepassing van de paragrafen 1 en 2 worden gegroepeerde woningen in de zin van het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Erfgoed en Energie met verkavelingen gelijkgesteld.

§ 4. Wat betreft de aansluiting van een distributienetgebruiker boven 10 kVA, moet de aansluiting binnen dertig kalenderdagen uitgevoerd worden, voor zover alle vereiste vergunningen en machtigingen verleend werden.

Afdeling 2. — Aanvraag tot tijdelijke aansluiting

Art. 96. § 1. Een aanvraag tot tijdelijke aansluiting is van toepassing :

- als de aansluiting wordt gebruikt voor de voeding van installaties op bouwgronden of manifestaties, en
- als het gebruik van de aansluiting in de tijd streng beperkt is of als de aansluiting, na een beperkte periode, door een permanente aansluiting wordt vervangen, en
- als de distributienetbeheerder vindt dat een uitbreiding/versterking van het distributienet niet nodig is.

§ 2. Elke aanvraag tot tijdelijke aansluiting wordt bij de distributienetbeheerder ingediend. Ze bevat de nodige gegevens, met name :

- identificatie van de aanvrager;

- plaats, gewenste indienststellingsdatum en duur;
- vereist vermogen;
- leverancier (met afschrift van het contract).

De distributienetbeheerder gaat binnen vijf dagen na of de aanvraag volledig is en wijst de aanvrager op de ontbrekende informatie.

§ 3. De distributiebeheerder geeft een antwoord op een aanvraag tot tijdelijke aansluiting binnen vijf werkdagen na ontvangst van een volledige aanvraag :

- met een bindend aanbod, dat ook de aansluitingsvoorwaarden en de EAN-GSRN van het toegangspunt of van de toegangspunten van de aansluiting bevat;
- of met een schriftelijk antwoord waarin wordt opgemerkt dat de aanvraag niet voldoet aan de omschrijving van een tijdelijke aansluiting, waarbij hij de reden opgeeft;
- of met een schriftelijk gemotiveerde weigering van de aanvraag, waarvan hij een afschrift aan de CWaPE overmaakt.

§ 4. Voor buitenevenementen van korte duur (kermissen, plaatselijke feesten...), kan de distributienetbeheerder, als de procedure omschreven in de §§ 1 tot 3 niet van toepassing is, ingaan op aansluitingsaanvragen met inachtneming van de volgende voorwaarden :

- de distributienetbeheerder sluit een akkoord met de leverancier om dit soort levering te dekken;
- dat akkoord voorziet in de modaliteiten volgens dewelke de eindafnemer de verbruikte energieën via de distributienetbeheerder aan de leverancier betaalt;
- de distributienetbeheerder staat in voor de interface met de aanvrager, met inbegrip van de terugvordering van de kost van de verbruikte energie.

In afwijking van dit reglement wordt voor dit soort aansluiting geen toegangs aanvraag vereist, noch een specifieke EAN-code of een inschrijving in het toegangsregister van de distributienetbeheerder.

Afdeling 3. — Inschakeling van de aansluiting

Art. 97. § 1. Alleen de distributienetbeheerder is gemachtigd de aansluiting onder spanning te brengen en de werken uit te voeren tot en met het eerste onderbrekingsorgaan, behalve andersluidende bepaling tussen partijen. De maximumtermijn voor de inschakeling na de realisatie van de aansluiting bedraagt drie werkdagen, te rekenen van de inschrijving van een leverancier in het toegangsregister.

§ 2. Alleen de distributienetbeheerder is gerechtigd op te treden op het eerste onderbrekingsorgaan en op het aansluitingsgedeelte stroomopwaarts daarvan.

Art. 98. Het tracé van de aansluiting alsmede de plaats en de karakteristieken van de samenstellende delen zijn conform de reglementen van de distributienetbeheerder zodat de algemene veiligheid en de normale werking van de deelelementen van de aansluiting gewaarborgd zijn en dat de verbruiksopnamen, het toezicht, het nazicht en het onderhoud gemakkelijk kunnen geschieden.

Art. 99. § 1. De doorgang van de aansluitingskabel door de muur van het gebouw kan aan de distributienetgebruiker of de eigenaar van het betrokken gebouw worden toevertrouwd met inachtneming van de aanwijzingen van de distributienetbeheerder; hetzelfde geldt voor het uitgraven van de greppel op privégrond.

§ 2. De ondergrondse aansluitingskabel dient over de hele lengte van de muurdoorvoer mechanisch te worden beschermd door een mantelbuis vervaardigd uit polyvinylchloride, polyethyleen, vezelcement of andere middelen die minstens gelijkwaardig zijn.

§ 3. De muurdoorvoer wordt door de distributienetgebruiker of de eigenaar van het gebouw water- en gasdicht gemaakt.

HOOFDSTUK VII. — Gebruik, onderhoud en conformiteit van de aansluiting

Afdeling 1. — Algemeenheden

Art. 100. De distributienetgebruiker treft de nodige voorzorgen om iedere beschadiging aan de aansluiting te voorkomen.

Art. 101. De distributienetgebruiker of de eigenaar dient de distributienetbeheerder onmiddellijk op de hoogte te stellen van elke beschadiging, afwijking of niet-conformiteit aan de wettelijke of reglementaire voorschriften die hij redelijkerwijze kan vaststellen.

Afdeling 2. — Gebruik van installaties die functioneel deel uitmaken van het distributienet

Art. 102. De installatie van de distributienetgebruiker die functioneel deel uitmaakt van het distributienet voor doorvoer van energie naar andere distributienetgebruikers wordt ter beschikking van de distributienetbeheerder gesteld volgens de modaliteiten omschreven in artikel 17.

Afdeling 3. — Gebruik en onderhoud van laagspanningsaansluitingen

Art. 103. De distributienetbeheerder staat in voor het onderhoud en de goede en veilige werking van de aansluitingsuitrustingen gelegen tussen zijn net en het eerste onderbrekingsorgaan, dit laatste inbegrepen. De onderhouds- en herstellingskosten voor die uitrustingen en het eerste onderbrekingsorgaan blijven te zijnen laste. De vernieuwing van voornoemde uitrustingen wegens ouderdom blijven ook te zijnen laste, behalve schade veroorzaakt door de gebruiker, aanvraag tot vermogensverhoging of wijziging van de installaties van van laatstgenoemde. Voor het deel van de aansluiting binnen de woning beperkt de verantwoordelijkheid van de distributienetbeheer zich tot de vervanging van de kabel nadat de gebruiker de kabel volledig toegankelijk gemaakt heeft; hetzelfde geldt voor de ondergrondse aansluitingen, op privé grond.

Voor appartementsgebouwen beperkt de verantwoordelijkheid van de distributienetbeheerder zich tot het vervangen van de kabel vanaf het net tot het eerste onderbrekingsorgaan, voor zover het geplaatst is in het lokaal dat ter beschikking staat van de distributienetbeheerder, of tot de eerste toegankelijke klemmen in het lokaal bij gebrek aan onderbrekingsorgaan.

Art. 104. Een uitschakeling van de aansluiting kan enkel uitgevoerd worden door de distributienetbeheerder of een door hem behoorlijk gemachtigde persoon. Die uitschakeling mag pas worden uitgevoerd na voorafgaande informatie aan de gebruiker binnen de in de artikelen 134 tot 136 bedoelde termijnen.

Art. 105. In geval van gewijzigde afname- of injectiekenmerken of van wijzigingen, toe te schrijven aan de distributienetgebruiker, ten opzichte van de omstandigheden die golden op het ogenblik van de uitvoering van de aansluiting en die niet overeengekomen zijn overeenkomstig artikel 91, kan de distributienetbeheerder, onverminderd de maatregelen die noodzakelijk zijn voor de definitieve regularisatie van de toestand, de aansluiting wijzigen op kosten van de distributienetgebruiker of van de eigenaar van het betrokken vastgoed om de algemene veiligheid van het net te vrijwaren.

Art. 106. De aansluiting mag slechts met de toestemming van de distributienetbeheerder worden ingewerkt en dient in dit geval doeltreffend beschermd te worden. Toezicht moet altijd mogelijk zijn.

Art. 107. De eigenaar van het vastgoed zorgt ervoor dat de betrokken muren waterdicht blijven. Hij zorgt er ook voor om op zijn eigendom de toegang tot de aansluitingskabel vrij te houden en neemt de nodige maatregelen om elk ongeval te voorkomen. In dit kader snoeit hij op eigen kosten de takken die de aansluiting zouden kunnen beschadigen.

Art. 108. De automatische schakelaar van de aansluiting mag bediend worden door de distributienetgebruiker, behalve wanneer een verzegeling of een andere contra-indicatie aangebracht werd door de distributienetbeheerder.

Afdeling 4. — Conformiteit van de installaties en aansluiting van de netgebruiker

Art. 109. Vóór het inschakelen van een aansluiting, of na elke belangrijke wijziging van zijn installatie en/of na elke vermogensversterking, levert de distributienetgebruiker de distributienetbeheerder het bewijs dat zijn installaties aan de toepasselijke wettelijke of reglementaire verplichtingen voldoen. Dat bewijs wordt geleverd bij een verslag van een erkend orgaan in de zin van het AREL, of door een daartoe gemachtigde overheid.

Art. 110. Indien er twijfel bestaat, kan de distributienetbeheerder de conformiteit van de aansluiting en de installaties van de distributienetgebruiker met de voorschriften van dit reglement en het aansluitingscontract onderzoeken en beoordelen, alsook de eventuele schade of hinder die het niet in overeenstemming zijn van de aansluiting of installatie kan berokkenen aan de installaties van de distributienetbeheerder of aan de installaties van een andere distributienetgebruiker en/of aan de kwaliteit van de door die laatste geleverde spanning.

Art. 111. § 1. Om de conformiteit van de aansluiting en van de installaties van een distributienetgebruiker met de bepalingen van dit reglement en het aansluitingscontract te onderzoeken kan de distributienetbeheerder op eigen initiatief of op vraag van een derde partij testen op de installaties uitvoeren.

§ 2. Na overleg komen de distributienetbeheerder en de betrokken distributienetgebruiker de procedure, de planning en de in te zetten middelen met het oog op de uitvoering van de in § 1 bedoelde proeven overeen.

§ 3. Binnen de maand volgend op de proeven uitgevoerd door of in opdracht van de distributienetbeheerder maakt de distributienetbeheerder, voor zover de gegevens van dit rapport niet vertrouwelijk zijn, een rapport over aan de betrokken partij(en).

§ 4. Indien het onderzoek en/of de proeven aantonen dat een installatie niet voldoet aan de vereisten van dit reglement of van het aansluitingscontract, maant de distributienetbeheerder de gebruiker aan om de vereiste wijzigingen binnen een redelijke termijn aan te brengen.

§ 5. Indien de distributienetgebruiker de in § 4 bedoelde aanpassingen niet binnen de voorgeschreven termijn heeft aangebracht, kan de distributienetbeheerder, na een laatste aanmaning, met kopie aan de CWaPE, de voorziening onderbreken aan het einde van de termijn vastgelegd in die laatste aanmaning.

Art. 112. De eigenaar van de installatie of de betrokken distributienetgebruiker draagt de kosten voor het onderzoek en/of de proeven die de inbreuk onthuld hebben, evenals de kosten voor de nieuwe proeven die uitgevoerd worden nadat de veranderingen aan de installatie zijn aangebracht. Indien geen inbreuk is onthuld, zijn de proeven op kosten van diegene die ze aangevraagd heeft.

Art. 113. Behoudens andersluidende overeenkomst tussen de betrokken partijen, heeft de distributienetbeheerder het recht de aansluiting uit te schakelen indien de aanpassingen niet zijn uitgevoerd binnen een termijn van tien dagen na de aanmaning.

Art. 114. De distributienetbeheerder kan eisen dat de distributienetgebruiker maatregelen treft en deze bekostigt om te voorkomen dat ten gevolge van de werking van de installaties van de distributienetgebruiker het toelaatbaar niveau van storingen bedoeld in artikel 49 wordt overschreden.

Art. 115. § 1. Een distributienetgebruiker die zelf proeven wenst uit te voeren of te laten uitvoeren op de aansluiting of op zijn installaties die een niet verwaarloosbare invloed hebben op het distributienet, op de aansluiting(en) of op de installaties van een andere distributienetgebruiker, moet daartoe de voorafgaande schriftelijke goedkeuring bekomen van de distributienetbeheerder. Elke aanvraag dient gemotiveerd te zijn en vermeldt de installatie(s) waarop de proeven betrekking hebben, de aard en de technische gegevens van de proeven, de procedure (onder meer wie de proeven uitvoert) en de planning.

§ 2. Op basis van de gegevens die deze aanvraag bevat, beslist de distributienetbeheerder over de opportuniteit van deze aanvraag en komt hij, in voorkomend geval, de planning van de aangevraagde proeven overeen met de aanvrager. Hij verwittigt de partijen die volgens hem bij de gevraagde proeven betrokken zijn.

Art. 116. Een aansluitingsinstallatie en/of een installatie van een distributienetgebruiker die reeds bestond vóór de inwerkingtreding van dit reglement en die niet voldoet aan de voorschriften van dit reglement, kan worden gebruikt in de staat waarin ze zich bevindt :

- tijdens 5 jaar indien de niet-conformiteit, in normale werkingsomstandigheden van het net, geen schade kan berokkenen aan het distributienet, aan de distributienetbeheerder, aan een andere distributienetgebruiker of aan elke andere persoon;

- tijdens 15 jaar indien de niet-conformiteit in geen geval, ongeacht de gebruiksvoorwaarden, schade berokkent aan het distributienet, aan de distributienetbeheerder, aan een andere distributienetgebruiker of aan elke andere persoon.

Art. 117. Een aansluitingsinstallatie en/of een installatie van een netgebruiker die reeds bestond vóór de inwerkingtreding van dit reglement en die schade berokkent of zou kunnen berokkenen aan het distributienet, aan de beheerder van het lokale transmissienet, aan een andere gebruiker van het lokale transmissienet of aan elke andere persoon, moet zo snel mogelijk in conformiteit worden gebracht door degene die ervoor verantwoordelijk is, in voorkomend geval, na ingebrekestelling van de netbeheerder.

Art. 118. § 1. Elke netgebruiker die op het moment van de inwerkingtreding van dit besluit niet beschikt over een aansluitingscontract afgesloten overeenkomstig dit besluit, dient volgende maatregelen te nemen om :

- 1° zich ervan vergewissen dat zijn installaties aan dit reglement voldoen;
- 2° zich ervan vergewissen dat zijn installaties geen schade berokkenen of zouden kunnen berokkenen aan het distributienet, aan de distributienetbeheerder, aan een andere distributienetgebruiker of aan ieder andere persoon;
- 3° contact opnemen met de netbeheerder om elke nuttige informatie te verkrijgen en onderhandelingen op te starten om aansluitingscontracten overeenkomstig deze Titel uit te werken;
- 4° een plaatsbeschrijving van de installaties bedoeld in de punten 1° en 2° opmaken en de voorgenomen maatregelen en de indicatieve termijnen voor de uitvoering voorstellen om eventueel aan de niet-conformiteit te verhelpen.

§ 2. Indien de netbeheerder de plaatsbeschrijving en de in § 1 bedoelde maatregelen niet binnen een redelijke termijn ontvangen heeft, neemt hij het initiatief om de betrokken netgebruiker te contacteren en verzoekt hij hem erom deze elementen zo spoedig mogelijk over te maken.

§ 3. Vóór het vaststellen van een aansluitingscontract voor de bestaande aansluitingen blijven de overeenkomsten die de bij die aansluiting betrokken partijen voorheen hebben vastgesteld, geldig voor zover ze niet strijdig zijn met dit reglement.

§ 4. Indien nodig stelt de CWaPE de Waalse Regering een planning voor om de aansluitingscontracten in orde te brengen.

Afdeling 5. — Wegneming van een aansluiting

Art. 119. Elke aansluiting kan worden weggenomen op aangetekend verzoek van de eigenaar van het betrokken vastgoed en na verificatie door de distributienetbeheerder dat geen enkele distributienetgebruiker er nog gebruik van maakt.

Art. 120. De kosten voor de verwijdering van een aansluiting, evenals de kosten voor het herstel van de lokalen, de toegangswegen en de terreinen in hun oorspronkelijke staat, zijn ten laste van de eigenaar van de betrokken installaties.

Art. 121. De distributienetbeheerder heeft het recht, mits voorafgaande kennisgeving aan de eigenaar van het betrokken vastgoed, om elke aansluiting die meer dan een jaar niet meer gebruikt werd weg te nemen of af te koppelen, behalve indien de distributienetgebruiker verklaart dat de aansluiting voor noodvoeding dienstig kan zijn of indien hij wenst die aansluiting te behouden voor de uitvoering van onderzochte projecten. In dit laatste geval draagt hij in de onderhoudskosten bij volgens met de distributienetbeheerder overeen te komen modaliteiten.

TITEL IV. — Toegangscode

HOOFDSTUK I. — *Aanwijzing van leverancier en evenwichtsverantwoordelijke*

Art. 122. § 1. Vóór de indiening van een toegangs aanvraag bij de distributienetbeheerder volgens de modaliteiten van hoofdstuk II van deze titel, moet een leveringscontract met een minimale duur van drie maanden worden afgesloten tussen de distributienetgebruiker, de eindafnemer, een leverancier houder van een geldige voorzieningsvergunning (behalve als de leverancier de distributienetbeheerder is) en, in voorkomend geval, een evenwichtsverantwoordelijke, per toegangspunt, in het geval van een levering. Indien, zoals dit doorgaans het geval is, de leverancier zijn eigen evenwichtsverantwoordelijke heeft/is, ondertekent de eindafnemer het contract alleen met de door hem gekozen leverancier. De distributienetbeheerder wordt daarvan op de hoogte gebracht bij de indiening van de toegangs aanvraag. De minimum duur van drie maanden is niet van toepassing voor de tijdelijke aansluitingen.

§ 2. In afwijking van § 1, kan de eindafnemer HS per toegangspunt één evenwichtsverantwoordelijke aanwijzen alsook meerdere leveranciers die houder zijn van een geldige voorzieningsvergunning. Daartoe sluit hij een contract met één van de leveranciers voor wie hij alle bij dit technisch reglement opgelegde verplichtingen nakomt. In de rest van de tekst wordt die leverancier « de hoofdleverancier » genoemd. De verantwoordelijkheid van de distributienetbeheerder beperkt zich tot de globale maatregel terwijl de hoofdleverancier zelf zorgt voor de verdeling van de verbruiken onder de leveranciers van het toegangspunt. Die bepaling is slechts toepasselijk wanneer de belastingscurve gemeten is (zie titel V).

§ 3. De distributienetbeheerder houdt een toegangsregister waarin voor elk door één enkele EAN-GSRN-code gekenmerkt toegangspunt de volgende gegevens opgenomen zijn :

- de naam van de distributienetgebruiker, houder van de aansluiting (vanaf de volgende versie van het MIG);
- de partijen aangewezen als leverancier en evenwichtsverantwoordelijke;
- het type eindafnemer (woonachtig residentieel, niet woonachtig residentieel of niet residentieel);
- desgevallend, de NACE-code en/of het bedrijfsnummer (vanaf de volgende versie van het MIG);
- voor de toegangspunten zonder registratie van het verbruiksprofiel, de profielcategorie en het jaarlijks standaardverbruik of het maandelijks standaardverbruik of het forfaitair bepaalde verbruik;
- voor de toegangspunten met een jaarlijkse opname de maand van de opname;
- de tariefgroep.
- het aansluitvermogen en het spanningsniveau;
- in voorkomend geval, het vermogen waarop ingeschreven wordt.

De elementen 2, 3, 4 en 5 van deze paragraaf worden bijgewerkt op grond van de gegevens die door de leverancier ingediend worden.

Op grond van dat toegangsregister kan de distributienetbeheerder zijn opdrachten vervullen.

Als de distributienetbeheerder structurele wijzigingen op de toegangspunten doorvoert die een impact hebben op de in het toegangsregister beheerde velden, overeenkomstig het eerste lid van dit artikel (bijvoorbeeld wijzigingen tijdens de maand van de opmeting van de teller, de tariefcodes...), dient de distributienetbeheerder de leverancier minstens een maand op voorhand te verwittigen. De distributienetbeheerder deelt binnen maximum tien dagen zijn EAN-nummer mee aan elke gebruiker die er schriftelijk om verzoekt. De gebruiker vermeldt zijn tellernummer in zijn aanvraag.

Er is maar één EAN-code per aansluiting, behalve de uitzondering bedoeld in artikel 123, § 3. Daarentegen kunnen verschillende BT-aansluitingen (voornamelijk voor forfaitaire verbruiken) van eenzelfde gebruiker die bij dezelfde distributienetbeheerder gelokaliseerd worden onder één enkel EAN-nummer worden bijeengebracht (bijvoorbeeld, openbare verlichting), mits instemming van de distributienetbeheerder.

In geval van opsplitsing van EAN is een latere hergroepering niet meer mogelijk.

§ 4. De distributienetbeheerder maakt elke maand een momentopname (snapshot) van het toegangsregister om de gegevens ervan het eerste kwartier van de eerste dag van de maand vast te leggen. Zodoende legt hij minstens de volgende gegevens per toegangspunt vast :

- de EAN-GSRN van het toegangspunt;
- de naam van de eindafnemer die aangesloten is op het toegangspunt;
- de EAN-GLN van de netbeheerder met als optie de naam van de netbeheerder;
- de EAN-GLN van de leverancier met als optie de naam van de leverancier;
- de EAN-GLN van de evenwichtsverantwoordelijke met als optie de naam van de evenwichtsverantwoordelijke;
- de begindatum van de levering aan het toegangspunt;
- de einddatum van de levering aan het toegangspunt (vanaf de volgende versie van het MIG);
- de frequentie van de opmeting van de teller; jaarlijks, maandelijks of op kwartaarbasis;
- de tariefgroep;
- ter aanvulling, voor de toegangspunten zonder registratie van het verbruikersprofiel : voor elk telregister, het jaarlijks standaardverbruik of het maandelijks standaardverbruik of het forfaitair bepaald verbruik, en de profielcategorie;
- ter aanvulling, voor de toegangspunten met een jaarlijkse opname : de maand van de opmeting van de teller.

Deze lijst kan in onderling overleg tussen de partners aangepast worden, met mededeling aan de CWaPE. De distributienetbeheerder legt de bijwerking van de eerste dag van de maand bedoeld in het vorige lid uiterlijk de vierde dag van de maand gratis en automatisch ter inzage van de leverancier, wat betreft de toegangspunten die hem worden toegewezen

5. Minstens één keer per semester legt de distributienetbeheerder een elektronische lijst gratis ter inzage van de leveranciers. Deze lijst bevat de meest recente gegevens vereist voor het opzoeken van de EAN-GSRN-codes van de toegangspunten op hun netten. De volgende velden moeten in onderstaande volgorde opgenomen worden :

- EAN-code;
- straatnaam;
- huisnummer;
- postbus;
- postcode;
- gemeente;
- nummer van de teller(s).

Art. 123. § 1. Wanneer een belasting bij hoogspanning geheel of gedeeltelijk gevoed wordt door een lokale productie, kunnen twee evenwichtsverantwoordelijken, de ene belast met de afname en de andere belast met de injectie, aangewezen worden, in afwijking van artikel 122.

§ 2. Indien de distributienetgebruiker twee evenwichtsverantwoordelijken aanwijst, moet in de toegangscontracten vermeld zijn dat :

- er ofwel afzonderlijke tellingen geïnstalleerd worden om de geproduceerde energie afzonderlijk van de afgenomen energie te tellen. Elke evenwichtsverantwoordelijke is enkel verantwoordelijk voor de tellingen die op hem betrekking hebben;
- er ofwel in één enkele telling is voorzien, die de algebraïsche som verricht van beide energievormen en per elementaire periode, zoals omschreven in artikel 156 aangeeft of de voortvloeiende energie globaal gezien in het net geïnjecteerd dan wel van het net afgenomen wordt.

In dat geval zijn de evenwichtsverantwoordelijken enkel verantwoordelijk voor de energiestromen in de richting waarvoor ze zijn aangewezen.

§ 3. Voor de toepassing van dit artikel en van artikel 153 § 4, kan de distributienetbeheerder desnoods een bijkomend EAN-nummer creëren voor de betrokken toegang.

§ 4. Voor zover de netgebruiker en de evenwichtsverantwoordelijke belast met de injectie de bepalingen van dit artikel niet naleven, treft de distributienetbeheerder de nodige maatregelen om de veiligheid, de betrouwbaarheid en de efficiëntie van het distributienet te waarborgen, onverminderd de beroepen van de distributienetbeheerder ten opzichte van de betrokken netgebruiker en evenwichtsverantwoordelijke.

§ 5. Het gebrek aan aanwijzing van een evenwichtsverantwoordelijke belast met de injectie en/of van het desbetreffende contract binnen een redelijke termijn na de inwerkingtreding van dit reglement leidt, bij risico voor de veiligheid, betrouwbaarheid en efficiëntie van het net, en na aanmaning waarbij een redelijke termijn werd vastgelegd, tot de opschorting van de toegang tot het net van de betrokken lokale productie-eenheid.

Art. 124. § 1. Elke wijziging van leverancier en/of gebruiker en/of evenwichtsverantwoordelijke dient binnen de termijn vermeld in de toepasselijke MIG gemeld door de nieuwe leverancier aan de distributienetbeheerder. De vorige leverancier wordt van deze wijziging verwittigd door de distributienetbeheerder. Deze termijn mag niet meer dan een maand bedragen.

Indien een leverancier, van wie het contract afloopt, niet is verwittigd van een komende wijziging van leverancier door de distributienetbeheerder en niet wenst zijn voorziening te verlengen, dient hij de distributienetbeheerder minstens één maand voor de vervaldag op de hoogte te brengen; in het tegenovergestelde geval, kan hij steeds worden beschouwd door de distributienetbeheerder als leverancier van het betrokken toegangspunt. Hetzelfde geldt voor een evenwichtsverantwoordelijke aan het einde van het contract. De distributienetbeheerder stelt dan de netgebruiker in gebreke om een leverancier minstens vijf dagen vóór de vervaldatum terug te vinden, en informeert hem dat elke

afname van energie na deze datum als niet verschuldigd wordt beschouwd. Als de gebruiker niet residentieel is, brengt hij de gebruiker op de hoogte van de opschorting van de toegang bedoeld in artikel 137, § 1.

§ 2. In afwijking van § 1, wordt de kennisgeving bij spanningen ≥ 30 kV minstens tien dagen op voorhand uitgevoerd door de nieuwe leverancier of de toegangsgerechtigde. De voormalige leverancier reageert vijf dagen voor de vervaldag indien hij geen kennisgeving heeft gekregen. Deze termijnen kunnen worden verkort in onderling overleg tussen de partners, met mededeling aan de CWaPE.

§ 3. Om de continuïteit van de voorziening aan een distributienetgebruiker van wie de leverancier plots in gebreke is, te waarborgen, neemt de distributienetbeheerder op voorhand de maatregelen die noodzakelijk zijn om hem onmiddellijk te vervangen door een leverancier. Laatstgenoemde is de leverancier die bij de liberalisering van de betrokken afnemers de aangewezen leverancier was, behalve als de distributienetbeheerder voor die functie een akkoord heeft gesloten met een andere leverancier, met inachtneming van de wetgeving op de overheidsopdrachten. De distributienetbeheerder deelt de naam van zijn vervangende leverancier aan de CWaPE mee. Die aanwijzing wordt door de Minister officieel bekrachtigd na advies van de CWaPE.

In geval van vervanging verwittigt de distributienetbeheerder binnen tien dagen de gebruiker en herinnert hij hem eraan dat hij een andere leverancier mag kiezen, mits vooropzeg van een maand. De distributienetbeheerder geeft de gebruikers van zijn net kennis van de clausules van deze paragraaf.

§ 4. Elke interveniënt die een fout zou begaan in het kader van de wijzigingen omschreven in dit artikel zorgt ervoor om deze fout zo snel mogelijk recht te zetten zonder enige partij te benadelen.

HOOFDSTUK II. — Modaliteiten voor het opmaken van de toegangscontracten

Afdeling 1. — Algemeenheden

Art. 125. Toegang tot het distributienet kan pas verkregen worden na het afsluiten van een toegangscontract tussen de distributienetbeheerder en de leverancier van de distributienetgebruiker, waarbij de ondertekende partij de toegangshouder genoemd wordt. Elk toegangscontract dient voorafgegaan te worden door een door de distributienetbeheerder goed te keuren toegangsaanvraag. De toegangsaanvraag wordt door de leverancier ingediend.

Afdeling 2. — Toegangsaanvraag bij de distributienetbeheerder

Art. 126. Elke toegangsaanvraag wordt ingediend volgens de door de distributienetbeheerder vastgelegde procedure en aan de CWaPE meegedeeld volgens de modaliteiten waarin artikel 14 voorziet.

Die procedure specificeert de voorwaarden die de toegangsaanvragen moeten vervullen om ontvankelijk verklaard te worden door de distributienetbeheerder.

Art. 127. De toegangsaanvraag wordt ingediend aan de hand van een formulier dat o.a. de volgende elementen bevat :

- 1° de identiteit van de leverancier (naam, adres, identificatienummers,...) en de naam van de contactpersonen;
- 2° de ingangsdatum waarop toegang tot het distributienet wordt aangevraagd;
- 3° het bewijs van het bestaan van een contractueel verband tussen de gebruiker en zijn leverancier, alsook, desgevallend, met de evenwichtsverantwoordelijke, zoals bedoeld in de artikelen 122 en 123.

Dat formulier kan geïformatiseerd worden.

Art. 128. Binnen vijf werkdagen na de indiening van een toegangsaanvraag gaat de distributienetbeheerder na of de aanvraag volledig is. Indien die onvolledig is, stelt de distributienetbeheerder de toegangsaanvrager in kennis van de ontbrekende informatie of stukken en verleent hem een termijn om zijn aanvraag aan te vullen.

Afdeling 3. — Toegangscontract met de distributienetbeheerder

Art. 129. Elke leverancier kan met de distributienetbeheerder een toegangscontract afsluiten indien zijn toegangsaanvraag ontvankelijk geacht wordt.

Hiervoor gaat de distributienetbeheerder na of volgende voorwaarden zijn vervuld :

- de leverancier beschikt over een geldige leveringsvergunning;
- de toegangsaanvraag is volledig;
- de onderschreven vermogens overschrijden het aansluitingsvermogen van de betrokken aansluiting niet, behalve bij latere bepaling van het onderschreven vermogen;
- de evenwichtsverantwoordelijke is opgenomen in het register van toegangsverantwoordelijken (de verificatie wordt voor de twee evenwichtsverantwoordelijken uitgevoerd in geval van toepassing van artikel 123).

Art. 130. § 1. Het toegangscontract bevat op zijn minstens volgende elementen :

- 1° de identiteit van de betrokken partijen (naam, adres, identificatienummers,...), met inbegrip van de leverancier en de evenwichtsverantwoordelijke;
- 2° de vermelding van de contactpersonen;
- 3° de bepalingen met betrekking tot de confidentialiteit;
- 4° de rechten en plichten van elke partij;
- 5° de datum van inwerkingtreding van het toegangscontract en de duur van dat contract;
- 6° in voorkomend geval, bijzondere bepalingen in verband met de afname of injectie van reactief vermogen;
- 7° in voorkomend geval, bijzondere bepalingen in spoedgeval;
- 8° de betalingsmodaliteiten en eventueel de financiële waarborgen en de vergoedingen in geval van functiestoornis.

§ 2. Een type-model van toegangscontract is beschikbaar op de site van de CWaPE en op die van de distributienetbeheerders.

Afdeling 4. — Door de toegangshouder te geven waarborgen

Art. 131. De toegangshouder verzekert de distributienetbeheerder dat de afnamen en injecties tijdens de duur van het toegangscontract worden gedekt door een voorzieningscontract, overeenkomstig artikel 123.

Art. 132. De toegangshouder verbindt zich ertoe de distributienetbeheerder onmiddellijk op de hoogte te brengen van elke wijziging van één van de elementen bedoeld in de artikelen 126 tot 130.

HOOFDSTUK III. — *Toegang tot het distributienet*

Afdeling 1. — Algemeenheden

Art. 133. § 1. De distributienetbeheerder waarborgt een niet-discriminerende en vlotte toegang tot zijn net. Hij mag de toegang slechts in de volgende gevallen weigeren :

1° indien de veiligheid van het net bedreigd wordt;

2° indien hij niet over de nodige technische capaciteit beschikt om de transmissie van de elektriciteit op zijn net te waarborgen. In dat geval stelt hij zo spoedig mogelijk oplossingen voor en herziet hij zijn aanpassingsplan om te voldoen aan de redelijke verzoeken om elektriciteitstransmissie en om een veilig, betrouwbaar en performant elektriciteitsdistributienet onder economisch aanvaardbare voorwaarden te ontwikkelen. Bij het opmaken van dat aanpassingsplan houdt de distributienetbeheerder rekening met de prioriteiten die de Regering inzake het energiebeleid heeft gesteld;

3° indien de aanvrager niet voldoet aan de voorschriften van dit reglement en/of van de toepasselijke wetgeving.

In geval van weigering verwittigt de distributienetbeheerder zo spoedig mogelijk de aanvrager en de CWaPE en motiveert uitdrukkelijk zijn beslissing. Indien hij het niet eens is met die beslissing, kan de aanvrager een beroep doen op de CWaPE.

§ 2. Na de ondertekening van het toegangscontract krijgt de distributienetgebruiker toegang tot dat net ten belope van het aansluitingsvermogen. Op zijn verzoek wordt het toegangspunt binnen twee werkdagen door de distributienetbeheerder in-/uitgeschakeld, waarbij de kosten ten laste van de gebruiker vallen. In geval van probleem verwittigt hij de gebruiker en voert hij de handeling uiterlijk de derde werkdag uit.

§ 3. De distributienetgebruiker moet de kosten voor het gebruik van de netten volgens de door de «CREG» goedgekeurde tarieven betalen.

§ 4. De distributienetbeheerder voorziet in zijn contracten/reglementen in vergoedingsmodaliteiten voor de schade te wijten aan het gebrek aan informatie van de gebruiker overeenkomstig de §§ 1 en 2 van artikel 135, alsook in vergoedingsmodaliteiten voor de schade en andere straffen voorzien in het kader van de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt.

Afdeling 2. — Geplande onderbrekingen van de toegang

Art. 134. § 1. De distributienetbeheerder heeft het recht om na overleg met de betrokken distributienetgebruiker de toegang op hoogspanning te onderbreken wanneer de veiligheid, de betrouwbaarheid en/of de efficiëntie van het distributienet of de aansluiting werkzaamheden op het distributienet of de aansluiting vereisen.

§ 2. De distributienetbeheerder heeft het recht om de toegang op laagspanning te onderbreken wanneer de veiligheid, de betrouwbaarheid en/of de efficiëntie van het distributienet of de aansluiting werkzaamheden op het distributienet of de aansluiting vereisen.

Art. 135. § 1. Behoudens in geval van noodsituatie brengt de distributienetbeheerder de distributienetgebruiker op hoogspanning, evenals zijn evenwichtsverantwoordelijke, voor aansluitingsvermogens boven 630 kVA minstens tien werkdagen op voorhand op de hoogte van de aanvang en de vermoedelijke duur van een onderbreking. Die termijn wordt tot vijf werkdagen teruggebracht indien het gaat om het regulariseren van een tijdelijk herstel. De evenwichtsverantwoordelijke informeert desgevallend de leverancier.

§ 2. Behoudens in geval van noodsituatie brengt de distributienetbeheerder de distributienetgebruiker op laagspanning minstens twee werkdagen op voorhand op de hoogte van de aanvang en de vermoedelijke duur van een onderbreking, behalve wat betreft onderbrekingen van minder dan een kwartier.

§ 3. Naast de informatie bedoeld in de §§ 1 en 2, maakt de distributienetbeheerder zijn behoorlijk bijgehouden programma van de geplande onderbrekingen alsook de voorziene duur en de oorzaken daarvan a posteriori bekend op zijn website.

Afdeling 3. — Ongeplande onderbrekingen van de toegang

Art. 136. § 1. Bij ongeplande onderbrekingen van de toegang op hoogspanning is de distributienetbeheerder bereid om de distributienetgebruiker of zijn gemachtigde leverancier en de evenwichtsverantwoordelijke in te lichten over de aard en de duur van de onderbreking. Daartoe deelt hij hen een telefoonnummer mede waarvan hij zo spoedig mogelijk de beschikbaarheid en de informatie kan waarborgen.

§ 2. Bij ongeplande onderbrekingen van de toegang geeft de distributienetbeheerder op verzoek van de distributienetgebruiker of zijn leverancier binnen tien werkdagen een verklaring voor het ontstaan ervan, alsook een overzicht van het verloop van het incident.

§ 3. De distributienetbeheerder maakt de lijst, de approximatieve duur en de beknopte oorzaken betreffende het net van de ongeplande onderbrekingen op hoogspanning bekend op zijn website. Op laagspanning beperkt hij zich tot ongeplande onderbrekingen van meer dan een kwartier. Die informatie, die hoogstens om de vijf dagen behoorlijk bijgehouden wordt, wordt minstens één jaar ter inzage gelegd op de site. De distributienetbeheerder informeert de CWaPE om de drie maanden over de oorzaken die het net niet betreffen en die niet op haar website bekendgemaakt zouden worden.

Afdeling 4. — Opschorting van de toegang

Art. 137. § 1. De distributienetbeheerder behoudt zich het recht voor om de toegang tot zijn distributienet geheel of gedeeltelijk te ontzeggen voor de duur die strikt noodzakelijk is voor de regularisatie van de volgende toestanden :

1° in spoedgeval;

2° in geval van fraude, zoals bepaald in het besluit van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen;

3° indien hij oordeelt dat er een ernstig risico bestaat dat de goede werking van het distributienet en/of de veiligheid van personen of goederen in het gedrang komt;

4° indien het onderschreven vermogen op een aanzienlijke en recurrente wijze overschreden wordt;

5° voor een niet-residentiële eindafnemer en na aanmaning waarbij een redelijke termijn voor het in conformiteit brengen wordt vastgelegd, indien deze eindafnemer of zijn leverancier hun financiële verplichtingen niet nakomen of indien er op een bepaald ogenblik geen leverancier of evenwichtsverantwoordelijke meer aangewezen is.

6° in het geval van een residentiële eindafnemer, volgens de modaliteiten bepaald bij het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt en de opeenvolgende wijzigingen die erin zijn aangebracht;

7° in geval van verhuizing, indien de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 niet zijn toegepast, ingevolge waarvan de bij het ministerieel besluit van 3 maart 2008 ingestelde regulariseringsprocedure toegepast wordt en indien diezelfde procedure zonder resultaat is gebleven;

8° indien één van de in artikel 133 bedoelde voorwaarden gesteld wordt;

9° indien de distributienetgebruiker zijn telinstallatie vrijwillig buiten bedrijf houdt.

§ 2. De distributienetbeheerder verantwoordt zich zo spoedig mogelijk over zijn beslissing tegenover de betrokken netgebruiker en de CWaPE. De CWaPE kan de praktische modaliteiten bepalen voor het verstrekken van haar informatie.

Art. 138. Het door de distributienetgebruiker werkelijk afgenomen of geïnjecteerd vermogen mag in geen geval hoger zijn dan het aansluitingsvermogen zoals gespecificeerd in het aansluitingscontract. Indien het schijnbaar vermogen niet gemeten wordt, wordt rekening gehouden met een vermogensfactor ($\cos \phi$) van 0.9.

Afdeling 5. — Toegang tot andere netten

Art. 139. De distributienetbeheerder is ten opzichte van de toegangshouder die het toegangscontract met hem heeft afgesloten, verantwoordelijk voor de toegang tot de netten waarmee zijn distributienet gekoppeld is.

De koppelingen tussen netten mogen niet onderbroken worden, behalve in geval van toepassing van wettelijke of reglementaire bepalingen.

HOOFDSTUK IV. — *Specifieke voorschriften voor de toegang tot het distributienet op hoogspanning*

Afdeling 1. — Toegangsprogramma's

Art. 140. § 1. Indien de distributienetbeheerder het nodig acht, kan hij op bepaalde toegangspunten (naar gelang van het niveau van het afgenomen en/of geïnjecteerd vermogen en/of op basis van andere objectieve en niet-discriminerende criteria) dagelijks een toegangsprogramma eisen van de partij die het toegangscontract afsluit, vooraleer toegang tot het distributienet te verlenen. In dit geval zijn de bepalingen van hoofdstuk XI van titel IV van het « Technisch transmissiereglement » toepasselijk.

Het dagelijkse toegangsprogramma betreffende de « D-dag » wordt uiterlijk op de « D-1 »-dag ingediend op een bepaald uur, volgens een procedure en onder, doorzichtige en niet-discriminerende ontvankelijkheidsvoorwaarden gespecificeerd in elk toegangscontract. De distributienetbeheerder kan ook jaarlijks vooruitzichten eisen van de toegangshouder.

§ 2. Indien de toegangshouder voorziet dat het werkelijk afname- of injectieprofiel sterk zal afwijken van het programma of van de vooruitzichten, stelt hij de distributienetbeheerder hiervan onverwijld op de hoogte.

Afdeling 2. — Afname van reactieve energie

Art. 141. De distributienetbeheerder kent aan de toegangshouder, per tijdsinterval, een hoeveelheid reactieve energie toe per afnamepunt waarop het toegangscontract betrekking heeft.

Art. 142. De hoeveelheden met betrekking tot de werking in inductief en capacitef regime worden afzonderlijk gemeten en worden onderling niet gecompenseerd.

Art. 143. § 1. De toegangshouder geniet per tijdsinterval een afnamerecht op een forfaitaire hoeveelheid reactieve energie, in inductief en capacitef regime.

§ 2. Onder voorbehoud van de bepalingen van § 3, is deze forfaitaire hoeveelheid reactieve energie per tijdsinterval gelijk aan 32,9 % van de hoeveelheid actieve energie afgenomen op het afnamepunt tijdens dit tijdsinterval voor een afname op een spanning = 30 kV of via een rechtstreekse aansluiting op een transformatiepost die het distributienet op hoogspanning voedt, en 48,4 % van de hoeveelheid actieve energie afgenomen op het afnamepunt tijdens dit tijdsinterval in alle andere gevallen.

§ 3. Dit afnamerecht op reactieve energie per tijdsinterval mag niet lager zijn dan 3,29 % respectievelijk 4,84 % van de hoeveelheid actieve energie die conform is met de duurtijd van het tijdsinterval vermenigvuldigd met het onderschreven vermogen afgenomen op het betrokken afnamepunt door de toegangshouder.

§ 4. Het positieve verschil tussen de hoeveelheid effectief afgenomen in inductief regime en de forfaitaire hoeveelheid toegewezen overeenkomstig deze Afdeling, wordt ten laste gelegd aan de toegangshouder volgens het door de CREG goedgekeurde overeenkomstige tarief.

§ 5. Het positieve verschil tussen de hoeveelheid effectief afgenomen in capacitef regime en de forfaitaire hoeveelheid toegewezen overeenkomstig deze Afdeling, wordt ten laste gelegd aan de toegangshouder volgens het door de CREG goedgekeurde overeenkomstige tarief.

§ 6. Voor de toepassing van deze afdeling is het in aanmerking genomen tijdsinterval het kwartier voor de telling en de maand voor de facturering, behoudens andersluidende overeenkomst gesloten in onderlinge overeenstemming tussen de betrokken partijen, waarbij de CWaPE geïnformeerd moet worden.

HOOFDSTUK V. — *Coördinatie van de inschakeling van de productie-eenheden*

Art. 144. § 1. De distributienetbeheerder en de transmissienetbeheerder komen de lijst overeen van de op het distributienet aangesloten productie-eenheden waarvan de inschakeling gecoördineerd wordt door de transmissienetbeheerder. Voor elk van deze eenheden wordt een contract voor de coördinatie van de inschakeling van de productie-eenheden afgesloten tussen de transmissienetbeheerder en de betrokken evenwichtsverantwoordelijke.

§ 2. De distributienetbeheerder geeft de CWaPE kennis van de productie-eenheden waarop § 1 van toepassing is.

Art. 145. De coördinatie van de inschakeling van de in artikel 154 bedoelde productie-eenheden voldoet aan de desbetreffende voorschriften van het technisch reglement transmissie.

Art. 146. De distributienetbeheerder en de transmissienetbeheerder verlenen elkaar de nodige bijstand bij de uitvoering van de coördinatie van de inschakeling van de productie-eenheden.

HOOFDSTUK VI. — *Hulpdiensten*

Afdeling 1. — Compensatie van netverliezen

Art. 147. De distributienetbeheerder compenseert de energieverliezen op zijn distributienet met gepaste energieaankopen. Indien hij producent van groene elektriciteit is, kan hij die gebruiken om een deel of het geheel van zijn verliezen te compenseren.

Afdeling 2. — Regeling van de spanning en het reactief vermogen

Art. 148. § 1. Onverminderd artikel 229, werkt de distributienetbeheerder samen met de transmissienetbeheerder in het kader van de regeling van de spanning en van het reactief vermogen; hij dient als relais voor de op zijn net aangesloten productie-eenheden.

§ 2. De beschikbaarheid en de levering van het reactief vermogen voor de regeling van de spanning bedoeld in dit artikel worden in voorkomend geval aangekocht via een mededingingsprocedure.

Afdeling 3. — Ondersteunende diensten geleverd door de distributienetbeheerder

Art. 149. § 1. De ondersteunende diensten geleverd door een distributienetgebruiker aan de transmissienetbeheerder of aan de beheerder van een lokaal transmissienet voldoen aan de desbetreffende voorschriften van het technisch reglement transmissie.

§ 2. De distributienetbeheerder verleent aan de transmissienetbeheerder de nodige bijstand bij de controle op de beschikbaarheid en de levering van de ondersteunende diensten bedoeld in § 1.

HOOFDSTUK VII. — *Maatregelen bij spoedgeval of congestie*

Art. 150. § 1. Bij spoedgeval met een weerlag op het geheel van het net voert de distributienetbeheerder de instructies van de transmissienetbeheerder of van de beheerder van het lokale transmissienet uit, in voorkomend geval met inbegrip van het afsluitingsplan. Na een tijdelijke stroomafsluiting herbevooraadt hij slechts met de toestemming van de transmissienetbeheerder of van de beheerder van het lokale transmissienet.

§ 2. In spoedgevallen met een weerslag op zijn eigen net neemt de distributienetbeheerder alle nodige maatregelen, met inbegrip van tijdelijke afsluitingen, om :

- 1° de uitbreiding van het incident te beperken indien de bron daarvan binnen zijn net ligt;
- 2° de getroffen lijnen zo spoedig mogelijk weer in te schakelen.

Art. 151. Om congestieproblemen te voorkomen kan de distributienetbeheerder contracten opmaken die voorzien in de onderbreking of de beperking van belastingen (verbruik/injectie) wanneer de staat van het net zulks vordert. Hij zal rekening houden met congestieproblemen vastgesteld uiterlijk bij het opmaken van zijn volgend aanpassingsplan.

Hij stuurt een afschrift van elk van die contracten aan de CWaPE.

TITEL V. — *Meet- en telcode*

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Art. 152. § 1. Deze titel beschrijft de rechten en plichten van de distributienetbeheerder en de distributienetgebruikers en/of leveranciers en/of evenwichtsverantwoordelijken met betrekking tot, enerzijds, het ter beschikking stellen, de plaatsing, het gebruik en onderhoud van de meetinrichtingen en, anderzijds, de uitlezing, de verwerking en het ter beschikking stellen van de meetgegevens.

§ 2. Meer algemeen is de distributienetbeheerder verantwoordelijk voor de telling van de energiestromen op alle toegangs- en koppelingspunten, met name voor de plaatsing en het onderhoud van de tellers, de uitlezing van de indexen en de mededeling ervan aan betrokken partijen. Wat de koppelingspunten betreft, pleegt hij overleg met de betrokken netbeheerder.

Art. 153. § 1. Elk toegangspunt horend bij een aansluiting op het distributienet is het voorwerp van een telling om de afname en/of de injectie van de actieve en/of reactieve energie op dit toegangspunt en eventueel de overeenstemmende maximale kwartiervermogens te bepalen. Hiervoor wordt gebruik gemaakt van een meetinrichting. Een gebouw dat nieuw aangesloten wordt op het distributienet en dat bestemd is als woning voor natuurlijke personen, dient uitgerust te zijn met een individuele meetinrichting per woongelegenheden, behoudens de uitzonderingen voorzien in de toepasselijke wetgeving.

Hetzelfde geldt als het huis of het pand het voorwerp is van belangrijke renovatiewerken in de zin van 26, § 3, van het decreet.

§ 2. De eindafnemers aangesloten op het privénet van een pand of een strikt residentieel domein (zoals campings, residentiële parken, dienstenverblijven, bejaardentehuizen, studentenkamers...) worden slechts als gebruikers van het net in de zin van het decreet beschouwd als ze beschikken over een aparte aansluiting en meetinstallatie op het distributienet, of in geval van toepassing van de wetgeving op de privénetten.

§ 3. De opnamen en injecties van energie zijn het voorwerp van aparte tellingen, behalve de uitzonderingen voorzien in § 4 van dit artikel en in artikel 123, § 2.

§ 4. Wat betreft LS met opmeting op jaarbasis, kan de producent die beschikt over een eenheid voor de productie van groene energie met een vermogen van 10 kVA of minder, gecertificeerd en bij de CWaPE geregistreerd als installatie voor de productie van groene elektriciteit, in aanmerking komen voor een compensatie tussen de opnamen en de leveringen op het net voor elke periode tussen twee indexopmetingen. Wat de telling betreft, beschikt hij over volgend alternatief :

- een gewone meter, zonder cliquet, die ambtshalve de geïnjecteerde energie van hun verbruikt aftelt. Als de geïnjecteerde energie hoger is dan het verbruik, wordt ze niet gevaloriseerd; het verbruik dat de distributienetbeheerder dan aan de leverancier meedeelt is gelijk aan nul;

- hetzij een bidirectionele meter die de verbruikte en geïnjecteerde energieën afzonderlijk registreert. Als de geïnjecteerde energie hoger is dan de verbruikte energie, kan ze worden gevaloriseerd op uitdrukkelijk verzoek, door de producent, tot wijziging van de telling. De distributienetbeheerder, die instaat voor de uitvoering van de compensatie, deelt, al naargelang van het geval, een verbruik of een injectie aan de leverancier van de producent mee.

De producent die in aanmerking komt voor deze compensatie brengt zijn leverancier daarvan op de hoogte vóór de ondertekening van een nieuw contract. Er is slechts één leverancier per toegang.

Als de telling uit verschillende tariefperiodes bestaat, zoals omschreven in artikel 169, gebeurt de compensatie per tariefperiode.

De producent kan die compensatie op jaarbasis opeisen, behalve als op zijn initiatief een technische (of daarmee gelijkgestelde) tussenkomst op zijn aansluiting uitgevoerd wordt (met name bij verandering van leverancier) of in geval van vervanging van zijn teller opgelegd door de federale Metrologie. In die gevallen wordt de compensatie slechts uitgevoerd op tijdsintervallen korter een jaar.

Art. 154. De meetinrichtingen en de meetgegevens hebben als doel de facturering mogelijk te maken op grond van de hoeveelheden energie geïnjecteerd op en/of afgenomen van het distributienet en dienen eveneens om een goed beheer van het distributienet te waarborgen. Voor elektriciteitsvoorzieningen in een geringe hoeveelheid (wachthuisjes, telefooncellen, verkeerslichten,...) of van korte duur kan, bij wijze van uitzondering, met de toestemming van de distributienetbeheerder een forfaitaire vaststelling van de energiehoeveelheden worden afgesproken zonder gebruik te maken van een meetinrichting. Hetzelfde geldt voor als niet variabel beschouwde verbruiken, zoals de openbare verlichting en de voeding van de kabeltelevisie- en telefonienetten, de permanente verlichtingen, enz. De raming van het verbruik wordt door de distributienetbeheerder uitgevoerd op basis van forfaits « vermogen » vastgelegd door « SYNERGRID » en bekendgemaakt op zijn Internetsite. De distributienetbeheerder brengt de leverancier daarvan op de hoogte. De distributienetgebruiker geeft de distributienetbeheerder kennis van zijn instemming bij de aanvaarding van het aansluitingsaanbod.

Art. 155. De in artikel 154 bedoelde facturering is gebaseerd op gegevens die betrekking hebben op eventueel hergroepeerde elementaire perioden. Al naar gelang van het soort aansluiting worden die gegevens rechtstreeks door de meetinrichting verstrekt of zijn zij het resultaat van de toepassing van typeprofielen op de meetgegevens.

Art. 156. De elementaire periode bedoeld in artikel 155 is het kwartier.

Art. 157. De meetuitrustingen worden overeenkomstig dit reglement en de krachtens dit reglement gesloten contracten geïnstalleerd. De distributienetbeheerder is tevens verantwoordelijk voor het verzamelen, valideren, ter beschikking stellen en archiveren van de meetgegevens. Hij hanteert bij de uitvoering van deze taak objectieve en niet-discriminerende criteria. De betrokken partijen nemen bovendien de nodige maatregelen opdat de geldende confidentialiteitsregels in acht worden genomen.

Art. 158. § 1. De distributienetbeheerder is beheerder van het bestand zoals bedoeld in de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levensfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens. In de zin van deze titel zijn « persoonlijke gegevens » gegevens die betrekking hebben op zowel natuurlijke als rechtspersonen.

§ 2. De distributienetbeheerder mag voor de verzameling van de meet- en toegangsgegevens geen beroep doen op personen die producent, evenwichtsverantwoordelijke, houder van een voorzieningsvergunning of tussenpersoon zijn, noch op ondernemingen die met hen verbonden zijn.

§ 3. De eindafnemer heeft dezelfde rechten als een eigenaar wat zijn telgegevens betreft.

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen betreffende de meetinrichtingen*

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 159. Onverminderd de bepalingen van dit reglement, moeten de in de meetinrichting gebruikte uitrustingen voldoen aan de eisen van de Belgische reglementen en normen en van de internationale normen van toepassing op de meetinrichtingen of onderdelen hiervan, inzonderheid aan het koninklijk besluit van 13 juni 2006 betreffende de instrumenten bestemd voor het meten van de elektrische energie. Ze moeten kunnen worden verzegeld.

Art. 160. Onverminderd de bestaande toestand is de distributienetbeheerder verantwoordelijk voor de kwaliteit en de betrouwbaarheid van de metingen. Daartoe kan hij eisen dat de meetinstallaties aan hem of aan een door hem gecontroleerde onderneming toebehoren.

Art. 161. Een meetinrichting bestaat uit alle uitrustingen nodig voor het uitvoeren van de meetfuncties zoals bedoeld in artikel 153 en kan dus onder meer bestaan uit al dan niet geïntegreerde combinaties van :

- 1° stroomtransformatoren;
- 2° spanningstransformatoren;
- 3° meters;
- 4° dataloggers;
- 5° communicatie-uitrusting;
- 6° kast — klemmen — bedrading;
- 7° teletransmissie-uitrustingen;
- 8° beschermingsuitrustingen.

Art. 162. De distributienetgebruiker en de distributienetbeheerder hebben het recht in hun installaties, op eigen kosten alle uitrustingen te plaatsen die zij nuttig achten om de nauwkeurigheid na te gaan van de meetinrichting bedoeld in artikel 161. Een dergelijke meetuitrusting, die eventueel aan de distributienetgebruiker toebehoort, moet voldoen aan de voorschriften van dit reglement. Indien deze verificaties verschillen laten blijken, zijn de in artikel 177 bedoelde voorschriften van toepassing.

Art. 163. § 1. Indien, met het oog op het realiseren van een controlemeting, de distributienetgebruiker extra uitrustingen wenst te integreren in de meetinrichting die betrekking heeft op zijn aansluiting, zal hij zich hiertoe richten tot de distributienetbeheerder. De distributienetbeheerder zal op basis van objectieve en niet-discriminerende criteria oordelen of deze plaatsing kan uitgevoerd worden zonder de veiligheid, de betrouwbaarheid of de efficiëntie van het distributienet en de kwaliteit van de basismetingen in het gedrang te brengen. Bij een positieve evaluatie zal de distributienetbeheerder de plaatsing uitvoeren met inachtneming van niet-discriminerende voorwaarden en termijnen. Deze uitrustingen moeten voldoen aan de voorschriften van dit reglement, en mogen de hoofdmeting niet beïnvloeden. In geval van negatieve evaluatie wordt een afschrift van het verslag aan de CWaPE medegedeeld.

§ 2. Alle kosten met betrekking tot deze bijkomende uitrustingen worden gedragen door de distributienetgebruiker die hen heeft aangevraagd.

Art. 164. De distributienetbeheerder heeft het recht om op eigen kosten aan de meetuitrusting alle bijkomende apparatuur toe te voegen die hij nuttig acht bij de uitvoering van zijn taak, onder meer met het oog op het meten van de indicatoren betreffende de kwaliteit van de spanning en/of de stroom.

Art. 165. De distributienetgebruiker en de distributienetbeheerder zien erop toe dat de meetinrichting wordt gevrijwaard van schokken, trillingen, extreme temperaturen en, in het algemeen, van al wat schade kan berokkenen of verstoring kan veroorzaken.

Afdeling 2. — Locatie van de meetinrichting

Art. 166. De meetinrichting wordt vlakbij het toegangspunt geplaatst. Bijzondere toestanden worden onderworpen aan de goedkeuring van de de distributienetbeheerder.

Art. 167. In afwijking van artikel 166 kan de distributienetbeheerder, om economische redenen, besluiten de meetinrichting met betrekking tot een aansluiting vanuit het hoogspanningsnet en met een aansluitingsvermogen < 250 kVA, te plaatsen aan de laagspanningszijde van de vermogentransformator.

Art. 168. § 1. In afwijking van artikel 166 kan de distributienetbeheerder, in gezamenlijk overleg met de distributienetgebruiker, beslissen om de meetinrichting elders dan op het toegangspunt te plaatsen.

§ 2. Indien het technisch niet haalbaar is de meetinrichting ter hoogte van het toegangspunt te plaatsen, kan de distributienetbeheerder, in gezamenlijk overleg met de distributienetgebruiker, beslissen de meetinrichting elders te plaatsen.

Afdeling 3. — Tariefperiodes

Art. 169. § 1. De distributienetbeheerder beheert en bedient de toestellen en signalen die nodig zijn voor de bediening van de meetinrichtingen en voedingcircuits om de verschillende tariefperiodes toe te passen. Hij zorgt ervoor dat deze toestellen minstens van de volgende functionaliteiten worden voorzien :

- de regeling van de meetinrichtingen voor het tweevoudige tarief en eventueel andere bijzondere tarieven;
- de regeling van aparte voedingcircuits voor het verbruik tijdens bepaalde periodes, zoals onderbreekbare tarieven of exclusief nacht;
- alle functionaliteiten die nodig zijn voor de efficiënte uitvoering van het concept « intelligent net », onder meer de terbeschikkingstelling aan de gebruiker die het wenst van omschakelingssignalen voor multi-urentellers. Die terbeschikkingstelling is gratis voor nieuwe aansluitingen op LS met jaarlijkse meting. Wat de overige aansluitingen betreft, wordt voor de terbeschikkingstelling een door de « CREG » goedgekeurd tarief toegepast.

De distributienetbeheerder pleegt overleg met de leveranciers om de omschakelingsuren te bepalen (uurperiodes van de onderbreekbare tellers en multi-urentellers). Hij legt die tijdschema's binnen drie maanden na de inwerkingtreding van dit reglement over aan de CWaPE, die ze binnen twee maanden moet goedkeuren (zoniet worden ze geacht goedgekeurd te zijn).

Hij maakt de informatie betreffende de toegepaste bediening, met inbegrip van de uurregeling voor de tariefperiodes, op zijn Internetsite bekend. Hij informeert ook zijn LS-afnemers bij de meting van de index : indien de afnemer afwezig is, vindt hij de informatie op de kaart van de indexmeting of, bij gebrek daaraan, de referentie om die informatie rechtsreeks in te winnen.

§ 2. De aanpassingen van de functionaliteit bedoeld in § 1 op aansporing van de distributienetbeheerder kunnen enkel plaatsvinden na raadpleging van de betrokken leveranciers en met de uitdrukkelijke instemming van de CWaPE binnen twee maanden.

§ 3. De distributienetgebruikers of hun leverancier kunnen bij de distributienetbeheerder een gemotiveerde aanvraag tot aanpassing van de bediening en/of periodes indienen. De beheerder evalueert de technische en economische haalbaarheid van deze aanpassing op basis van objectieve en niet-discriminerende criteria en bepaalt er de kost van.

Afdeling 4. — Bijzondere voorschriften voor budgetmeters

Art. 170. Indien een budgetmeter bij een residentiële afnemer geplaatst wordt overeenkomstig de openbare dienstverplichtingen, moet die minstens voorzien zijn van volgende functionaliteiten :

- 1° verschillende werkingwijzen van de meter moeten mogelijk zijn :
 - elektriciteitsvoorziening, op grond van een aantal voorbetaalde kWu (voorbetalings);
 - elektriciteitsvoorziening en klassieke facturering (maandelijks, met jaarlijkse aflezing);
 - elektriciteitsvoorziening op grond van een aantal voorbetaalde kWu en, indien die kWu uitgeput raken, voortzetting van de stroomvoorziening met het vermogen bedoeld in 2°.
- 2° mogelijkheid om een module « gewaarborgd minimaalvermogen » bij te voegen die een geplafonneerde stroom mogelijk maakt die conform is met de waarden bedoeld in het decreet van 17 juli 2008;
- 3° de mogelijkheid om gemakkelijk herladen te worden voor de voorafbetalingsfunctie;
- 4° de mogelijkheid om het herladen aan de gekozen leverancier op te dragen.

De problematiek van de compensatie na de plaatsing van een budgetmeter zal het voorwerp uitmaken van manuele behandelingen.

Afdeling 5. — Verzegeling

Art. 171. § 1. De meetinrichting wordt verzegeld door de distributienetbeheerder.

§ 2. Behoudens verwijdering door de distributienetbeheerder, mogen de zegels niet verbroken of verwijderd worden zonder voorafgaandelijk schriftelijk akkoord van de distributienetbeheerder.

Bij verbreking van zegels of niet-toegelaten optreden, brengt de distributienetbeheerder ondermeer de leverancier en de evenwichtsverantwoordelijke op de hoogte daarvan. Hij herstelt de verzegeling op kosten van de gebruiker.

Afdeling 6. — Nauwkeurigheidsvereisten

Art. 172. De minimale nauwkeurigheidsvereisten van de meetinrichting zijn opgenomen in bijlage II.

Afdeling 7. — Storingen en fouten

Art. 173. Indien bij een aansluiting uitgerust met controlemetingen, zoals bepaald bij artikel 162, de hoofdmeting uitvalt, vervangt de controlemeting de hoofdmeting.

Art. 174. Behoudens andere afspraken in het aansluitingscontract zorgt de distributienetbeheerder er voor dat een storing in de meetinrichting verholpen wordt binnen een termijn van :

1° drie werkdagen, bij een meetinrichting die betrekking heeft op een toegangspunt met een aansluitingsvermogen van 100 kVA of meer;

2° zeven werkdagen, voor de overige meetinrichtingen.

Deze termijn vangt aan op het ogenblik dat de distributienetbeheerder op de hoogte is van de storing.

Art. 175. Indien de storing als gevolg van overmacht niet binnen de in artikel 174 bedoelde termijn kan worden verholpen, neemt de distributienetbeheerder alle noodzakelijke maatregelen teneinde het verlies van meetgegevens te beperken en informeert hij de leverancier.

Art. 176. Een fout in een meetgegeven wordt altijd als significant aangezien indien deze groter is dan toegelaten krachtens de precisieklassen bedoeld in artikel 172.

Art. 177. Elke distributienetgebruiker of leverancier die in de meetgegevens een significante fout vermoedt, brengt onverwijld de distributienetbeheerder hiervan op de hoogte en kan bij de distributienetbeheerder schriftelijk een controle van de meetinrichting aanvragen. De distributienetbeheerder voorziet dan zo snel mogelijk de uitvoering van een testprogramma.

Art. 178. Indien de in artikel 177 bedoelde controle uitwijst dat een gebrek aan nauwkeurigheid van de meetinrichting vermoedelijk de oorzaak is van een significante fout, zorgt de distributienetbeheerder dat een ijking wordt uitgevoerd of voert die zelf uit.

Art. 179. Indien vastgesteld wordt dat een fout, defect of onnauwkeurigheid in de meetinrichting de oorzaak is van een significante fout, wordt deze door de distributienetbeheerder zo snel mogelijk opgespoord en verholpen.

Art. 180. De distributienetbeheerder draagt de kosten verbonden aan de in de artikelen 177 tot 179 genoemde acties indien een significante fout kon worden vastgesteld. In het tegenovergestelde geval worden ze gedragen door de aanvrager.

Afdeling 8. — Onderhoud en inspecties

Art. 181. De distributienetbeheerder onderhoudt de meetinrichting zodanig, dat zij voortdurend aan de in dit reglement opgenomen eisen voldoet.

Art. 182. Na voorafgaande kennisgeving aan de betrokken netgebruiker, heeft de distributienetbeheerder het recht op toegang tot de meetinrichtingen, inclusief deze van de eventuele controlemeting, teneinde een conformiteitscontrole uit te voeren met betrekking tot de bepalingen van dit reglement.

Afdeling 9. — Ijkingen

Art. 183. De distributienetbeheerder zorgt er voor dat de onderdelen van de meetuitrusting zijn geijkt voor de eerste indienstneming volgens de gangbare nationale en internationale normen.

Art. 184. Het ijkprogramma en de ijkalender worden vastgelegd door de distributienetbeheerder volgens de gangbare nationale en internationale normen.

Art. 185. De maximaal toegelaten meetonzekerheden voor ijkactiviteiten zijn opgenomen in de bijlage III.

Art. 186. De ijking van de onderdelen van de meetuitrustingen wordt uitgevoerd door een hiervoor erkend organisme of dienst.

Afdeling 10. — Administratief beheer van de technische gegevens van de meetinstallaties

Art. 187. De distributienetbeheerder is verantwoordelijk voor het bijhouden en archiveren van de gegevens die vereist zijn voor een goed beheer van de meetinrichtingen en de van toepassing zijnde wettelijke controles, zoals die betreffende fabrikant, type, fabrieksnummer, bouwjaar, controle- en ijkstippen.

*HOOFDSTUK III. — Bepalingen betreffende de meetgegevens**Afdeling 1. — Gemeten en berekende belastingscurves*

Art. 188. De verrekening van de toegang tot en het gebruik van het distributienet is gebaseerd op een reeks afname-/injectiegegevens die elk betrekking hebben op een elementaire periode zoals bepaald in artikel 156. Een reeks van dergelijke gegevens wordt hierna « belastingscurve » genoemd.

Twee soorten belastingscurves worden onderscheiden :

a) gemeten belastingscurve : de meetinrichting registreert voor elke elementaire periode de afgenomen en/of geïnjecteerde energie, waarmee de belastingscurve wordt opgesteld;

b) berekende belastingscurve : op basis van gelezen meterstanden van de meetinrichting betreffende tamelijk lange duren (bv jaarlijkse lezingen en bij elke wijziging van leverancier op laagspanning) en de toepassing van een synthetisch belastingsprofiel aangepast op de verbruiksenmerken van de betrokken gebruiker(s), wordt de berekende belastingscurve opgesteld.

Art. 189. § 1. Voor meetinrichtingen die betrekking hebben op toegangspunten van een bestaande aansluiting waarvoor het gemiddelde van het afgenomen en/of geïnjecteerde maximum kwartiervermogen op maandbasis, bepaald over een periode van twaalf opeenvolgende maanden, minstens 100 kVA bedraagt, worden de gemeten belastingscurves geregistreerd.

§ 2. Voor meetinrichtingen die betrekking hebben op lagere vermogens, kan de distributienetbeheerder, op vraag en voor rekening van de distributienetgebruiker of de leverancier(s), eveneens voorzien in de registratie van de gemeten belastingscurve.

§ 3. Voor nieuwe aansluitingen, of aansluitingen waarop een verzwaring wordt uitgevoerd, met een aansluitingsvermogen van minstens 100 kVA, plaatst de distributienetbeheerder een meetinrichting met registratie van de belastingscurve.

Art. 190. Voor alle toegangspunten waar een gemeten belastingscurve wordt geregistreerd, geschiedt de in artikel 188 bedoelde verrekening op basis van deze gemeten belastingscurve.

Art. 191. § 1. Met het oog op een extern gebruik, heeft de distributienetgebruiker te allen tijde het recht om de in de meetinrichting lokaal beschikbare meetgegevens die betrekking hebben op zijn aansluiting te consulteren. De visuele toegang tot de telgegevens is gratis.

De terbeschikkingstelling van de gegevens d.m.v. een aanvullende apparatuur maakt het voorwerp uit van een enige installatiekost volgens een tarief goedgekeurd door de CREG. In de uitzonderlijke gevallen waarin de meetinstallatie zich bevindt op een plaats die niet rechtstreeks voor de distributienetgebruiker toegankelijk is, wendt de distributienetgebruiker zich tot de distributienetbeheerder die hem binnen een redelijke termijn toegang zal verschaffen, overeenkomstig de bepalingen zoals vermeld in artikel 16.

§ 2. De meetgegevens vermeld in § 1 bevatten minstens de facturatiemetingen. Op verzoek van de distributienetgebruiker verschaft de distributienetbeheerder de nodige inlichtingen voor de interpretatie van de meetgegevens.

Afdeling 2. — Bijzondere bepalingen betreffende de gemeten belastingscurve

Art. 192. De belastingscurve wordt geregistreerd op basis van meetperioden die overeenstemmen met de elementaire periode zoals bepaald in artikel 156.

Art. 193. Overeenkomstig de bepalingen van het aansluitingscontract en/of de behoeften van de distributienetbeheerder, registreert een meetinrichting per meetperiode de volgende data :

- 1° de aanduiding van de meetperiode;
- 2° de afgenomen en/of geïnjecteerde actieve energie;
- 3° desgevallend de afgenomen en/of geïnjecteerde reactieve energie.

Art. 194. De distributienetbeheerder verzamelt de meetgegevens op elektronische wijze en eventueel door tele-opname.

Art. 195. De in artikel 193 bedoelde verzameling van meetgegevens geschiedt overeenkomstig een door de distributienetbeheerder bepaald communicatieprotocol.

Art. 196. Om desgevallend de tele-opname van de meetinrichting mogelijk te maken, zorgt de distributienetbeheerder, op basis van technisch-economische criteria, voor de realisatie van de meest aangewezen telecommunicatieverbinding.

Art. 197. Een meetperiode is gerelateerd aan het tijdstip 00:00:00 volgens het plaatselijk uur.

Art. 198. De afwijking van de begin- en eindtijden van de meetperiode ten overstaan van plaatselijk uur mag niet groter zijn dan tien seconden.

Afdeling 3. — Bijzondere bepalingen betreffende de berekende belastingscurve

Art. 199. § 1. Een belastingscurve verdeelt een unitaire belasting onder elementaire periodes, zoals bepaald in artikel 156, op grond van synthetische belastingsprofielen, (Synthetic Load Profiles of SLP) statistisch vastgelegd en telkens als nodig geactualiseerd door SYNerGRID.

§ 2. 1°. Voor de volgende vier types afnemers zijn vier SLP gedefinieerd die van toepassing blijven in afwachting van hun omzetting in de nieuwe SLP bedoeld in § 2. 2° :

- de residentiële afnemer met een naar verhouding laag nachtverbruik (S21);
- de residentiële afnemer met een naar verhouding belangrijk nachtverbruik (S22);
- de niet-residentiële afnemer met P-aansluiting < 56 kVA (S11);
- de niet-residentiële afnemer met P-aansluiting ≥ 56 kVA (S12).

2° In het kader van een intelligent beheer van de netten moet met name aan alle gebruikte uurperiodes een overeenstemmende SLP toegewezen worden opdat alle interveniënten van de markt elke maatregel zouden kunnen treffen met het oog op de optimalisering van de terbeschikkingstelling en het gebruik van de energie. SYNerGRID realiseert en stelt dergelijke SLP voor volgens een timing dat hun goedkeuring mogelijk maakt met het oog op hun tenuitvoerlegging, de eerste keer op 1 januari na de eerste aanpassing van het MIG.

De CWaPE kan ook het opmaken van bijkomende SLP of de afschaffing van bestaande SLP opleggen, al naar gelang van evolutie van de markt.

§ 3. De SLP worden voor hun officiële bekendmaking ter goedkeuring aan de CWaPE overgelegd. Die goedkeuring moet gegeven worden binnen een termijn van maximum twee maanden. De distributienetbeheerder wijst aan elk toegangspunt één of meerdere gepaste SLP toe.

Art. 200. § 1. De leverancier en zijn evenwichtsverantwoordelijke organiseren voor elke afnemer een injectie die overeenstemt met de in artikel 199 bepaalde belastingscurve en waarvan het niveau aangepast wordt volgens de meteraflezingen van de afnemer; de toepasselijke parameters en de omstandigheden.

§ 2. De distributienetbeheerders berekenen de vergoeding en de verzoening volgens de bepalingen van het MIG. De distributienetbeheerders en de leveranciers nemen deel aan de financiële verzoening.

Art. 201. § 1. Het verbruik of, in voorkomend geval, de productie op de toegangspunten hoogspanning zonder registratie van de belastingscurve, al dan niet met registratie van de maximum kwartierpiek, wordt maandelijks door de distributienetbeheerder gemeten.

§ 2. Het verbruik of, in voorkomend geval, de productie op de toegangspunten laagspanning zonder registratie van de belastingscurve wordt door de distributienetbeheerder bepaald bij elke verandering van leverancier of afnemer en in elk geval uiterlijk 12 maanden na de laatste opmeting van de teller. Elke eindafnemer moet de distributienetbeheerder minstens één keer per jaar de indexen of tellers laten opmeten die overeenstemmen met het aansluitingspunt (de aansluitingspunten) waarvan hij houder is. Indien de netbeheerder hem daarom verzoekt en/of indien hij afwezig was bij de opmetingsbezoeken, is de eindafnemer ertoe gehouden zijn index aan de distributienetbeheerder mee te delen

volgens de modaliteiten die laatstgenoemde oplegt. De teller wordt ook minstens één keer tijdens een periode van 24 maanden fysisch gemeten door de distributienetbeheerder, voor zover hij toegang heeft tot de meetinrichtingen.

Afdeling 4. — Dataverwerking

Art. 202. § 1. De distributienetbeheerder registreert en slaat de in de artikel 193 bedoelde data op elektronische wijze op binnen de perken bedoeld in afdeling 6 hierna.

§ 2. Aan de in § 1 bedoelde data koppelt de distributienetbeheerder de volgende gegevens :

1° de identificatie van het toegangspunt;

2° de locatie van de meetinrichting;

3° de identificatie van de leverancier en de evenwichtsverantwoordelijke.

§ 3. De behandeling van de data moet zodanig gebeuren dat de nauwkeurigheid van deze data niet wordt beïnvloed.

Afdeling 5. — Validatie en rechtzetting van meetgegevens

Art. 203. § 1. Indien de meetinrichting zich niet ter hoogte van het toegangspunt bevindt, zullen de meetgegevens worden aangepast op basis van een schattingsprocedure die rekening houdt met de fysieke verliezen tussen het meetpunt en het toegangspunt. Deze procedure is gewoonlijk beschreven in het aansluitingscontract en wordt overgemaakt aan de CWaPE.

§ 2. Indien de wijze van aanpassing niet is beschreven in het aansluitingscontract, zal de distributienetbeheerder, op basis van objectieve en niet-discriminerende criteria, bepalen welke wijze het meest geschikt is; hij zal die meedelen aan de gebruiker en aan de CWaPE.

Art. 204. § 1. Indien de distributienetbeheerder niet kan beschikken over de werkelijke meetgegevens of wanneer de beschikbare resultaten weinig betrouwbaar of duidelijk foutief zijn, worden die meetgegevens in het validatieproces vervangen door billijke waarden op basis van objectieve en niet-discriminerende criteria.

§ 2. De weinig betrouwbare of duidelijk foutieve gegevens worden gecorrigeerd op basis van één of meerdere schattingsprocedures zoals :

1° redundante metingen;

2° andere meetresultaten waarover de betrokken distributienetgebruiker beschikt;

3° vergelijking met de gegevens van een periode die als equivalent wordt beschouwd.

Deze valideringsmethodes kunnen worden bepaald in onderling overleg tussen de partners, met mededeling aan de CWaPE.

Art. 205. Na toepassing van de artikelen 203 en 204 kan de distributienetbeheerder, na voorafgaande informatie aan de betrokken distributienetgebruiker en aan de CWaPE, op de meetgegevens elke vorm van bijkomende controle toepassen die hij nuttig acht. Hierna worden de meetgegevens geacht gevalideerd te zijn.

Afdeling 6. — Opslag, archivering en beveiliging van de data

Art. 206. De distributienetbeheerder slaat zowel de onbewerkte meetgegevens als de eventueel gewijzigde meetgegevens op een niet vluchtige informatiedrager op.

Art. 207. De distributienetbeheerder archiveert de in artikel 206 vermelde gegevens gedurende een periode van minstens vijf jaar.

Art. 208. De door de distributienetbeheerder centraal beheerde meetgegevens zijn, overeenkomstig de wettelijke bepalingen die de telling regelen en de artikelen 157 en 158, beveiligd tegen kennisneming door anderen dan het personeel van de distributienetbeheerder.

Afdeling 7. — Ter beschikking te stellen meetgegevens bij gemeten belastingscurven

Art. 209. § 1. De gegevens worden in principe uitgewisseld in elektronische vorm.

§ 2. Deze termijnen omschreven in deze afdeling kunnen worden verkort in onderling overleg tussen alle actoren, met mededeling aan de CWaPE.

Art. 210. § 1. De distributienetbeheerder stelt elke werkdag volgens de in het kader van artikel 14 vastgestelde procedures de volgende meetgegevens ter beschikking van de betrokken leverancier(s) en toegangsgerechtigde op kwartierbasis voor de toegangspunten waarop hij energie levert of injecteert en die met een automatische lezing zijn uitgerust en waarvan het aansluitingsvermogen 56 kVA overschrijdt :

1° de niet-gevalideerde telgegevens per toegangspunt voor de dag -1 en de eventuele tussenliggende dagen, behalve andersluidende instructies van de bestemmelingen;

2° de gevalideerde telgegevens voor de dag D-1 en de eventuele tussenliggende dagen. Hij moet de eventuele afwijkingen ten opzichte van de niet-gevalideerde telgegevens zo vlug mogelijk meedelen aan de leverancier. De tiende werkdag na het verbruik wordt elk telgegeven verstrekt en gevalideerd. Voor minstens 95 % van de toegangspunten zijn de telgegevens van de maand gevalideerd en beschikbaar uiterlijk de vierde dag van de volgende maand. De verstrekte telgegevens houden de eventuele correctiecoëfficiënten in; de rechtgezette of geraamde gegevens zijn geïdentificeerd;

3° wat de reactieve energie betreft, kunnen de gevalideerde gegevens op verschillende termijnen worden bezorgd volgens modaliteiten die in onderling overleg worden bepaald tussen de betrokken partijen, met inachtneming van de artikelen 141 tot 143.

§ 2. Voor de productie-installaties worden de gevalideerde telgegevens bedoeld in dit artikel aan de betrokken producent meegedeeld op zijn gewoon verzoek. Deze informatie-uitwisseling kan plaatsvinden volgens een protocol dat in gezamenlijk overleg met de producent bepaald wordt.

§ 3. De gegevens bedoeld in § 1 worden eveneens aan de netgebruiker overgemaakt op diens schriftelijk verzoek en mits betaling van de kosten volgens een tarief goedgekeurd door de « CREG ».

§ 4. Bij storing van de meetinstallatie, onmogelijke toegang of gevaarlijke toegangsvoorwaarden vervangt de distributienetbeheerder de ontbrekende gegevens door zijn beste schatting daarvan. De eindafnemer wordt over de methodologie van die schatting ingelicht indien hij erom verzoekt.

§ 5. Voor aansluitingen onder 56 kVA worden de meetgegevens maandelijks ter inzage gelegd.

Art. 211. De distributienetbeheerder motiveert de aanpassingen en correcties die op basis van de artikelen 203 en 204 werden aangebracht en brengt de CWaPE op de hoogte daarvan.

Art. 212. § 1. Elke werkdag stelt de distributienetbeheerder, voor de dag D-1 en de eventuele tussenliggende dagen, aan de evenwichtsverantwoordelijke de niet-gevalideerde telgegevens ter beschikking op kwartierbasis in en door de leverancier geaggregeerde vorm.

§ 2. De distributienetbeheerder stelt, dagelijks en uiterlijk de tiende werkdag na de dag van het verbruik, aan de evenwichtsverantwoordelijke de niet-gevalideerde telgegevens ter beschikking in en door de leverancier geaggregeerde vorm.

Art. 213. Op verzoek van de betrokken leverancier, van de toegangshouder of van de evenwichtsverantwoordelijke kan de distributienetbeheerder de hier bedoelde meetgegevens, al dan niet gevalideerd, met een grotere frequentie dan bedoeld in artikel 210 ter beschikking stellen. De betrokkene richt zich hiertoe tot de distributienetbeheerder die op basis van objectieve en niet-discriminerende criteria de aanvraag evalueert en de hieruit voortkomende taken uitvoert. De daarmee verband houdende kosten worden door de verzoeker overgenomen volgens een door de « CREG » goedgekeurde tarief.

Art. 214. § 1. Elk werkdag stelt de distributienetbeheerder, voor de dag D-1 en de eventuele tussenliggende dagen, aan de transmissienetbeheerder of de beheerder van het lokaal transmissienet naargelang het geval de niet-gevalideerde telgegevens ter beschikking op kwartierbasis in en door de evenwichtsverantwoordelijke geaggregeerde vorm.

§ 2. De distributienetbeheerder stelt, dagelijks en uiterlijk de tiende werkdag na de dag van het verbruik, aan de transmissienetbeheerder of de beheerder van het lokaal transmissienet naargelang het geval de niet-gevalideerde telgegevens ter beschikking in en door de leverancier geaggregeerde vorm.

Art. 215. De distributienetbeheerder kan, op vraag van de distributienetgebruiker of van de betrokken leverancier, complementaire meetgegevens of andere informatie afkomstig van de betrokken meetinrichting met een ander doel dan de in artikel 154 bedoelde verrekening ter beschikking stellen aan de aanvrager. De aanvrager richt zich hiertoe tot de distributienetbeheerder die op basis van objectieve en niet-discriminerende criteria de aanvraag evalueert en de hieruit voortkomende werken uitvoert. De hieraan verbonden kosten worden gedragen door de aanvrager volgens een tarief goedgekeurd door de « CREG ».

Afdeling 8. — Ter beschikking te stellen meetgegevens bij berekende belastingscurven

Art. 216. § 1. De distributienetbeheerder stelt aan de betrokken leverancier gevalideerde meetgegevens ter beschikking voor de toegangspunten waarop hij energie levert of injecteert en die maandelijks worden uitgelezen. Voor minstens 95 % van de toegangspunten moeten deze gegevens worden meegedeeld ten laatste op de vierde werkdag van de volgende maand en voor alle toegangspunten ten laatste op de tiende werkdag van deze maand.

De distributienetbeheerder vermeldt steeds de datum van de meting van de teller. Hij identificeert de rechtzette (artikel 203) of geraamde (artikel 204) gegevens.

§ 2. De distributienetbeheerder stelt aan de betrokken leverancier gevalideerde telgegevens ter beschikking voor de toegangspunten waarop hij energie levert of injecteert en die jaarlijks worden uitgelezen.

Voor minstens 95 % van de toegangspunten moeten deze gegevens worden meegedeeld binnen twintig werkdagen na de datum van de meting van de tellers en voor alle toegangspunten uiterlijk binnen zesentwintig werkdagen na die datum.

De distributienetbeheerder moet steeds de datum van de meting van de teller voor elk toegangspunt vermelden. Als op het ogenblik van de validatie van de telgegevens blijkt dat een fysische meting van de teller nodig is (ter plaatse), zijn de vermelde termijnen geldig vanaf de dag van deze bijkomende meting. De gevalideerde telgegevens die werdern rechtgezet of geraamd, zijn geïdentificeerd.

§ 3. Voor de productie-installaties worden de gevalideerde telgegevens bedoeld in dit artikel ook aan de betrokken producent meegedeeld volgens de principes verwoord in § 1 en § 2.

Art. 217. § 1. De distributienetbeheerder stelt uiterlijk de vijftiende werkdag van de volgende maand, aan de leverancier de uitkeringsgegevens van de maand ter beschikking op kwartierbasis voor de toegangspunten zonder registratie van de belastingscurve waaraan hij energie levert of injecteert.

§ 2. De distributienetbeheerder stelt, uiterlijk de vijftiende werkdag van de volgende maand, aan de evenwichtsverantwoordelijke de uitkeringsgegevens van de maand ter beschikking op kwartierbasis in en door de leverancier geaggregeerde vorm en deelt deze gegevens, geaggregeerd per evenwichtsverantwoordelijke, ook mee aan de transmissienetbeheerder en/of aan de beheerder van het lokaal transmissienet.

§ 3. Deze termijnen omschreven in deze afdeling kunnen worden verkort in onderling overleg tussen alle partners, met mededeling aan de CWaPE.

Afdeling 9. — Historische verbruiksgegevens

Art. 218. § 1. 1° elke distributienetgebruiker kan maximaal een keer per jaar zijn verbruiksgegevens van de drie laatste jaren, gratis krijgen, op gewoon verzoek, bij de distributienetbeheerder, tegen mededeling van zijn EAN-code. Hij kan deze taak ook aan een gemachtigde of een leverancier toevertrouwen aan wie hij de nodige volmacht verleent.

2° de geëiste verbruiksgegevens worden ter beschikking gesteld van de aanvrager door de beheerder van het lokale transmissienet uiterlijk twintig dagen na de aanvraag op voorwaarde dat de gebruiker van het betrokken distributienet actief was op hetzelfde toegangspunt tijdens de referentieperiode en op voorwaarde dat er gegevens bestaan.

3° de informatie moet op een duidelijke en eenvormige wijze, per EAN-code, per periode en per verbruikstype (actief, capacitef, inductief) worden ingedeeld volgens een formaat dat door de distributienetbeheerders in onderlinge overeenstemming wordt vastgelegd;

* voor de distributienetgebruikers die voortdurend worden uitgelezen :

- het actief verbruik per kwartier;
- het inductief en capacitef verbruik per kwartier.

* voor de distributienetgebruikers die maandelijks worden uitgelezen :

- het actief verbruik per maand, onderverdeeld per teller;
- het piekvermogen, onderverdeeld per teller (indien van toepassing);
- de data van de opmetingen.

* voor de distributienetgebruikers die jaarlijks worden uitgelezen :

- het actief verbruik per jaar, onderverdeeld per teller;
- de data van de opmetingen.

§ 2. Als een distributienetgebruiker van leverancier verandert, worden de beschikbare historische verbruiksgegevens zoals bepaald in § 1 gratis ter beschikking gesteld van de nieuwe leverancier. De aanvraag tot de leverancierswissel geldt gelijktijdig als een aanvraag tot het ter beschikking stellen van de historische verbruiksgegevens tenzij de betrokken distributienetgebruiker dit weigert door middel van een schriftelijke medeling gericht aan de distributienetbeheerder.

Afdeling 10. — Klachten en rechtzettingen

Art. 219. § 1. Elke rechtzetting moet schriftelijk worden meegedeeld door een rechtstreeks betrokken partij aan de distributienetbeheerder ten laatste één maand nadat een fout in het licht werd gesteld.

§ 2. Behoudens kwade trouw zal een eventuele rechtzetting van de meetgegevens en de daaruit voortvloeiende facturatie betrekking hebben op een periode van maximaal twee jaar, met name de periode tussen de laatste facturatie (desgevallend de laatste schatting door de distributienetbeheerder) van de tellers en de meting die twee jaar tevoren is uitgevoerd. Indien die periode minder dan 22 of meer dan 26 maanden bedraagt, wordt de schatting over 24 maanden doorgevoerd.

§ 3. In afwijking van § 1, wanneer een leverancier de inhoud van een bericht m.b.t. de meetgegevens wenst te betwisten, stuurt hij een aanvraag tot rechtzetting van die meetgegevens aan betrokken distributienetbeheerder. Na ontvangst van de aanvraag gaat de distributienetbeheerder na of ze ontvankelijk is. De leverancier zal uiterlijk twee werkdagen na verzending van zijn aanvraag een antwoord ontvangen waarin hem meegedeeld wordt dat ze aanvaard en geregistreerd of verworpen wordt. Behalve overmacht zal de distributienetbeheerder 80 % van de gedurende een bepaalde maand aanvaarde aanvragen binnen 20 kalenderdagen na de aanvaarding behandelen en het saldo binnen dertig kalenderdagen.

HOOFDSTUK IV. — Overgangsbepalingen

Art. 220. De bij de inwerkingtreding van dit technisch reglement bestaande meetinrichtingen of onderdelen ervan die niet voldoen aan de nauwkeurigheidsvereisten bedoeld in artikel 172, mogen in gebruik blijven voor zover zij niet het voorwerp zijn van een aanpassing of vervanging en voor zover zij voldoen aan de nauwkeurigheidsvereisten van de eerstvolgende minder precieze nauwkeurigheidsklasse dan die bedoeld in vermeld artikel.

Art. 221. Indien de distributienetgebruiker of de distributienetbeheerder vraagt om bestaande meetinrichtingen of onderdelen hiervan in overeenstemming te brengen met de nauwkeurigheidsvereisten bedoeld in artikel 172, zal de distributienetbeheerder, in samenspraak met de distributienetgebruiker, de vereiste aanpassingen uitvoeren. De kosten van deze aanpassing worden gedragen door de aanvrager.

Art. 222. Indien de distributienetgebruiker of de betrokken leverancier wenst dat de niet-conformiteit binnen een kortere termijn opgeheven wordt, moet hij zich hiertoe tot de distributienetbeheerder richten. Deze zal op basis van objectieve en niet-discriminerende criteria oordelen of de gevraagde aanpassing kan gerealiseerd worden. Behoudens negatieve evaluatie, zal de distributienetbeheerder de aanpassing uitvoeren. De bijkomende kosten van deze versnelde aanpassing worden gedragen door de aanvrager.

TITEL VI. — Samenwerkingscode

Art. 223. De distributienetbeheerder en de netbeheerders aan wiens net hij gekoppeld is, bepalen in gezamenlijk overleg de fysieke plaats van het koppelpunt of de koppelpunten.

Art. 224. De distributienetbeheerder en de netbeheerders aan wiens net hij gekoppeld is, verlenen elkaar wederzijds de noodzakelijke medewerking bij de uitvoering van de taken waartoe beide partijen wettelijk of contractueel verplicht zijn.

Art. 225. § 1. De distributienetbeheerder pleegt overleg met de netbeheerder aan wiens net hij gekoppeld is, met betrekking tot alle aspecten die direct of indirect gevolgen voor de betrokken netbeheerders kunnen hebben, en inzonderheid met betrekking tot :

- 1° de ontwikkeling, het onderhoud en de exploitatie van hun respectievelijke netten;
- 2° de ondersteunende diensten die zij elkaar verstrekken;
- 3° het evenwicht tussen de vraag naar en het aanbod van elektriciteit in de Belgische regelzone;
- 4° het technisch beheer van de elektriciteitsstromen op hun respectievelijke netten;
- 5° de coördinatie van de inschakeling van de productie-eenheden die op hun respectievelijke netten aangesloten zijn;
- 6° de toegang tot hun respectievelijke netten;
- 7° de toepassing van de reddings- en heropbouwcode.

De samenwerkingsovereenkomst slaat op zijn minst op die verschillende punten.

§ 2. De distributienetbeheerder wisselt met de netbeheerder aan wiens net hij gekoppeld is, de nodige gegevens uit met betrekking tot de aspecten vermeld in § 1 volgens onderling overeengekomen procedures.

§ 3. De distributienetbeheerder bepaalt samen met de netbeheerder aan wiens net hij gekoppeld is, de respectievelijke verantwoordelijkheden inzake de kwaliteit, de periodiciteit van de terbeschikkingstelling en de betrouwbaarheid van de gegevens bedoeld in § 1 en inzake het naleven van de mededelingstermijnen.

§ 4. De distributienetbeheerder sluit met de netbeheerder op wiens net hij aangesloten is, een samenwerkingsovereenkomst die de praktische modaliteiten inzake overleg, samenwerking en gegevensuitwisseling regelt. Deze overeenkomst is niet-discriminerend en vermeldt de rechten, plichten en verantwoordelijkheden van elke partij, alsook de kosten voor het gebruik van de netten die het voorwerp van de overeenkomst zijn.

§ 5. De samenwerkingsovereenkomst, alsook elke herziening, wordt aan de CWaPE overgemaakt zodra ze ondertekend is, of zodra dit reglement in werking treedt indien ze eerder ondertekend werd.

Art. 226. De samenwerkingsovereenkomst betreft ook, overeenkomstig de wetsbepalingen ter zake, de vertrouwelijkheid van de gegevens die onderling worden uitgewisseld of ter beschikking staan.

Art. 227. De distributienetbeheerder deelt de planningsgegevens mee aan de netbeheerders aan wiens net hij gekoppeld is met het oog op het opmaken van hun aanpassingsplan.

Art. 228. § 1. De samenwerkingsovereenkomst bepaalt ook het vermogen dat aan de distributienetbeheerder ter beschikking kan worden gesteld op elk koppelpunt en, in voorkomend geval, de evolutie van dat vermogen of een desbetreffend indicatief plan.

§ 2. Elke versterking of uitbreiding van een bestaande koppeling wordt gezamenlijk door de distributienetbeheerder en de netbeheerder aan wiens net hij gekoppeld is, beoordeeld op basis van de zorg voor de optimale ontwikkeling van de betrokken netten, en rekening houdend met de voorrang die dient te worden gegeven aan kwalitatieve en/ of hoogrenderende warmtekrachtkoppelinginstallaties en productie-installaties die hernieuwbare energiebronnen gebruiken, alsook aan degene die elektriciteit produceren vanaf afvalstoffen en terugwinningen op industriële processen.

§ 3. De kwaliteit van de op elk koppelpunt geleverde spanning wordt bepaald in het samenwerkingscontract bedoeld in § 1 en is zo dat het technisch mogelijk is, met de toepassing van normen voor goede parktijkken, om de eindafnemer een spanning te geven die voldoet aan de voorschriften van de norm EN 50160 « Spanningskarakteristieken in openbare elektriciteitsnetten ».

§ 4. Het toegelaten niveau van storingen op het koppelpunt wordt bepaald door de normen die algemeen worden toegepast op Europees niveau, en meer bepaald de technische rapporten CEI IEC 61000-3-6 en 61000-3-7 voor hoogspanning en de overeenstemmende rapporten (CEI IEC61000.3.2 en CEI 61000.3-3) voor laagspanning.

Art. 229. § 1. In de koppelpunten geniet de distributienetbeheerder per elementaire periode een recht op afname van een forfaitaire hoeveelheid reactieve energie, in inductief en capacitief regime.

§ 2. Onder voorbehoud van de bepalingen van § 3, is deze forfaitaire hoeveelheid reactieve energie per tijdsinterval gelijk aan 32,9 % van de hoeveelheid actieve energie afgenomen op het koppelpunt tijdens dit tijdsinterval.

§ 3. Deze forfaitaire hoeveelheid reactieve energie per tijdsinterval mag niet lager zijn dan 3,29 % van de hoeveelheid actieve energie die conform is met de duurtijd van het tijdsinterval vermenigvuldigd met het op het koppelpunt ter beschikking gesteld vermogen, zoals bepaald in artikel 228.

§ 4. Het positieve verschil tussen de hoeveelheid in inductief regime en de forfaitaire hoeveelheid, toegewezen overeenkomstig dit artikel, wordt ten laste gelegd aan de betrokken distributienetbeheerder volgens het toepasselijke tarief.

§ 5. Het positieve verschil tussen de hoeveelheid in capacitief regime en de forfaitaire hoeveelheid, toegewezen overeenkomstig dit artikel, wordt ten laste gelegd aan de betrokken distributienetbeheerder volgens het toepasselijke tarief.

Art. 230. § 1. In het kader van de bepalingen van artikel 225 licht een distributiebeheerder de netbeheerders aan wiens net hij gekoppeld is, tijdig in over zijn aanvragen inzake tijdelijke en permanente overschakelingen van belasting tussen de betrokken koppelpunten. Deze aanvragen worden in onderling overleg geëvalueerd volgens de modaliteiten omschreven in de samenwerkingsovereenkomst.

§ 2. Op gemotiveerd verzoek legt de distributienetbeheerder verdere informatie ter inzage van de netbeheerders aan wiens net hij gekoppeld is aangaande het per koppelpunt verwachte belastingsdiagram.

Art. 231. § 1. De samenwerkingsovereenkomst bepaalt onder meer de respectievelijke rechten, verplichtingen en verantwoordelijkheden en de procedures met betrekking tot alle aspecten van de exploitatie die een indirecte of directe invloed kunnen hebben op de veiligheid, de betrouwbaarheid en de efficiëntie van de betrokken netten, aansluitingen, of installaties van netgebruikers, met inbegrip van de modaliteiten voor het herstel van eventuele schade aan een netgebruiker.

§ 2. De reddingscode en de heropbouwcode opgesteld door de transmissienetbeheerder of de beheerder van het lokaal transmissienet worden opgenomen in deze overeenkomst.

Art. 232. § 1. De distributienetbeheerder stelt de meetgegevens van elke evenwichtsverantwoordelijke ter beschikking van de netbeheerders aan wiens net hij gekoppeld is, volgens de bepalingen van de artikelen 214 en 217.

§ 2. De meetgegevens vermeld in § 1 bepalen per evenwichtsverantwoordelijke en per kwartier het vermogen uitgewisseld tussen de betrokken netten.

§ 3. De distributienetbeheerder draagt de verantwoordelijkheid dat het totale uitgewisselde vermogen tussen de betrokken netten per kwartier wordt toegewezen aan de verschillende evenwichtsverantwoordelijken.

BIJLAGE I: GEGEVENSLIJST

De eerste kolom van Tabel 1 is getiteld « Aansluitingstype » en onderscheidt twee types aansluitingen : de aansluitingen van productie-eenheden (« Pr ») en de aansluitingen van belastingen (« B »).

Bij een gemengde aansluiting (productie-eenheid en belasting, « Pr + B ») kan de distributienetbeheerder alle of een gedeelte van de gegevens van beide aansluitingstypes opvragen.

De tweede kolom van Tabel 1 is getiteld « Doel » en verwijst naar het hoofdstuk of de paragrafen van dit reglement waarop de gegevens betrekking hebben.

De afkorting « P » betreft Titel II van de Planningscode. De afkortingen « S » en « A » komen respectievelijk overeen met de afdeling « Aanvraag om Oriënterende studie » en « Aanvraag tot Aansluiting » van Titel III van de Aansluitingscode. Andere gegevens betreffende bestaande installaties worden gecatalogeerd onder de hoofding « Andere » (ze moeten worden bezorgd op hieronder niet vermelde specifieke aanvraag) en « Alle » (ze moeten worden bezorgd in de hieronder vermelde drie gevallen).

De planningsgegevens waarvan sprake in artikel 34, (Planningscode) zijn deze die in Tabel 1 door het teken « P » of « Alle » in de kolom « Doel » zijn aangegeven.

De algemene technische gegevens of informatie waarvan sprake in artikel 68 (Aansluitingscode) zijn deze die in Tabel 1 door het teken « S » of « Alle in de kolom « Doel » zijn aangegeven.

De gedetailleerde technische gegevens of informatie waarvan sprake in artikel 78 (Aansluitingscode) zijn deze die in Tabel 1 door het teken « A » of « Alle » in de kolom « Doel » zijn aangegeven.

De derde kolom van Tabel 1 is getiteld « Omschrijving » en beschrijft de gevraagde technische gegevens en informatie.

De vierde kolom van Tabel 1 is getiteld « Eenheid » en duidt voor de meetbare grootheden de meeteenheid aan.

De vijfde kolom van Tabel 1 is getiteld « Periode ». De letter T geeft het aantal jaren weer waarvoor het gegeven of de informatie wordt doorgegeven aan de distributienetbeheerder, in overeenstemming met de planningsperiode beschouwd in de Planningscode.

type aansluiting	Doel	Omschrijving	Eenheid	Periode
Pr + B	Alle	Identificatie van de aansluiting		
Pr + B	Alle	Naam en adres van de netgebruiker		
Pr + B	D	Koppeling met het net beschrijving van de aansluiting met inbegrip van de hulpvoeding		
Pr + B	S, A	Datum indienstname	mm/jjjj	
Pr + B	Andere	Laatste datum conformiteitskeuring	dd/mm/jjjj	
Pr + B	D	Lokalisatie en toegang tot schakelapparatuur en meetapparatuur		
Pr + B	Andere	Algemene overstroombeveiliging merk, type, instelwaarden, kablerring-schema		
Pr + B	Andere	Elektrisch schema		
B	Alle	Actief vermogenpiek en maand van optreden	kW,mm	T
B	Alle	Alle Reactief vermogen (of cos phi) bij actief vermogenpiek	kVAr	T
B	P	Eventuele trendbreuken in afnamepatroon	kW, mm/jjjj	T
B	P	Wekelijks afnamepatroon	kW	
B	S, A	Type en vermogen storende belasting	kW	
B	S, A	Opgesteld motorvermogen	kVA	
B	Alle	Datum indienstname Condensatorbatterij	dd/mm/jjjj	
B	Alle	Condensatorbatterij : geïnstalleerd vermogen	kVAr	
Pr	Alle	Productie-eenheid : identificatie		
Pr	Alle	Maximaal netto-ontwikkelbaar vermogen	kW	T
Pr	P	Geschatte jaarproductie of gebruiksduur	kWh of h	T
Pr	Alle	Cos phi bij het maximaal vermogen		T
Pr	E,D	Type generator (asynchroon/synchroon/invertor)		
Pr	D	Elektrische kenplaatgegevens generator		
Pr	Alle	Energiebron (hernieuwbare energie/WKK/andere)		
Pr	Alle	Driefasig kortsluitvermogen (subtransient) op het toegangspunt	MVA	
Pr	Alle	Werking in eilandbedrijf mogelijk ?	J/N	
Pr	Alle	Parallelbedrijf mogelijk ?	J/N	
Pr	P	Beschikbaarheidsgraad	%	
Pr	S, A	Type en vermogen storende productie-eenheid	kW	
Pr	D	Transformator : kortsluitspanning	%	
Pr	D	Transformator : elektrische kenplaatgegevens		
Pr	Andere	Ontkoppelingsbeveiliging : merk, type, instelwaarden, kablerringsschema, afstandsbediening (J/N)		

BIJLAGE II : NAUWKEURIGHEIDSVEREISTEN VOOR DE MEETINRICHTING.

Tabel 2 vermeldt de minimaal vereiste nauwkeurigheidsklasse van de gebruikte onderdelen in de meetinrichting in functie van het aansluitingsvermogen en het spanningsniveau.

Aansluitingsvermogen	Spanningsniveau waarop de meetrichting aangesloten is	Maximaal toegestane totaalfout (+ %) bij vollast (3)		Minimaal vereiste nauwkeurigheidsklasse van de bestanddelen in de meetinrichting			
		Actief PF=1	Reactief PF=0	TP	TI	Wh-meter	VARh-meter
≥ 5 MVA	HT	0.5	2.25	0.2	0.2	0.2	2
	BT	0.25	2.25	na	0.2	0.2	2
≥ 1 MVA tot 5 MVA	HT	0.75	2.25	0.2	0.2	0.5	2
	BT	0.55	2.25	na	0.2	0.5	2
≥ 250 kVA tot 1 MVA	HT	1.5	2.5	0.5	0.5	1	2
	BT	1.25	2.25	nvt	0.5	1	2
≥ 100 kVA tot 250 kVA	HT	1.5	2.5	0.5	0.5	1	2
	BT	1.25	2.25	nvt	0.5	1	2
< 100 kVA	meters conform aan bijlage MI-003 § 7 van het koninklijk besluit van 13 juni 2006 betreffende de meetinstrumenten						

Tabel 2 : Nauwkeurigheidsklasse van de onderdelen van een meetinrichting

Waarbij :

TP : meettransformator van de spanning

TI : meettransformator van de stroom

Wh- meter : meter voor actieve energie

VARh – meter : meter voor reactieve energie.

PF : vermogensfactor

nt : niet toepasselijk

(3) De maximaal toegestane totaalfout (+ %) voor de gehele meetinrichting bij vollast wordt gegeven als indicatieve waarde. Ze wordt berekend op grond van de vectoriële som van de vergissingen van elk bestanddeel van de meetinrichting, namelijk A + B + C, met :

A : de fout van de spanningstransformator met bedrading,

B : de fout van de stroomtransformator met bedrading,

C : de fout van de meter.

De distributienetbeheerder zal de nodige maatregelen treffen opdat de bestanddelen van de meetinrichting bij het aansluitingsvermogen in hun nominaal werkdomein worden gebruikt om de beste garantie te geven dat aan de vereisten van de maximaal toegestane totaalfout wordt voldaan.

BIJLAGE III : NAUWKEURIGHEIDSVEREISTEN VOOR DE IJKING VAN MEETINRICHTINGEN

De maximaal toegelaten onzekerheid (in %) bij het ijken van onderdelen van meetinrichtingen bedraagt :

- Klasse 0.2 TC en TT : ± 0.05
- Klasse 0.2 Wh. — meter $\pm 0.05/\cos\phi$
- Klasse 0.5 TC en TT : ± 0.1
- Klasse 0.5 Wh. — meter $\pm 0.1/\cos\phi$
- Klasse 1 Wh. — meter $\pm 0.2/\cos\phi$
- Klasse 2 Wh. — meter $\pm 0.5/\cos\phi$
- Klasse 2 varh. — meter $\pm 0.5/\sin\phi$
- Klasse 3 varh. — meter $\pm 0.5/\sin\phi$

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 3 maart 2011 tot goedkeuring van het technisch reglement voor het beheer van de elektriciteitsdistributienetten in het Waalse Gewest alsook de toegang daartoe.

Namen, 3 maart 2011.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET